1,000

● LES DÉMOCRATES PLUS REAGANIENS QUE M. REAGAN – Pages 4 et 5

LE MONDE diplomatique

N° 397 34e année — AVRIL 1987

28 pages - 15 F

Algérie	6 DA	Gr.-Bret.	1,10 £
Antilles fr. / Réunion	19,00 F	Irlande	1,70 £
		Italie	3 500 lires
Belgique	85 FB	Maroc	14,50 dir.
Canada	2,25 $ C	P.-Bas	5,00 Fl.
C.-d'Iv.	870 F CFA	Sénég.	900 F CFA
Espagne	270 P	Suisse	3,80 FS
E.-U.	2,10 $ US	Tunisie	1 700 m.

Abonnements voir tarif page 13

Publication mensuelle — 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Le succès des Verts en Allemagne de l'Ouest

(Pages 8 et 9.)

VERS UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCHE-ORIENT

Le temps du courage

Par CLAUDE JULIEN

« *AUCUNE autre entité politique dans le monde n'est aussi incohérente qu'Israël, qui simultanément pratique la démocratie et gouverne les populations* [des territoires occupés]... *Les Palestiniens vivent sans le droit de voter ou d'être élus ; ils n'exercent aucun contrôle sur le gouvernement qui détermine leurs conditions de vie ; ils sont exposés à des contraintes et à des punitions qui ne pourraient leur être infligées s'ils étaient juifs ; on leur permet d'entrer en Israël pour travailler, mais non pas d'y dormir la nuit. Voilà une existence morne, tendue, maussade, réprimée, avec des coups de violence toujours prêts à exploser. Aucun précédent historique ne permet de croire que de telles conditions peuvent durer longtemps sans explosion.* »

Ces quelques lignes ne montrent-elles pas jusqu'à quels excès peuvent se laisser emporter certains partisans de la cause palestinienne ? Après tout, l'existence « *morne, tendue, maussade* » imposée aux Palestiniens en Cisjordonie et à Gaza dure depuis la guerre de six jours — vingt ans déjà... Pourquoi ne se prolongerait-elle pas encore pendant plusieurs générations ? Que nul ne se laisse donc prendre au discours sournois qui, cherchant à discréditer la démocratie israélienne, que l'on dit gangrenée par l'occupation militaire de territoires étrangers, veut en fait mettre en cause un élément-clé de la sécurité de l'Etat juif.

L'auteur des lignes citées eût été dénoncé comme antisioniste et, par habitude, comme antisémite, s'il ne s'agissait de M. Abba Eban, ancien ministre israélien des affaires étrangères, qui préside à la Knesset la commission des affaires étrangères et de la défense (1).

Soucieux de sauvegarder sionisme et démocratie, M. Abba Eban enfonce son clou : « *Si nous donnons le droit de vote aux habitants des territoires occupés, nos décisions parlementaires seront déterminées par des membres d'une nation étrangère et nous perdrons notre vision d'un Etat juif. Si nous leur refusons le droit de vote, nous perdrons notre place dans la famille démocratique et nous nous trouverons moralement à la dérive.* » Il rappelle les propos tenus en octobre dernier par M. Shimon Pérès, alors premier ministre : en l'absence d'un accord de paix, un futur gouvernement israélien « *devra renoncer unilatéralement à des territoires en Cisjordanie et à Gaza afin de ne pas avoir à administrer la population arabe* ».

En Europe comme aux Etats-Unis, l'opinion reste pourtant largement répandue selon laquelle les territoires occupés sont indispensables à la sécurité d'Israël. Aussi longtemps que prévaudra ce point de vue, l'Ouest sera impuissant à favoriser une solution de paix. Or, affirme M. Abba Eban, le problème est « *moins complexe que ne le suggèrent parfois les médias* ». Ce « *parfois* » est évidemment un euphémisme de courtoisie... En vingt ans, rappelle M. Eban, 50 000 juifs, soit moins de 2 % de la population israélienne, se sont installés dans les « colonies de peuplement » en Cisjordanie et à Gaza, où ils représentent moins de 4 % de la population totale (1 300 000 Arabes). Il apparaît donc clairement, estime-t-il, que l'attraction des territoires occupés sur les Israéliens et sur la Diaspora est bien insuffisante pour modifier les rapports de forces démographiques.

Manque de détermination et pesanteurs politiques

DANS de telles conditions, une occupation militaire permanente peut-elle garantir la sécurité d'Israël ? M. Abba Eban n'y croit pas. Il compte plutôt sur « *un accord de paix* » prévoyant « *la démilitarisation de la rive occidentale du Jourdain* » et quelques « *modifications de frontières* ». Il compte surtout sur la force dissuasive de l'armée israélienne. Il fait valoir que de nombreux anciens chefs militaires israéliens, parmi les plus prestigieux, ont adopté des positions anti-annexionnistes lorsqu'ils se sont lancés dans l'action politique. Tel est le cas, dit-il, des généraux Yadin, Allon, Dayan, Tsur, Rabin, Bar-Lev, Gur, Herzog, Yariv, Amit, Weizmann et Lahat.

Mais alors, une solution serait donc en vue ? Les Palestiniens pourraient enfin posséder cette « patrie » *(homeland)* qu'ils réclament depuis quarante ans à cor et à cri ? Leur revendication ayant été jugée « *légitime* » par tant de chefs d'Etat ou de gouvernement occidentaux, une issue favorable serait à portée de la main ?

Pour qu'il en fût ainsi, encore faudrait-il que l'Ouest manifestât sa détermination autrement qu'en paroles, et que, en Israël même, les vues de MM. Shimon Pérès et Abba Eban fussent largement acceptées. Aucune de ces deux conditions n'est pour l'instant réalisée.

Le jeu politique israélien ne facilite guère l'évolution des esprits. Malgré les efforts de quelques personnalités courageuses (2) et de petits groupes systématiquement dénigrés, le débat de fond n'a jamais pris l'ampleur qu'il mérite. Le partage des sièges au Parlement obligeant actuellement les travaillistes et le Likoud à occuper à tour de rôle les fonctions de premier ministre, leurs prises de position paraissent entachées de calculs électoraux. Les premiers font preuve d'une prudence excessive qui contraste avec les sombres conclusions auxquelles les conduit leur analyse. Le second reste attaché à sa conception d'un « Grand Israël » et ne se résignerait pas à perdre l'appui des formations extrémistes.

(Lire suite page 10.)

(1) Voir ses deux articles, *International Herald Tribune*, 10 et 11 novembre 1986. Les citations qui suivent sont puisées à la même source.

(2) Voir, par exemple, l'article du général Mattitiyahu Peled, *le Monde diplomatique*, juillet 1984.

D'UNE MAJORITÉ A L'AUTRE

La très réelle politisation des hauts fonctionnaires

Le premier anniversaire du retour de la droite au pouvoir, en France, a relancé le débat sur la politisation de la haute fonction publique. Au regard d'une comptabilité comparée des mutations intervenues au sommet de l'Etat, en 1986, comme en 1981, les mêmes anathèmes refleurissent sur les rives opposées des courants politiques : « épuration », « chasse aux sorcières », « paniers de têtes coupées »... Fort heureusement, on n'a jamais vu, de mémoire de citoyen, la tête de l'un de nos grands commis promenée au bout d'une pique, pas plus d'ailleurs qu'on ne l'a aperçue, de mémoire de chômeur, aux portes de l'Agence nationale pour l'emploi.

Il n'en reste pas moins que la politisation de la haute administration est une réalité, longtemps masquée par l'absence d'alternance au pouvoir, et cependant pratiquée à l'abri des majorités conservatrices renouvelées. C'est l'ampleur des mouvements opérés à la faveur des changements de majorité qui lui donne tout son relief. On s'aperçoit du même coup que l'« épuration » n'était pas l'apanage des socialistes. Du moins, ces derniers avaient-ils eu le souci, à quelques exceptions près, de respecter les formes et de recaser décemment les hauts dignitaires de l'appareil d'Etat. On ne peut en dire autant du nouveau gouvernement.

Mais la politisation de la haute fonction publique est un phénomène que l'on retrouve dans la plupart des démocraties occidentales. Elle tient plus, en définitive, à la nature de l'Etat et au mode de gestion des sociétés développées qu'à une perversion du système politique.

Par CHRISTIAN DE BRIE

« *NOUS souhaitons seulement nous débarrasser des incompétents* », avaient annoncé, magnanimes et rassurants, les nouveaux gouvernants après l'alternance de mars 1986. Plus discrets que leurs prédécesseurs, ils sauront se montrer expéditifs dans le changement des hommes, plaçant un peu partout des responsables dont l'allégeance au RPR — plutôt qu'à toute autre formation de la majorité — n'est guère plus contestable que la compétence professionnelle.

Au cœur de la cible, les emplois supérieurs à la discrétion du gouvernement : 500 dans les services administratifs de l'Etat — 205 directeurs d'administration centrale, 124 préfets, 143 ambassadeurs et 28 recteurs d'académie, — environ 200 à la tête des grands établissements publics, entreprises et sociétés nationales, dans tous les secteurs : banques, assurances, industries, énergie et mines, transports, communication et culture, centres de recherche et offices professionnels. La nomination à ces emplois, tous pourvus par décret en conseil des ministres, est entièrement libre. Aucune autre condition n'est exigée que l'âge de la majorité, la nationalité française et la jouissance des droits civiques.

Un an après, le bilan des nominations et révocations supporte la comparaison avec celui du premier gouvernement de la gauche : 81 directeur d'administration centrale contre 90 70 préfets contre 103, 14 recteurs contre 19.

En tête du palmarès : police et préfets, le ministère de l'intérieur où tous les directeurs ont été changés ; puis l'éducation nationale et la communication, où la plupart des directeurs d'administration centrale et 10 PDG sur 11 ont été remplacés (1) ; enfin l'économie, les finances et les affaires, où les postes-clés de la Rue de Rivoli ont changé de titulaires, à l'exception notable de la direction du Trésor, tandis que 85 nouveaux dirigeants étaient nommés à la tête des entreprises et établissements publics. Les secteurs les moins touchés : l'armée et les affaires étrangères, les prérogatives du président de la République et les contraintes de la cohabitation limitant la marge de manœuvre du gouvernement. Encore que 41 ambassadeurs ont été remplacés, dont certains, comme M. Eric Rouleau à Tunis, dans des conditions peu conformes aux traditions du Quai d'Orsay.

(Lire la suite page 7.)

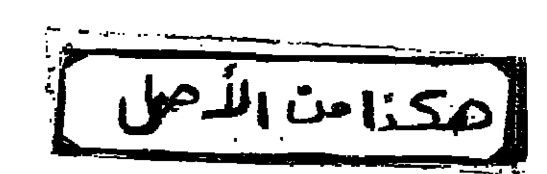
(1) A la tête d'Antenne 2, FR 3, Radio-France, Télé-Diffusion de France (TDF), la Société française de production (SFP), l'INA, Radio-Monte-Carlo, l'Agence Havas, l'Agence France-Presse, la Sofirad.

DANS CE NUMERO :

Les grands décalages

M 2136-397 - 15 F

Voir le sommaire complet page 28.



DEUX LIVRES SUR L'ART DE LA PRÉVISION AUJOURD'HUI

Prospective et fantastique

Par THIERRY GAUDIN *

« JE *m'intéresse au futur, parce que c'est là que j'ai l'intention de passer l'essentiel du temps qui me reste à vivre* », disait un jour un académicien, comme s'il avait à justifier de sa présence dans un congrès de prospective. Parler de l'avenir, en effet, est-ce bien sérieux ? On reconnaît à la rigueur que l'on puisse dire ce qui devrait être mais tenter de donner à voir ce qui pourrait être, en ne conservant d'autre passion que celle de la lucidité, voilà qui est étrange, éventuellement suspect. Deux livres : *les Travailleurs du futur*, d'Annie Batlle (1), et *l'Histoire des futurs* de Bernard Cazes (2), ouvrages de référence, comme l'est, pour la méthodologie, celui de Michel Godet, *Prospective et planification stratégique* (3), viennent opportunément nous rappeler qu'il s'agit toujours d'une profession.

Le livre d'Annie Batlle est le résultat d'une mission effectuée dans divers pays, *en 1985*, afin de récolter des informations sur les principaux *think tanks* où l'on parle de l'avenir. On y apprend qui fait quoi, et quelles sont les principales idées débattues dans le milieu des « prospectivistes ». C'est donc à la fois un carnet d'adresses et un résumé clair des grands courants de pensée.

Bernard Cazes est un fonctionnaire du commissariat du Plan qui a pris racine dans le futur depuis plus de quinze ans. Son *Histoire des futurs*, sous-titrée *De saint Augustin au XXIe siècle* laisse présager l'ampleur du champ couvert. D'autant que, au lieu de se limiter aux rapports officiels, sur lesquels pèse toujours quelque conformisme, il a eu l'intelligence d'admettre, d'entrée de jeu, que la prospective pouvait se loger chez tous : des devins aux romanciers, des humoristes aux économistes, des scientifiques aux théologiens.

Un des passages les plus intéressants est celui où il confronte les écrits de H. G. Wells, le romancier fantastique *auteur de la Guerre des mondes*, avec les écrits de ce même Wells lorsqu'il essaye de faire des prédictions « scientifiques ». Dans ses œuvres de fiction, il imagine « *des vaisseaux aériens qui, par beau temps, font quatre fois l'aller et retour entre Paris et Londres dans une même journée* » (*Quand le dormeur s'éveillera*, 1899), mais quand il veut être « sérieux », il écrit « *Je ne crois pas du tout que l'aéronautique entre jamais en jeu pour modifier de façon importante les moyens de transport* » (*Anticipations, 1902*).

Ce que Bernard Cazes ne s'autorise pas à dire, c'est l'hypothèque que cet exemple fascinant fait peser sur les prospectives officielles, à commencer par celles du commissariat du Plan. Car enfin, s'il faut l'imagination foisonnante d'un Wells pour atteindre le futur et si, en plus, il faut qu'il laisse vagabonder son esprit, sans être retenu par le besoin de paraître raisonnable, que pourra bien produire le conformisme des commissions officielles ?

Et cependant, les quelques travaux de rétroprospective disponibles montrent qu'on ne s'était pas tellement trompé, il y a vingt ans. P. Dubois, de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), autre permanent de la prévision, était déjà là quand, en 1964, furent élaborées les « réflexions pour 1985 », demandées par le Plan à un très prestigieux groupe d'experts présidé par Pierre Guillaumat. Il était encore là vingt ans après, quand on a demandé au même groupe de comparer ses prévisions à la réalité. L'exercice aurait pu être cruel ; il a été plutôt satisfaisant.

D'un côté Wells, qui ne voit juste qu'en laissant vagabonder son imagination la plus débridée, au point qu'il n'y croit pas lui-même ; de l'autre, Pierre Guillaumat et sa commission, qui s'en tirent plutôt bien avec des modèles macro-économiques prolongeant le passé. Alors, à quelle méthode se fier ? La comparaison mène à distinguer, d'un côté, la prévision des discontinuités, de l'autre, le prolongement, par continuité, du passé récent ; ce qui est continu, dans le prolongement du passé, a été prévu, mais les discontinuités n'ont même pas été vues.

D'où l'idée que prévoir et voir sont peut-être deux choses différentes, qui *font appel à des facultés distinctes* de l'homme. Qui aujourd'hui oserait se risquer à évoquer l'an 2007 en reprenant des méthodes de prévision à la Fourastié, qui, cependant, ont bien réussi pour les vingt années de 1965 à 1985 ? Sans doute quelques événements marquants, tels que les crises pétrolières, ont-ils accrédité l'idée que l'avenir, n'étant plus dans la continuité du passé, se construit sur des ruptures.

AVEC ces deux ouvrages, le lecteur entre dans une systématique de l'imaginaire. Comment les hommes font-ils, à travers les âges, et dans les différents pays, pour se représenter l'avenir ? Borges, dans une conférence sur la littérature fantastique, disait en substance : « *On pourrait croire que l'esprit, une fois libéré du réel, s'évade dans les univers les plus imprévisibles ; il n'en est rien : la fiction est presque assez pauvre pour être classifiable ; elle tourne autour de quatre grands thèmes : le temps, la mort, la présence d'êtres différents et la transfiguration.* »

Bernard Cazes, à son tour, tente une classification, par genre, des prédictions et des lectures de l'histoire qui les accompagnent. D'abord, comme dit Borges, la question du temps : est-il cyclique, de telle sorte que l'histoire se répète, ou bien linéaire, comme dans les modèles exponentiels ? Ou encore une combinaison *plus vraisemblable* des deux, c'est-à-dire hélicoïdal ? Ensuite, la question de la mort : les figures du déclin abondent en prospective : la décadence, de Tocqueville à Schumpeter, est l'un des thèmes favoris des grands auteurs, plus encore que son image inverse, le progrès. Il faut dire que, autant l'aboutissement du déclin est évident, autant celui du progrès laisse perplexe. Les schémas d'évolution tels que celui des trois âges de l'humanité, par Saint-Simon, et plusieurs autres utopies ternaires libératrices, ne donnent pas une image claire de l'aboutissement ; au fond, un homme libre, comment c'est fait ? Serait-ce l'apparition du troisième thème de Borges : la présence d'êtres différents puisque, à l'évidence, les hommes que nous côtoyons ne se sentent pas libres, ni extérieurement, car ils font de la libération l'enjeu de leurs luttes, ni même intérieurement, bien que cela soit plus difficile à avouer. Quant au quatrième et dernier thème, la transfiguration, il est présent dans le mot-clé des discours contemporains sur le futur : les mutations.

* Chef du Centre de prospective et d'évaluation (CPE).

(1) Seghers, coll. « Les visages de l'avenir », Paris, 1986, 315 pages, 85 F.
(2) Seghers, coll. « Les visages de l'avenir », Paris, 1986, 475 pages, 135 F.
(3) Economica, Paris, 1985, 335 pages, 125 F.

CORRESPONDANCE

« La Flandre au cœur de l'Europe »

A propos du supplément sur la Flandre paru dans le Monde diplomatique *de janvier, un lecteur belge, qui tient à conserver l'anonymat, nous écrit :*

J'ai lu avec attention les articles sur la Flandre parus dans *le Monde diplomatique* de janvier. Il y manquait la mention « publicité » en tête, car n'est-ce pas de la publicité dans toute l'horreur du terme, publicité qui ne représente qu'une partie de la campagne orchestrée par le gouvernement flamand (à défaut du gouvernement belge), et payée par le contribuable belge, majoritairement flamand à raison de 57,2 %, ce qui lui permet d'ignorer allégrement la minorité nationale francophone.

J'ai admiré la jolie carte que vous avez publiée, où l'on voit Bruxelles comme un îlot isolé dans ce magnifique pays flamand, le dessinateur ayant magnifiquement retranscrit par un adroit coup de plume, ce à quoi tout Flamand rêve : une Bruxelles enfin encerclée, que l'on pourrait enfin « flamandiser » en faisant fi de sa population francophone (plus de 75 %) (...).

M. Geens parle de problème linguistique relégué à l'arrière-plan, de par la crise économique. Mieux dit, il s'agirait, crise économique aidant, d'étouffer la voix de la minorité francophone en lui adressant un message : « Flamandisez-vous ou disparaissez ».

Les soins pour les enfants en Afrique

La lettre de Mme Semeria, que nous avons publiée dans notre numéro de février, a suscité l'explication suivante, très concrète, que nous adresse le docteur C. Aurenche, de l'hôpital de Tokombéré, à Maroua, dans le nord du Cameroun :

Je voudrais simplement rappeler les règles élémentaires qui animent l'action des centres de santé dépendant de l'Eglise catholique dans les diocèses du nord du Cameroun, action qui est liée à celle des pouvoirs publics de l'ensemble du pays. J'en suis en quelque sorte, depuis plus de dix ans, le conseiller technique.

Je pense qu'il est juste, pour l'efficacité d'un travail à long terme, que tout malade paie quelque chose pour tout traitement ; c'est d'ailleurs ainsi dans le monde entier. Ce n'est pas l'enfant qui paie, mais ses parents, car tout parent doit donner à ses enfants les soins dont ils peuvent avoir besoin.

En règle générale, nos centres au Nord-Cameroun ne font pas payer les médicaments, chaque malade paie un forfait pour un épisode-maladie. Il est pris en charge pour une consultation avec d'éventuels examens de laboratoire, et le traitement est compris dans ce forfait, pour une somme très modique. A Tokombéré, par exemple, l'hospitalisation d'un enfant normalement suivi en PMI (protection maternelle et infantile), revient aux parents à 1000 F CFA (20 F) tout compris, pour quinze jours. Dans la plupart de nos centres, nous demandons aux parents *de se grouper*, de cotiser, pour inscrire l'enfant dans un groupe de PMI, de 300 F à 500 F CFA (10 F) pour un an, donnant droit à la surveillance mensuelle de l'enfant, à l'usage de quelques médicaments, et à une très grosse réduction des traitements pour les maladies plus sérieuses...

Telle est notre pratique. Quant à la théorie, alors il faut être plus sévère à l'égard de votre correspondante. Elle semble ignorer la ligne de politique de santé du Cameroun, et celle de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) : toute action santé au village doit être engagée en fonction des priorités, des besoins réels, des moyens aussi de la communauté locale. Cela n'est possible qu'après une vraie approche du milieu. L'action doit être entreprise avec les moyens de la population, sous son contrôle, avec des agents formés en son sein, supervisés par des structures officiellement reconnues. C'est aussi le principe des pharmacies villageoises ou familiales, qui permettent à toute famille d'avoir chez elle les médicaments essentiels (...).

Les dépannages d'urgence sont toujours nécessaires, mais ils doivent toujours être intégrés aux actions en place ; sinon ce sont des corps étrangers dangereux et inutiles. Jamais un don extérieur ne doit déresponsabiliser les communautés. Il est long et difficile (pour nous, à Tokombéré, cela fait vingt ans que nous avons commencé) d'amener une mère et un père de famille à ne pas attendre la mort de l'enfant, mais à se sentir responsable pour faire quelque chose pour le protéger... Alors, les équipes sur le terrain sont parfois lassées par ces bonnes volontés passagères qui viennent apporter de faux espoirs par un service transitoire et extérieur.

Il ne s'agit pas de « faire du tort aux missions », il ne s'agit même pas de la *dignité* de l'enfant, il s'agit de sa vie : si la famille ne prend pas la responsabilité de cette vie dès le début et tous les jours, l'enfant ne pourra pas franchir tous les obstacles qui se dressent quotidiennement devant lui. Il n'aura pas toute l'année la chance d'une bienfaisante rencontre, qui a apporté au village les médicaments et les soins...

Par contre, une communauté organisée, comme il y en a tant désormais dans notre secteur, assure un avenir minimum à *tous* les enfants, elle gère les moyens qu'elle a et ceux qu'elle reçoit (car il lui en faut).

Enfin, quelle mauvaise conclusion que celle de cette lettre : une obligation de contrôle de toutes les ONG sur le terrain, par une structure venant de l'hémisphère Nord, celle des donateurs... Mais au nom de qui, de quoi ? D'une incompétence chronique des gens du Sud à se gérer eux-mêmes ?... D'un vilain désir d'efficacité à court terme pour satisfaire un élan du cœur, valable, bien sûr, mais inutile puisqu'il existe désormais d'autres stratégies sur le terrain ? Tout travail pour la santé, même bénévole, doit être replacé dans le cadre des organisations villageoises, qui sont en train de bouleverser l'avenir des zones rurales : PMI, consultation prénatale, groupe d'hygiène, de nutrition... qui commence déjà à agir sur les taux de morbidité et de mortalité de nos régions.

Bien sûr, il faut éliminer toute idée de vendre des médicaments reçus gratuitement, bien sûr il faut accueillir tout enfant, même s'il n'a pas d'argent ; mais il faut surtout favoriser au maximum cette étonnante vitalité communautaire, seul rempart actuel possible des enfants contre la mort. Il ne s'agit surtout pas de polémiquer, mais d'aider les populations de l'hémisphère Nord à se familiariser à ce qui est neuf et efficace dans l'hémisphère Sud.

Prochains colloques

● Le Centre d'études et de recherches internationales consacre une journée au thème « LA FRANCE ET L'ITALIE FACE A LA SITUATION EN MÉDITERRANÉE ». Les travaux se dérouleront le 6 avril, à Paris. *(Renseignements : CERI, 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris. Tél. : 45-49-51-30.)*

● La délégation aux fonctionnaires internationaux auprès du premier ministre organise, le 20 mai, une journée d'études sur « LA LANGUE FRANÇAISE DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ». *(Renseignements : 72, rue de Varenne, 75700 Paris. Tél. : 42-75-73-12.)*

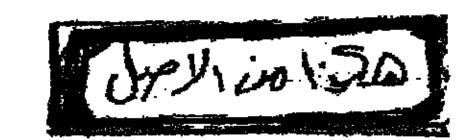
● Le premier SALON INTERNATIONAL DE LA COOPÉRATION ET DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT se tiendra du 20 au 24 mai, à la porte de Versailles, à Paris. L'objet de cette manifestation est de présenter la diversité des acteurs et des modalités d'intervention en matière d'aide au développement. *(Renseignements : Organisation et communication, docteur Philippe Garnier, 49, rue Lamartine, 78000 Versailles. Tél. : 39-49-45-46.)*

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET, Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Antoine Gauvin
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71





A DÉFAUT D'UN ACCORD SUR LES ARMES STRATÉGIQUES

Qu'attendre d'un démantèlement des euromissiles ?

LA perspective d'un accord entre Washington et Moscou sur le démantèlement des euromissiles incite les dirigeants européens à se concerter. Certes, le retrait de ces armes ne serait qu'un premier pas, puisque subsisteraient, à l'Est comme à l'Ouest du Vieux Continent, les armements tactiques et à courte portée. Mais le problème d'une sécurité européenne assurée par les seuls Européens commence à se poser avec acuité. Car, derrière la complexité technique du dossier, se profilent deux incertitudes majeures : quant à l'éventualité du « découplage » de la défense entre les deux rives de l'Atlantique et quant au statut des forces nucléaires britanniques et françaises.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE

La proposition de M. Gorbatchev sur le démantèlement des armes « à portée intermédiaire » en Europe était prévisible. Dès l'échec de la conférence de Reykjavik l'an dernier, l'un des négociateurs soviétiques, M. Karpov, l'avait d'ailleurs donné à entendre. Le sommet soviéto-américain avait mis en évidence l'impossibilité d'un accord global sur les armes nucléaires stratégiques, il laissait la voie ouverte à un accord partiel sur telle ou telle catégorie d'armes.

A Reykjavik, l'essentiel des propositions soviétiques consistait en un échange entre l'abandon du projet américain de système spatial antimissile, prévu par l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, et la réduction massive – de l'ordre de 50 % – des arsenaux nucléaires stratégiques des deux superpuissances.

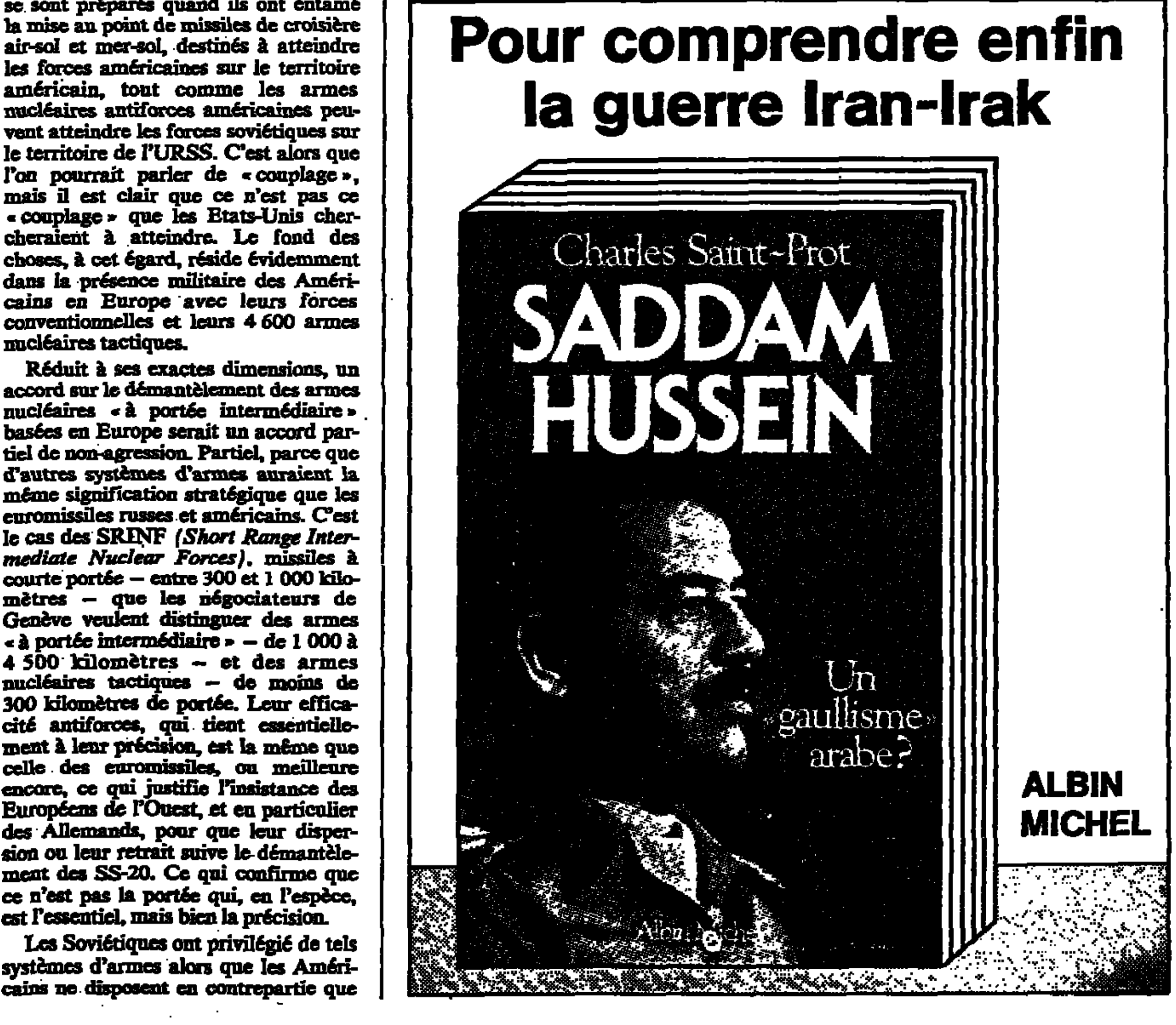
Lien logique, au demeurant, et même indissoluble. Le but de l'IDS, en effet, et son véritable intérêt résident – comme on l'a souvent remarqué – dans la rupture des équilibres stratégiques actuels que provoquerait le déploiement par les Etats-Unis d'un système spatial antimissile.

Il n'y avait évidemment pas la moindre chance que cette rupture soit acceptée. Dès lors, en attendant que soient mises au point les techniques propres à permettre aux missiles stratégiques de percer ou de contourner le barrage d'un éventuel système spatial antimissile – ce que l'on recherche également en France, – le moyen le plus simple, et peut-être le plus sûr, de le mettre en échec est encore de le saturer, ce qui signifie plus – et non pas moins – d'armes stratégiques. L'accord n'ayant pu se faire sur l'abandon des essais nécessaires à la mise en œuvre de l'IDS – ce qui eût entraîné l'abandon de l'IDS elle-même, à long terme, – il n'était plus question de s'entendre sur une réduction des arsenaux nucléaires stratégiques.

Il restait aux superpuissances à explorer la voie d'un accord limité, et l'on s'est donc orienté vers l'idée du démantèlement contrôlé, simultané et réciproque des armes nucléaires « à portée intermédiaire » et plus précisément des SS-20, Pershing-2 et missiles de croisière sol-sol Tomahawk implantés en Europe. Pour saisir la portée d'un tel accord, il faut avant tout comprendre la nature de ces systèmes d'armes et, partant, l'intérêt que les Etats-Unis et l'Union soviétique trouveraient à y renoncer.

Il convient aussi de ne pas se laisser prendre aux pièges du vocabulaire : dire de ces armes qu'elles sont « à portée intermédiaire » comme l'usage le veut, c'est passer à côté de l'essentiel. On sait d'ailleurs que les Soviétiques ont disposé de missiles à moyenne portée (IRBM) avant de mettre au point les missiles intercontinentaux (ICBM), et que les Américains ont disposé de leur première génération d'IRBM dès les années 50. Ce qui caractérise en réalité ces armes nucléaires « à portée intermédiaire », c'est leur précision : déjà appréciable mais en voie d'amélioration, elle est moyenne dans le cas des SS-20, qui ont 300 mètres d'« erreur circulaire probable » ; pour les Pershing-2 et les missiles de croisière, elle est d'environ 50 mètres. C'est cette précision qui donne à de telles armes la capacité de frapper directement les forces de l'adversaire et non des centres démographiques ou économiques, comme c'est le cas pour les armes de destruction massive (qu'elles soient à moyenne ou longue portée) et, plus généralement, pour les missiles nucléaires « stratégiques ».

D'où leur considérable portée militaire. Théoriquement, elles pourraient, en nombre suffisant, détruire en une ou deux salves la totalité des forces conventionnelles et des infrastructures militaires des puissances ennemies sur un théâtre d'opérations, ainsi que les dépôts d'armes nucléaires tactiques et les autres armes nucléaires antiforces de l'adversaire, dès lors que leur situation est connue à l'avance, grâce aux satellites, aux avions d'observation à haute altitude ou par tout autre moyen. L'emploi de ces armes aurait ainsi sa plus grande efficacité si on les tirait en premier, et si possible par surprise, puisque de cette manière on pourrait frapper à coup sûr le dispositif ennemi préalablement identifié.



LE RAYON D'ACTION DES MISSILES A PORTÉE INTERMÉDIAIRE

Engins soviétiques dans les pays membres du Pacte de Varsovie

- Les SS-20, au nombre de 243 selon l'URSS, ou de 270 selon les experts occidentaux. Caractéristiques : 4 500 kilomètres de portée ; 300 mètres de précision ; équipés de trois têtes nucléaires de 150 kilotonnes chacune (171 SS-20 sont en outre déployés en Extrême-Orient).
- Les SS-4 et SS-5, moins performants, considérés comme dépassés.

Engins américains dans les pays de l'OTAN

- 108 PERSHING-2 déployés en RFA. Caractéristiques : 1 800 kilomètres de portée ; 50 mètres de précision ; équipés d'une tête nucléaire de 5 à 50 kilotonnes.
- 208 MISSILES DE CROISIÈRE SOL-SOL TOMAHAWK déjà en place (sur les 464 prévus) en RFA, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Pays-Bas et en Belgique. Caractéristiques : 2 500 kilomètres de portée ; 50 mètres de précision ; équipés d'une tête nucléaire de 200 kilotonnes ; vol à vitesse subsonique, à une altitude de 20 et 60 mètres.

Des dispositifs de première frappe

TOUT autre, en revanche, est la position de la puissance attaquée, et tout autre, en conséquence, le problème stratégique qu'elle doit résoudre. Et il est révélateur que nulle part on ne soit parvenu à formuler une doctrine d'emploi de ces armes dans l'hypothèse où elles devraient être tirées en second, en riposte au tir en premier d'un adversaire qui en disposerait aussi. Ce qui ressort de toutes les réflexions menées à cet égard – soit par des spécialistes de la stratégie nucléaire, soit dans les études officielles, comme celle présentée par M. Richard Perle, adjoint du secrétaire américain à la défense, à la conférence ministérielle de l'OTAN à Montebello, au Canada, voici trois ans, – c'est que le tir en second des armes nucléaires antiforces présente de formidables difficultés.

Une partie d'entre elles auraient été détruites par le tir en premier des armes adverses. Ce serait le cas, en particulier, pour les Pershing-2 installés sur leurs bases allemandes et dont les déplacements sont relativement peu fréquents. Ce serait aussi le cas, bien entendu, des missiles de croisière de Comiso en Sicile, ou de Greenham Common dans le sud-ouest de l'Angleterre, ainsi que dans les régions très peuplées des Pays-Bas et de la Belgique, où il ne doit être ni facile ni fréquent de les déplacer et où, sans doute, ils ne le sont que dépourvus de leurs charges nucléaires. De surcroît, les euromissiles survivant au tir en premier de l'ennemi auraient perdu une grande part de leur efficacité. Leur plan de frappe, en effet, conçu en fonction du dispositif adverse du temps de paix, ne vaudrait plus : ce dispositif aurait été bouleversé par le déplacement des forces ennemies, qu'il s'agisse de grandes unités, postes de commandement, centres de communications, concentrations de chars, dépôts d'armes, etc. On pourrait leur assigner d'autres objectifs, mais leur tir, ainsi improvisé, serait plus aléatoire. On pourrait aussi, en théorie, leur donner des cibles plus larges, y compris les agglomérations. Mais on serait alors assuré d'une riposte de même nature avec les conséquences effroyables qui en résulteraient pour le théâtre ouest-européen déjà vidé de ses défenses par le tir en premier des armes nucléaires antiforces de l'adversaire.

Tout cela éclaire les données de l'emploi éventuel des armes nucléaires « à portée intermédiaire » et à capacités antiforces : en raison de leur caractère spécifique, un accord sur le démantèlement des euromissiles est concevable. Il signifierait, en réalité, que chacune des deux superpuissances renonce à s'en prendre à l'autre au moyen de ces systèmes d'armes et à ouvrir ainsi les hostilités.

Serait-ce, pour autant, comme on l'a si souvent prétendu, un « découplage » entre la défense des Etats-Unis et celle de l'Europe ? Le flou des mots ne doit pas dissimuler le fond des choses.

Si l'on évoque, en parlant de « couplage », une éventuelle protection de l'Europe occidentale par l'arsenal nucléaire stratégique américain, ce « couplage » n'existe plus depuis longtemps, très exactement depuis que s'est établie entre les superpuissances une parité nucléaire stratégique qui leur donne les moyens de se détruire mutuellement une ou plusieurs fois. Les responsables américains l'ont, du reste, reconnu très souvent et très nettement.

Si l'on évoque le « couplage » stratégique qu'établirait, entre les deux rives de l'Atlantique, l'installation en Europe des euromissiles américains, il faut en faire l'analyse rigoureuse. Il est vrai que ceux-ci, frappant le territoire de l'URSS, pourraient conduire les Soviétiques à répliquer sur le territoire américain. Mais ce ne serait naturellement pas au moyen de missiles nucléaires stratégiques, armes de destruction massive, puisque les Etats-Unis riposteraient alors de la même façon. Ce ne pourrait être que par l'emploi d'armes nucléaires de même nature que les euromissiles américains, c'est-à-dire des armes nucléaires antiforces : c'est exactement à cela que les Soviétiques se sont préparés quand ils ont entamé la mise au point de missiles de croisière air-sol et mer-sol, destinés à atteindre les forces américaines sur le territoire américain, tout comme les armes nucléaires antiforces américaines peuvent atteindre les forces soviétiques sur le territoire de l'URSS. C'est alors que l'on pourrait parler de « couplage », mais il est clair que ce n'est pas ce « couplage » que les Etats-Unis chercheraient à atteindre. Le fond des choses, à cet égard, réside évidemment dans la présence militaire des Américains en Europe avec leurs forces conventionnelles et leurs 4 600 armes nucléaires tactiques.

Réduit à ses exactes dimensions, un accord sur le démantèlement des armes nucléaires « à portée intermédiaire » basées en Europe serait un accord partiel de non-agression. Partiel, parce que d'autres systèmes d'armes auraient la même signification stratégique que les euromissiles russes et américains. C'est le cas des SRINF (*Short Range Intermediate Nuclear Forces*), missiles à courte portée – entre 300 et 1 000 kilomètres – que les négociateurs de Genève veulent distinguer des armes « à portée intermédiaire » – de 1 000 à 4 500 kilomètres – et des armes nucléaires tactiques – de moins de 300 kilomètres de portée. Leur efficacité antiforces, qui tient essentiellement à leur précision, est la même que celle des euromissiles, ou meilleure encore, ce qui justifie l'insistance des Européens de l'Ouest, et en particulier des Allemands, pour que leur dispersion ou leur retrait suive le démantèlement des SS-20. Ce qui confirme que ce n'est pas la portée qui, en l'espèce, est l'essentiel, mais bien la précision.

Les Soviétiques ont privilégié de tels systèmes d'armes alors que les Américains ne disposent en contrepartie que des vieux Pershing-1 de 720 kilomètres de portée et dotés d'une charge de 400 kilotonnes. En revanche, les Etats-Unis ont, outre les Pershing-2 et missiles de croisière sol-sol Tomahawk, toute une gamme d'armes à capacités antiforces : les bombardiers F-111 basés en Grande-Bretagne, l'aviation embarquée à bord de la VI[e] flotte et, surtout, les missiles de croisière qui équipent la nouvelle génération de sous-marins nucléaires Trident et dont sont dotés les bombardiers B-52 en attendant que leur succèdent les B-1.

On le voit, la course aux armes antiforces continuera, même au-delà d'un accord sur le démantèlement des euromissiles. Mais celui-ci marquerait une étape dans les tentatives de freiner l'essor constant des charges militaires des deux superpuissances et témoignerait aussi de la conviction qu'elles ont maintenant des extrêmes difficultés d'emploi, doctrinal et pratique, des armes nucléaires antiforces.

RENFORCEMENT DU POTENTIEL MILITAIRE

Les démocrates plus reaganiens

AUX Etats-Unis, les démocrates, déjà en précampagne présidentielle, préconisent une ligne encore plus intransigeante que celle de M. Reagan en matière de sécurité nationale. Et cela, contrairement aux illusions qu'aurait pu faire naître leur opposition résolue à l'aide financière aux « contras » antisandinistes.

Au-delà de la recherche de thèmes électoraux payants, les dirigeants du Parti – fidèles en cela à l'inquiétant héritage de la présidence de Kennedy – entendent faire preuve, dans le domaine militaire, d'une fermeté qui ne le céderait en rien à l'énergie qu'ils déploient actuellement au Congrès en faveur de mesures protectionnistes à l'encontre de leurs partenaires commerciaux.

Par MICHAEL T. KLARE *

LES démocrates, qui viennent de prendre le contrôle du Sénat et qui préparent désormais activement la campagne présidentielle de 1988, ont entamé l'élaboration de leur nouvelle politique de sécurité nationale. Contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, leurs propositions n'indiquent aucun rejet de la ligne dure de M. Reagan : elles préconisent au contraire l'accroissement et le développement de l'appareil militaire. Jadis considérés comme « mous » en matière de sécurité nationale, de nombreux démocrates modérés cherchent à présent à se créer une image de réalistes, partisans d'une défense forte.

Au lieu de donner la priorité au contrôle des armes nucléaires et à l'élimination des grands programmes d'armements très coûteux, ils mettent l'accent sur l'aptitude effective au combat du dispositif militaire américain ainsi que sur sa modernisation. Tout en étant critiques à l'égard de certains programmes de l'actuelle administration comme l'initiative de défense stratégique ou le projet de missile balistique intercontinental MX, les dirigeants démocrates acceptent de plus en plus l'idée de la nécessité d'un renforcement continu du potentiel militaire des Etats-Unis, et ils laissent entendre que, en fait, le président Reagan n'a pas suffisamment préparé les forces armées aux guerres auxquelles l'Amérique devra peut-être faire face dans les années à venir.

Cette nouvelle ligne dure est illustrée à l'évidence par les déclarations de nombreux responsables du parti, ainsi que dans deux ouvrages récents : *America Can Win* (« l'Amérique peut vaincre »), de M. Gary Hart, candidat probable à la présidence, et *New Choices in a Changing America* (« Des choix nouveaux pour une Amérique en mutation »), rapport final de la Democratic Policy Commission (DPC), instance chargée d'élaborer la politique du Parti démocrate pour la fin des années 80. Les deux ouvrages arborent des couvertures éclatantes aux couleurs rouge-blanc-bleu de la bannière étoilée, et tous deux sont remplis d'appels au sentiment patriotique des Américains. En outre, ils condamnent avec la même vigueur l'incapacité du gouvernement Reagan à remédier à « l'infériorité » militaire des Etats-Unis vis-à-vis de l'URSS.

Dans *America Can Win*, M. Hart accuse : « *Toutes les dépenses militaires* [de la présidence Reagan] *n'ont en rien changé la situation dans les secteurs où le déséquilibre des forces est au profit de l'URSS. Mille milliards de dollars n'auront pas suffi pour rétablir la supériorité des Etats-Unis dans un seul des domaines où ils étaient en situation d'infériorité.* » En fait, c'est le contraire qui s'est produit : en consacrant des sommes énormes à des armements très coûteux faisant appel à des technologies de pointe et ne pouvant être achetés qu'en petit nombre, le gouvernement Reagan a, en réalité, engagé les Etats-Unis dans un processus de « *désarmement unilatéral involontaire* (1) ». Le rapport de la commission reprend des accusations similaires : « *Le gouvernement a dépensé avec frénésie, mais hors de toute logique stratégique, et sans plan général de défense.* » Affirmant que M. Reagan n'a pas su doter l'Amérique d'un système de dissuasion nucléaire capable de résister à une première frappe, ni d'autres systèmes de défense indispensables, il conclut que le gouvernement « *a manqué de sérieux dans son traitement des éléments essentiels d'une politique de sécurité nationale efficace* (2) ».

* Professeur à Hampshire College, Amherst (Massachusetts).

Tout en reconnaissant que, dans le passé, leur parti s'était moins préoccupé des exigences pressantes de la défense nationale que les républicains, M. Hart et la commission affirment que, aujourd'hui, c'est la direction démocrate qui, forte de sa vigueur nouvelle, est la mieux préparée pour adapter la machine de guerre américaine aux éventualités des prochaines années. Lors d'une réunion de la DPC en avril 1986, le sénateur du Wisconsin, M. Les Aspin, expliqua que, « *pendant des années, les républicains ont pu taper sur les démocrates, qualifiés d'utopistes et d'idéalistes incapables d'apporter des solutions réalistes* ». Si ces accusations, selon lui, n'ont pas toujours été sans fondement, aujourd'hui, après six années de gestion déplorable du gouvernement Reagan, « *les républicains sont disqualifiés pour émettre de telles critiques* ». C'est à présent le Parti démocrate qui est le mieux placé pour assumer le rôle de « *gardien de la paix et de la liberté dans le monde* (3) ».

Dans une certaine mesure, cette nouvelle attitude des démocrates correspond à un souci d'effacer dans l'opinion publique l'image de parti « antimilitariste » héritée des campagnes présidentielles de MM. McGovern, Carter et Mondale – ce que M. Robert Strauss, haut dirigeant du parti, reconnaissait en ces termes en 1986 : « *Nous traînons une image de mollesse qui, ces dernières années, nous a fait du tort* (4). » Convaincus que la population américaine – ou du moins les secteurs les plus conservateurs de l'électorat – attend des prises de position en faveur d'une défense forte, les démocrates emploient aujourd'hui un langage qu'on croirait emprunté aux discours de M. Reagan pendant ses campagnes électorales de 1980 et 1984. Ainsi, selon le rapport de la DPC : « *Qui dit sécurité nationale* (...) *dit puissance militaire* (...) *Notre sécurité exige une vigilance constante, ainsi qu'un puissant arsenal nucléaire et conventionnel capable de décourager une agression soviétique* (...) *Elle exige aussi que soient prises en compte les autres menaces qui pèsent sur elle, comme le terrorisme, qui est devenu un instrument de guerre contre le monde libre* (5). »

Savoir dire « oui »

LES dirigeants démocrates ne se contentent pas de reprendre à leur compte les mots d'ordre du Parti républicain en matière de sécurité. Conscients du fait qu'ils sont largement perçus comme le « parti du non » (« non » à la défense, « non » au nucléaire, « non » à l'aide aux « contras »), ils estiment qu'il leur faut maintenant proposer des initiatives militaires qui leur soient propres. En 1985, M. Aspin déclarait : « *Pendant trop longtemps, nous avons été le « Monsieur non » du débat sur la défense, toujours opposés aux nouveaux programmes militaires. Si nous voulons être ceux qui, à la Maison Blanche, décideront de la politique de défense, il vaudrait mieux que nous sachions dire « oui » à quelque chose* (6). » Dire « oui » ne doit pas seulement consister à reprendre à son compte des programmes déjà soutenus par les républicains : les démocrates doivent aussi avoir leurs propres projets. Mais, comme l'explique M. Aspin, « *il ne suffit pas que les démocrates soient pour tel ou tel projet de défense* ». Pour tirer un bénéfice politique de l'opération, « *il faut* [qu'ils soutiennent] *un projet que* [leurs] *adversaires, eux, refusent* (7) ».

Cet impératif – le besoin de trouver quelque chose dans le domaine militaire dont ils puissent s'attribuer le mérite – a dominé la réflexion des démocrates sur les problèmes de sécurité nationale depuis la victoire écrasante de M. Reagan en 1984. A la pointe de cette recherche, on trouve quatre personnalités clés :

– le sénateur Hart, candidat malheureux à l'investiture démocrate pour la campagne présidentielle de 1984, et probablement à nouveau candidat pour 1988 ;

– le représentant Aspin, président de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, susceptible de devenir secrétaire à la défense d'un futur gouvernement démocrate ;

– le sénateur Sam Nunn, président de la commission sénatoriale des forces armées, autre candidat possible à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle ;

– le représentant Stephen Solarz, membre influent de la commission des affaires étrangères de la Chambre, et président du groupe de travail de la DPC chargé de la politique étrangère.

En concertation avec d'autres démocrates partageant l'essentiel de leurs conceptions, ces quatre parlementaires ont entrepris d'élaborer la nouvelle politique militaire de leur parti. Au vu du livre de M. Hart, du rapport de la DPC et d'autres récentes déclarations du parti, les grandes lignes en sont les suivantes :

– il ne peut y avoir de relâchement dans la résistance des Etats-Unis au communisme soviétique ;

– les Etats-Unis doivent renforcer leur capacité de représailles nucléaires de seconde frappe ;

– les Etats-Unis doivent considérablement accroître leur potentiel militaire « conventionnel » ;

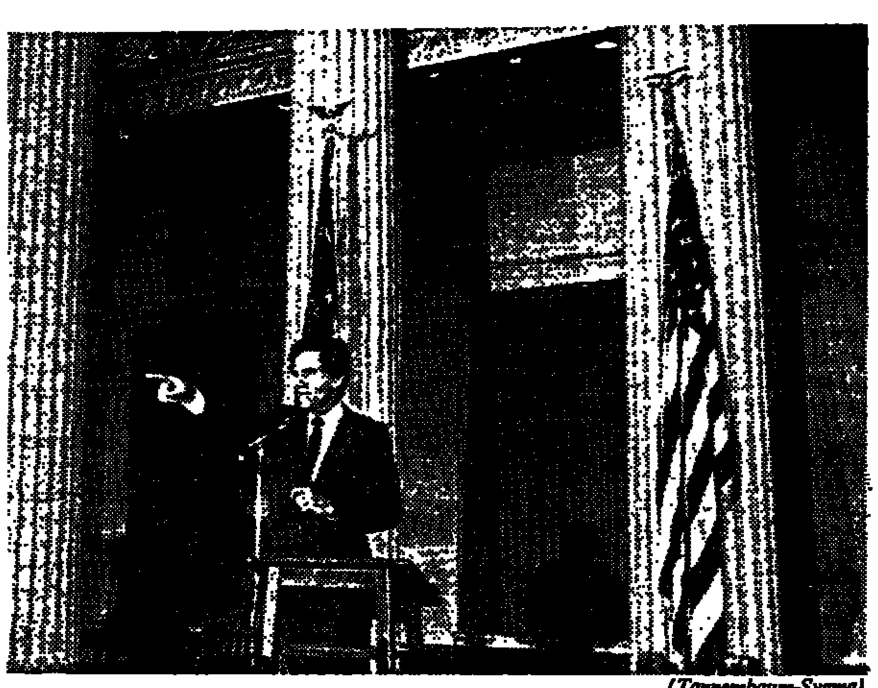
– l'appareil militaire américain doit s'engager dans un processus de réorganisation et de « réforme » pour améliorer son aptitude au combat.

Ces quatre impératifs combinés constituent le cadre du consensus qui se dégage aujourd'hui parmi les démocrates à propos de la défense. De toute évidence, ce consensus laisse de côté plusieurs questions essentielles. Ainsi, l'absence de position claire sur l'engagement militaire des Etats-Unis en Amérique centrale reflète les profondes divisions du parti sur ce sujet vital. Le problème du montant des dépenses militaires n'a pas non plus été résolu, puisque personne ne semble se décider à proposer ou une forte diminution ou une forte hausse du budget de la défense. Sur les quatre principes généraux, en revanche, on peut s'attendre à une réelle solidarité de tout le parti.

Compte tenu de leur désir de se débarrasser de leur image de « mollesse », on ne sera pas surpris que les démocrates reprennent une partie de la rhétorique antisoviétique de l'administration Reagan, mais on ne peut manquer de s'étonner de l'intensité de leur offensive. Le représentant Solarz déclarait ainsi en 1985 : « *Il faut que les démocrates reconnaissent que la répression soviétique et la tyrannie communiste ne sont pas un lointain souvenir, mais un cauchemar bien réel (...), un cauchemar dans les vallées de l'Afghanistan (...), dans les jungles de l'Asie du Sud-Est (...), dans les prisons et les camps de travail de l'Union soviétique (...), dans les rues de Pologne (...)* (8). » Des tableaux similaires sont brossés dans le rapport de la DPC, qui relève que « *l'Union soviétique constitue la plus grande des menaces contre la paix et la liberté dans le monde* (9) ».

Parvenus à cette première conclusion, les néoréalistes démocrates préconisent logiquement un regain d'efforts de la part des Etats-Unis dans leur combat contre l'expansionnisme soviétique. « *Pour les démocrates*, explique M. Solarz, *une politique anticommuniste résolue ne doit pas se limiter à dénoncer la tyrannie communiste : pour commencer, elle doit consister à apporter notre soutien aux dépenses militaires légitimes, avec la même vigueur que lorsque nous dénonçons les gaspillages du Pentagone. Elle doit également consister à accroître notre capacité de dissuasion nucléaire et à poursuivre la recherche-développement (sinon le déploiement) des technologies de la « guerre des étoiles ». De plus, nous devons résister à l'expansionnisme communiste dans le tiers-monde en fournissant armes et assistance aux forces non communistes qui, comme en Afghanistan et au Cambodge, luttent contre l'invasion et l'occupation de leur pays* (10). » Ces thèses belliqueuses sont inscrites dans le rapport de la DPC, et figurent en bonne place dans diverses déclarations et documents du parti. Elles sous-tendent également les trois autres composantes de la nouvelle politique des démocrates – qui impliquent toutes un renforcement du potentiel militaire américain dirigé contre les Soviétiques.

En matière d'armements nucléaires, le parti a suivi exactement les conseils de M. Aspin, puisqu'il met l'accent sur les programmes qu'il défend plutôt que de tourner en ridicule ceux auxquels il s'oppose. Le rapport de la DPC affirme que « *l'objectif prioritaire de notre politique nucléaire doit être de maintenir une dissuasion crédible et stable, qui réduise les probabilités d'une guerre nucléaire* », et il préconise le renforcement de la capacité américaine de représailles nucléaires de seconde frappe, en précisant : « *Nous sommes pour des systèmes d'armes tels que le missile Midgetman, le sous-marin Trident et son missile D-5, ainsi qe le bombardier Stealth, systèmes de seconde frappe qui permettront d'établir des relations plus stables entre les deux superpuissances nucléaires* (11). » Le contrôle des armements nucléaires est cité comme un objectif important de la politique américaine, mais la priorité revient nettement au déploiement de ces nouveaux systèmes. Pour aboutir à une telle politique, les démocrates ont dû faire des emprunts surprenants à la logique nucléaire du Ronald Reagan de la première période. Lors de sa campagne présidentielle, M. Reagan évoquait en termes alarmistes la « *fenêtre de vulnérabilité* » créée par la supériorité croissante des Soviétiques en matière de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). Selon cette thèse, les Soviétiques pourraient un jour décider, par une attaque surprise, de détruire les ICBM américains basés au sol en espérant que les Etats-Unis céderaient à leur « chantage » plutôt que d'utiliser ce qui leur resterait de forces (bombardiers et missiles embarqués dans des sous-marins) dans une attaque-suicide sur les villes soviétiques. Par la suite, ces hypothèses furent totalement rejetées par la commission présidentielle sur les armements stratégiques (dite commission Scowcroft, du nom de son président, le général Brent Scowcroft, ancien conseiller du président pour la sécurité), qui estima que Moscou serait dissuadé de lancer une attaque surprise dès lors qu'une riposte américaine restait envisageable – ce qui serait certainement le cas si les Soviétiques attaquaient des silos de missiles aux Etats-Unis. Si cette conclusion a, semble-t-il, guéri M. Reagan de son obsession de la « fenêtre de vulnérabilité », elle n'a pas suffi à rassurer le représentant Aspin, qui mène, au nom des démocrates, une croisade destinée à « verrouiller » ladite « fenêtre » grâce à l'acquisition du missile à charge unique Midgetman. « *Bien que nos bombardiers et nos sous-marins puissent survivre à une éventuelle première frappe*, déclara-t-il devant la DPC en 1986, *nos missiles, en revanche, sont vulnérables à une attaque au cours de laquelle les Soviétiques n'utiliseraient qu'une part relativement faible de leur arsenal.* » La vulnérabilité des missiles américains pourrait ainsi « *inciter* [les Soviétiques] *à une attaque préventive et, en retour, nous pousser nous aussi à lancer une attaque, car nous serions alors confrontés au choix suivant : nous servir de nos mis-*



(Tannembaum-Sygma)

M. GARY HART, PROBABLE CANDIDAT DÉMOCRATE A LA PRÉSIDENCE
« Mille milliards de dollars n'ont pas suffi à rétablir la supériorité des Etats-Unis »

(1) Gary Hart, *America Can Win*, Adler & Adler, Bethseda (Maryland), 1986, pp. 4, 148.

(2) Democratic Party Commission, *New Choices in a Changing America*, Report to the Democratic National Committee, Washington, 1986, pp. 57-58. Dans les notes suivantes, ce rapport sera désigné par *DPC Report*.

(3) Les Aspin, « It is Time to Get Serious about Defense », exposé devant la Commission de politique du Parti démocrate, Washington, 11 avril 1986.

(4) Cité dans *The Washington Post National Weekly Edition*, 14 avril 1986.

(5) *DPC Report*, pp. 55-56.

(6) Cité dans *Philadelphia Inquirer*, 24 juin 1985.

(7) Cité dans *The Washington Post National Weekly Edition*, 14 avril 1986.

(8) Stephen J. Solarz, « It's Time for the Democrats to be Tough-Minded », *The New-York Times*, 20 juin 1985.

(9) *DPC Report*, p. 55.

(10) Stephen J. Solarz, *op.cit.*

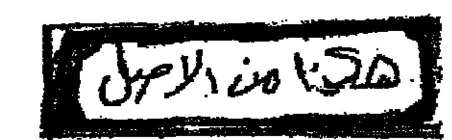
(11) *DPC Report*, p. 61.

Calendrier des fêtes nationales

1er-30 avril

4	HONGRIE	Fête nationale.
4	SÉNÉGAL	Fête de l'indépendance.
16	DANEMARK	Fête nationale.
17	SYRIE	Fête nationale.
18	ZIMBABWE	Fête nationale.
19	SIERRA-LEONE	Fête nationale.
25	PORTUGAL	Fête nationale.
26	TANZANIE	Fête nationale.
27	AFGHANISTAN	Anniv. de la révol.
27	TOGO	Fête nationale.
29	JAPON	Anniv. de l'empereur.
30	PAYS-BAS	Fête nationale.







DES ÉTATS-UNIS, SURENCHÈRE ANTISOVIÉTIQUE

que M. Ronald Reagan

siles ou les perdre (12) ». Plusieurs spécialistes américains en ont conclu que la solution la plus simple serait d'embarquer toute la force de dissuasion américaine à bord de bombardiers et/ou de sous-marins. Mais M. Aspin a une autre réponse : l'introduction d'un ICBM petit, léger et mobile — le Midgetman — qui, pour les Soviétiques, constituerait une cible difficile à atteindre, et qui donc ne les inciterait pas à une attaque préventive, d'où la conclusion que « *sans le Midgetman, il y a peu d'espoir que le problème de la fenêtre de vulnérabilité soit résolu* (13) ». C'est une logique du même ordre qui sous-tend l'appui au programme de missile D-5 embarqué dans les sous-marins Trident, ainsi qu'au bombardier Stealth doté d'un dispositif antiradar. Contre l'avis des nombreux experts en matière de contrôle des armements, qui soutiennent que le D-5 à têtes multiples pourrait être utilisé pour une première frappe, la DPC affirme qu'il s'agit d'une arme de représailles, dont le déploiement renforcerait l'équilibre stratégique au lieu de l'affaiblir : « *Pris dans leur ensemble, ces systèmes indiquent sans ambiguïté aux Soviétiques que, d'une part, nous ne serons jamais contraints de frapper les premiers et que, d'autre part, même après avoir subi une première frappe, nous pourrons riposter de la même manière* (14). »

Priorité aux armes conventionnelles

MAIS l'énergie que déploient les démocrates dans leur défense du Midgetman et des autres armes nucléaires n'est rien en comparaison de l'enthousiasme dont ils font preuve à propos des nouvelles armes conventionnelles, surtout de celles qui serviraient dans une guerre totale en Europe. Laissant entendre que, dans l'hypothèse d'un futur conflit Est-Ouest, une défense conventionnelle inadéquate précipiterait l'utilisation par l'OTAN des armements nucléaires tactiques, MM. Hart et Nunn, ainsi que la DPC, préconisent une augmentation significative du potentiel militaire non nucléaire de l'Amérique. Selon le rapport de la DPC, si l'on veut réduire le risque d'une escalade nucléaire, « *il est essentiel que l'Amérique possède de puissantes forces conventionnelles, en Europe et ailleurs* (15) ». En évaluant les améliorations nécessaires au renforcement des défenses conventionnelles américaines, les démocrates insistent sur deux points essentiels : tout d'abord, les Etats-Unis ont besoin d'armes efficaces et fiables qui ne tomberont pas en panne ; dans l'environnement exigeant de la guerre moderne ; il faut que ces armes (ainsi que les carburants et les munitions nécessaires existent en quantités suffisantes pour soutenir une bataille de longue durée. Le rapport de la DPC précise que « *les démocrates pensent qu'il faut donner priorité à l'efficacité, s'assurer que nos forces conventionnelles sont fiables, faciles à entretenir et d'un coût acceptable* (16) ».

Ayant posé ces principes, M. Hart, M. Aspin et la DPC s'en prennent aux républicains, qui, selon eux, n'ont pas su déployer de telles armes en nombre suffisant. Les démocrates accusent l'actuelle administration d'avoir un faible pour les armes « exotiques » très coûteuses, et ils affirment que le renforcement militaire réalisé depuis six ans se traduit par des arsenaux en peau de chagrin contenant des armes trop compliquées et peu fiables : « *Tout en ayant dépensé mille milliards de dollars*, accuse le rapport de la DPC, *l'administration républicaine n'a pas réussi à reconstituer suffisamment les forces conventionnelles américaines* (17). » La solution démocrate ? « *Une défense qui fonctionne* », c'est-à-dire un arsenal constitué d'armes robustes et fiables, fabriquées en fonction des besoins réels du soldat. La conception d'armes de ce type semble être tout particulièrement la spécialité du sénateur Hart, puisqu'il consacre 150 pages de son ouvrage *America Can Win* à critiquer les systèmes actuels du Pentagone et à en proposer de plus efficaces. Il préconise notamment l'acquisition d'un char d'assaut moins coûteux et moins perfectionné que le modèle M-1 ; d'un avion de combat léger qui, pour l'emporter sur les chasseurs soviétiques, miserait davantage sur sa manœuvrabilité que sur de coûteux systèmes électroniques ; et d'un petit porte-avions à propulsion classique, équipé d'avions à décollage vertical comme l'appareil britannique Harrier (18).

Précisant les paramètres des systèmes qui auront sa préférence, M. Hart affirme que « *les armes efficaces sont généralement petites et peu visibles, faciles à utiliser, faciles à entretenir sur le champ de bataille, fiables, capables de tirer vite, et d'un prix abordable même en grandes quantités* (19) ». Malheureusement, le Pentagone a adopté une procédure d'acquisition « *déficiente* », qui valorise la complexité plutôt que l'efficacité. L'un des objectifs essentiels de la nouvelle politique de défense des démocrates sera donc de réformer ces procédures de façon à pouvoir disposer d'armes du type souhaité par M. Hart. Cela permettrait également d'atteindre un autre objectif important : l'accroissement des réserves d'armes et de munitions, ce que l'on a baptisé la « *capacité d'endurance* » des forces américaines. Par « *capacité d'endurance* », M. Aspin entend « *notre aptitude à poursuivre efficacement le combat après le déclenchement des hostilités* ». Il note que ce facteur est particulièrement important « *en cas de conflits prolongés, les plus susceptibles de menacer nos intérêts* (20) ».

Le rapport de la DPC affirme que l'accroissement de cette « *capacité d'endurance* » est essentiel à l'amélioration de la défense conventionnelle américaine, car il permettra aux forces américaines en Europe de se battre plus longtemps sans faire appel à l'arme atomique et donc de reculer le moment de la décision de l'escalade nucléaire. « *Actuellement, les fournitures, les munitions et les équipements dont disposent les forces de l'OTAN ne leur permettraient de mener une guerre conventionnelle contre une invasion soviétique que pendant quatorze jours, après quoi il leur faudrait choisir entre la reddition et* [l'initiative du] *recours aux armes nucléaires tactiques... Pour les démocrates, ce rétrécissement des options est inacceptable* (21). » Pour surmonter ce dilemme, la DPC demande une augmentation importante du potentiel d'armes conventionnelles — en se gardant de préciser qu'un tel renforcement accroîtrait la capacité américaine d'intervention ailleurs dans le monde, y compris en Amérique centrale.

C'est un fait que l'aspect le plus frappant de la nouvelle politique démocrate est l'importance qu'elle accorde à l'aptitude au combat de l'appareil militaire américain, au lieu de se préoccuper, comme c'est d'habitude le cas en temps de paix, des problèmes d'organisation ou de crédits. Alors que le président Reagan et son secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, laissent entendre que si l'Amérique accepte de consacrer des sommes suffisantes aux armes nouvelles, elle pourrait ne plus avoir à faire la guerre, les démocrates semblent vouloir dire que la guerre est inévitable, et qu'en conséquence les Américains feraient mieux de se préparer à la livrer efficacement. D'où le titre étrange du livre de M. Hart, *America Can Win* (« l'Amérique peut vaincre »), qui suggère que les Etats-Unis sont sur le point d'entrer en guerre, mais qu'il est permis de douter de leur capacité de la gagner. Les prévisions de la DPC en matière de sécurité nationale semblent dominées par la même inquiétude. « *Nous espérons qu'un conflit armé ne sera pas nécessaire pour défendre la paix et préserver la liberté. Mais si cela s'avérait nécessaire, nous ferons usage de la force armée* (22). »

C'est donc dans le cadre de leur préoccupation dominante — la préparation au combat des forces américaines — qu'il faut replacer le quatrième grand objectif militaire des démocrates : la réforme institutionnelle. Selon MM. Hart et Aspin, l'efficacité de l'armée américaine souffre du climat de concurrence intense qui prévaut entre les différentes armes et de l'incapacité des hauts responsables militaires à exercer réellement leur commandement sur des contingents inter-armes. Il est donc impératif de mettre un terme à ces rivalités et de renforcer l'autorité des états-majors conjoints, si l'on veut que les forces américaines soient capables de survivre dans l'environnement militaire du monde actuel. Selon le rapport de la DPC, « *une réforme militaire, que certains appellent « réorganisation de la défense », constitue une priorité aussi importante que tous les autres efforts de renforcement de nos forces conventionnelles* (22) ». Les propositions avancées par M. Hart sont trop complexes et trop élaborées pour être étudiées ici dans le détail. On retiendra, parmi ses principales recommandations, la création d'un état-major national de la défense doté de pouvoirs beaucoup plus étendus que n'en détiennent les actuels chefs de l'état-major combiné pour la préparation et la conduite des opérations militaires, ainsi qu'un plan destiné à insuffler au corps des officiers un regain de vitalité, notamment en établissant un nouveau système de promotion dans lequel l'efficacité au combat aurait plus d'importance que l'habileté en matière de gestion.

En proposant ses solutions, M. Hart manifeste une très grande admiration pour l'appareil militaire de l'Allemagne d'avant-guerre. Dans un chapitre sur la formation des officiers, il relève « *le rôle central* » joué par la *Kriegsakademie*, l'Ecole de guerre allemande, « *qui sut apporter aux officiers l'excellence tactique et opérationnelle, caractéristique de l'ancienne armée allemande* ». Ainsi M. Hart estime qu'il y a tout lieu d'espérer qu'un nouveau programme d'enseignement de deux ans à l'Ecole de commandement de l'armée et de l'état-major général « *donnerait les mêmes résultats en Amérique* (23) ». Bien entendu, le Parti démocrate n'a pas l'exclusivité de telles initiatives. D'ailleurs, le sénateur précise, dans son livre que le « *mouvement de réforme militaire* », comme il le baptise, est soutenu par les républicains autant que par les démocrates. Mais, compte tenu de leur souci particulier de l'efficacité au combat des forces américaines, il n'est pas étonnant que les démocrates aient fait de cette question le cœur de leur nouvelle politique de défense. Alors que le gouvernement Reagan « *a résisté pied à pied pour empêcher toute réforme*, affirme le rapport de la DPC, *les démocrates n'ont pas cessé d'attirer l'attention de tous* » pour que des progrès soient faits en ce domaine. « *La réforme militaire est devenue une priorité pour notre parti et une nécessité pour notre nation* (24). »

Tels sont les principaux axes d'une politique de défense qui se démarque d'une certaine manière de celle de M. Reagan, non pas en rejetant la ligne dure de l'actuel président, mais au contraire en s'engageant en faveur d'une démarche encore plus ferme. A ceux qui s'en étonneraient, il faut rappeler que les démocrates ont déjà adopté une attitude similaire dans le passé : en 1960, lorsque John F. Kennedy et M. Richard Nixon s'opposaient dans la course à la présidence, les démocrates accusaient les républicains (dirigés alors par Dwight D. Eisenhower) d'avoir laissé décliner les forces conventionnelles. A cette époque, la mise en œuvre d'une politique militaire plus vigoureuse des Etats-Unis conduisit au bout du compte, à la débâcle en Asie du Sud-Est. Un précédent inquiétant dès lors que les démocrates manifestent un regain d'intérêt pour la capacité de combat de l'armée américaine à l'étranger.

(12) Les Aspin, *op.cit.*
(13) *Ibid.*
(14) *DPC Report*, page 61.
(15) *Ibid*, page 63.
(16) *Ibid.*
(17) *Ibid.*
(18) Gary Hart, *America Can Win*, pages 29/146.
(19) *Ibid*, page 14.
(20) Les Aspin, *op.cit.*
(21) *DPC Report*, page 64.
(22) *Ibid*, page 55.
(23) Gary Hart, *America Can Win*, page 171.
(24) *DPC Report*, page 64.

CONTROVERSES POLITIQUES AUTOUR D'UNE SÉRIE TÉLÉVISÉE

AMERIKA, ou le retour des hantises maccarthystes

Par WILLIAM CARY BELLAMY *

Les polémiques sont loin d'être apaisées aux Etats-Unis après la diffusion, en février 1987 par la chaîne ABC, d'une série télévisée de quinze heures intitulée *Amerika*. Le feuilleton raconte comment, après avoir vaincu les Etats-Unis sans coup férir, l'Union soviétique installe à Washington un régime de type stalinien. L'Amérique se trouve alors plongée dans la misère ; les émeutes de la faim se multiplient, réprimées avec une extrême brutalité. La collaboration fleurit. Mais bientôt des résistants apparaissent, et l'« esprit américain » renaît...

***Amerika* a déclenché de vifs débats politiques ; certains, à droite, accusant cette série de prôner le défaitisme, tandis que d'autres critiquaient le recours à des stéréotypes et à des clichés anticommunistes usés jusqu'à la corde, dignes des pires excès du maccarthysme. Tous soulignent le déphasage, au moment où était diffusée cette série, entre la fermeté de son idéologie ultraconservatrice et l'affaiblissement des valeurs reaganiennes. De surcroît, l'heure a semblé mal choisie pour se livrer à l'antisoviétisme le plus primaire quand, en Union soviétique, sous l'impulsion de M. Gorbatchev, une ère nouvelle paraît s'ouvrir.**

DANS la riche histoire du cinéma américain, il y a deux périodes précises où le thème de l'anticommunisme apparaît très présent sur le grand écran : celle de la « guerre froide » et du maccarthysme (1949-1954), et l'ère actuelle du président Ronald Reagan, commencée en 1980.

Ce qui distingue nettement ces deux périodes cinématographiques, c'est l'anecdote qui sert de prétexte aux films. Le scénario et les personnages sont fort différents, même si la vision idéologique reste la même. Dans les années 50, le récit est centré autour d'un espion, l'action se situe principalement aux Etats-Unis, et les acteurs principaux jouent des rôles d'Américains. C'est le cas, par exemple, dans *The Red Menace*, 1949 ; *I was a Communist for the FBI*, 1951 ; *Pick up on South Street*, 1953, ou *Night People*, 1954 (1).

Dans les années 80, par contre, l'histoire est centrée autour d'un conflit frontal et ouvert, et il y a une nette opposition entre le protagoniste américain et l'antagoniste clairement désigné comme soviétique ; enfin, le lieu de l'affrontement est planétaire. Que l'on pense en particulier aux films *Rambo I*, 1982 ; *Red Dawn*, 1984 ; *Invasion USA*, 1985 ; *Rambo II*, *Iron Eagle*, *Delta force*, *Missing in action II*, *Rocky IV*, 1986, ou *Top Gun*, 1986 (2), ou à des séries télévisées comme *Supercopter* (3).

Cette dernière vague de films anticommunistes apparaît comme une conséquence des grandes crises politiques récentes. Surtout de celles qui se produisirent vers 1979 : le succès de la révolution sandiniste au Nicaragua, dans l'« arrière-cour » des Etats-Unis ; le triomphe de la révolution islamique en Iran ; la prise en otage de civils américains à Téhéran, et l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Ces trois chocs politiques ont fortement perturbé les dirigeants et les citoyens américains et se sont sans doute conjugués pour créer une nouvelle demande de fictions cinématographiques. En quelque sorte, des fictions de compensation.

Dans la vie publique, indiscutablement, M. Ronald Reagan, élu en 1980, constitua lui-même une réponse à cette aspiration confuse des citoyens, à cette nostalgie des certitudes anciennes et à ce besoin d'être rassuré. Son explication simple des raisons de la décadence américaine n'était pas fort différente de celle qui, trente ans plus tôt, était proposée par le sénateur Joseph McCarthy : *« L'Amérique est de retour*, annonçait M. Reagan, *elle est plus forte que jamais. Nous aurions pu vaincre au Vietnam. Les politiciens n'ont pas voulu la victoire. Ils ont bridé les militaires. »*

Dès sa prise de fonctions, la président lance une sorte de croisade idéologique en désignant avec insistance l'ennemi public nº 1 des Etats-Unis : l'URSS, nouvel « empire du mal ». Cette doctrine, largement reprise par les médias, imprégna bientôt tout le corps social. Hollywood et l'industrie du cinéma allaient tout naturellement en profiter.

Les premiers succès commerciaux de la nouvelle vague de films anticommunistes furent *Red Dawn* et *Invasion USA*. Ces deux films racontent — déjà — comment les Etats-Unis sont envahis par les Soviétiques avec l'aide d'une armée « coloniale » composée de ressortissants des pays « satellites » : Allemands de l'Est, Cubains, etc. A la différence de *Rambo*, qui est purement une autojustification *a posteriori* de la défaite américaine au Vietnam, ces deux films constituent une sorte de cri d'alerte, un appel aux armes. Ils ont préparé les spectateurs américains au choc d'*Amerika*, ce feuilleton que la chaîne ABC a diffusé en février 1987.

Une vision conservatrice du monde

QUANTITATIVEMENT, c'est le film anticommuniste le plus long (quinze heures) et le plus cher (au moins 240 millions de francs français). Du jamais vu. Qualitativement, il réunit tous les éléments de l'interprétation conservatrice du monde. Le fait qu'*Amerika* ait été diffusé aux heures de plus forte écoute est aussi révélateur. *« Le changement de média* [du cinéma à la télévision] *marque, à lui seul, la fin de l'éloignement dans l'espace : c'est à domicile, dans le cadre de la vie privée, que le film vient interpeller les spectateurs. L'expérience est d'autant plus dérangeante que c'est probablement par la télévision qu'ils seraient informés du déclenchement d'une guerre nucléaire réelle* (4). »

En 1983, la chaîne ABC avait diffusé un téléfilm intitulé *The Day After*, qui présentait les lendemains d'une guerre nucléaire à des millions de foyers américains. En 1987, ABC diffuse *Amerika*. Y a-t-il un lien entre ces deux films ?

Moins d'un mois avant la diffusion de *The Day After*, Ben Stein, ancien rédacteur des discours du président Nixon, signe un article dans *Los Angeles Herald*, suggérant la création d'un film qui pourrait s'intituler *Dans l'Amérique rouge*. Il donne les grandes lignes de son idée cinématographique en disant : *« Il* [le film] *raconterait quelques jours ou quelques semaines de la vie de plusieurs familles américaines après que l'URSS a envahi les Etats-Unis. Malgré des chances très minces, le héros tenterait de découvrir pourquoi les Américains ont laissé ce paradis terrestre, notre Amérique, être annexé par le goulag mondial. »* Il conclut en disant : *« Créons ce film,* Dans l'Amérique rouge, *et essayons de réveiller les gens* (5). »

L'idée de Stein fut fermement soutenue par la droite reaganienne. Ainsi, par exemple, Jerry Falwell, chef de l'organisation ultraconservatrice Moral majority, déclare : « The Day After *n'est qu'une œuvre de propagande ouvertement gauchiste, anti-américaine, antireaganienne, anti-militaire.* » De fortes pressions s'exercent alors sur la chaîne ABC afin qu'elle compense cela et produise un autre film d'idéologie opposée, de façon à être équitable. Le scénariste Donald Wrye s'est saisi de l'idée et en a tiré un script de 579 pages ayant pour titre *Amerika*.

Donald Wrye, qui est aussi le réalisateur, prétend que l'invasion soviétique est accessoire à l'intrigue et que *« les Russes regardant ce film trouveraient qu'ils s'en sortent bien »*. Brandon Stoddard, président d'ABC Motion Pictures, producteur de séries de choc comme *Racines* ou *The Day After* précisément, commente en disant : « Amerika *traite de cette fierté d'être américain et de cet indéniable esprit de résistance éternelle typique du caractère américain* (6). »

Le scénario de base d'Amerika ressemble encore à l'idée de départ de Stein : le Congrès des Etats-Unis, dont Devin — le personnage principal — était l'un des membres, est convoqué en session extraordinaire de sorte que (presque) tous ses membres puissent être tués en une seule fois et que l'on puisse mettre le feu au bâtiment. Dans une allusion flagrante à l'Allemagne nazie, on nous dit : *« Ils* [les dirigeants soviétiques] *veulent qu'on trouve une solution finale au problème américain, et rapidement, sinon ils pourraient tout simplement sélectionner quatre ou cinq villes américaines pour les attaquer* [avec des missiles] ».

Bien qu'*Amerika* ne montre pas directement l'invasion, on apprend que celle-ci a été rendue possible parce qu'une impulsion électromagnétique soviétique a effacé les communications militaires américaines. La technologie soviétique serait-elle plus avancée que celle des Américains ? Peu de téléspectateurs en sont convaincus. Implicitement, on nous donne la vraie raison de la défaite : peu d'Américains ont eu le courage de résister. Dans ce film, le général soviétique Andreï explique ainsi la démoralisation de l'Amérique : *« Vous aviez la liberté politique, mais vous aviez perdu vos passions. Vous n'étiez pas prêts à mourir pour des idées. »*

Le héros de la série, Devin Milford — qu'interprète Kris Kristofferson, — justifie la défaite de son pays de cette manière : *« Ce que la plupart des Américains supposaient impossible — le consentement à être assujetti par une puissance étrangère — s'est réalisé subtilement. Nous n'avons pas perdu notre pays sur le champ de bataille. Nous l'avons perdu dans nos cœurs. Nous l'avons perdu par notre manque de courage et notre manque de foi en notre système démocratique. »*

La passion, le courage et la foi feraient-ils défaut dans l'Amérique d'aujourd'hui ? Alors que dans les années 50 c'était l'individu qui s'égarait, maintenant ce serait toute la société américaine qui se ramollirait. La troisième raison de la défaite est plus révélatrice : *« Nous devons imputer la défaite,* poursuit Devin Milford, *à l'éclatement de notre nation en groupes d'intérêts particuliers — des intérêts corporatifs, des intérêts de minorités, les femmes contre les hommes, les vieux contre les jeunes. Nous devons l'imputer à notre échec, en tant qu'individus, à prendre des responsabilités pour un choix moral. »*

Samanov, un soldat soviétique, explique clairement qu'aux Etats-Unis, avant l'invasion, ceux qui manifestaient pour leurs droits obtenaient trop facilement satisfaction, sans lutte réelle.

L'antagonisme idéologique entre les groupes d'intérêts particuliers et la majorité est clairement reflété dans *Amerika*. On retrouve les arguments maintes fois avancés par l'organisation Moral majority de M. Jerry Falwell, qui évoque, on le sait, les problèmes de l'Amérique exclusivement en termes d'« ordre moral » : l'avortement, le contrôle du port d'armes, etc., seraient immoraux, tandis que la prière dans les écoles, le financement fédéral d'écoles privées religieuses, etc., seraient moraux.

D'autre part, la sœur de Devin a été violée par un groupe de soldats appartenant à des « services » de l'ONU, dont le chef est un sinistre Allemand de l'Est. La série montre aussi comment des soldats du tiers-monde colonisent les Etats-Unis. Les militaires de l'ONU se transforment en une armée d'invasion. Les Nations unies ont trouvé, dans *Amerika*, quatre-vingt-sept allusions négatives à leur organisation : des viols, la destruction d'un bidonville, la répression d'une révolte, le massacre des membres du Congrès américain, etc. *« Les soldats des Nations unies sont présentés comme de simples instruments de la force brutale. Ils ont la gâchette facile. Ils sont destructeurs et même sadiques »*, a déclaré M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, qui a protesté officiellement contre ABC : *« Ils prétendent ne pas parler de la même organisation des Nations unies, mais c'est notre emblème qu'ils montrent pour dépeindre cette paranoïa. »*

Une charge contre la gauche

LA critique à l'encontre des Nations unies rejoint ici les thèses actuelles de Washington contre cette organisation internationale (7). Mais il y a d'autres références symboliques bien plus subtiles. A la fin des années 60, le mouvement des Panthères noires commença à orthographier le mot Amérique avec un « K ». Sur les quelque soixante millions de spectateurs qui ont vu la série télévisée, il y en a peu qui auront sans doute compris cette référence historique impliquée dans le titre. Sans parler de l'allusion au célèbre roman de Kafka (8).

Une autre référence symbolique est le drapeau du nouvel Etat satellite « Amerika » : sur fond rouge se dessinent, en noir et blanc, à gauche la figure de Lénine, à droite celle d'Abraham Lincoln. Doit-on y voir une accusation contre le président Lincoln, parce qu'il a vaincu le Sud et libéré les esclaves ? Une autre explication, plus plausible, rattacherait ce symbole à la guerre civile d'Espagne. Quatre mille Américains de gauche y ont, en effet, combattu le fascisme dans les rangs de la *« brigade Abraham Lincoln »*.

Ainsi *Amerika*, partant d'une attaque contre le communisme, apparaît comme une véritable charge contre la gauche américaine et contre tous les groupes sociaux qui l'incarnent (les Noirs, les féministes, les Hispaniques...). Il est tout à la fois une image et une projection du reaganisme. Tous les ennemis de M. Reagan y sont clairement représentés.

Le principal d'entre eux, dans la rhétorique reaganienne et malgré les perspectives nouvelles de l'ère Gorbatchev, demeure l'Union soviétique. C'est sous prétexte de mettre à l'abri les Etats-Unis d'une attaque nucléaire soviétique que M. Reagan a lancé son projet de « guerre des étoiles ». Ainsi, le président américain a tenté d'utiliser le budget militaire pour sortir le pays de la crise économique actuelle. Il est évident qu'un téléfilm comme *Amerika* va tout à fait dans le sens souhaité par le président : en effrayant les citoyens par la perspective d'une plausible invasion soviétique, ce feuilleton encourage les électeurs à soutenir ce projet de « guerre des étoiles ». La supercherie télévisuelle rejoint ainsi la supercherie politique. Combien de temps faudra-t-il attendre pour que le peuple américain se rende compte, enfin, des manipulations auxquelles le soumet l'idéologie reaganienne ?



(« Amerika » – *Sygma*)

LE NOUVEAU DRAPEAU DE L'AMÉRIQUE SOVIÉTISÉE
A l'origine de la défaite : Abraham Lincoln, coupable d'avoir libéré les esclaves noirs.

* Diplômé de l'Institut de technologie de Georgie (Etats-Unis), prépare actuellement un doctorat à l'Institut d'étude du développement économique et social de l'université Paris-I.

(1) Les titres français et le nom des réalisateurs de ces films sont respectivement : *la Menace rouge*, de R.G. Springsteen ; *J'étais un communiste pour le FBI*, de Gordon Douglas ; *le Port de la drogue*, de Samuel Fuller, et *le Peuple de la nuit*, de Nunnally Johnson.

(2) Les titres français et le nom des réalisateurs de ces films sont respectivement : *Rambo*, de Ted Kotcheff ; *l'Aube rouge*, de John Milius ; *Invasion USA*, de Joseph Zito ; *Rambo II, la mission*, de George Pan Cosmatos ; *Aigle de fer*, de Sidney J. Furie ; *Delta force*, de Menahem Golan ; *Portés disparus II*, de Lance Hool ; *Rocky IV*, de Sylvester Stallone ; *Top Gun*, de Tony Scott.

(3) Cette série est actuellement diffusée en France par la cinquième chaîne qui programmera également *Amerika* dans les mois à venir.

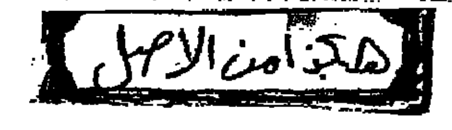
(4) Anne-Marie Bidaud, « Bientôt quarante ans de guerre nucléaire dans les films américains », *le Monde diplomatique*, mai 1985.

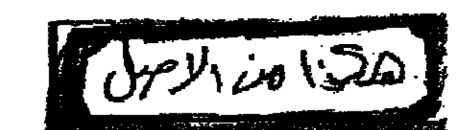
(5) *Los Angeles Herald*, 31 octobre 1983.

(6) *MotherJones Magazine*, janvier 1987.

(7) Lire en pages 16 et 17 l'article de Maurice Bertrand : « Difficultés financières et réforme des Nations unies ».

(8) Frank Kafka, *Amerika*, Gallimard, coll. « Folio », nº 803, Paris, 1983.





D'UNE MAJORITÉ A L'AUTRE

La très réelle politisation des hauts fonctionnaires

(Suite de la première page.)

Mais les changements au plus haut niveau ne donnent qu'une idée partielle des bouleversements opérés. Il est clair qu'une fois promus, les nouveaux venus vont s'employer avec plus ou moins de constance et d'efficacité à s'entourer de collaborateurs sûrs et à prendre le contrôle des services. Par ailleurs, les emplois à discrétion ne sont pas l'apanage du pouvoir central et se retrouvent dans la fonction publique territoriale des collectivités locales.

Ainsi, par exemple, dans le Nord, où dans la foulée du nouveau préfet prennent place le préfet de police et les adjoints chargés de « coiffer » le secrétaire général de préfecture et le directeur de cabinet restés en fonctions. Comme le préfet dont ils étaient les collaborateurs, les arrivants viennent tous du département de la Seine-Saint-Denis. Parallèlement, un certain nombre de délégués au tourisme, à la formation professionnelle, à l'urbanisme, aux affaires régionales, à l'action sociale, éducative et culturelle sont mis sur la touche : ou bien ils sont remplacés, ou bien leur fonction est supprimée. Autre exemple, celui de la chaîne de télévision FR 3, prise d'assaut par le RPR après la nomination comme directeur général délégué auprès de la présidente d'un militant avoué : huit directeurs régionaux sur douze changent de titulaires, les rédactions en chef des bureaux régionaux d'information sont totalement remaniés, de même que la direction de la chaîne.

COMMENT justifier ces pratiques ? L'actuel gouvernement fait valoir qu'il ne dispose que de deux ans pour faire ses preuves et qu'il doit pouvoir compter sur une collaboration sans failles dans la mise en application de sa politique ; que les nominations effectuées par leurs prédécesseurs l'avaient été trop souvent sur des critères plus politiques que de compétence ; qu'enfin, tout compte fait, les changements opérés restent de moindre ampleur qu'au cours de la période précédente. Quant aux socialistes, ils soulignent que les mutations auraient été beaucoup plus nombreuses et rapides sans la résistance, voire l'opposition, du président de la République à certaines révocations et nominations ; que le renouvellement du personnel et l'ouverture des hautes sphères de l'Etat se justifiaient lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, après près d'un quart de siècle d'occupation et de verrouillage de tous les secteurs par la droite. Pour eux, les nominations intervenues depuis mars 1986 consacrent surtout le retour en force des équipes déplacées en 1981 qui n'ont jamais accepté l'alternance à des postes dont elles considèrent qu'ils leur reviennent de droit.

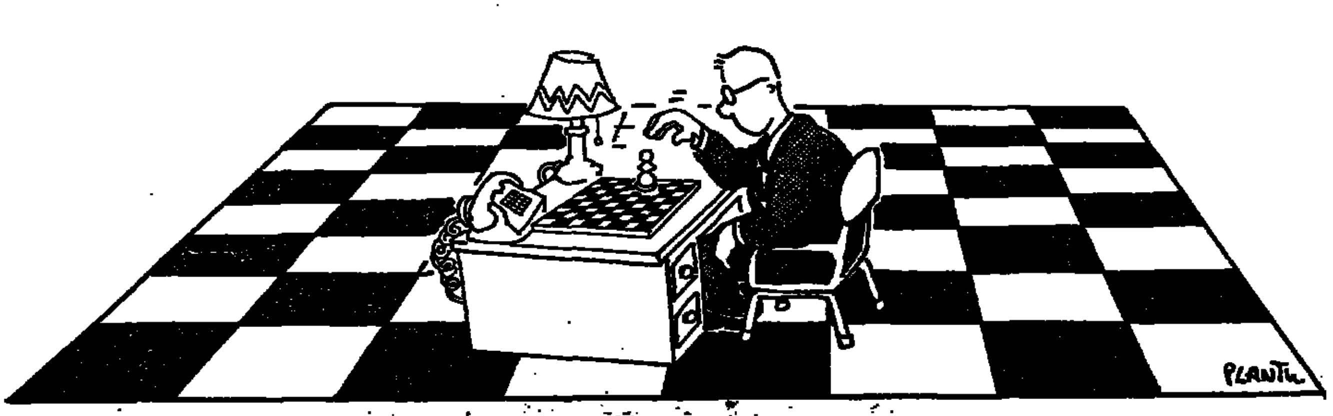
Ces explications restent partielles. En réalité, de l'« Etat-UDR » à l'« Etat-Chirac », en passant par le « système Giscard » et l'« élite rose », la politisation de la haute fonction publique est intimement liée à la Ve République. Elle témoigne d'une tentative de rationalisation de l'appareil d'Etat que l'on retrouve depuis une trentaine d'années dans toutes les démocraties occidentales. Elle s'explique par le développement des interventions de la puissance publique dans tous les secteurs d'activité et le transfert du pouvoir politique des Parlements aux bureaucraties gouvernementales. Celle-ci doivent prendre en charge les objectifs nationaux, lesquels coïncident largement avec ceux du grand capital, des entreprises dominantes et des puissants groupes d'intérêts : concentration et investissement, profits et compétitivité, conquête des marchés et mondialisation, ordre social et consensus, au service desquels sont mobilisés administration et crédits publics. Pour ce faire, on accrédite l'idée que les affaires publiques doivent être gérées par des techniciens compétents, de préférence aux politiciens partisans.

Encore convient-il de s'entendre sur les termes ; la politisation peut tenir à la démarche personnelle du fonctionnaire dont l'adhésion non seulement à l'idéologie et au système de valeurs dominants mais encore, explicitement ou implicitement, à un parti politique, aura des conséquences sur sa carrière professionnelle et sur la façon dont il exercera ses responsabilités. Elle peut aussi résulter du mode d'organisation et de fonctionnement de l'Etat, lorsque sont confiées à des fonctionnaires des missions et des responsabilités éminemment politiques. C'est dire que la politisation ne concerne pas uniquement les « sommets de l'Etat » mais également les échelons inférieurs où peuvent se pratiquer patronage et clientélisme, renforcés lorsque le pouvoir politique est décentralisé au profit de collectivités territoriales autonomes. Tous les cas de figure existent, et l'expérience des grandes démocraties libérales est révélatrice.

Du « spoils system » américain au « civil service » britannique, antécédents historiques, pratiques et réglementations ont façonné et tenté de régler les relations difficiles qu'entretiennent politique et administration. Né au début du dix-neuvième siècle, le « système des dépouilles » américain permet au président nouvellement élu, qui nomme à tous les emplois publics fédéraux, de révoquer les titulaires et de les remplacer par des personnes de son choix et de son parti.

An niveau fédéral, sinon à l'échelon local, cette pratique s'est considérablement réduite avec l'accroissement du nombre des emplois à pourvoir, le développement d'un système de recrutement et de promotion assorti de garanties – le « merit system », – et la constitution d'un corps de fonctionnaires de carrière au sommet de la hiérarchie – le « senior executive service ». Il n'en reste pas moins que l'accès aux principaux postes de responsabilité de l'administration fédérale – environ 7 000 – donne lieu à de multiples pressions et interventions, en particulier au Congrès, et qu'environ 10 % d'entre eux sont effectivement pourvus par le président en fonction sur des critères personnels et partisans, particulièrement sous la présidence de M. Ronald Reagan. Par contre, le recrutement demeure assez ouvert, principalement au milieu des affaires et aux juristes ; le taux de rotation est rapide : deux ou trois ans ; et le passage par la haute fonction publique débouche rarement sur une carrière politique.

A l'inverse, en Grande-Bretagne, politique et administration sont traditionnellement séparées. Le « civil service » fonde sa neutralité sur l'autogestion. Recrutement, formation et promotion du personnel sont assurés par les fonctionnaires eux-mêmes, sans contrôle ni intervention du pouvoir politique. Corrélativement, des règles précises empêchent les agents de l'Etat d'exercer des activités politiques et partisanes, sauf à démissionner. Encore que l'apolitisme du « civil service » ait toujours été mis en doute – *« Rien de tel qu'un haut fonctionnaire pour faire de la politique tout en prétendant le contraire »*, remarquait un ancien ministre travailliste – et que, avec



Mme Thatcher, les interventions politiques se soient multipliées.

Même séparation traditionnelle entre politique et haute fonction publique – la « dirigenza » – en Italie ; elles cohabitent sans vraiment coopérer. Si l'intervention politique est utile pour entrer dans la fonction publique, elle est exclue dans le déroulement de la carrière ; inversement, les hauts fonctionnaires italiens accèdent rarement à des fonctions parlementaires ou gouvernementales, bien qu'ils disposent pour ce faire des mêmes avantages statutaires qu'en France. Au contraire, patronage et clientélisme sont systématiques dans le secteur public et parapublic dominant. Si la démocratie chrétienne est le principal bénéficiaire de ce système, tous les partis ont leur part, fixée au terme de féroces batailles et périodiquement remise en cause.

En Autriche comme en Belgique, on retrouve ce partage systématique des emplois publics entre les formations partisanes, au prorata de leur poids politique, cette fois à tous les niveaux. Quant aux pratiques en vigueur en Allemagne, elles sont assez proches des nôtres. Les emplois au sommet de l'Etat y sont confiés à de hauts fonctionnaires choisis en fonction de critères politiques. A chaque alternance, le personnel change et les révoqués peuvent bénéficier d'un statut de mise en disponibilité provisoire avec traitement.

En France, dès *1958*, se sont mises en place les filières privilégiées d'accès au pouvoir, en rupture avec la tradition républicaine dans laquelle l'exercice de fonctions électives (municipales, cantonales, législatives) précède normalement l'entrée au gouvernement. Désormais, un grand nombre de ministres et de secrétaires d'Etat seront directement choisis par le président de la République et par le premier ministre au sein de l'administration, après passage éventuel dans un cabinet ministériel. Ce n'est qu'ensuite qu'ils seront conduits à solliciter le suffrage des électeurs, le choix d'une circonscription *ad hoc* et la participation au gouvernement leur garantissant le succès et l'entrée au Parlement. Parlement qu'ils s'empresseront de quitter pour retrouver un portefeuille, en cas de renouvellement de la majorité sortante.

Cette filière inversée est la voie royale d'accès de la fonction publique au pouvoir politique. Elle est loin d'être la seule; en réalité, c'est toute la haute fonction publique qui est associée directement à la définition et à la gestion politique des affaires, circulant des cabinets ministériels aux directions d'administration centrale et à celles des grandes entreprises publiques. Tous les premiers ministres de la Ve République, les deux tiers des ministres et secrétaires d'Etat, les trois quarts des membres des cabinets ministériels qui se sont succédé sont issus de la fonction publique. Pas n'importe laquelle, car la sélection des élites et l'accès à la haute bureaucratie d'Etat restent extrêmement restreints. Ils passent presque exclusivement par le canal des grandes écoles – ENA principalement, mais aussi Polytechnique et quelques autres, – au profit des grands corps, Conseil d'Etat, Cour des comptes, inspection des finances pour l'ENA, mines, ponts et chaussées, télécommunications pour Polytechnique, qui toutes deux se taillent la part du lion dans les cabinets, les administrations centrales et les entreprises publiques. Depuis longtemps, de nombreuses études ont mis en évidence les traits caractéristiques de ces élites (2) : origine sociale privilégiée ; adhésion au système de valeurs et au mode de vie de la classe dominante ; statut garanti par l'accès aux grands corps ; monopole exercé sur un certain nombre d'emplois supérieurs répartis suivant des règles bien précises ; pratique du secret ; concertation et collusion permanentes avec les grands intérêts privés ; enfin, jouissance de revenus financiers et de privilèges tout à fait exorbitants, connus des seuls initiés.

Les socialistes ont bien tenté d'ouvrir et de démocratiser l'accès aux cabinets ministériels, à la haute fonction publique et à la gestion du secteur nationalisé (3). Ils se sont heurtés aux plus vives résistances, y compris parfois dans leurs propres rangs, et se sont montrés en définitive très timides. Les résultats sont fort modestes, comme le prouve, entre autres, l'enquête menée par le professeur Danièle Lochak et le Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (4).

Le gouvernement socialiste *« s'est conformé aux règles non écrites respectées par les gouvernements antérieurs* (...). *Ainsi s'explique que le profil des nouveaux directeurs, en termes d'âge, d'origine sociale et de carrière, s'apparente très étroitement à celui de leurs prédécesseurs. L'enquête* (...) *fait apparaître deux populations presque jumelles constituées l'une et l'autre d'héritiers issus des classes sociales les plus favorisées, ayant fréquenté les mêmes écoles, appartenant aux mêmes grands corps, ayant parcouru des itinéraires étroitement comparables avant de parvenir aux emplois qu'ils occupent. Le changement politique majeur de 1981 n'a pas entraîné dans la haute administration de véritable bouleversement.* (...) *Il n'y a eu ni démocratisation du recrutement ni remise en cause des privilèges des grands corps* (5). »

EN dépit de l'offensive néolibérale contre les monopoles de la haute administration, pour assurer l'accès aux responsabilités des « entrepreneurs » venus du secteur privé, la nouvelle alternance n'a pas apporté de changements notables. Il est vrai que ceux qui conduisaient le combat, souvent issus eux-mêmes de la haute fonction publique, énarques ou universitaires, sont allés peupler les cabinets ministériels et occuper les emplois à la discrétion du gouvernement.

Plus que la politisation des fonctions administratives supérieures – difficile à éviter à ce niveau de direction où les options sont effectivement politiques – c'est le quasi-monopole dont bénéficie une petite caste fermée pour l'attribution de ces postes qui est contestable. Contrairement aux idées reçues, l'alternance socialiste n'a pas véritablement réussi à ouvrir et à démocratiser l'accès aux sommets de l'Etat ; et le retour des anciens ne peut qu'agrandir le fossé qui sépare la société française de ses élites bureaucratiques.

CHRISTIAN DE BRIE.

(2) Voir en particulier : Pierre Birnbaum *la Classe dirigeante française*, Le Seuil, Paris, 1976 ; *les Sommets de l'Etat*, Le Seuil, Paris 1977 ; *les Elites socialistes au pouvoir*, Le Seuil, Paris, 1985. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *les Héritiers*, Editions de Minuit, Paris, 1984 ; Erza N. Suleiman, *les Hauts Fonctionnaires et la Politique*, Le Seuil, Paris, 1976 ; *les Elites en France*, Le Seuil, Paris, 1979 ; Monique Dagnaud et Dominique Mehl, *l'Elite rose*, Ramsay, Paris 1982 ; Alexandre Wickham et Sophie Coignard, *la Nomenklature française, pouvoir et privilèges des élites*, Belfond, Paris, 1986 ; Revue *Pouvoirs*, « Des fonctionnaires politiques », nº 40, janvier 1987.

(3) Réforme de l'ENA, tour extérieur pour l'accès aux grands corps, limitation des privilèges et plafonnement des rémunérations dans le secteur public.

(4) *La Haute Administration et la Politique*, Paris, 1986.

(5) *Op. cit.*, pp. 50-51.

« Système des dépouilles » à la française

IL aura fallu au gouvernement près de six mois pour nommer un nouveau président, à la tête de l'ORSTOM, en remplacement de M. Pierre Lavau, « démissionné » en octobre 1986, en même temps que M. Alain Ruellan, le directeur général.

Une illustration du « système des dépouilles » à la française, dont est victime l'un des plus célèbres organismes de recherche : l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération, plus connu sous le nom d'ORSTOM ; mille cinq cents chercheurs et ingénieurs, un budget de 750 millions de francs.

Le nouveau président ? M. François Doumenge, géographe, professeur au Muséum d'histoire naturelle, directeur du zoo de Vincennes, connu pour ses liens avec la droite « dure », signataire avec, entre autres, M. Yves Durand, conseiller du premier ministre pour l'éducation et la recherche, Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, l'Union nationale interuniversitaire (UNI, syndicat de tendance d'extrême droite), et quelques mandarins, d'un projet de réforme de l'Université et de la recherche qui avait inspiré la « loi Devaquet » et proposait... la dissolution de l'ORSTOM.

Une nomination qui n'a pas fait l'unanimité, intervenue malgré l'opposition du président de la République et qui résulte des luttes d'influence, au sein de la majorité et du gouvernement, entre « durs » et « modérés », néo-libéraux et gaullistes, pour l'occupation des postes et le contrôle des organismes publics.

En 1982, le choix des nouveaux responsables avait été précédé de la définition d'un projet qui avait permis à l'ORSTOM d'ouvrir à de nouvelles disciplines et d'étendre au-delà de l'Afrique ses activités de recherche pour le développement en coopération.

C. de B.

BIBLIOGRAPHIE

LA FARCE TRANQUILLE. – Alain Bihr

★ Spartacus, Paris, 1987, 207 pages, 89 F.

Ce livre vaut plus que le mauvais jeu de mots qui lui sert de titre, et davantage encore par les questions qu'il pose que par le contenu de ses réponses. C'est une parole qui dérange le bel ordonnancement qui s'installe.

Pour Alain Bihr, la cause est entendue. La gauche française avait bien un rôle historique à jouer. Hélas, ce n'était pas celui auquel elle se croyait destinée et le demi-tour tardif du PCF n'y a rien changé. Elle annonçait le socialisme et la démocratie, la rupture était sa raison d'être, et voilà que, prise au piège de la logique du capitalisme et de la politique-spectacle, victime de ses insuffisances, de ses contradictions, et de ses illusions, elle n'aura été que l'instrument de la normalisation de la France sur la base du modèle occidental dominant, d'inspiration américaine, et sagement appliqué depuis longtemps déjà par ses voisins européens. Avec beaucoup d'humour, et de rigueur aussi, l'auteur démonte un à un les mécanismes de cette étrange infortune qui, à la manière des fables, comporte une moralité édifiante. N'acceptez jamais ni le terrain ni les règles que vous impose l'adversaire sinon le dénouement s'ensuivra, nécessaire et pitoyable.

PIERRE CHARPENTIER.

LES GRANDS CORPS DE L'ÉTAT. – Marie-Christine Kessler

★ Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1986, 344 pages, 180 F.

Nés sous l'Ancien Régime, parfois revus et corrigés sous le Consulat ou sous l'Empire, les grands corps, armatures de l'administration française, sont ce à quoi rêvent les jeunes gens (et, de plus en plus, les jeunes filles) à Sciences-Po et à l'Ecole nationale d'administration. Dans une étude à la fois érudite et très vivante, Marie-Christine Kessler examine la genèse de la Cour des comptes, du Conseil d'Etat, du corps diplomatique, du corps préfectoral, des corps d'ingénieurs et de l'inspection des finances. Elle nous décrit le processus de sélection des concours et des grandes écoles qui y mène, le fonctionnement plus ou moins autonome de ces groupes et leur système de pouvoir.

Vivant en symbiose avec l'élite politique et économique dont elles assurent la pérennité, tout en gérant au mieux leur propre survie en tant que groupes d'intérêts, ces féodalités discrètes que sont les grands corps, ou du moins les plus prestigieux d'entre eux, sont une particularité bien française, même si quelques pays, dont l'Italie, en ont parfois repris certains éléments. Foin de la concurrence : les chasses gardées et le quadrillage administratif font bon ménage avec la « révolution libérale », et le nombre d'énarques a considérablement augmenté parmi les ministres du gouvernement Chirac et les membres de leurs cabinets.

BERNARD CASSEN.

TU SERAS PRÉSIDENT, MON FILS. ANATOMIE DES GRANDES ÉCOLES ET MALFORMATIONS DES ÉLITES. – Jean-Michel Gaillard

★ Ramsay, Paris, 1987, 248 p., 98 F.

Dans son courageux et brillant essai, Jean-Michel Gaillard propose de casser le cercle vicieux de la sélection par l'échec, en revitalisant, au nom de l'avenir et de la démocratie, les universités françaises, aujourd'hui littéralement dépossédées par les grandes écoles.

Fondé sur un diagnostic précis, qui fait ressortir l'inadaptation et l'archaïsme des parcours, des contenus et des finalités du système des grandes écoles (ENS, X, ENA, HEC), Jean-Michel Gaillard dénonce l'irrationalité de *« l'élitisme et du malthusianisme, qui sont les deux mamelles du corporatisme »*. D'où une série de propositions réalistes, destinées à une mobilisation générale de la matière grise, sur une base décentralisée et réintégrant les universités dans le circuit des grandes écoles rénovées.

FRANÇOIS VITRANI.

QUAND S'AFFIRMENT DE NOUVELLES VALEURS

Le succès des Verts

LA démission de M. Willy Brandt de la présidence du Parti social-démocrate ouest-allemand (SPD) témoigne de la gravité de la crise qui secoue aujourd'hui cette vieille formation. Parmi les raisons : la montée des Verts, qui attirent une partie de l'électorat le plus jeune du SPD et qui, aux élections du 25 janvier dernier, ont confirmé leur progression. Disposant désormais de quarante-quatre sièges au Bundestag, le jeune parti offre aux divers courants contestataires l'occasion de s'intégrer au système alors que lui-même, issu de courants composites, est encore à la recherche de son identité politique.

Par CLAUS TULATZ *

« Les Verts ne survivront pas aux cinq prochaines années. » Quand M. Willy Brandt, alors président du Parti social-démocrate (SPD), s'aventurait à faire ce pronostic en 1982 (1), il n'osait pas encore croire que, une demi-décennie plus tard, les *Grünen* (Verts) allaient définitivement s'établir sur l'échiquier politique ouest-allemand, représentant désormais une force avec laquelle son propre parti devra compter.

Lors des élections fédérales en janvier dernier, le parti « écolo-pacifiste » n'a pas seulement gagné un million d'électeurs supplémentaires par rapport à 1983, avec 8,3 % des voix et 44 sièges ; il a également trouvé un second souffle, malgré ses divisions internes et son manque de clarté politique.

Finies les spéculations intéressées sur les risques d'implosion du parti, finie la politique de l'autruche face à cette formation gênante : si le SPD veut avoir une perspective de reconquête du pouvoir, il lui faudra, bon gré mal gré, composer avec elle, comme l'a souligné, au lendemain des élections, M. Oskar Lafontaine, l'étoile montante du SPD.

« Helmut Schmidt a été notre accoucheur, Johannes Rau notre père adoptif (2) », constate, non sans humour, M. Joschka Fischer, le ministre « vert » de l'environnement en Hesse, récemment démis de ses fonctions. En effet, si les résultats de janvier dernier ont confirmé une chose, c'est bien le fait que les Verts vivent essentiellement de la crise d'une social-démocratie qui n'a pas su s'adapter aux profondes transformations de la société allemande.

Née en janvier 1980 comme héritière du mouvement étudiant des années 60, la nouvelle formation a comblé un vide politique laissé par un parti social-démocrate prisonnier de ses propres traditions idéologiques et usé au pouvoir par une politique d'austérité qui ne pouvait que l'éloigner de son électorat traditionnel.

Enfants du *Modell Deutschland* à la Helmut Schmidt, les *Grünen* n'ont cessé de se renforcer en s'appuyant sur les puissants mouvements contestataires – écologique et pacifiste surtout – pour s'attaquer maintenant aux couches sociales dont le SPD était en bon droit d'estimer qu'elles constituaient, à côté des ouvriers, sa base électorale favorite : les jeunes, les femmes et les travailleurs du secteur tertiaire.

* Journaliste allemand résidant à Paris.

Les preuves sont là : selon une étude de l'Institut INFAS (3), le SPD a reculé en janvier de 3 % parmi les cadres dirigeants et les hauts fonctionnaires, n'obtenant plus que 28 % de leurs voix. Les cadres et employés « moyens » et « petits » n'ont voté qu'à 41 % pour le parti de MM. Willy Brandt et Johannes Rau, alors que les Verts sont passés de 5 % à 10 % dans cette catégorie sociale. Résultat encore plus déprimant pour le SPD : parmi les travailleurs des secteurs technologiques de pointe – ceux que le secrétaire à l'organisation Peter Glotz cherche à séduire tout spécialement, – 43 % se sont prononcés pour les chrétiens-démocrates (CDU/CSU), 40 % pour le SPD et – immense surprise – 10 % pour les Verts, pourtant accusés de s'opposer au progrès technique. Parmi les femmes salariées, 40 % ont voté pour le SPD, 35 % pour la CDU et 17 % pour les Verts. Quant aux jeunes entre dix-huit et vingt-quatre ans, qui participaient pour la première fois à un scrutin fédéral, ils ont voté à 39 % pour le SPD, 36 % pour la CDU et 19 % pour les Verts.

A en juger par le vote des jeunes, les *Grünen* ont encore un bel avenir devant eux, et une alliance « rouge-verte » serait largement majoritaire, même si la CDU a connu un certain redressement ces derniers temps.

Si le SPD a pu sauver les meubles, c'est en progressant de 55 % à 59 % dans l'électorat ouvrier ; 68 % des adhérents syndicaux lui ont exprimé leur confiance. Mais, là aussi, les Verts montent, passant de 3 % en 1983 à 6 % en 1987. Ils recueillent maintenant 8 % des voix des travailleurs syndiqués.

A ces résultats déconcertants correspondent des reculs importants des sociaux-démocrates dans les grands centres urbains qui constituaient autrefois leurs fiefs « imprenables » : – 7,9 % à Munich, – 6,2 % à Hambourg, – 6 % à Francfort, – 5,7 % à Stuttgart (4). Tandis que les Verts renforcent leurs positions : à Brême, ils obtiennent 14,5 %, à Francfort 13,9 % à Hambourg 11 % ; et, dans les petites villes universitaires, parfois bien davantage : 18,4 % à Fribourg, 15,1 % à Tübingen (5). Ce n'est que dans les régions aux industries traditionnelles (sidérurgie, mines, métallurgie, chimie), comme le bassin de la Ruhr ou la Sarre, que le SPD maintient ses positions ou gagne encore quelques points.



« Les travailleurs de l'an 2020 »

LES succès des Verts, quant à eux, ne sont plus seulement le résultat d'erreurs tactiques du SPD, comme par exemple la recherche illusoire d'une majorité absolue de la part de M. Johannes Rau et son refus de s'inscrire dans toute perspective « rouge-verte » ; ils témoignent que ce nouveau parti a conquis une réelle base sociale dont il tend à devenir l'expression politique.

Cette évolution inquiète sérieusement les dirigeants sociaux-démocrates. Le chef du SPD de Francfort, M. Martin Wentz, les avait déjà alertés, en automne dernier, en leur soumettant un document analysant *« l'évolution progressive vers une société de services* (6) ». Conclusion essentielle : l'électorat des grandes villes est devenu relativement composite, sans liens étroits avec un parti donné. Il véhicule de nouvelles valeurs et se fait l'écho d'une approche différente de la politique. La diminution rapide du nombre des ouvriers dans l'ensemble de la population affaiblit les syndicats et le SPD.

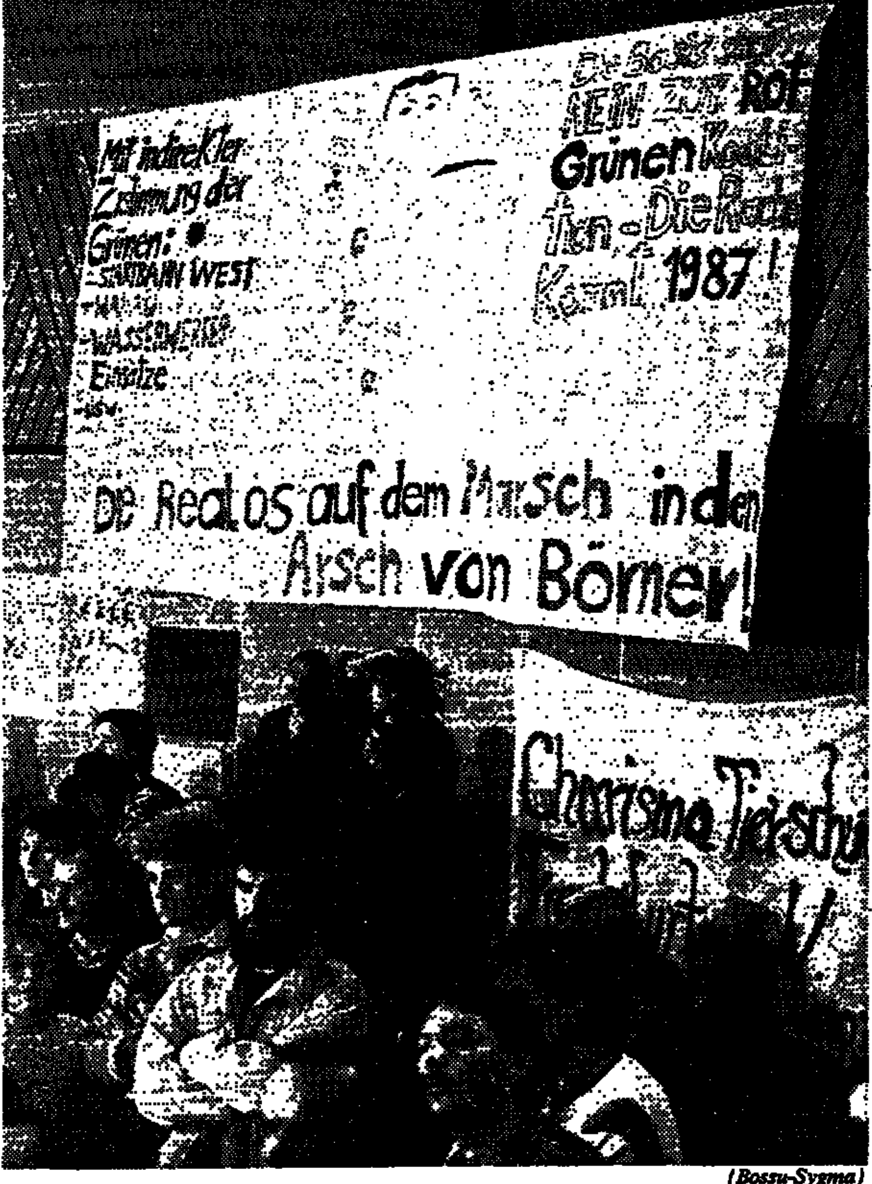
Déjà en 1983, M. Peter von Oertzen, sans doute le théoricien le plus lucide de la gauche social-démocrate, avait affirmé : *« Les Verts représentent une part importante des travailleurs, un type de travailleurs caractérisé par sa jeunesse radicale, son orientation sur les secteurs de la communication et des prestations de service, ainsi que par son niveau d'instruction supérieur à la moyenne. En quelque sorte, ils représentent les caractéristiques des travailleurs de l'an 2020* (7). »

« Si les Verts réussissent, ajoutait-il, *à renforcer cette structure sociale dans le cadre d'une organisation stable, dotée d'une stratégie politique et d'un programme économique consistants et d'une approche réaliste des problèmes des salariés, ils pourraient devenir un parti des travailleurs de type nouveau. »*

A la lumière des derniers résultats électoraux, nul ne peut écarter cette éventualité, sauf... les Verts eux-mêmes. Paradoxalement, il existe chez eux une incroyable cacophonie de voix contradictoires quand il s'agit de caractériser leur parti et son avenir. Lors de la fondation de ce dernier, Mme Petra Kelly, qui à l'époque était l'un de ses dirigeants les plus en vue – elle est aujourd'hui député, – l'avait défini comme *« parti antiparti »* qui devait mener une lutte inconditionnelle contre les dangers d'extermination du genre humain par une guerre nucléaire ou la détérioration écologique des conditions de vie. Pour elle, les succès électoraux étaient secondaires, il s'agissait surtout de s'opposer au bloc des partis traditionnels, même au risque de rester marginal. Anticapitaliste, mais non marxiste, elle continue à prôner une *« République verte, autodéterminée* (8) ».

Les « écosocialistes » ont opposé à cette conception une vision non moins « fondamentaliste », mais plus axée sur une perspective socialiste assez abstraite, dans la mesure où ils repoussent le modèle soviétique et la social-démocratie, tout en se gardant de donner de claires indications sur leur utopie socialiste (9). Quant aux « réalistes », ils mettent surtout l'accent sur la nécessité de réformes et sur une stratégie parlementaire de « petits pas », sans définir clairement une vision d'ensemble (10). Si « autogestion » et « socialisme » sont des notions répandues dans le discours de nombreux militants, il est curieux de constater qu'il n'existe chez eux aucune théorie socialiste autogestionnaire, les non-marxistes étant plus autogestionnaires que les « écosocialistes ».

Longtemps attachés au slogan *« ni droite ni gauche »*, les Verts semblaient sérieusement se considérer comme un nouveau parti de gauche. Mais voilà que la discussion reprend de plus belle : M. Otto Schily, figure de proue de l'aile « réaliste », affirme que *« les Verts doivent être un parti du centre »*, en ajoutant que les libéraux de M. Hans-Dietrich Genscher, communément considérés comme le parti charnière du centre, ne sont en réalité qu'un *« groupe capitaliste extrémiste marginal »*. Pas d'accord, dit Mme Petra Kelly : *« Nous restons une minorité radicale. Nous n'avons rien à voir avec le centre, tel qu'il existe dans ce pays* (11) ». Ce débat, ravivé par les succès dans des régions rurales et



(Bossu-Sygma)

DANS LE STYLE DÉCONTRACTÉ, CONGRÈS DU PARTI EN HESSE
Un électorat composé en majorité de jeunes

(1) Cité d'après un article de *Stern*, 25 août 1983.

(2) Cf. *Die Zeit*, 30 janvier 1987.

(3) Cité dans *Frankfurter Rundschau*, 11 février 1987.

(4) *Der Spiegel*, 2 février 1987.

(5) *Tageszeitung*, 27 janvier 1987.

(6) Cf. *Der Spiegel*, 2 février 1987.

(7) Peter von Oertzen, « Zwischen Arbeitnehmerpartei und Minoritätenkartell », in *Nicht Links nicht Rechts ? Uber Politik und Utopie der Grünen*, Hambourg, 1983.

(8) Petra Kelly, « Keine sozialdemokratischen Inhalte mit grünem Anstrich, *in* Wolfram Bickerich, *SPD und Grüne*, Hambourg, 1985.

(9) Voir le livre de Thomas Ebermann et Rainer Trampert, *Die Zukunft der Grünen*, Hambourg, 1984.

(10) Voir, notamment, Otto Schily, « Vor unvergleichlichen Möglichkeiten » in *SPD und Grüne*, et Joschka Fischer, « Für einen grünen Radikalreformismus », in *Was sollen die Grünen in Parlament ?*, Francfort, 1983.

(11) *Tageszeitung*, 28 janvier 1987.

Dans les revues...

▪ Dans FOREIGN POLICY, Simon Serfaty dresse un sévère bilan de la politique étrangère de M. Reagan, et aussi de celle de ses prédécesseurs. (Nº 66, printemps 1987, trimestriel, 5,25 dollars. – PO Box 984, Farmingdale, NY 11737-9684, Etats-Unis.)

▪ Comme chaque fin d'année, FOREIGN AFFAIRS publie un bilan de l'action des Etats-Unis dans le monde. Parmi les thèmes traités : l'après-Reykjavik, la nouvelle politique étrangère de M. Gorbatchev, les Philippines, l'Afrique du Sud, l'Amérique centrale et Israël. (Nº 3, 1987, cinq numéros par an, 5,95 dollars. – Council on Foreign Relations, 58 East 68th Street, New York, NY 10021.)

▪ NEW LEFT REVIEW reprend, sous la plume de Perry Anderson, un débat amorcé il y a vingt ans entre marxistes britanniques sur les causes du déclin du Royaume-Uni. (Nº 161, janvier-février, bimestriel, 2,50 livres. – PO Box 339, Londres WCIX 8 NS.)

▪ POURQUOI ? publie un dossier sur le libéralisme introduit par Claude Julien qui montre comment un économisme étroit sape les fondements d'une civilisation. (Nº 223, mars, mensuel, 15 F. – Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07.)

▪ Au sommaire de la REVUE FRANÇAISE DE CIVILISATION BRITANNIQUE, une série d'articles sur la Grande-Bretagne et l'Europe de 1945 à 1986. (Vol. 4, nº 2, février, 50 F. – Richard Sibley, faculté des lettres, université d'Orléans, 45072 Orléans Cedex 02.)

▪ Dans LE COURRIER DES PAYS DE L'EST : un dossier sur la réforme du commerce extérieur soviétique depuis le 1er janvier 1987. (Nº 315, février, mensuel, 41 F. – La Documentation française, Paris.)

▪ LA NOUVELLE ALTERNATIVE, réunit un dossier sur la Charte 77 signée cette année-là par 243 citoyens tchécoslovaques. (Nº 5, mars, trimestriel, 60 F. – 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)

▪ Dans la LETTRE INTERNATIONAL ; « L'URSS bouge-t-elle ? », par cinq écrivains soviétiques, deux écrivains russes et un universitaire de Genève. (Nº 12, printemps, trimestriel, 35 F. – 17, rue Béranger, 75003 Paris.)

▪ Dans RECHERCHES INTERNATIONALES, Francine Demichel s'emploie à montrer comment l'idéologie des droits de l'homme sert à maintenir la domination de l'Occident sur les Etats du tiers-monde. (Nº 22, octobre-décembre, trimestriel, 60 F. – 64, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris).

▪ « Les peuples noirs d'Afrique du Sud n'ont rien de commun. » Cette affirmation du gouvernement sud-africain, est vigoureusement contestée par Marianne Cornevin dans une longue étude publiée par AFRIQUE CONTEMPORAINE. (Nº 141, janvier-février-mars 1987, trimestriel, 32 F. – La Documentation française, Paris.)

▪ Helen Hatab Samhan revient, dans le JOURNAL OF PALESTINE STUDIES, sur les diverses formes d'ostracisme auxquels sont en butte les Arabes vivant aux Etats-Unis. (Vol. XVI, Nº 62, hiver, trimestriel, 4,95 dollars. – 3501 M Street, NW, Washington DC 20 007.)

▪ Se plaçant dans la perspective de la montée de l'islamisme, Ahmed Benani cerne de plus près les fondements de la légitimité du pouvoir au Maroc, dans GENÈVE-AFRIQUE. (Vol. XXIV, nº 2, deux numéros par an, 15 francs suisses. – 24, rue de Rothschild, CH-1211 Genève.)

▪ « Les hommes peuvent se livrer, dans la maison, aux travaux qui sont destinés aux femmes » écrit LE MESSAGE DE L'ISLAM dans un étonnant article consacré au travail de la femme dans la société. (Nº 42, décembre 1986, mensuel, abonnement un an : 18 dollars. – BP 14155-3899, Téhéran, Iran.)

▪ Un bref dossier sur l'islam, dans VERS LA VIE NOUVELLE, permettra au lecteur peu initié de redresser bien des opinions toutes faites sur une religion surtout connue au travers de clichés. (Nº 3, mars, huit numéros par an, 15 F. – 67, rue de Dunkerque, 75009 Paris.)

▪ Quelles sont les chances de la Nouvelle République de réussir une réforme agraire au Brésil ? Pour les mesurer, Robert Linhart a réalisé une enquête dans l'Etat du Parana que publie TRAVAIL. (Nº 12, janvier, mensuel, 50 F. – 45, rue Sedaine, 75011 Paris.)

▪ Les Etats-Unis interviendront-ils militairement au Nicaragua ? Marie-Chantal Barre, dans ÉTUDES, passe en revue les arguments pour et contre une telle solution. (Mars, mensuel, 35 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

▪ ASSOCIATIONS INTERNATIONALES TRANSNATIONALES consacre sa dernière livraison aux associations latino-américaines. (Nº 6, novembre-décembre 1986, bimestriel, abonnement un an : 221 F. – Union des associations internationales, 40, rue Washington, B-1050 Bruxelles, Belgique.)

▪ « Après les banlieues rouges » est le thème de la dernière livraison d'HÉRODOTE. L'articulation du départ des jeunes ménages français avec la désindustrialisation et la montée de l'extrême droite constitue l'axe principal de ce remarquable dossier. (Nº 43, octobre-décembre 1986, trimestriel, 65 F. - La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.)

▪ Beyrouth, Marseille, Casablanca... PEUPLES MÉDITERRANÉENS reprend, dans sa dernière livraison qui a pour titre « Villes tourmentées », quelques-unes des communications présentées lors d'un colloque. (Nº 37, octobre-décembre, trimestriel, 68 F. - BP 1907, 75327 Paris Cedex 07.)

▪ LE COURRIER, que publie l'UNESCO, traite essentiellement, dans son numéro de mars, des biotechnologies appliquées à l'agriculture. (Mars, mensuel, 9 F. - 7, place de Fontenoy, 75700 Paris.)

▪ « Rendre l'initiative aux paysans » : ce titre de l'article de M. G. Karlshausen, secrétaire général de Frères des hommes-Belgique, aurait pu s'appliquer à l'ensemble du dossier que VIVANT UNIVERS consacre aux paysans d'Afrique. (Nº 368, mars-avril 1987, bimestriel, abonnement un an : 560 FB. - 115, ch. de Dinant, 5000 Namur, Belgique.)

▪ ARTICLE 31 inaugure une série de numéros spéciaux traités en forme de dossiers ; le premier est consacré aux rapports entre *« ethnisme et extrême droite »*. (Numéro spécial, février, 30 F. - Boite postale 423, 75527 Paris Cedex 11.)

▪ Dans HOMMES ET LIBERTÉS, revue de la Ligue des droits de l'homme, un très utile *« guide des sources de documentation sur les libertés »* contenant les fiches d'identité d'une centaine d'organismes. (Nº 45-46, janvier-février, bimestriel, 20 F. - 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)

▪ POUVOIRS traite « Des fonctionnaires politisés ? ». La politisation de la fonction publique est un lieu commun fort exploité, et si obscurci que la revue se garde bien de prétendre y apporter toute la lumière. (Nº 40, février, trimestriel, 79 F. – PUF, Paris.)

▪ Au sommaire d'ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES, une étude sur « l'univers impitoyable de TF 1 », où le paravent du « mieux-disant culturel » prête à sourire face à la logique de la publicité. (Nº 45, mars, mensuel, 16 F. – 12, rue du Chaignot, 21000 Dijon.)

▪ Dans MÉDIAS POUVOIRS : un dossier sur la concentration dans la communication aux Etats-Unis et une réflexion sur la croissante popularité des fictions spécialement conçues pour la télévision. (Nº 6, mars, trimestriel, 76 F. – 41, rue François Ier, 75008 Paris.)

▪ Michel Ciment, dans un texte plein de lucidité que publie POSITIF, fait le procès de la critique cinématographique en France aujourd'hui. (Nº 313, mars, mensuel, 35 F. – 1, quai Conti, 75006 Paris.)

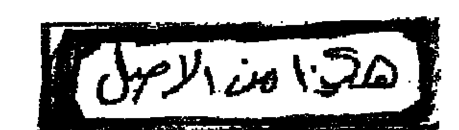
▪ CONDOR est une revue suisse consacrée à la culture latino-américaine. Dans cette livraison on lira une étude sur Jorge-Luis Borges et un aperçu de l'art photographique en Bolivie. (Nº 2, février, trimestriel, prix non indiqué. – Case postale 3966, Ch - 1002 Lausanne.)

▪ EUROPE consacre un numéro à la littérature de Norvège. (Mars, mensuel, 68 F. – 146, Fbg Poissonnière, 75010 Paris.)

▪ Les enjeux culturels et technologiques de la traduction sont traités dans la dernière livraison d'ENCRAGES. On y trouvera notamment une présentation des principaux systèmes de traduction assistée par ordinateur. (Nº 17, printemps, trimestriel, 120 F. – Département d'études des pays anglophones, université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02.)







HORS DU CHAMP POLITIQUE TRADITIONNEL

en Allemagne de l'Ouest

catholiques comme la Bavière, où les Verts mordent directement sur l'électorat conservateur, est caractéristique de l'état actuel du parti : autant de courants et de sous-tendances, autant de conceptions politiques divergentes, voire carrément opposées.

Les Verts ont cependant appris à vivre leurs contradictions. Si les différents courants se livrent des batailles verbales extrêmement violentes, s'ils se disputent les postes-clés en ne reculant devant presque aucun coup bas, force est de constater qu'ils ont au moins un dénominateur commun : la volonté de maintenir leur pluralisme politique et l'unité du parti, considéré par tous comme un instrument utile, irremplaçable. En cela, ils sont aidés par l'attitude frileuse du SPD, qui les a majestueusement ignorés, au lieu de les forcer à prendre clairement position sur une alliance « verte-rouge ».

Contrairement à leurs organisations sœurs en d'autres pays, les Verts allemands n'ont jamais été un parti purement écologique. Dès le début, l'aspect social était présent dans leur programme. Si le parti a été fondé à une époque où le mouvement ouvrier ne bougeait pratiquement pas et où les mouvements contestataires se cristallisaient surtout autour du nucléaire ou des euromissiles, il a adapté son programme et sa pratique au moment des grandes grèves des métallos et des imprimeurs pour les 35 heures en 1984.

Dans leur programme économique de Sindelfingen (1983) et encore plus dans celui pour la « restructuration de la société industrielle » (1986), les *Grünen* ont essayé de donner des réponses globales, tenant compte à la fois de la crise économique et de l'écologie. Selon eux, une redistribution des dépenses de l'Etat (forte diminution du budget militaire, subventions à des projets socialement utiles) permettrait des investissements écologiques créateurs d'emplois, comme par exemple un vaste programme d'économie d'énergie par le renforcement de l'isolement thermique des bâtiments. Ils demandent la réduction du temps de travail hebdomadaire, l'instauration d'un revenu minimum garanti et l'embauche prioritaire de femmes afin de mettre un terme à la discrimination spécifique des chômeuses. Par un ensemble de contre-propositions, ils tentent de sortir de l'impasse d'un débat ravivé par la droite et certains syndicats conservateurs qui opposent à la priorité de l'écologie celle de la lutte pour le plein emploi. Ainsi, ils ne demandent plus la fermeture pure et simple des industries polluantes ou nocives, mais leur reconversion, en chiffrant les projets. Seule exception : le nucléaire civil qu'ils veulent abolir immédiatement. Mais, là aussi, ils ont présenté un plan énergétique de rechange, en se fondant sur des analyses scientifiques concluant que la « sortie du nucléaire » serait possible sans mettre en danger le fonctionnement de l'économie de la RFA (12).

La diversité des origines politiques est aussi un facteur déterminant du pluralisme d'un parti ancré à gauche, issu d'une alliance de courants ex-maoïstes, spontanéistes, de déçus de la social-démocratie, de militants des *Bürgerinitiativen* et d'écologistes, souvent plutôt conservateurs. Des personnalités de gauche ont joué un rôle moteur dans l'intégration de courants gauchistes : M. Rudi Dutschke, l'ancien dirigeant de l'opposition extra-parlementaire (APO) des années 60, qui voyait dans « *l'opposition verte une seconde APO* » (13), ou le dissident communiste est-allemand Rudolf Bahro qui, après son passage à l'Ouest, battait campagne sous le slogan « *Vert et rouge, rouge et vert, ça va bien ensemble* (14) ».

La géographie politique de la fin des années 60, quand l'organisation unifiée du mouvement étudiant, le Sozialistischer Deutscher Studentenbund (SDS), éclatait en mille morceaux pour laisser place aux partis d'avant-garde marxistes-léninistes, a laissé des traces au sein du mouvement « vert alternatif ». A Berlin, on continue à trouver les anciens militants du parti maoïste KPD, qui ont massivement participé à la fondation de la Liste alternative, groupe local des Verts. A Hambourg, ce sont les anciens du Kommunistischer Bund qui, comme le nouveau député Thomas Ebermann, forment le noyau dur du courant « éco-socialiste ». D'autres groupes locaux sont marqués par les anciens du groupe maoïste KBW ou, dans le cas de Francfort, par des ex-spontanéistes comme MM. Daniel Cohn-Bendit et Joschka Fischer.

Toutefois, il serait erronné de penser que ces anciens gauchistes n'ont pas profondément changé leurs conceptions politiques, car ils se sont durablement regroupés avec d'anciens sociaux-démocrates (comme Mme Petra Kelly) ou conservateurs (surtout dans le Sud de la RFA), dont certains étaient adhérents de la CDU/CSU (M. Alfred Mechtersheimer et le général Gert Bastian). S'ils ont pu se retrouver dans le même parti, c'est bien parce que celui-ci s'est attaqué au consensus des partis traditionnels sur la défense nationale dans le cadre de l'OTAN et sur la croissance économique effrénée, en menant un combat contre la pollution atmosphérique, la mort des forêts, la déshumanisation des centres urbains, le nucléaire et les menaces de guerre. Cette nouvelle conception politique se reflète dans ses principes fondamentaux : « Ecologiste, pour la démocratie de base, social, non violent ». Rien de plus flou que ces principes (15) ! Pourtant, chacun, avec ses interprétations personnelles, s'y réfère et enrichit le débat de ses propres conceptions politiques, de sa tactique, de son utopie... Courants anticapitalistes ou antiproductivistes, réformateurs ou révolutionnaires, tiers-mondistes, humanistes, libertaires et socialistes se côtoient, en formulant des compromis qui peuvent évoluer selon la conjoncture.

Plus que leur programme, c'est la nouvelle culture politique « alternative » qui unit les *Grünen* et leurs électeurs. Ces derniers « *votent vert malgré les Verts* », constate M. Daniel Cohn-Bendit (16). En effet, la plupart des militants et sympathisants refusent la théorisation et préfèrent s'engager dans un secteur de travail délimité. C'est pourquoi le parti connaît une évolution idéologique et politique en dents de scie, moins déterminée par la dynamique du débat interne que par les facteurs extérieurs.

L'intégration dans le système

SI les Verts ont réussi une chose, c'est bien la revitalisation de la vie politique en RFA. Dès leurs premiers succès électoraux dans les Länder, ils se sont transformés en « bras parlementaire » des mouvements contestataires. Au Bundestag, ils ont accompli un travail considérable, comme l'admet le député social-démocrate M. Freimut Duve, qui leur reconnaît une « *grande assiduité, une bonne préparation et un discours qui s'en tient aux faits* (17) ». Leur « parlementarisation » les a en quelque sorte assagis, et, en concluant la première coalition rouge-verte en 1985, le ministre président social-démocrate de Hesse, M. Holger Börner, les a « *admis à la Cour* », comme le constatait aigrement la CDU. Par la force des choses, et à cause du manque de militants, les Verts ont dû renoncer au système de rotation, le tourniquet, pratiqué à la mi-temps de la législature et qui devait empêcher la « professionnalisation » de leurs parlementaires. Sur 44 000 adhérents, plus de 3 000 sont des élus locaux (18). Les succès électoraux ont donc contribué à leur intégration dans le système.

Aujourd'hui, les *Grünen* ont de plus en plus tendance à se convertir en « courroie de transmission » (19) des mouvements contestataires au sein du Parlement – voire de l'appareil d'Etat, en ce qui concerne la Hesse. Entre-temps, l'écologie est devenue l'affaire de tous en RFA, et, tout en continuant à se battre sur ce terrain favori, les Verts ne se taisent plus sur d'autres sujets brûlants. Scandales écologiques ou financiers, remontée du racisme et tentatives de la part des conservateurs de mettre un point final à la discussion sur le passé national-socialiste, permettent à leurs « politiciens professionnels » de donner un profil spécifique à l'organisation.

S'ils combinent les actions extraparlementaires et le travail parlementaire, ce dernier se distingue souvent par son originalité et par des initiatives parfois spectaculaires, souvent symboliques, qui leur ont cependant permis de s'assurer la sympathie des exclus de la politique politicienne. Députés vêtus en jeans et pulls péruviens, certains barbus et aux cheveux longs, employant un langage nouveau et direct ; un ministre, M. Joschka Fischer, qui prêta serment chaussé de baskets ; des parlementaires qui se sont fait tutoyer par les lycéens venus visiter le Bundestag : tous ont contribué à donner à la jeunesse (du moins une certaine jeunesse) l'impression d'être représentée par des semblables et non plus par des demi-dieux éloignés de ses préoccupations. De même, cette véritable révolution culturelle a considérablement changé le rapport des femmes à la politique. Le « féminat » d'abord, cette présidence du groupe parlementaire au Bundestag uniquement composée de femmes ; puis la liste exclusivement féminine présentée par les Verts, qui a connu un franc succès lors des élections régionales de Hambourg en novembre dernier (10,4 % des voix).

Beaucoup ont reproché aux Verts ces initiatives « *exagérées* ». Mais elles étaient sans doute nécessaires afin de redonner aux femmes le goût de la politique. De toute façon, ce volontarisme a porté ses fruits : de tous les partis, les *Grünen* disposent maintenant du plus grand groupe de femmes au Parlement fédéral – vingt-cinq de leurs quarante-quatre députés – et déjà, cette évolution a provoqué des changements au sein du SPD, où les femmes commencent également à se réactiver et à demander une plus forte participation aux décisions politiques. Lors du congrès en août 1986 à Nuremberg, dix femmes – quatre de plus qu'auparavant – ont été élues au comité directeur du SPD, qui compte trente-six membres (20).

Les aspirations des jeunes et des femmes sont-elles pour autant mieux représentées par les Verts ? Les analyses tendent à prouver que ces derniers sont les porte-parole d'un autre mode de vie, marqué par les valeurs « postmatérialistes », plus répandues dans les jeunes générations : autoréalisation, auto-organisation, décentralisation, participation (21). Bref, c'est le contraire des modèles traditionnellement étatistes des sociaux-démocrates ou de l'individualisme performant des néoconservateurs.

Les sympathisants du parti, dans leur écrasante majorité, réfutent les bases de l'éthique protestante qui ont marqué les valeurs « matérialistes » (conscience du devoir, ordre, performance) et les objectifs qui en découlent (croissance économique fondée sur la production industrielle incontrôlée, redistribution du surplus par l'Etat social). A la société duale, dont le caractère est accentué par la politique néolibérale, ils opposent la solidarité et l'égalité de chances pour tous. La philosophie de ses électeurs n'est plus de travailler pour s'enrichir, mais de disposer de plus de temps libre, de profiter d'une certaine « qualité de la vie », même si cela signifie gagner moins d'argent.

Ces valeurs différentes sont l'expression d'une volonté de bénéficier de conditions de vie plus décentes dans un pays économiquement assez prospère, qui souffre cependant de sa situation géopolitique et des maux de la société industrielle. Vivre dans un environnement pacifique et harmonieux, sans pollution atmosphérique ni danger nucléaire : la grande mobilisation des femmes, et surtout des jeunes mères, alarmées par les conséquences de l'accident nucléaire de Tchernobyl, témoigne de cette aspiration.

Dans les conditions spécifiques de la RFA, les Verts ont donc réussi à rompre le tripartisme traditionnel en suscitant une force politique de type nouveau, dont le destin semble encore incertain (plutôt rouge ou vert, révolutionnaire ou réformiste ?). Reste une interrogation : peut-on les considérer comme un exemple pour les mouvements progressistes, voire les partis révolutionnaires des autres pays, ainsi que le laissait entendre le « rénovateur » Pierre Juquin devant le comité central du Parti communiste français (22) ?

Les *Grünen*, plus qu'un simple parti politique, ne seraient-ils pas les précurseurs encore fragiles et novices d'un nouveau mouvement émancipateur, né de la crise de la société industrielle capitaliste et du mouvement ouvrier traditionnel ? N'y a-t-il pas, dans toute une série de pays industrialisés, et même dans certains du tiers-monde (par exemple au Brésil), des signes suffisamment forts pour indiquer que s'ouvre une nouvelle période, où les mouvements de contestation, au sein ou en marge des partis traditionnels, s'orientent vers d'autres formes d'expression, d'autres valeurs, et des utopies différentes par rapport à celles qui ont motivé les grands changements dans les huit premières décennies de ce siècle ?

Finalement, en regardant vers la France et toute proportion gardée, n'est-il pas tentant de constater une certaine convergence entre la culture « alternative » des *Grünen* et les nouvelles valeurs mises en avant par les milliers d'étudiants et de lycéens qui ont protesté en décembre 1986 contre le projet de loi Devaquet ?

CLAUS TULATZ.

(12) Le SPD s'appuie également sur ces études. Depuis son congrès de Nuremberg en août 1986, le différend avec les Verts sur l'énergie nucléaire ne porte plus sur les principes, mais sur les moyens et les échéances pour « sortir » du nucléaire.

(13) Propos tenus en octobre 1979, cités dans Rudi Dutschke, *Mein langer Marsch*, Hambourg, 1980.

(14) Discours à Offenbach en 1979, in *Konkret*, décembre 1979.

(15) A titre d'exemple, la non-violence n'empêche pas les Verts de donner leur soutien actif aux mouvements de guérilla dans le tiers-monde. Par ailleurs, le débat sur la violence contre des installations nucléaires (pylônes électriques, etc.) divise le parti. M. Otto Schily demande la reconnaissance du « monopole de l'Etat sur la violence », contesté par les courants radicaux.

(16) Cf. *Der Spiegel*, nº 3, 12 janvier 1987.

(17) Cf. *Die Zeit*, 30 janvier 1987.

(18) *Die Zeit*, 30 janvier 1987.

(19) Voir les déclarations du député de Hesse, M. Chris Boppel, « Als Parlamentsfraktion sind wir nicht mehr subversiv », in *Selbstverwaltung*, nº 4-5, juillet 1985.

(20) Dépêche AFP du 28-8-86.

(21) Voir Marie-Luise Weinberger, *Aufbruch zu neuen Ufern ? Grün-Alternative zwischen Anspruch und Wirklichkeit*, Bonn 1984. L'auteur cite le sociologue américain Ronald Inglehart, selon lequel le « *phénomène du postmatérialisme* » existe dans toutes les sociétés industrielles développées.

(22) Cf. *Libération*, 28 janvier 1987.

VERS UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCHE-ORIENT

Le temps du courage

(Suite de la première page.)

Passions et tabous restreignent le champ du débat rationnel. Terrorisme ou conflits ouverts, les actes de violence n'ont jamais favorisé une claire prise de conscience. Enfin – commode formule elliptique – l'environnement international n'a pas simplifié le choix...

Pourtant, comme l'écrit M. Abba Eban, Israël *« ne ferait pas seulement une concession au peuple palestinien, il servirait aussi ses propres valeurs et intérêts »* s'il parvenait à abandonner en toute sécurité son rôle actuel dans les territoires occupés. Chef du Likoud et en ce moment premier ministre, M. Itzhak Shamir ne veut pas en entendre parler.

Conscient des risques que comporte l'évolution démographique, il cherche la solution dans une tout autre direction : renforcer l'immigration. Entre octobre 1968 et décembre 1984, très exactement 264 517 juifs ont quitté l'Union soviétique avec un visa israélien, mais 100 000 d'entre eux ont choisi de s'installer ailleurs qu'en Israël. Les autorités de Jérusalem précisent que, en 1986, un millier seulement de juifs soviétiques sont sortis avec un visa israélien, mais 80 % d'entre eux se sont dirigés vers d'autres pays, les Etats-Unis notamment (3).

Lors de sa visite à Washington en février dernier, M. Itzhak Shamir a donc demandé avec insistance aux organisations juives américaines d'intensifier leur pression pour obtenir que le gouvernement fédéral n'accorde plus automatiquement le statut de réfugié aux juifs qui parviennent à quitter l'URSS. M. Shamir aurait-il obtenu satisfaction sur ce point que le problème démographique n'aurait pas pour autant été réglé. Son éventuelle solution dépend essentiellement de trois facteurs : l'écart entre les taux de natalité israélien et palestinien ; l'ampleur du flux migratoire autorisé par Moscou ; la destination finale choisie par les juifs sortis d'URSS.

La communauté juive américaine, quant à elle, n'est nullement disposée à suivre M. Shamir. Pour elle, ouvrir les portes des Etats-Unis aux juifs émigrés est un devoir sacré. Mais il y a plus. Professeur à Brown University, le rabbin Jacob Neusner écrit : *« Il est temps de dire que, pour un juif, l'Amérique est un meilleur endroit que Jérusalem. S'il y eut jamais une Terre promise, les juifs américains y vivent (...). L'Amérique, la société la plus libre et la plus ouverte que les juifs aient jamais connue, est non seulement bonne pour les juifs, mais aussi meilleure pour eux que l'Etat d'Israël (...). Comme me l'a dit un professeur israélien de l'université de Tel-Aviv : « Si vous avez raison, nous » avons tort. » Il voulait dire que, si les juifs aux Etats-Unis démontrent qu'ils ont devant eux un grand avenir, alors il n'y a plus de « besoin » de construire un Etat juif ou de vivre dans ses frontières. Par voie de conséquence, quiconque soutient que les juifs en d'autres pays peuvent réussir à maintenir leur propre communauté et leur foi devient « antisioniste » ou même antijuif* (4). »

Les clés du déséquilibre démographique

LE déséquilibre démographique est tellement préoccupant – mais la grande information préfère le passer sous silence – que M. Shamir s'efforce de le modifier en se tournant à la fois vers Washington et vers Moscou.

En janvier 1986, neuf juifs américains rencontrent à Montréal huit délégués israéliens pour rechercher les moyens d'améliorer les relations entre leurs deux pays. Lorsqu'ils demandent ce qu'ils peuvent faire pour aider Israël, les Américains obtiennent une réponse à laquelle ils ne s'attendaient pas : *« Emigrez en Israël. »* Suggestion aussitôt fermement rejetée et qui suscite un très vif débat. Deux chiffres indiquent quel est l'état d'esprit : depuis sa création en 1948, l'Etat d'Israël n'a accueilli que 50 000 juifs américains ; en revanche, au cours des vingt dernières années, environ 200 000 Israéliens ont émigré aux Etats-Unis (5). Ce n'est donc pas à Washington que M. Shamir peut trouver la solution.

A-t-il de meilleures chances du côté de Moscou ? S'opposant à M. Shimon Pérès, il refuse l'idée d'une conférence internationale consacrée au Proche-Orient. *« Toute conférence,* dit-il, *serait un désastre pour Israël* (6). » Aux raisons de fond, il ajoute deux conditions : que l'URSS renoue avec Israël les relations diplomatiques rompues lors de la guerre de 1967 et qu'elle modifie sa politique d'émigration (7). Le gouvernement soviétique ayant fait savoir qu'il était prêt à laisser sortir de 10 000 à 12 000 juifs, un ancien secrétaire du cabinet de M. Begin réplique : *« Ce n'est pas une question de quelques dizaines de milliers, mais d'un Exodus, d'une nouvelle et moderne version de l'évacuation de l'Europe orientale* (8). » Seul un vaste mouvement d'immigration améliorerait en effet le rapport de forces dans les frontières de 1967, mais il ne modifierait en rien l'analyse que fait M. Eban en ce qui concerne les territoires occupés. Encore la décision finale appartient-elle au seul gouvernement de Moscou. Or l'histoire récente fournit une indication dépourvue d'ambiguïté : la plus forte vague d'émigration de juifs soviétiques se situe à l'apogée de la détente Est-Ouest (9). Israël ne détient pas cette clef. Elle se trouve à la Maison Blanche et au Kremlin.

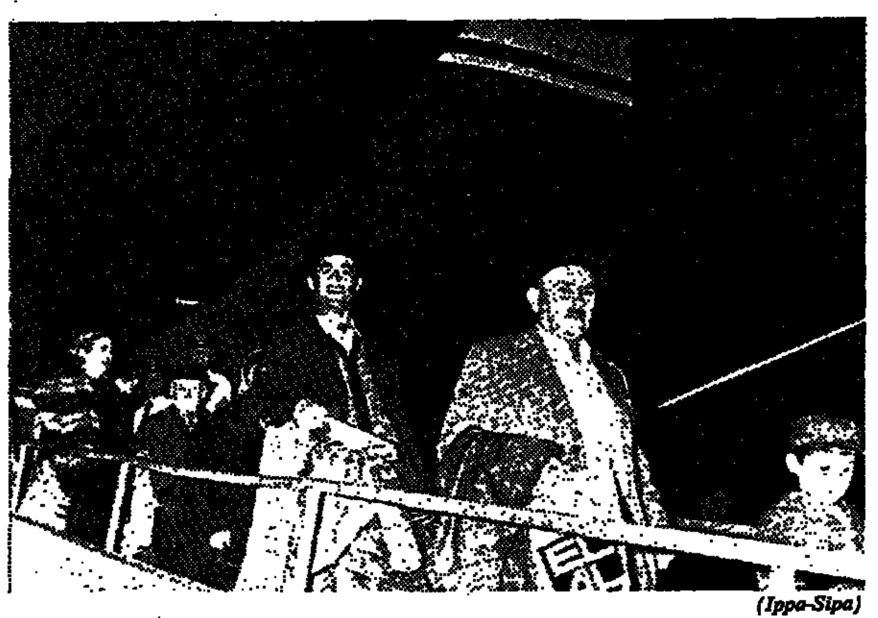
La conviction se répand que, à la longue, le *statu quo* sera de plus en plus défavorable à Israël. M. Itzhak Shamir ne le nie pas, qui souhaite des *« négociations directes »* avec la Jordanie, des Palestiniens siégeant au sein de la délégation jordanienne. Il faudra un jour écrire l'histoire des laborieuses négociations entreprises à ce sujet (10). Toujours est-il qu'elles n'ont pas abouti et que le roi Hussein n'accepte de s'engager dans cette voie que sous le couvert d'une conférence internationale, dont le principe a été adopté par le président Moubarak et M. Shimon Pérès à l'issue de leurs entretiens d'Alexandrie en septembre 1986.

L'idée d'une telle conférence avait été relancée par les Soviétiques lors de la visite de M. François Mitterrand à Moscou en juillet 1986. Alors que l'Elysée considérait positivement une telle démarche, le Quai d'Orsay, quant à lui, la jugeait inopportune... car elle n'avait pas l'assentiment de Washington, *peu soucieux de réintroduire* l'URSS dans le jeu proche-oriental. A la mi-janvier, lors de sa visite à Paris, le roi Hussein plaidait chaleureusement en faveur de cette conférence, et le président Mitterrand lui manifestait son appui. Au même moment, l'émissaire américain au Proche-Orient, M. Richard Murphy, irritait profondément M. Moubarak en l'informant officiellement que Washington en refusait le principe. Cependant, l'écho de ses propos ne s'était pas encore dissipé que les Etats-Unis, en proie à la crise que l'on sait, approuvaient le projet... Puis, le 23 février, les pays membres de la Communauté européenne en appuyaient l'idée : ils auraient pu en ce domaine jouer un rôle moteur, ils arrivaient bons derniers. Quatre jours plus tard, un nouvel entretien, au Caire, entre MM. Moubarak et Shimon Pérès consacrait le plan, au grand dam de M. Itzhak Shamir. A Tunis, M. Yasser Arafat renouvelait son accord à la participation de Palestiniens au sein d'une délégation arabe. Comme pour apaiser les craintes israéliennes, il ajoutait même que des forces des Nations unies pourraient être stationnées *« dans mon pays » (on my land)* (11).

Les désaccords entre le premier ministre israélien et son ministre des affaires étrangères ne portent pas uniquement sur la forme des négociations : pourparlers directs, pour M. Itzhak Shamir ; conférence internationale, pour M. Shimon Pérès. Ils concernent aussi le fond. M. Shamir entend conserver la souveraineté israélienne sur les territoires occupés, dont les populations seraient administrées sous la responsabilité des autorités jordaniennes ; M. Pérès, lui, envisage d'évacuer la majeure partie des territoires occupés. Seule cette dernière formule – conforme aux résolutions des Nations unies, aux accords de Camp David et à la position de principe des Occidentaux – est acceptable pour la Jordanie et pour les régimes arabes modérés.

Or la Jordanie, l'Egypte, l'Arabie saoudite, la Tunisie, etc., dont le rôle est précieux pour toute diplomatie occidentale, ont été rudement malmenées par ceux-là mêmes qui ont pourtant tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec ces pays. Le soutien que les Etats-Unis et l'Europe apportent à Israël ne peut se traduire par une approbation aveugle de toutes les initiatives du gouvernement de Jérusalem, de surcroît divisé à cet égard. Par crainte d'irriter Israël, l'Occident, pusillanime, a beaucoup trop tardé à reconnaître les *« droits légitimes »* du peuple palestinien (12), et, s'il n'a pas toujours fermé les yeux, il a au moins fait preuve d'une extrême timidité devant de contestables actions israéliennes.

En outre, la solidarité entre Occidentaux et Israéliens ne peut être à sens unique. Elle appelle la réciprocité. Lorsque le gouvernement de Jérusalem décide de vendre des armes aux ayatollahs de Téhéran, il prétend, non sans légèreté, servir les intérêts d'Israël en affaiblissant l'Irak. Renforçant ainsi la révolution islamique, il porte certainement tort aux intérêts de l'Occident et des pays arabes modérés.



(Ippa-Sipa)

ARRIVÉE DE JUIFS SOVIÉTIQUES EN ISRAËL, EN 1973
... Mais le nationalisme arabe est toujours là

De toute évidence, la même solidarité n'autorise pas n'importe quoi. Secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger a implicitement confirmé une information du *Jerusalem Post* selon laquelle l'espion Jonathan Jay Pollard, qui vient d'être condamné à la prison à vie aux Etats-Unis, a fourni au gouvernement israélien des informations secrètes qui permirent à ses avions d'échapper à la surveillance radar lors du raid sur le siège de l'OLP en Tunisie en octobre 1985 (13). *« Aussi amicaux que l'on puisse être, il y a des moments où les intérêts nationaux sont différents »*, commente sobrement le ministère de la justice à Washington (14).

Le cas de l'espion Pollard n'est certes pas la première illustration de telles divergences. Chaque pays définit souverainement sa propre conception de ses intérêts nationaux. Rien ne l'autorise à imposer la même définition à ses alliés. C'est pourtant ce qu'Israël réussit à faire. Le « lobby » pro-israélien à Washington a compromis, retardé, sévèrement amputé, parfois empêché, les livraisons d'armes que les Etats-Unis, au nom de leur propre intérêt, souhaitaient vendre notamment à la Jordanie et à l'Arabie saoudite (15).

Tous les gouvernements occidentaux considèrent à juste titre que l'Etat d'Israël occupe une place éminente dans leur stratégie au Proche-Orient. Nul ne saurait en tirer argument pour leur demander d'ignorer, indisposer, antagoniser, voire rejeter des pays arabes tournés vers l'Occident. Une assez grossière propagande voudrait expliquer par le pétrole les liens que l'Europe et les Etats-Unis entretiennent avec le monde arabe. Bien sûr, il y a le pétrole. Et les marchands de canons. Mais les liens existants sont bien antérieurs à la découverte de l'or noir. Ils découlent de la volonté de maintenir un indispensable dialogue entre grandes civilisations, d'un intérêt commun à ne pas intensifier – et, si possible, à éteindre – l'incendie sur les rives orientales du bassin méditerranéen, d'une inévitable attention à des populations qui doivent pleinement occuper leur place dans l'histoire moderne.

Matraquée par l'information au jour le jour, l'opinion en Occident perd facilement de vue les évolutions dans leur durée. Même la courte durée. Faut-il rappeler que, en 1956, la fâcheuse expédition de Suez prétendait porter au nationalisme arabe un coup d'arrêt définitif ? Or, avec ses crises et frustrations, le nationalisme arabe est toujours là. Beaucoup moins rationnel et maîtrisable, un autre phénomène a même fait irruption : le fondamentalisme islamique, version proche-orientale de l'intégrisme protestant propagé aux Etats-Unis par les sermons télévisés de prédicateurs sans turban.

« Choisir entre le mauvais et le pire »

S'IL peut créer un trouble sentiment d'accoutumance à l'égard des situations les plus dangereuses, le passage du temps ne devrait tout de même pas aveugler les esprits au point de leur dissimuler une constante dégradation qu'il est grand temps d'enrayer. Les interminables épreuves des Palestiniens ne constituent pas seulement un drame humain, propice à des commentaires aussi écœurants qu'inefficaces : elles témoignent d'un échec politique des Occidentaux. La destruction du Liban ou la guerre entre l'Irak et l'Iran n'ont inspiré qu'une abstraite compassion, alors qu'elles auraient dû susciter une autre approche stratégique.

Le temps, qui n'a rien arrangé, ne va pas soudain, comme par miracle, améliorer les choses. De trop rares Israéliens en sont conscients. L'un d'eux, le général Harkabi, ancien chef des renseignements militaires israéliens, ancien responsable de la recherche stratégique au ministère de la défense, n'hésite pas à écrire que, à l'avenir, *« même des guerres victorieuses auraient sur Israël un effet défavorable »*. Et il ajoute : *« Nous avons à choisir. Non pas entre le bon et le mauvais, ce qui est à la portée d'un enfant, mais entre le mauvais et le pire* (16). »

La conférence internationale trop tardivement envisagée constitue, pour l'instant, le meilleur moyen d'éviter le pire. Dans l'intérêt de toutes les parties concernées. Si le courage ne fait pas défaut – et il en faudra beaucoup pour aller à contre-courant de tant d'idées reçues, – cette conférence offrira enfin une occasion de traduire en actes ce que souhaitait David Ben Gourion. Il importe, disait-il, que les Palestiniens *« jouissent de tous les droits des citoyens et de tous les droits politiques, non seulement en tant qu'individus, mais en tant que communauté nationale, exactement comme les juifs* (17) ».

Un tel aboutissement modifierait sensiblement les données du drame libanais. Il laisserait intacts, certes, bien d'autres problèmes, comme la guerre Iran-Irak ou la flambée fondamentaliste, mais donnerait aux Occidentaux et aux régimes arabes les mieux disposés une chance de les aborder dans de meilleures conditions. Le courage s'est trop rarement manifesté. Sera-t-il présent à ce rendez-vous de l'histoire ?

CLAUDE JULIEN.

(3) « Shamir Seeks New US Stand on Emigrés », *International Herald Tribune*, 16 février 1987. D'une manière générale, les statistiques officielles font désormais apparaître un solde migratoire négatif : pour l'année 1985, 10 642 immigrants contre 21 300 départs (*Statistical Abstracts of Israel 1986*, Jérusalem).

(4) Jacob Neusner, « The Real Promised Land is America », *The Washington Post*, repris par *International Herald Tribune*, 10 et 11 mars 1987.

(5) *International Herald Tribune*, 9, 10 août 1986.

(6) *Le Monde*, 3 mars 1987.

(7) *International Herald Tribune*, 16 février 1987.

(8) Arye Naer, « International Conference : Risks and Benefits », *Jerusalem Post*, 6 février 1987.

(9) Voir le tableau publié dans *le Monde diplomatique* de janvier 1986, page 16, « Droits de l'homme et diplomatie, croisade polonaise ».

(10) Un article de Jerome Segal (*International Herald Tribune* du 29 août 1986) en présente une esquisse qui met en lumière la bonne volonté du roi Hussein et les maladresses de Washington. Voir aussi à ce sujet l'article de Benny Morris, *Jerusalem Post*, 19 février 1987.

(11) Entretien accordé par le leader de l'OLP au nouveau journal britannique, *The Independent*, 4 mars 1987.

(12) Cf. « Le temps de l'impuissance et de l'abdication », par Claude Julien, *le Monde diplomatique*, octobre 1986.

(13) *Newsweek*, 16 mars 1987.

(14) *Time*, 16 mars 1987.

(15) Voir les trois articles de Charles R. Badcock sur les relations spéciales entre Israël et les Etats-Unis, *International Herald Tribune* des 7, 8 et 9 août 1986, qui décrivent l'action du « lobby » sioniste, l'American Israeli Public Action Committee (AIPAC). L'auteur rappelle comment, en 1984, une forte somme (au moins 1 million de dollars) fut dépensée pour faire battre le sénateur Charles H. Percy, républicain de l'Illinois, unanimement respecté. Il avait eu le tort d'approuver en 1981 la vente d'avions radars AWACS à l'Arabie saoudite...

(16) Yehoshefat Harkabi, *The Fateful Choices Before Israel*, The Keck Center for International Strategic Studies, Claremont, Californie, janvier 1987.

(17) Shabtai Teveth, *Ben-Gurion and the Palestinian Arabs : From Peace to War*, Oxford University Press, New-York, 1985. Voir aussi Kathleen M. Christison, « Myths About Palestinians », *Foreign Policy*, printemps 1987, nº 66.

TEMOIGNAGE

RETOUR A BIR-ZEIT

Incidents et procès en Cisjordanie occupée

Par PAUL KESSLER et JACQUES PARISI *

AU cours de trois missions antérieures à Bir-Zeit, nous avions pu analyser les conditions d'existence difficiles et précaires d'une université palestinienne fonctionnant en territoire occupé (1). Lorsque nous avions planifié pour la mi-décembre 1986 une nouvelle visite en Israël et en Cisjordanie, et notamment à Bir-Zeit, il n'y avait eu, depuis plus d'un an, ni incident spectaculaire ni fermeture de cette université par les autorités. Cependant, durant l'année académique 1985-1986, quatre-vingt-dix étudiants avaient été arrêtés (dont les deux tiers furent relâchés sans inculpation) ; une vingtaine d'étudiants et d'employés de la faculté avaient subi des mesures de détention administrative et d'assignation à résidence, ou d'autres mesures restrictives (2).

Par ailleurs, une pratique nouvelle avait été instituée à Bir-Zeit par l'armée israélienne : celle des postes de contrôle érigés (à trente-six reprises) sur la route de l'université, en interdisant parfois totalement l'accès aux étudiants, voire aux enseignants et employés ; parfois se limitant à filtrer les arrivants par des contrôles d'identité. Du 20 octobre au 1er décembre 1986, cette pratique avait été à nouveau appliquée à onze reprises.

A la veille des incidents du 4 décembre, une forte tension avait déjà été créée par les postes de contrôle mis en place le samedi 29 novembre et le lundi 1er décembre ; ces jours-là, tous les étudiants avaient été refoulés. Le jeudi 4 décembre, un poste de contrôle fut à nouveau érigé entre Ramallah et Bir-Zeit vers 7 h 30, à l'heure de la plus forte circulation en direction de l'université. Voici le récit, présenté par le Bureau des relations publiques de l'université, des événements qui s'ensuivirent.

Vers 8 h 15, un certain nombre d'étudiants étaient arrivés dans trois autobus. Les militaires les avaient fait descendre et avaient commencé à vérifier leurs cartes d'identité, puis avaient renvoyé les autobus à Ramallah. Il y avait là également de nombreuses voitures privées qui avaient amené des étudiants, enseignants et employés de la faculté.

Excédés, une quarantaine d'enseignants et d'étudiants s'avancèrent pour demander le droit de passage. Devant le refus des soldats, ils décidèrent de s'asseoir sur la chaussée. Ils expliquèrent qu'ils entendaient ainsi réclamer pacifiquement la suppression du poste de contrôle. Les militaires, peu nombreux, demandèrent des renforts par radio. En attendant, plusieurs centaines de personnes se joignirent au *sit-in*.

Bientôt un camion militaire arriva de Ramallah ; sur l'insistance d'un enseignant, M. Abdel Jawad Saleh, les étudiants s'écartèrent pour le laisser passer. A un officier arrivé peu après en voiture, M. Saleh expliqua : *« Ces étudiants, comme les étudiants juifs à l'Université hébraïque, ont le droit de s'instruire. Il ne faut pas les en empêcher. »* L'officier exigea que chacun d'eux regagnât son véhicule et quittât les lieux. Il prit une cartouche de gaz lacrymogène, la balança trois fois en l'air en répétant son injonction et, environ vingt secondes après le premier avertissement, l'ouvrit et la lança sur la foule des étudiants. Aussitôt M. Saleh cria à ceux-ci : *« Ne jetez pas de pierres ! En aucun cas, personne ne doit user de la violence. »* Il y eut un moment de tumulte, puis les soldats forcèrent tout le monde à rentrer, en voiture ou à pied, à Ramallah, M. Saleh fut arrêté.

Des balles contre des pierres

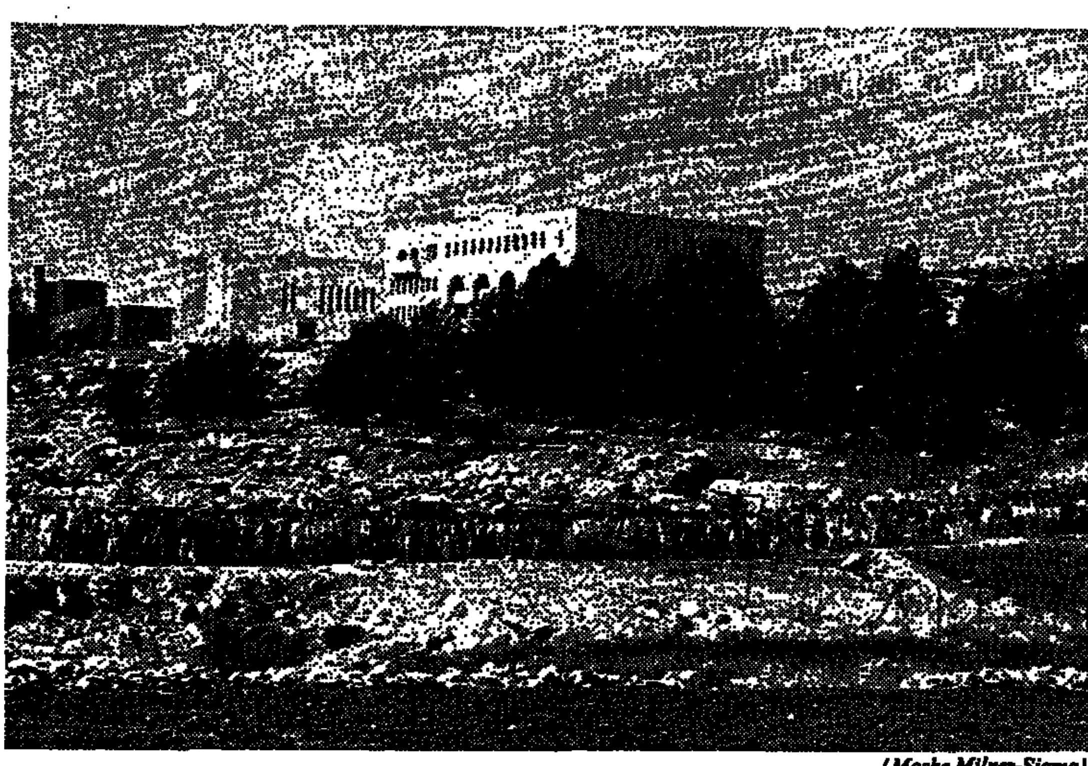
PEU après, quelque cent cinquante étudiants se rassemblèrent sur le vieux campus de Bir-Zeit (3). Il s'agissait d'étudiants arrivés avant l'installation du poste de contrôle, ou qui, du fait qu'ils dormaient à Bir-Zeit, n'avaient pas eu à le passer. Informés de l'incident, ils décidèrent de réagir. Vers 10 h 30, ils sortirent du campus et dressèrent des barrages de pierres sur la route. L'armée arriva rapidement ; les affrontements débutèrent vers 11 heures. Les soldats lancèrent quelques cartouches de gaz lacrymogène, puis se mirent à tirer à balles réelles. Alors que les étudiants fuyaient vers le vieux campus et les bâtiments voisins, le tir continua jusque peu avant midi. Lorsqu'il cessa, deux étudiants étaient mourants et une dizaine blessés.

L'évacuation des blessés par ambulances et voitures privées, notamment vers l'hôpital de Ramallah, se fit dans des conditions difficiles du fait des barrages de l'armée. L'un des mourants, Jawad Abu Selmieh, expira avant d'arriver à l'hôpital ; l'autre, Saeb Dhahab, peu après son arrivée. Une échauffourée éclata dans l'enceinte de l'hôpital entre étudiants, venus là pour prendre des nouvelles de leurs camarades et pour donner leur sang, et militaires cherchant à entrer de force ; un étudiant fut blessé dans le dos d'une balle de caoutchouc tirée à bout portant.

Les étudiants restés assiégés sur le vieux campus furent autorisés à partir dans la soirée ; trois d'entre eux, toutefois, furent arrêtés. Il ressort de divers témoignages que l'officier qui avait lancé le gaz lacrymogène au poste de contrôle participa aussi, ensuite, à la fusillade du vieux campus. Il s'agit apparemment de l'homme (un colon de l'implantation d'Ofra) qui fut interviewé quelques jours plus tard, séparément, par les journalistes Joël Greenberg et Yehuda Litani, du *Jerusalem Post*. A chacun d'eux, il expliqua que le détachement d'une dizaine d'hommes qu'il commandait avec un autre officier avait été acculé à ouvrir le feu après avoir vainement tenté de se défendre à l'aide de grenades lacrymogènes et de balles de caoutchouc, étant attaqué de plusieurs côtés par des étudiants qui lançaient de grosses pierres et des tiges de fer à une distance de 15 ou 20 mètres. *« Nous étions forcés de tirer à balles réelles pour défendre nos vies »*, affirme-t-il.

Les étudiants, niant cette version, soutiennent que le tir à balles réelles avait été déclenché, et fit des blessés, dès le début des affrontements. On souligne aussi à Bir-Zeit le fait que l'armée ne signala pas un seul blessé, même léger, dans ses rangs.

Le 8 décembre, les autorités remirent au professeur Baramki, vice-président de l'université, un ordre de fermeture du vieux campus pour un mois. Ces



(Moshe Milner-Sigma)

LE CORTÈGE DES MANIFESTANTS DEVANT L'UNIVERSITÉ.
La plus grande vague d'agitation depuis le printemps 1982.

événements provoquèrent des réactions de la gauche israélienne. Dès le soir du 4 décembre, une centaine de personnes avaient manifesté devant la résidence du premier ministre. A l'appel du mouvement universitaire Campus, des manifestations de solidarité avec Bir-Zeit eurent lieu à Tel-Aviv, Haïfa et Beersheva. A Jérusalem, le 7 décembre, environ cinq cents étudiants juifs et arabes, ainsi que des enseignants, tinrent un meeting à l'université ; ils finirent par être dispersés par la police à l'aide de gaz lacrymogène.

L'affaire de Bir-Zeit allait déclencher en Cisjordanie une vague d'agitation, sans précédent depuis le printemps 1982. Le 5 décembre, des manifestations violentes (route bloquée, jets de pierres) se produisirent au camp de réfugiés de Balata, près de Naplouse ; les soldats ouvrirent le feu, tuant un garçon de quatorze ans. Le 6 décembre, une grève commerciale totale était observée dans les villes de Cisjordanie et à Jérusalem-Est ; plusieurs soldats et policiers israéliens furent blessés au cours d'incidents divers. Le 8 décembre, à Balata, un garçon de douze ans fut tué et quatre jeunes gens blessés. Les autorités affirmèrent que la balle qui avait tué l'enfant était d'un calibre non utilisé dans l'armée israélienne (certains pensent que l'acte a pu être commis par un colon n'appartenant pas à une unité régulière).

Dans la bande de Gaza, dont étaient originaires les deux morts de Bir-Zeit, les réactions furent plus vives encore. Le 6 décembre, les habitants de Khan-Yunis essayèrent d'organiser des funérailles symboliques pour Jawad Abu Selmieh ; l'armée intervint. Le lendemain, des troubles éclatèrent dans le quartier de Gaza où vit la famille de l'autre étudiant tué, Saeb Dhahab. Rapidement, l'agitation gagna les camps de réfugiés, où des milliers de personnes allaient manifester pendant une semaine. L'armée réagit avec vigueur et arrêta des centaines de personnes, notamment des jeunes.

Le 9 décembre, un centre de détention fut ouvert dans un ancien camp militaire britannique près de Gaza ; de deux cents à trois cents personnes, au total, y furent détenues. Selon les témoignages de prisonniers relâchés (présentés à une conférence de presse le 17 décembre), ceux-ci avaient été systématiquement frappés, insultés et humiliés. L'impression régnait que l'armée allait installer là un centre de détention permanent, du même type qu'Ansar pendant l'occupation du sud du Liban ; aussi parlait-on d'« Ansar II ». Cependant, le 20 décembre, les autorités annoncèrent que ce centre avait été fermé l'avant-veille (4). Elles démentirent en bloc les accusations de mauvais traitements, admettant seulement qu'un soldat avait dû être puni pour avoir frappé un prisonnier.

Dialogue au ministère

AU matin du 9 décembre, une foule d'étudiants se rassemblait sur le nouveau campus de Bir-Zeit en vue d'une marche pacifique jusqu'au vieux campus et retour. Le vice-président Baramki avait prévenu par téléphone les autorités israéliennes. On lui avait dit : *« Attendez notre autorisation. »* Il avait répliqué : *« Nous ne pouvons pas attendre. »* Les autorités s'étaient résignées : *« Bon, vous prenez la responsabilité. »* Le cortège était formé d'un millier d'étudiants, enseignants et employés de l'université. La marche se déroula dignement, dans un silence général parfois coupé par des chants et des slogans. Il n'y avait aucune présence militaire, à l'exception d'un hélicoptère survolant la manifestation. De nombreux photographes de presse et de télévision, surtout israéliens, s'étaient rassemblés sur le parcours (le soir même, la télévision israélienne allait diffuser des images de la marche). Plusieurs correspondants de la presse israélienne (notamment des grands quotidiens *Haaretz, Maariv, Yedioth Aharonoth, Jerusalem Post*) étaient également venus ce jour-là, afin d'enquêter sur les récents incidents.

Lorsque nous retournâmes à Bir-Zeit le matin du 15 décembre, les activités universitaires avaient repris ; nous présentâmes un séminaire de physique devant une quinzaine d'enseignants et d'étudiants. Au déjeuner, nous rencontrâmes l'épouse de M. Saleh. Elle avait vu son mari la veille à l'occasion d'une audience tenue au tribunal militaire de Naplouse ; en fait, le cas de M. Saleh n'avait pu y être discuté, le dossier d'accusation n'étant pas encore arrivé.

Après son arrestation, M. Saleh avait d'abord séjourné au centre de détention de Fara'a, en cellule d'isolement, puis avait été transféré à la prison d'Hébron. Il affirmait avoir été malmené, notamment pendant le transfert. Une nouvelle audience devait se tenir à Naplouse le lendemain.

Pendant le déjeuner, nous fûmes informés d'un incident qui venait de se produire sur le campus : quatre hommes masqués avaient tabassé un étudiant soupçonné d'être un indicateur au service des autorités israéliennes.

L'après-midi, nous préparâmes, avec le concours d'un responsable du Bureau des relations publiques, le dossier que nous allions soumettre le lendemain matin au ministère israélien de la justice. Ce dossier allait inclure les cas de M. Saleh et des trois étudiants arrêtés sur le vieux campus lors des incidents du 4 décembre, des demandes d'explication sur ces incidents et sur la pratique des postes de contrôle, divers problèmes individuels touchant des étudiants et enseignants des universités de Bir-Zeit et d'An-Najah.

Nous apprîmes par la suite que, la veille, huit militants israéliens du « camp de la paix » étaient venus rendre une visite de solidarité à Bir-Zeit (5). Reçus avec hostilité par les étudiants fondamentalistes, boycottés aussi par ceux du « front du refus », ils avaient par contre été accueillis cordialement par ceux du Fath (majoritaires au conseil des étudiants) dont environ quatre cents s'étaient rassemblés dans un amphithéâtre pour écouter leur message.

Le 16 décembre, nous nous rendîmes au ministère de la justice, comme nous l'avions fait lors de nos deux missions précédentes. En juin 1986, nous avions reçu de M. Mayer Gabai, directeur général au ministère, une réponse traitant point par point de toutes les questions soulevées dans notre dossier précédent, soumis en juin 1985. Environ la moitié de ces problèmes avaient entre-temps reçu une solution positive ou fait l'objet d'une évolution encourageante. Nous avons sincèrement apprécié l'effort fait par le ministère de la justice pour nous répondre de façon aussi complète.

Comme la fois précédente, nous eûmes comme interlocuteurs Mme Gaulan, assistante principale du procureur général, et M. Weiner, conseiller juridique. Mme Gaulan déclara d'entrée que, cette fois, elle ne pouvait pas prendre d'engagement quant à l'attention que notre dossier recevrait de la part du ministère. Nous insistâmes sur le cas de M. Saleh, en soulignant que nous le connaissions bien, puisqu'il avait fait des études à Paris ; que c'était un homme ouvert au dialogue et opposé à toute action violente ; et que, selon les informations que nous avions reçues au sujet des incidents du 4 décembre, son rôle avait consisté à calmer les étudiants, non à les inciter à la violence. Mme Gaulan prit note de nos affirmations et promit que ce cas, au moins, serait étudié par le ministère.

Aussitôt après cette entrevue, nous nous rendîmes à Naplouse avec Me Léa Tsemel, l'avocate chargée de la défense de M. Saleh, et l'épouse de celui-ci. Arrivés au tribunal, nous nous en vîmes d'abord refuser l'accès. Il fallut que l'avocate, soutenue par un second défenseur de M. Saleh (Me Jawad Boulos, un Arabe israélien), parlementât pendant environ vingt minutes pour qu'on nous laissât entrer. Le juge ne souhaitait pas nous voir assister à l'audience ; il avait d'ailleurs décidé d'emblée que celle-ci se tiendrait non dans la salle des audiences, mais dans son bureau, de dimensions réduites. Finalement, les avocats obtinrent gain de cause, et l'on nous fit entrer dans le bureau du juge au moment où les débats allaient commencer.

L'enjeu de l'audience était le sort réservé dans l'immédiat aux accusés. Les avocats demandaient leur libération sous caution, alors que le procureur requérait une prolongation de vingt jours de la détention préventive. M. Saleh demanda la permission de parler en anglais, mais cela lui fut refusé. Il y eut quelques incidents. Le juge se montra agacé lorsque M. Saleh rappela que la radio israélienne avait annoncé dès le 4 décembre à 10 heures son arrestation en mentionnant les accusations portées contre lui (alors que le 14 décembre le dossier d'accusation n'était pas encore parvenu au tribunal). Il se fâcha aussi lorsque M. Saleh raconta qu'il avait participé récemment à l'université hébraïque, à un symposium sur la non-violence. A chaque fois, il demanda à l'accusé de s'en tenir aux faits qui s'étaient déroulés au poste de contrôle. A un certain moment, M. Saleh de son côté s'énerva, évoqua les traitements qu'il avait subis après l'arrestation, sortit de sa poche le bandeau qu'on lui avait mis sur les yeux à Fara'a, et s'écria en hébreu : *« Je ne suis pas un chien ! »* Sur l'insistance de M. Jawad Boulos, il se calma très vite.

Audience au tribunal

PENDANT l'interruption de séance, Me Léa Tsemel négocia avec le juge et le procureur. La décision finalement annoncée fut un compromis : M. Saleh et les trois étudiants allaient rester en détention préventive pendant cinq jours supplémentaires, de sorte que la durée totale de cette détention n'excéderait pas la limite légale de dix-huit jours.

Selon l'avocate, l'audience qui venait de se dérouler avait été exceptionnellement longue ; l'avant-veille, à ce même tribunal, trente-deux cas de jeunes Palestiniens accusés de participation à des manifestations et de jet de pierres avaient été débattus et jugés en une heure et demie. Le lendemain, nous pûmes nous entretenir avec M. Ephraïm Sneh, chef de l'administration civile de Cisjordanie. Dans ses bureaux de Ramallah, M. Sneh, en uniforme de général de brigade, nous reçut cordialement. Abordant le cas de M. Saleh, nous répétâmes ce que nous avions dit la veille à Mme Gaulan à propos de son ouverture d'esprit, de son attitude non violente et de son comportement lors des incidents. Nous ajoutâmes aussi un détail qui nous était revenu à la mémoire : lorsque le juif américain Klinghoffer avait été tué à bord de *l'Achille-Lauro,* M. Saleh avait voulu organiser une pétition parmi les Palestiniens de Paris pour s'élever contre ce meurtre. Enfin, nous rappelâmes que, dans le même esprit, il venait de signer une déclaration de personnalités palestiniennes condamnant une agression commise le 12 décembre contre un juif âgé à Jérusalem.

A propos des trois étudiants inculpés, nous soulignâmes la faiblesse de l'accusation : l'officier qui, dix jours après les incidents, avait envoyé de Ramallah une lettre au tribunal de Naplouse, les accusant de jets de pierres, n'avait pas pris la peine de venir les identifier. M. Sneh appela son conseiller juridique, un colonel, pour qu'il prît part à la discussion. Celui-ci commença par exposer la thèse de l'accusation, selon laquelle M. Saleh avait incité les étudiants à lancer des pierres. En réponse, nous présentâmes la version des faits que nous connaissions et ajoutâmes que, peut-être, les militaires qui avaient témoigné contre M. Saleh ignoraient l'arabe et avaient donc pu mal interpréter son attitude. Notre interlocuteur reconnut alors que, en effet, l'officier qui accusait M. Saleh d'incitation au jet de pierres ne comprenait pas l'arabe. Restait le témoignage de deux soldats druzes connaissant l'arabe : ils affirmaient que M. Saleh avait dit aux étudiants de rester assis et de ne pas présenter leurs cartes d'identité.

M. Sneh intervint pour conclure que les deux versions, la nôtre et celle des deux Druzes, n'étaient pas très différentes, et que dans ces conditions la peine infligée à M. Saleh serait probablement légère. Le procès devant avoir lieu après notre départ, M. Sneh nous suggéra de rédiger une lettre contenant un témoignage de caractère en faveur de M. Saleh ; le conseiller juridique nous promit que cette lettre serait lue au tribunal.

Le tribunal s'est réuni le 21 décembre, à l'expiration de la détention préventive, et les trois étudiants furent relâchés le jour même. La sentence concernant M. Saleh ne fut prononcée que le 10 janvier 1987 : l'accusation n'ayant retenu que le témoignage des deux Druzes, et M. Saleh ayant accepté de plaider coupable dans ces conditions, il fut condamné à trente-neuf jours de prison (déjà accomplis) plus cinq mois avec sursis, ainsi qu'à une amende de 2 500 shekels (environ 12 000 F) ; il fut relâché aussitôt.

---

(1) Ces trois missions, organisées en janvier 1984, juin 1984 et juin 1985 par le Centre de coopération avec l'université de Bir-Zeit (secrétariat : J. Valier, UER de sciences économiques, université de Paris-X-Nanterre, bâtiment G, 200 avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex) ont également fait l'objet de comptes rendus, dont deux ont été publiés dans *le Monde diplomatique* en juillet 1984 et avril 1985.

(2) Ces chiffres sont fournis par le Bureau des relations publiques de l'université de Bir-Zeit.

(3) L'université est divisée en deux campus, le vieux (où restent concentrées environ 40 % des activités) et le nouveau, distant de 2 kilomètres.

(4) Selon d'autres sources d'information (*Al Hamishmar* du 30 décembre 1986), le centre a été rouvert par la suite.

(5) Ces militants avaient fait partie de la délégation israélienne qui avait rencontré en Roumanie, en novembre dernier, des représentants de l'OLP, et avait ainsi délibérément violé la loi récemment votée à la Knesset, interdisant les contacts avec la centrale palestinienne. Quatre membres de la délégation ont été inculpés au mois de mars.

* Physiciens au Collège de France.

CORRUPTION, SCANDALES, IMPOPULARITÉ DU PRÉSIDENT

Echec d'un néolibéralisme musclé en Equateur

PLUS de mille morts et cinq fois plus de disparus, tel est le tragique bilan des graves séismes qui ont frappé l'Equateur le 6 mars dernier. A cette tragédie humaine s'ajoute le désastre économique provoqué par la destruction de l'oléoduc transandin, élément vital pour ce pays qui tire du pétrole 70 % de ses rentrées en devises. Du coup, les dirigeants ont annoncé que l'Etat cesserait, comme le Brésil, de payer sa dette extérieure.

Des temps durs s'annoncent donc pour la population déjà excédée par la politique ultralibérale menée par le président, M. Leon Febres Cordero, populiste de droite. En prenant le chef de l'Etat en otage, le 16 janvier 1987, les militaires de la base de Taura avaient spectaculairement attiré l'attention sur ses méthodes de gouvernement. Et fait apparaître, par contraste, comme un paladin de la moralité politique le général Frank Vargas, qui a déjà annoncé sa candidature à la présidence pour 1988.

Par SYLVAIN HERCBERG

M. Leon Febres Cordero fut élu président de la République d'Equateur en 1984 sur un slogan : *« Pan, techo y empleo »* – du pain, un toit et un emploi – que d'aucuns, s'ils n'avaient connu le candidat, auraient pu qualifier de « communiste ». Mais Washington et les milieux d'affaires de Floride le connaissaient bien et comptaient sur cet allié sûr pour occuper pendant quatre ans la fonction présidentielle. Un petit pays réputé pour sa tranquillité, son pétrole et ses autres richesses naturelles allait devenir la vitrine de la politique préconisée par M. Ronald Reagan pour l'Amérique latine.

M. Febres Cordero, issu des milieux d'affaires de Guayaquil, deuxième ville du pays, soutenu par quelques familles alliées des multinationales agro-alimentaires ou des compagnies pétrolières, s'est vite mué en adepte du néolibéralisme de choc et en disciple de la doctrine du Fonds monétaire international (FMI). L'Equateur, qui tire l'essentiel de ses devises des ventes de pétrole, a rompu avec les règles de solidarité de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), dont il est membre, et s'efforce d'attiser les divergences au sein de l'organisation. C'est aujourd'hui la seule démocratie d'Amérique latine qui n'a plus de relations avec le Nicaragua. Et le seul pays du Pacte andin qui transgresse les règles sur l'investissement.

Le néolibéralisme musclé du président et les carences de sa gestion gouvernementale ont été politiquement sanctionnés en juin 1986, lorsque l'opposition de gauche, rassemblée au sein du Bloc progressiste, remporta les élections législatives et devint majoritaire au Congrès.

Washington n'avait peut-être pas prévu l'impopularité croissante de M. Febres Cordero, ni surtout les multiples scandales qui ont commencé à défrayer la chronique : un avion Fokker payé un tiers de plus que sa valeur par la compagnie intérieure TAME, dont le responsable est un général proche du président ; la revente à de hauts fonctionnaires, pour quelques centaines de dollars, de voitures de luxe volées dans les pays limitrophes ; les trafics de bétail et de chevaux de course dans lesquels sont impliqués des proches du président ; la construction d'une route par l'armée des Etats-Unis plutôt que par des entreprises nationales ; et l'on pourrait en citer bien d'autres.

Il y a un an, l'optimisme était encore de rigueur dans les milieux officiels. Et le consul équatorien à Miami informait les milieux d'affaires de Floride des nouvelles opportunités offertes aux investisseurs des Etats-Unis grâce à la mise en œuvre du programme présidentiel : réduction des taxes sur les importations de produits manufacturés, libéralisation totale pour les investisseurs étrangers, réforme de la loi minière et démantèlement de la réforme agraire décidée par les militaires progressistes en 1972.

La réalité est aujourd'hui plus sombre. Le pays est tombé d'un rythme de croissance de l'ordre de 3 % par an en 1984 et 1985 à 1,7 % en 1986 ; le taux de l'inflation continue de s'élever ; et les exportations se sont peu diversifiées.

Selon le rapport annuel de la Bourse de Quito (1), l'économie est entrée dans une période de tempêtes. Le cacao, la banane, le café et les produits de la pêche ne représentent plus que 12 % des exportations, et les crédits alloués aux productions destinées à la consommation nationale sont trop faibles. De ce fait, l'importation d'aliments dépasse déjà les 150 millions de dollars.

Plus grave est la situation de l'industrie, où les investissements suffisent à peine à maintenir en état l'appareil productif. La production industrielle, qui augmentait de 9 % par an dans la décennie 70, n'a pas dépassé, en 1985, le niveau de 1977. Les importations de biens d'équipement baissent, la demande intérieure se contracte, cependant que les capitaux se font rares.

En 1985, fort de ses orientations néolibérales, le gouvernement équatorien avait pu renégocier favorablement la dette extérieure au Club de Paris, obtenant refinancements et délais de paiement, jouant sur les propositions de M. James Baker, secrétaire américain au Trésor (2). La dette extérieure s'élevait, en 1985, à 7,3 milliards de dollars (3).

Le gouvernement de M. Febres Cordero, eu égard à son attitude au sein de l'OPEP, pouvait jouer sur les richesses pétrolières du pays. En 1985, l'Equateur avait exporté 62 millions de barils sur une production de 102 millions, soit 13 % de plus que l'année précédente pour une augmentation de 9 % de la production, afin de compenser la baisse des prix. La même orientation était affichée pour 1986, les projections officielles se basant sur un prix moyen de 25,3 dollars le baril, et le pétrole devant assurer 65 % des exportations. Aujourd'hui, la compagnie nationale CEPE, associée à la Texaco de M. Rockefeller, peut à peine couvrir le coût de production de l'ordre de 8 à 10 dollars le baril et toutes les estimations annoncent une baisse du tiers des ressources en devises du pays. Et le récent séisme, en détruisant l'oléoduc transandin, réduit radicalement les perspectives d'exportation de brut.

Les conséquences sociales de cette politique sont dramatiques. Deux millions d'Indiens restent en marge. L'exode rural se traduit par une misère chaque jour plus évidente dans les villes où les familles envoient de plus en plus leurs enfants exercer de « petits » métiers plutôt qu'à l'école. Selon M. Gonzalo Ortiz, journaliste à *Hoy*, quotidien d'opposition : *« Le plus grave, c'est que, jusqu'à ce jour, le gouvernement a caché la crise... Il doit aujourd'hui affronter la situation économique qui est devenue dramatique, voire désespérée, faute de mesures adaptées* (4). »

Depuis l'indépendance en 1824, la vie politique équatorienne a été dominée par quelques grands courants politiques, et par l'activisme des militaires, toujours prêts à prendre le pouvoir pour imposer une ligne plus nationaliste. Le populisme, dominant sur la côte, triomphe en 1978 avec l'élection de M. Leon Roldos à la présidence de la République. Auparavant, la vie politique avait été marquée par la forte personnalité de Velasco Ibarra, plusieurs fois au pouvoir de 1934 à 1970, puis par une junte militaire, plutôt progressiste, qui prit le pouvoir en 1972 pour tenter d'organiser le développement du pays en profitant de la découverte du pétrole et qui impulsa une politique extérieure prenant ses distances avec les Etats-Unis.

Cette configuration, qui s'organisait selon quelques grands choix de société – pour ou contre la laïcité, pour ou contre le développement autocentré, pour ou contre l'intervention de l'Etat, – et des options de politique extérieure, notamment dans les relations avec les Etats-Unis, a largement été brouillée depuis le retour à la démocratie en 1979. C'est ainsi que M. Febres Cordero, issu du Parti social-chrétien, a pu être élu sur un programme populiste et néo-libéral, et que pas moins de dix-sept partis se sont affrontés le 1er juin 1986 pour le renouvellement de cinquante-neuf sièges de députés sur les soixante et onze que compte le Congrès.



(El comercio-Sygma)

MANIFESTATION DE SOUTIEN AU GÉNÉRAL FRANK VARGAS
Un profond désir de moralité dans les affaires publiques

Mutineries militaires et émeutes populaires

DIX-SEPT partis ont une existence légale, mais leurs programmes ne reflètent pas nécessairement les choix et les aspirations de la population. Comment pourrait-il en être autrement devant les difficultés économiques et face à une vie politique dominée par un président qui n'a pas hésité à débaucher des députés par divers moyens, afin de s'assurer une majorité confortable ? Alors que la police s'organise chaque jour un peu plus pour la répression. Alors que l'alcoolisme, véritable fléau national, est encouragé par la publicité télévisée, dont une annonce sur deux vante une boisson alcoolique ? A tel point que Mgr Bernardino Echevarria, président de la Conférence épiscopale équatorienne, a fait part des préoccupations de l'Eglise devant la crise morale que traverse le pays : *« Quand il n'y a pas de valeurs morales, il ne reste qu'une alternative : la destruction totale ou la répression brutale. »*

Le refus de l'injustice sociale et du chômage risque de se traduire, d'ici à la fin du mandat de M. Febres Cordero en 1988, par l'émigration, par l'adhésion aux sectes chrétiennes manipulées par les Etats-Unis (5), ou par des émeutes devant les hausses des tarifs, comme celles qui se sont produites en mars dernier.

Déja, M. Febres Cordero a dû faire face, en mars 1986, à la révolte du général Frank Vargas, commandant des forces aériennes, démis de ses fonctions après avoir protesté contre la corruption et contre des changements à la tête de l'armée de l'air non conformes aux relations entre le pouvoir et l'armée. Cette révolte contre les pratiques gouvernementales a frisé le putsch après que la base de Manta se fut jointe à la base insurgée de Quito. Depuis, la popularité du général Vargas, réputé honnête et préoccupé par le sort des paysans et le bien-être social, n'a fait que croître. Qu'il soit resté en prison jusqu'aux événements de la mi-janvier 1987 apparaissait à beaucoup comme intolérable. Car on le considère comme un recours possible pour restaurer un minimum de moralité dans la conduite des affaires et défendre les intérêts de l'Equateur sur la scène internationale. La mutinerie des parachutistes de la base de Taura, en janvier dernier, montre à quel point le général Vargas demeure populaire au sein des forces armées et à quel point le président Febres Cordero apparaît, par contraste, comme un symbole de la corruption et de l'incompétence (6).

Les élections du 1er juin 1986 avaient porté au Congrès une majorité d'opposition. Et, malgré les pouvoirs constitutionnels dont il dispose pour limiter l'action du législatif, M. Febres Cordero risque d'être en difficulté dans les mois à venir, surtout après son comportement – peu compatible avec sa fonction – face aux mutins de la base de Taura. Ces derniers avaient indirectement été encouragés à agir et à réclamer la libération du général Vargas par l'attitude même du Congrès qui, dès l'été, avait voté l'amnistie en faveur du rebelle, décision soutenue par la Cour suprême.

Le Bloc progressiste est marqué par le poids important de la Gauche démocratique, affiliée à l'Internationale socialiste, et par celui du Parti socialiste ; il comprend également le Front élargi de gauche (FADI), animé par le Parti communiste et le Parti social-démocrate, ainsi que le Mouvement pour la démocratie (MPD), animé par le PC, hier prochinois, aujourd'hui, dit-on, proalbanais, qui pratique la surenchère et avait menacé un moment de ne pas soutenir le Bloc.

La Gauche démocratique est le parti le plus important dans quinze provinces sur vingt. M. Luis Jarrin Ampudia, son secrétaire exécutif, pense qu'il peut profiter des prochains mois pour se renforcer, élargir son implantation et démontrer sa capacité à catalyser les aspirations populaires. Son candidat à la dernière élection présidentielle de 1984, M. Rodrigo Borja, a manqué de peu la victoire, et la politique menée par M. Febres Cordero et les scandales de ces derniers mois devraient, par réaction, bénéficier aux partis qui entendent créer un esprit civique, faire progresser la justice sociale et la démocratie. M. Borja insiste sur le manque de dignité de la politique extérieure de l'Equateur, qui a brisé l'unité des démocraties latino-américaines, notamment dans le soutien au Nicaragua. M. Jarrin approuve l'actuelle cessation du paiement de la dette extérieure; il demande la nationalisation de toute l'industrie pétrolière et l'intégration de la population indienne à la vie politique du pays.

Dans leur ensemble, les partis du Bloc progressiste proposent une politique de rupture avec le néolibéralisme, tandis que le président de la République paraît bien décidé à poursuivre dans la même voie en profitant des moyens que lui donne la Constitution pour limiter la marge de manœuvre du Congrès.

Quant aux forces armées, chacun, dans les milieux politiques, s'efforce de croire à leurs proclamations constitutionnalistes, d'autant plus que les militaires ont toujours pris le pouvoir en période d'opulence économique. Le général Frank Vargas, fort de sa popularité, rompra-t-il avec cette tradition ? Que feront les guérilleros du groupe Alfaro Vive, Carajo !, lié au mouvement colombien M-19, mais peu implanté dans le pays et suspect, selon certains observateurs, d'être manipulé par le pouvoir ?

(1) *Informes y memoria anual 1985*, Bolsa de Valores de Quito.

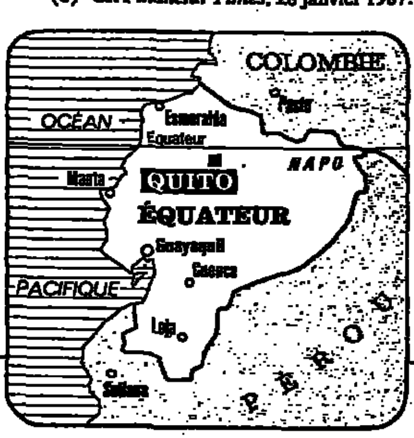
(2) Voir *le Monde diplomatique*, avril 1986.

(3) Cf. *South America, Central America and the Caribbean 1986*, Europa Publications, Londres, 1986, page 290.

(4) *Hoy*, Quito, 23 juillet 1986.

(5) Cf. *le Monde diplomatique*, juin 1985.

(6) Cf. *Financial Times*, 28 janvier 1987.

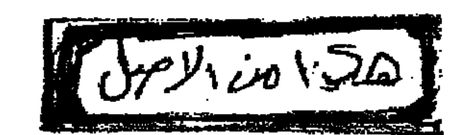


Points de repère

SUPERFICIE : 270 670 kilomètres carrés.
POPULATION : 10 millions d'habitants environ.
CAPITALE : Quito (1,4 million d'habitants) ; ville principale : Guayaquil (1,5 million d'habitants).
LANGUES : espagnol et quechua.
PNB PAR HABITANT : 1 115 dollars (1984).
INFLATION : 31,2 % (1984).
DETTE EXTÉRIEURE : 7,3 milliards de dollars (février 1985).
IMPORTATIONS : 1 465 millions de dollars (1983).
EXPORTATIONS : 2 203 millions de dollars (1983).
PRINCIPALES PRODUCTIONS : pétrole (258 000 barils par jour en 1984), gaz, cacao, bananes, café.

EVOLUTION POLITIQUE

1534 : le conquistador espagnol Sebastian de Belalcazar prend Quito, une des capitales régionales de l'empire inca.
1563 : l'Audiencia de Quito est rattachée à la vice-royauté de Lima.
1824 : sous l'impulsion de *Simon Bolivar*, indépendance de la Fédération de la Grande-Colombie (comprenant les territoires actuels de l'Equateur, de la Colombie, de Panama et du Venezuela).
1941 : le Pérou occupe et annexe le sud du pays.
1942 : protocole de Rio-de-Janeiro qui reconnaît l'annexion des territoires équatoriens par le Pérou.
1960 : l'Equateur rejette le protocole de Rio-de-Janeiro et réclame les territoires occupés.
1963-1966 : une junte militaire prend le pouvoir.
1966-1972 : nouvelle junte, constituée par le haut commandement des forces armées.
1972-1976 : le général Guillermo Rodriguez forme un gouvernement nationaliste-révolutionnaire. Réforme agraire.
1976-1979 : une junte militaire succède au général Rodriguez ; elle est chargée d'assurer la transition vers un gouvernement civil.
1979 : élection du président Jaime Roldos Aguilera, candidat du Parti des forces populaires.
Janvier 1981 : conflit armé avec le Pérou à propos des territoires contestés.
Mai 1981 : le président Roldos meurt dans un accident d'avion ; M. Oswaldo Hurtado, vice-président, lui succède.
Mai 1984 : élection du candidat conservateur, M. Leon Febres Cordero, actuel président.



...uateur





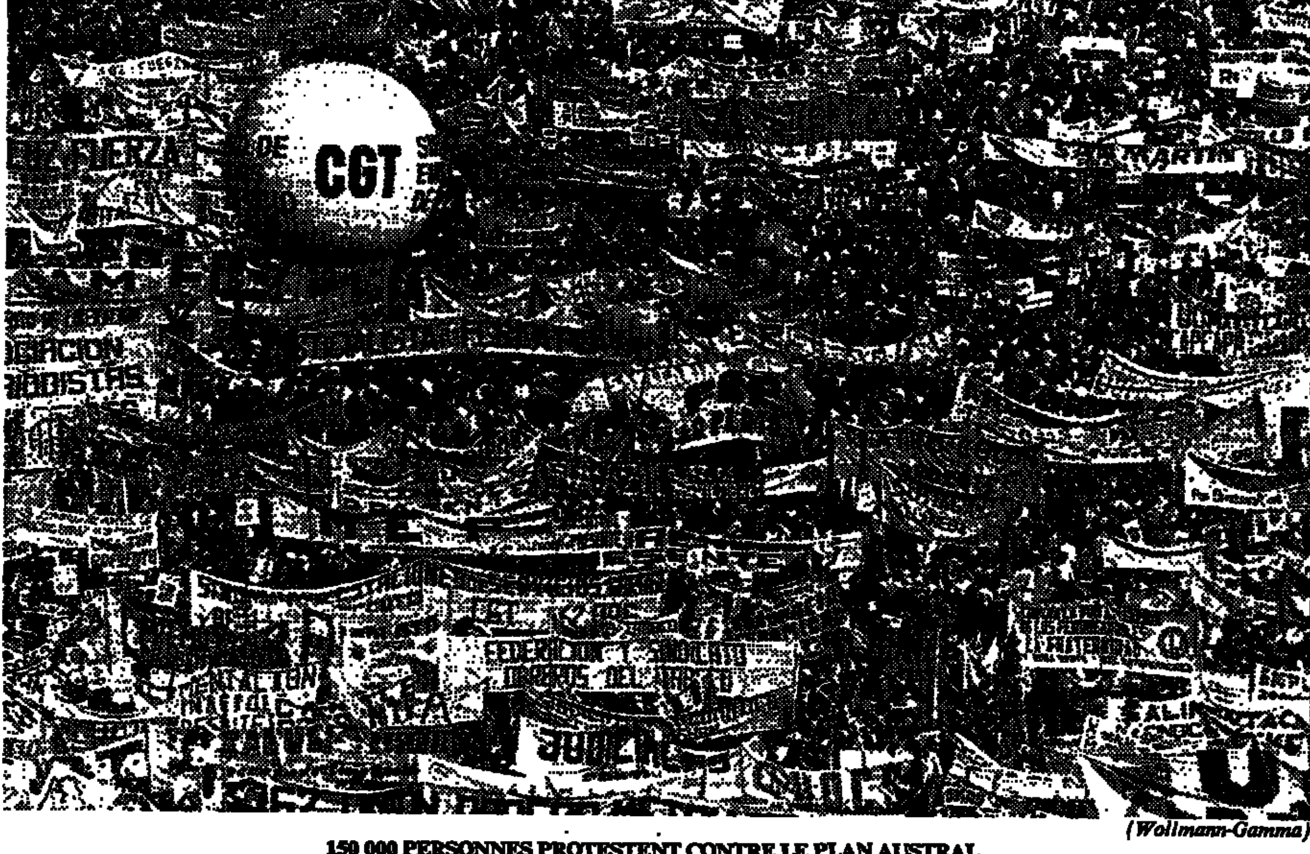
PRESSIONS MILITAIRES ET ÉCHEC ÉCONOMIQUE

La démocratie argentine en liberté surveillée

LE pape Jean-Paul II, qui visite également le Chili et l'Uruguay, arrive en Argentine alors que le pays entre en période électorale. Le 6 septembre prochain, en effet, auront lieu les élections pour le renouvellement des gouverneurs et des parlements provinciaux. Cette attente favorise l'exaspération des tensions, dans une société déjà fortement perturbée par l'entrée en vigueur de la loi dite du « point final », qui interdit à la justice de poursuivre, au-delà du 23 février 1987, quelque trois mille militaires ou agents de sécurité encore soupçonnés d'avoir commis des exactions pendant la dictature militaire (1976-1983).

Le climat économique s'est également détérioré. Le gouvernement de M. Raul Alfonsin doit subir sur la scène intérieure les conséquences d'une dette de 53 milliards de dollars sans vouloir, pour l'instant, rompre ni avec le FMI ni avec les banques étrangères.

Par CARLOS GABETTA *



150 000 PERSONNES PROTESTENT CONTRE LE PLAN AUSTRAL.
Un large refus des politiques d'austérité.
(Wollmann-Gamma)

Bien plus que le gouvernement de M. Raul Alfonsin, l'opposition péroniste compte tirer des avantages politiques du séjour du pape Jean-Paul II en Argentine en ce début d'avril. M. Saul Ubaldini, par exemple, secrétaire général péroniste de la puissante Confédération générale du travail (CGT), attend du pape qu'il prête une oreille attentive aux revendications des travailleurs, frappés actuellement de plein fouet par les rigueurs du plan d'austérité dit plan Austral. L'aile « rénovatrice » du péronisme, quant à elle, pense également que Jean-Paul II peut servir ses desseins ; aussi les amis de M. Antonio Calero, ancien ministre de Mme Isabel Peron et personnalité fort bien introduite au Vatican, souhaiteraient-ils que le Saint-Père soutienne leur projet politique « social-chrétien », face au « démon » laïque du radicalisme au pouvoir, « coupable » de vouloir autoriser le divorce, accusé de « tolérer » la pornographie et suspecté – sans beaucoup de raisons – de manquer de sympathie à l'égard de l'enseignement confessionnel.

On peut se demander si le séjour du pape conduira le gouvernement à modifier une politique économique qui semble le mener à l'affrontement social et à la défaite politique. Pour tenir bon, le président Alfonsin compte en premier lieu sur son prestige personnel, quasiment intact, et sur l'inquiétude de larges couches de la population qui redoutent un retour à l'autoritarisme péroniste. Mais aussi sur un certain consensus international à propos de la dette et de la nécessité d'un nouvel ordre économique.

Le plan Austral (1), malgré certains aspects originaux, ne se différencie pas fondamentalement des recettes classiques du FMI : lutte contre l'inflation sur la base d'une forte réduction des dépenses publiques et, surtout, d'une pression sur les salaires qui, comprimant le marché intérieur, dégage des surplus exportables dont l'excédent est affecté au remboursement de la dette. Une telle politique est impopulaire et les citoyens, passée l'euphorie du retour à la démocratie, manifestent leur désenchantement et se retournent contre le gouvernement.

En trois ans de régime démocratique, l'Argentine a payé environ 15 milliards de dollars d'intérêts. Dans le même temps, son commerce extérieur a généré un solde positif de 10 milliards de dollars : il lui a donc fallu encore emprunter pour faire l'appoint.

Le 25 février dernier, le ministre de l'économie, M. Juan Sourouille, a annoncé une sorte de mini-plan Austral *bis (el Australito)* : « gel » des prix et des salaires jusqu'au 30 juin 1987, nouvelle dévaluation, baisse des taux d'intérêt. Au même moment, il sollicitait des banques internationales un apport de 2,15 milliards de dollars « frais », afin de miser sur une croissance de 4 % en 1987. Le gouvernement a su pratiquer un discret chantage pour obtenir d'importantes concessions : se présentant comme le seul Etat latino-américain qui accepte de passer par toutes les exigences de ses créanciers, il a laissé entendre qu'il pourrait à tout moment rejoindre le club de ceux qui, comme le Brésil ou l'Equateur, refusent désormais de payer leur dette extérieure.

Si, pour l'essentiel, le pays s'est soumis aux directives du FMI et des banques internationales, sa politique extérieure se veut toujours active et indépendante. Le président et son ministre des affaires étrangères, M. Dante Caputo, ne manquent jamais l'occasion de dénoncer les problèmes auxquels sont confrontés les pays sous-développés du fait de leur endettement et de réclamer un nouvel ordre économique international.

C'est à l'initiative des Argentins que commencèrent en 1984 les réunions dites du « groupe de Carthagène », dans le cadre duquel plusieurs Etats latino-américains s'efforcent de trouver des positions communes à propos de l'endettement. M. Alfonsin est également membre fondateur du groupe des Six (avec l'Inde, le Mexique, la Suède, la Grèce et la Tanzanie), qui plaide en faveur du désarmement nucléaire ; par ailleurs, l'Argentine joue un rôle moteur dans le groupe d'appui à Contadora (avec le Brésil, le Pérou et l'Uruguay), qui ne ménage pas ses efforts pour sauvegarder la paix en Amérique centrale. En mai 1986, elle a de surcroît rompu ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud.

Les limites de l'autonomie

TOUTEFOIS, les limites de cette autonomie sont apparues après le voyage de M. Alfonsin en Union soviétique et à Cuba en octobre dernier. Bien que l'URSS soit, avec la CEE, le premier partenaire commercial de l'Argentine, le président a attendu trois ans avant de se rendre à Moscou. C'est à l'occasion de ce voyage que redoublèrent à Buenos-Aires les attaques de l'*establishment* conservateur contre le gouvernement radical et que le Royaume-Uni décida unilatéralement de porter à cent cinquante milles marins la zone d'exclusion qu'il maintient autour de l'archipel des Malouines, au risque de provoquer de sérieux incidents, puisque cette nouvelle délimitation par Londres des eaux territoriales empiète sur le territoire maritime argentin.

L'Argentine a signé en 1986 d'importants accords de pêche avec l'URSS, que M. Alfonsin a ratifiés lors de sa visite à Moscou. L'Argentine produit ce dont l'URSS a besoin (céréales, viande, biens industriels intermédiaires), et l'URSS lui achète trente fois plus qu'elle ne lui vend (respectivement, en 1985, 1,212 milliard de dollars et 41,9 millions de dollars). L'Union soviétique a d'ailleurs fait à cette occasion une série de propositions concernant la fourniture de biens d'équipement et de travaux d'infrastructure – digues, électrification, ports, usines de produits chimiques, etc., – correspondant exactement aux nécessités du développement argentin. Mais M. Alfonsin n'a pas accepté ces propositions. Ainsi, l'unique possibilité de se doter de biens d'équipement et de technologie dans des conditions favorables – puisque l'Argentine peut payer avec ses produits d'exportation – a dû être remise en cause en raison, sans doute, des pressions occidentales.

En effet, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, déclara à l'agence Associated Press : *« Nous croyons qu'un Etat, quel qu'il soit, devrait être extrêmement prudent dans ses relations avec l'URSS, parce que le caractère subversif de ce pays est bien connu (...), et nous n'aimerions pas voir son système de gouvernement se répandre dans notre hémisphère. »* Et, en janvier dernier, deux hautes personnalités américaines, M. Philip Habib, envoyé personnel du président Reagan, et le général John Galvin, chef du commandement sud de l'armée des Etats-Unis, se rendirent à Buenos-Aires et exercèrent de fortes pressions pour que le pays abandonne ses positions progressistes au sein du groupe d'appui à Contadora, et pour que ses forces armées participent à nouveau au manœuvres UNITAS (2) suspendues depuis la guerre des Malouines.

L'année 1986 aura cependant permis une percée importante : l'accord d'intégration avec le Brésil, signé par les présidents Sarney et Alfonsin en août. Initiative audacieuse, qui ouvre un plus grand espace économique aux entreprises argentines, bridées par l'étroitesse du marché intérieur (3).

Les poursuites contre les auteurs de violations des droits de l'homme atteignirent leur plus grande intensité à la fin de 1985, lorsque, pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique latine, des dictateurs militaires furent jugés et condamnés. En 1986, toutefois, M. Raul Alfonsin, craignant que les procès contre les officiers ne se prolongent indéfiniment et qu'ils finissent par impliquer la totalité de l'institution militaire, fit voter, peu avant Noël – et non sans difficulté en raison des réticences de nombreux parlementaires radicaux – la loi dite du « point final » (4)...

Un délai de soixante jours était laissé aux victimes des militaires pour porter plainte, à condition qu'il apportent suffisamment de preuves pour entraîner une inculpation. Ce texte consacrait l'inégalité des citoyens devant la loi – aucun délit civil ne bénéficie d'une prescription aussi rapide. Le gouvernement souhaitait ainsi limiter le plus possible le nombre de procès. Et pourtant, sous la pression des organisations de défense des droits de l'homme et grâce au courage de nombreux juges, c'est exactement l'inverse qui se produisit : entre cent quarante et cent quatre-vingts officiers en activité des trois armes furent traduits en quelques semaines devant les tribunaux civils.

La démocratie argentine fut sérieusement mise à l'épreuve lorsque les premiers officiers de marine inculpés refusèrent de comparaître, alors que circulaient des rumeurs alarmantes, notamment celle d'une attaque de la prison où les dictateurs Jorge Videla et Emilio Massera purgent leur peine. M. Alfonsin décida de ne plus reculer. Il soutint les magistrats qui déclaraient « rebelles » et déchus de leurs fonctions les officiers ayant refusé de comparaître devant eux. Et il adressa un message sans ambiguïté au commandement de la marine : le gouvernement ne tolérerait plus aucun refus d'obéissance ; il était disposé, s'il le fallait, à aller *« jusqu'à la guerre civile »* pour affirmer son autorité.

Cette attitude de fermeté porta rapidement ses fruits. Le commandant en chef de la marine, le vice-amiral Ramon Arosa, ordonna à ses subordonnés, parmi lesquels le tristement célèbre lieutenant de vaisseau Astiz (5), de se présenter devant la justice. M. Alfonsin avait, il est vrai, un atout maître dans sa manche : le soutien des Etats-Unis. Aussi longtemps que le FMI et Washington se satisferont de la politique économique menée à Buenos-Aires, il sera vain pour les militaires d'espérer un soutien des Etats-Unis.

Autre reliquat de l'ancien régime : le maintien en prison d'une dizaine de détenus politiques civils (6) qui, presque tous, avaient été arrêtés sans mandat du temps de la dictature, et rangés parmi les « disparus » avant de « réapparaître » en détention officielle : tous torturés et gardés en isolement pendant plusieurs mois, puis jugés sous la dictature militaire, en l'absence des garanties les plus élémentaires, par des magistrats qui soutenaient activement le régime. Tous furent condamnés à des peines allant jusqu'à la détention à perpétuité pour des actes de violence dont la preuve ne fut jamais apportée. Aujourd'hui, le sort de tels détenus semble incompréhensible.

Tout paraît indiquer que, jusqu'aux élections législatives de septembre prochain, le gouvernement s'appliquera surtout à freiner l'inflation (80 % en 1986) et à améliorer la situation économique. Grâce à la bonne disposition du FMI et des banques étrangères, M. Alfonsin disposera-t-il de moyens suffisants pour regagner le terrain politique perdu ?

* Directeur de l'hebdomadaire *El Periodista de Buenos Aires*.

(1) Voir Carlos Gabetta, « L'Argentine et le plan Austral », *le Monde diplomatique*, octobre 1985.

(2) Manœuvres navales conjointes avec la marine des Etats-Unis.

(3) Cf. *le Monde diplomatique*, novembre 1986.

(4) Voir Didier Motchane, « Prescrire les crimes d'Etat en Argentine ? », *le Monde diplomatique*, février 1987.

(5) Voir Felipe Navarro, « Un ange fièrement inhumain », *le Monde diplomatique*, octobre 1983.

(6) Jorge Fuente, Fermin Nunez, Martin Paz, Tomas Cormack, Antonio Carrizo, Ruben Emperador, Fernando Ganna, Juan Tejerina, Hector Lopez et Osvaldo Lopez.

BUENOS-AIRES, PORT DE L'EXTREME EUROPE. – Sous la direction de Graciela Schneier-Madanes.

★ Autrement, hors série n° 22, février 1987, 256 pages, 85 F.

« L'histoire de la frustation argentine – et n'oubliez pas que, il y a cinquante ans, l'Argentine était l'un des sept pays les plus importants au monde – passe également par l'incroyable distorsion qui a converti Buenos-Aires en capitale », explique le président Raul Alfonsin dans un entretien qui conclut cet ouvrage entièrement consacré à la capitale de l'Argentine et où il justifie le choix de Viedma, petite ville de Patagonie, comme future capitale fédérale.

On trouvera dans ce volume près d'une quarantaine de contributions éclairant les facettes d'une cité que tous les créateurs jugent envoûtante. A noter, en particulier, les entretiens avec Adolfo Perez Esquivel, Ernesto Sabato et celui réalisé peu de temps avant sa mort avec l'écrivain Jorge-Luis Borges qui déclarait : *« Buenos-Aires c'est moi-même... et je la sens comme ce qui m'est arrivé de mieux dans la vie »*.

B. C.

UNE ZONE D'INFLUENCE CONVOITÉE

La Mongolie joue ses atouts dans le Grand Jeu asiatique

La modernisation, en Mongolie, signifia d'abord une grande rupture avec les traditions millénaires du nomadisme. Les dirigeants du pays parachèvent aujourd'hui cette œuvre de longue haleine menée grâce à l'appui du voisin soviétique qui permit de se garder de l'influence chinoise. Aujourd'hui, l'amorce d'une détente entre Moscou et Pékin incite à la vigilance. Au moment même où, fin janvier, M. Gorbatchev confirmait le retrait d'une partie des troupes soviétiques stationnées dans la République populaire, Oulan-Bator et Washington annonçaient l'établissement de relations diplomatiques. Un geste symbolique, qui introduit un nouvel acteur dans le Grand Jeu asiatique.

Par RICHARD NATIONS *

LE charme de la vieille Europe est sans doute la dernière des choses que l'on s'attendrait à découvrir au fin fond de la steppe asiatique. Pourtant Oulan-Bator, capitale de la République populaire de Mongolie, a quelque chose d'indubitablement bourgeois. De pittoresques clochers surplombent les larges avenues bordées de bouleaux et de lampadaires orange, de style très parisien. La mode est au feutre mou et au costume à rayures. Et même l'architecture de la ville est d'une élégance désuète, inspirée du néoclassicisme russe du début du siècle.

A l'évidence, en même temps qu'une ville, des étrangers ont ici érigé un symbole : celui d'une Mongolie tournant résolument le dos à la Chine et adhérant avec enthousiasme à la « mission civilisatrice » de l'Union soviétique en Asie. En fait, les nombreuses et stupéfiantes incongruités d'Oulan-Bator conduisent toutes à cette même conclusion, dont l'expression la plus achevée est le bronze colossal de Joseph Staline, dressé devant le portique dorique, de couleur saumon, de l'Académie mongole des sciences, sur le boulevard de la Paix.

Staline est là, debout, résolu et confiant, l'imperceptible sourire d'un dieu de l'Olympe esquissé sur ses lèvres et, à l'instar de Napoléon, la main droite enfouie dans sa tunique. Ce monument à la gloire de Staline est le plus imposant jamais construit hors des frontières de sa Géorgie natale et, telle la statue de la Liberté, il porte en lui l'affirmation des valeurs abstraites structurant les relations d'un pays avec le reste du monde. Car, aussi extravagant et incongru qu'il paraisse, ce mémorial est tout à fait à sa place à Oulan-Bator en raison des actions décisives qu'à plusieurs reprises Staline mena en faveur des Mongols. C'est lui qui, en 1939, envoya les troupes soviétiques au devant de l'armée impériale japonaise, écrasée lors de l'affrontement décisif de Kolkin-Gol, en Mongolie orientale. C'est encore lui qui, au sommet de Yalta, intercéda pour que la Chine reconnaisse l'indépendance de la Mongolie, garantissant ainsi sa place dans le concert des nations de l'après-guerre. Staline n'est pas immortalisé dans ce pays pour la terreur qu'il fit régner mais pour son appui constant et son esprit de décision, les plus grandes qualités qu'un Etat, petit et faible, puisse attendre d'un puissant protecteur.

Mais cette statue est aussi un subtil hommage à la surprenante faculté qu'ont les Mongols d'avoir toujours su se ranger aux côtés des plus forts. En 1911, alors que le reste du monde saluait, dans la révolution nationaliste, la renaissance de la Chine, les Mongols surent miser sur le bon camp : la « Mongolie extérieure » proclama son indépendance et sollicita la protection du tsar à Saint-Pétersbourg, estimant judicieusement que la Russie de l'époque était la puissance montante face à une Chine au bord du chaos. Coincés entre deux empires colossaux, les Mongols, qui pendant longtemps ne furent guère plus d'un million, ont su développer un instinct aigu de conservation. Il en est ainsi depuis qu'en 1240 Gengis Khan rasa la ville de Kiev, associant ainsi la Mongolie à la Chine et à la Russie dans un triangle instable *qui, aujourd'hui encore, domine la stratégie* de l'Asie. Pesant de peu de poids face à leurs gigantesques voisins, les Mongols sont restés le plus petit des joueurs du Grand Jeu, et le fait que, malgré tout, ils soient encore en lice témoigne avec éloquence de leur indéniable savoir-faire en matière d'anticipation politique.

Oulan-Bator est, en Asie, l'une des capitales d'où l'on peut le mieux mesurer la réalité de la volonté soviétique de détente avec la Chine. L'engagement pris à Vladivostok le 28 juillet dernier par Mikhaïl Gorbatchev de retirer de Mongolie une *« grande partie »* des troupes soviétiques a valeur de test et place ce petit pays au cœur de la nouvelle offensive de paix de Moscou en Asie. D'autant que l'URSS *espère vivement que les résultats de ce test feront* l'objet d'une lecture positive à Pékin, mais aussi à Tokyo, Bangkok et New-Delhi. Les Mongols sont cependant bien trop réalistes pour trouver là matière à autosatisfaction. L'atmosphère est à l'inquiétude et, tout en prodiguant ces derniers temps des gestes inhabituellement amicaux à l'égard de Pékin, ils se préparent en coulisses à ce qu'ils appréhendent comme une prochaine redistribution des cartes, de grande ampleur, dans le triangle asiatique.

Moins d'une quinzaine de jours après l'initiative de M. Gorbatchev à Vladivostok, les représentants mongols à New-York prirent discrètement contact avec les diplomates américains, en vue de ranimer l'intérêt des Etats-Unis pour une normalisation des relations diplomatiques avec leur pays. Le plus surprenant fut, sans doute, la réaction positive de Washington. Le général Vernon Walters, représentant permanent des Etats-Unis aux Nations unies, s'entretint plusieurs fois avec son homologue mongol, M. Nyam Mo. Tous deux tombèrent d'accord pour réduire les préalables qui avaient fait capoter les négociations sur la normalisation des relations treize ans auparavant. Il est clair que Washington tout autant qu'Oulan-Bator aspiraient à franchir une nouvelle étape, ce qui fut fait avec l'annonce de cette normalisation le 27 janvier dernier.

Les Etats-Unis ont plus d'une raison de s'intéresser soudainement à un pays qu'ils ne reconnaissaient plus depuis que le Komintern y avait organisé une révolution en 1921. A cette époque, ils avaient décidé que la République populaire de Mongolie (RPM) *était l'unique satellite soviétique qu'ils pouvaient* se permettre d'ignorer. Aujourd'hui, l'administration de M. Reagan s'inquiète de l'accélération du rythme de la réconciliation sino-soviétique, et elle est en train de réexaminer activement ses options diplomatiques en Asie. L'ouverture d'une ambassade à Oulan-Bator – où, de tous les pays non socialistes, seuls étaient représentés le Royaume-Uni, le Japon et l'Inde – était l'une de ces options. De plus, l'annonce par M. Gorbatchev du retrait de ses troupes a créé un axe de dépendance stratégique inattendu entre Washington et Oulan-Bator. Car, en même temps que la Mongolie se félicite de la présence de troupes soviétiques pour neutraliser la menace chinoise, Washington craint que ces mêmes troupes, retirées du front sino-soviétique, ne soient redéployées à l'Ouest.

Le Taiwan de la réconciliation sino-soviétique

MAIS la Maison Blanche est surtout déconcertée par le fait que M. Gorbatchev, fin diplomate s'il en est, a entraîné le numéro un chinois, M. Deng Xiaoping, dans un menuet diplomatique sur la Mongolie, dont les Américains, experts en la matière, ne veulent pas se voir exclus. L'engagement pris par M. Gorbatchev à Vladivostok rappelle la décision de M. Richard Nixon en 1969 de suspendre les missions des contre-torpilleurs de la VIIe flotte dans le détroit de Taiwan en signe de bonne volonté envers Mao Zedong. Le président américain n'avait alors nullement l'intention de démanteler le potentiel américain dans le Pacifique, mais il avait besoin d'un nouveau langage diplomatique pour faire savoir au président chinois que les déploiements militaires avancés des Etats-Unis n'avaient plus pour objet l'encerclement de la Chine. Maître dans l'art des actions symboliques, M. Nixon choisit Taiwan pour exprimer ses intentions pacifiques à l'égard de la Chine. Mao comprit le message et, moins d'une quinzaine de jours plus tard, il libéra deux plaisanciers américains secrètement détenus depuis quelques mois. C'est ainsi que commença le processus – qui allait durer dix ans – de normalisation des rapports sino-américains.

La Mongolie est aujourd'hui le Taiwan de la réconciliation sino-soviétique. La promesse de M. Gorbatchev à Vladivostok ne modifiera pas l'équilibre militaire, très nettement en faveur de Moscou, sur la frontière sino-soviétique, et ne répondra pas davantage à la revendication chinoise de ramener au niveau de l'époque khrouchtchévienne le déploiement militaire soviétique à l'Est. Les analystes militaires occidentaux pensent que les effectifs soviétiques en Mongolie ne dépassent pas 55 000 hommes et ne constituent donc pas une menace pour un pays de la taille de la Chine. Mais ces déploiements avancés sont le fer de lance que l'armée soviétique pointe sur Pékin, et leur portée politique a toujours été sans commune mesure avec leur poids militaire.

Les « trois obstacles »

C'EST en 1966 que Leonid Brejnev envoya des troupes en Mongolie, lançant ainsi un sévère avertissement à Mao, au moment où les relations sino-soviétiques commençaient à se détériorer au début de la révolution culturelle chinoise. Ces troupes constituaient un élément de l'important dispositif soviétique mis en place le long de la frontière chinoise, que les observateurs estiment aujourd'hui à 550 000 hommes. Mais, contrairement à la majorité de ces forces, presque entièrement concentrées tout au long des 2 400 kilomètres qui séparent Irkoutsk de Vladivostok, là où la voie stratégique du Transsibérien longe dangereusement la frontière chinoise, le contingent mongol a une configuration clairement offensive.

L'Institut international d'études stratégiques de Londres estime que deux divisions blindées et trois divisions motorisées soviétiques sont stationnées en Mongolie, appuyées par des escadres aériennes de soutien tactique. De plus, la Mongolie est intégrée au théâtre stratégique soviétique de l'Extrême-Orient (GTVD), dont le quartier général situé à Irkoutsk, tout proche, est responsable de la totalité des quatre régions militaires de l'est de l'Oural, et peut, à très bref délai, mobiliser jusqu'à trois armées, déployables le long de la frontière sino-mongole.

Trop important pour marquer symboliquement les limites à ne pas franchir sous peine de déclenchement des hostilités, mais trop réduit pour représenter une menace sérieuse, le contingent soviétique en Mongolie était l'expression de l'hostilité personnelle de Leonid Brejnev à l'égard de la Chine. Cette attitude avait trouvé un écho fidèle en la personne de M. Yumjaaguine Tsedenbal, l'ancien président mongol, qui appelait chaleureusement M. Brejnev son *« frère aîné »*. Même lorsque, en 1982, dans son discours historique de Tachkent, Brejnev affirma son désir de revenir à des relations normales avec la Chine, M. Tsedenbal maintint intacte la flamme de la sinophobie, se faisant le porte-parole des craintes des voisins les plus petits de la Chine et renforçant *par là l'ouverture diplomatique de Moscou*. M. Tsedenbal *« rejeta catégoriquement »* les exigences chinoises de retrait des troupes soviétiques de Mongolie et accusa Pékin d'infiltrer des troupeaux d'animaux malades au travers de leur frontière commune ; dès les premiers signes de dégel sino-soviétique, la Mongolie intensifia les expulsions de Chinois d'« outre-mer », accusés de comportement antimongol et antisocial. En bref, M. Tsedenbal savait comment s'y prendre pour complaire à son *« frère aîné »*. Et cependant que Brejnev donnait aux Chinois l'image raisonnable d'un homme de principes, Oulan-Bator entretenait une atmosphère *lourde de suspicion*.

La position inflexible de M. Tsedenbal était en harmonie avec la stratégie fondamentale de Brejnev envers Pékin. Avant tout préoccupé par Washington, Brejnev ne prenait pas vraiment au sérieux les exigences chinoises sur les « trois obstacles », code diplomatique utilisé par la Chine pour désigner les terrains d'affrontement avec le Kremlin en Indochine, en Afghanistan et sur leur frontière commune. Leonid Brejnev avait gardé un souvenir amer de la capitulation de la Chine à propos de Taiwan – un autre « obstacle » sacro-saint qui avait disparu du jour au lendemain lorsque Pékin estima opportun de se concilier les bonnes grâces de Washington avant d'attaquer le Vietnam, en 1979. Fort de ce précédent, Brejnev était intimement persuadé que la Chine finirait, le moment venu, par reconnaître les réalités de la puissance soviétique, position négative qui s'exprimait avec le plus de zèle à Oulan-Bator. Mais, comme on pouvait s'y attendre, M. Tsedenbal fut écarté du pouvoir en août 1984, moins de deux ans après la mort de Brejnev. Et son remplacement par un homme nettement plus souple, M. Jambyne Batmounkh, fut interprété par Pékin comme l'un des premiers signes d'une attitude plus positive du Kremlin envers la Chine sous le règne de Youri Andropov.

M. Tsedenbal *n'était* cependant nullement un valet de Moscou, tant était sincère sa sinophobie, et tant son ardeur à épouser la politique de Moscou en Asie constituait, pour la Mongolie, le choix le plus rationnel pendant le schisme sino-soviétique. Pour s'assurer l'allégeance de ses petits et vulnérables voisins, Mao choisit de médiocres armes en misant sur le poids historique de la Chine, censé ramener les Mongols à leurs racines asiatiques. En 1984, il célébra *le huit* centième anniversaire de la naissance de Gengis Khan, qualifiant l'empire mongol du treizième siècle de *« puissance civilisatrice »*. En Mongolie intérieure, Pékin rétablit l'usage de l'écriture mongole classique, tentant ainsi de se poser en protecteur d'une culture menacée par l'usage de l'écriture cyrillique russe, en vigueur depuis 1940 dans la République populaire de Mongolie. A la tête d'un pays également faible et pauvre, Mao n'avait pas grand-chose de concret à offrir, à part sa vision de la gloire passée de la Chine.

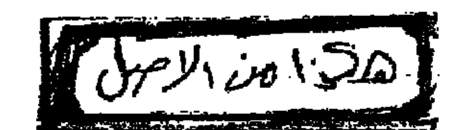
Moscou répondit par la mise en place d'un programme massif d'aide et d'assistance technique qui commença en 1962, lorsque la Mongolie fut intégrée au Conseil d'assistance économique mutuelle (*CAEM, ou COMECON*) et qu'elle commença vraiment à se moderniser. Les techniciens du bloc soviétique arrivèrent en grand nombre pour construire des usines, des infrastructures industrielles et des logements, faisant grimper le revenu annuel par habitant à 360 dollars, dont la moitié, selon les estimations des diplomates en poste à Oulan-Bator, est redevable à cette aide. En assurant à la République populaire de Mongolie un niveau de vie supérieur à celui de la Chine, M. Brejnev scella la loyauté des Mongols envers Moscou et traça au cœur de l'Asie une frontière qui mettait en pièces la vision, chère à Mao, de l'unité culturelle inhérente à l'empire chinois.

Aujourd'hui, cependant, M. Gorbatchev souhaite éliminer les *tensions sur la frontière sino-soviétique* dans le cadre d'une stratégie plus vaste qui vise à résoudre la crise économique et les difficultés de politique étrangère dont il a hérité de Leonid Brejnev. Car ce dernier, même si on lui reconnaît le mérite d'avoir légué à l'empire soviétique une marine présente dans les mers chaudes, une parité stratégique avec les Etats-Unis et des intérêts régionaux dans toutes les parties du *monde, a aussi laissé derrière* lui une bureaucratie sclérosée et une économie délabrée. La détente proposée par M. Gorbatchev est un aveu franc et direct de la nécessité où il se trouve de gagner du temps afin de remédier à la faillite de l'économie soviétique.

En effet, dans ses grandes lignes, le discours de Vladivostok montre que Moscou fait largement sienne la stratégie de *modernisation mise en œuvre* par M. Deng Xiaoping, en plaçant les politiques de sécurité et de développement au cœur d'une stratégie de redressement national et en proclamant son désir de paix aux frontières afin de promouvoir des réformes internes.

UNE RUE DE LA CAPITALE
Le choc du modernisme et de la tradition
(Keystone)

* Journaliste, Hongkong.



Cela ne signifie pas que les craintes et l'antagonisme réciproques qui amenèrent Mao et Khrouchtchev à se disputer la direction du mouvement communiste mondial aient disparu. Mais les deux anciens ennemis ont aujourd'hui également intérêt à une diminution des tensions le long de leur frontière commune, la compétition sino-soviétique glissant vers le terrain, plus rationnel, de l'économie. M. Deng Xiaoping a besoin de l'amitié de Moscou pour justifier la démaoïsation, l'émergence d'une technocratie et la réduction d'un quart des effectifs de l'Armée populaire de libération. Parallèlement, M. Gorbatchev recherche l'amitié de Pékin pour se doter d'une « carte chinoise » dans ses négociations avec Washington, pour rétablir l'unité socialiste en Asie et pour affermir son autorité personnelle sur une bureaucratie pétrie de peur et de mépris à l'égard des Asiatiques.

Le pari de Vladivostok

CEPENDANT, à un niveau plus profond, la promesse de M. Gorbatchev à Vladivostok – confirmée par la décision, annoncée le 15 janvier dernier, de retirer de Mongolie une division motorisée entière et plusieurs unités avant juin – constitue aussi un pari dans le Grand Jeu et les Chinois ne peuvent manquer de le reconnaître. M. Gorbatchev, dans les faits, a mis les « trois obstacles » sur la table de négociation, répondant ainsi aux ouvertures répétées de M. Deng Xiaoping en vue d'une redistribution du pouvoir en Asie. En annonçant sa décision de retirer des troupes de Mongolie, M. Gorbatchev a clairement laissé entendre que c'en était fini de la politique étriquée de Brejnev envers la Chine. Il a jeté aux oubliettes le principe sacro-saint de son prédécesseur, excluant le sort des « pays tiers » des pourparlers de normalisation avec Pékin. Il a proposé du concret là où Brejnev se réfugiait dans de vagues généralités ou dans de creuses propositions de pactes de non-agression et d'accords de sécurité collective. Et il a signifié que tous les problèmes en suspens avec la Chine sont désormais négociables.

Rien de tout cela ne modifie le fond de la position de Moscou sur le Vietnam ou l'Afghanistan ou sur l'équilibre militaire le long de la frontière sino-soviétique. Mais M. Gorbatchev ménage la susceptibilité des Chinois, ingrédient crucial de toute négociation avec Pékin, trop souvent négligé par les Européens. Il reconnaît tacitement la légitimité de la revendication de la Chine, qui souhaite avoir son mot à dire sur la distribution des pouvoirs en Asie, chose que Brejnev avait toujours soigneusement évitée. Et alors que Pékin et Moscou sont encore à mille lieues d'un accord sur la répartition des zones d'influence en Asie, les deux géants se sont, en fait, entendus pour entamer le processus en Mongolie.

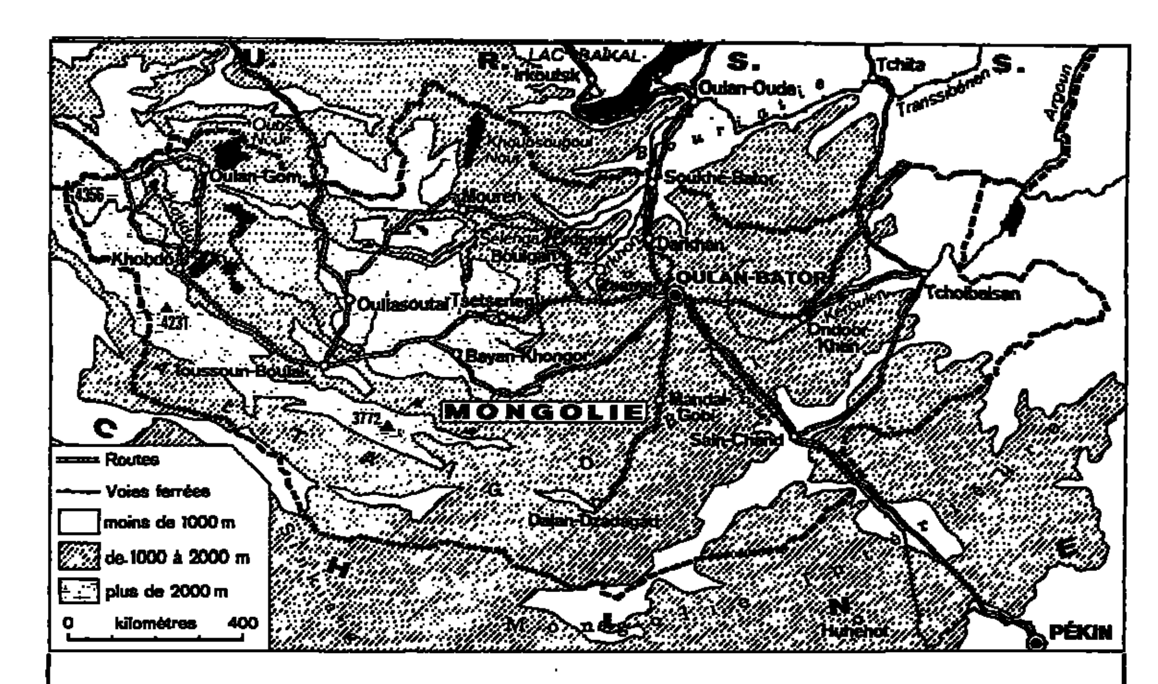
Les diplomates occidentaux en poste à Pékin pensent que la Chine répondra positivement à cette avance. Déjà, en 1984, Pékin avait pris bonne note de l'attitude plus favorable de Youri Andropov en ratifiant le traité signé dix ans plus tôt avec Oulan-Bator, dans lequel la Chine renonçait officiellement à ses revendications résiduelles sur le territoire mongol. En 1986, le secrétaire général du Parti communiste chinois de l'époque, M. Hu Yaobang, se rendit au point de passage de la frontière sino-mongole, à Erlian, désignée « ville ouverte » vers le Nord, pour encourager le commerce avec l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est. En août 1986, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Liu Shuqing, se déplaça à Oulan-Bator pour signer un accord consulaire. C'était la visite officielle chinoise du plus haut niveau depuis la révolution culturelle. En d'autres termes, M. Deng Xiaoping avait bien reçu le message.

Les Mongols, cependant, apprécient médiocrement de jouer le rôle de Taiwan dans le processus de détente de M. Gorbatchev envers Pékin. Des relations normales entre la Chine et l'Union soviétique se sont déjà traduites, dans le passé, par une disparition stratégique de la Mongolie quand, en 1689, Pékin et Saint-Pétersbourg signèrent le traité de Nerchinsk, qui fixait le tracé de leur frontière de l'Argoun à la mer. Ce traité historique, le premier signé par la Chine, instaura un siècle de relations politiques et commerciales normales entre les deux puissances anciennement antagonistes, mais il marqua aussi la fin de l'indépendance mongole. En effet, trois ans plus tard, les Khalka – héritiers de Gengis Khan, dont le territoire traditionnel correspond en gros à la Mongolie moderne, – firent volontairement allégeance au trône du Dragon à Pékin.

Depuis cette époque, les données fondamentales ont bien peu changé. *« Au cours des siècles, quand la Chine a été puissante, elle a utilisé sa force pour dominer ou agresser ses voisins »,* nous confiait le ministre des affaires étrangères mongol en exercice, M. Damryn Yondon, pour expliquer ensuite les *« leçons historiques »* à tirer du voisinage avec la Chine : *« Aujourd'hui, la Chine est une grande puissance, une puissance nucléaire, qui entretient des liens militaires avec les Etats-Unis et le Japon. D'ici à 2049, lorsqu'elle célébrera le centenaire de la fondation de la République populaire, la Chine entend s'imposer comme grande puissance mondiale. »*

En outre, la Mongolie ne partage pas les évaluations optimistes de Moscou quant à l'ampleur de la démaoïsation entreprise par M. Deng : pour elle, la Chine n'a pas changé dans ses profondeurs. Alors que les Soviétiques ont minimisé la menace chinoise en se fondant sur des considérations doctrinales – déclarant que la Chine est un pays « socialiste » – M. Yondon doute que Pékin ait abandonné ses ambitions sur la Mongolie : *« Même avant d'arriver au pouvoir, Mao Zedong déclarait déjà que la Mongolie serait intégrée à la Chine, et, en 1954, il fit des avances à Moscou dans ce sens. En 1964, il répéta la même chose à une délégation du Parti socialiste japonais en visite à Pékin, qui répercuta ses propos sur la scène internationale. Aujourd'hui encore, nous constatons dans une partie de la presse chinoise et dans certains travaux de recherche chinois une volonté similaire de présenter la Mongolie comme si elle était partie intégrante de la Chine, et les Mongols comme un peuple d'origine chinoise. Dans de telles circonstances, l'attitude future de la Chine à notre égard est incertaine. »*

Les Mongols se préparent donc à faire face à la vague de normalisation sino-soviétique, à la fois en



Points de repère

SUPERFICIE : 1 565 000 kilomètres carrés.

CAPITALE : Oulan-Bator.

POPULATION : 1,9 million d'habitants, dont 55% vivent dans les villes. (Tous les chiffres, sauf mention contraire, sont de 1984).

RESSOURCES ÉCONOMIQUES : céréales, élevage (moutons, chèvres, chevaux, chameaux), charbon, molybdène, wolfram.

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX : 96% des échanges s'effectuent avec les autres pays du COMECON, principalement l'URSS.

RÉPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE : 40% dans l'agriculture, 21% dans l'industrie et 39% dans les services (chiffres de 1980).

ESPÉRANCE DE VIE : 63 ans.

TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE : 50 pour mille.

ÉVOLUTION POLITIQUE

1920 : unification de deux groupes révolutionnaires au sein d'une organisation qui deviendra le Parti révolutionnaire populaire mongol (PRPM).

11 juillet 1921 : proclamation d'un gouvernement populaire indépendant qui met fin aux liens avec la Chine.

1924 : création de la République populaire de Mongolie dominée par le PRPM.

1961 : admission à l'ONU.

1962 : la Mongolie s'intègre au COMECOM et prend position en faveur de l'URSS, contre la Chine, durant le grand schisme du communisme.

24 août 1984 : M. Batmounkh remplace M. Tsedenbal comme secrétaire général du parti.

28 juillet 1986 : l'URSS s'engage à retirer une grande partie de ses troupes stationnées en Mongolie.

27 janvier 1987 : Washington et Oulan-Bator établissent des relations diplomatiques.

posant leurs propres conditions au retrait des troupes soviétiques et en s'ouvrant vers l'Ouest. Au cours de sa visite à Oulan-Bator, en août 1986, M. Liu, vice-ministre des affaires étrangères chinoises, fut informé que Pékin devrait se plier à deux exigences avant le retrait total du contingent soviétique : en premier lieu, toutes les troupes chincises devraient être retirées de la frontière sino-mongole et redéployées *« loin à l'intérieur du territoire chinois » ;* en second lieu, Pékin devrait publiquement renoncer à *« ses visées sur la Mongolie ».* Alors que ces exigences sont déjà suffisamment difficiles à satisfaire – les observateurs occidentaux en poste à Pékin estiment que les forces chinoises sont en fait cantonnées bien plus près de Pékin que de la Mongolie, – Oulan-Bator a également subordonné le retrait total des troupes soviétiques à un désarmement général en Extrême-Orient, retournant ainsi habilement contre ses auteurs l'initiative de paix de Moscou.

Des « marines » à Oulan-Bator

DANS le même temps, la Mongolie a levé l'obstacle de principe qui avait empêché la normalisation des relations avec les Etats-Unis, en abandonnant ses objections à la présence de « marines » américains chargés d'assurer la sécurité de l'ambassade américaine à Oulan-Bator. Que les Mongols aient transigé sur une question d'une telle charge émotive et nationaliste en disait long sur leur volonté de parvenir rapidement à un accord avec Washington.

A Oulan-Bator, les diplomates soviétiques affirment que Moscou considère *« normales et désirables »* des relations américano-mongoles, et que, de fait, la reconnaissance des Etats-Unis confère une plus grande crédibilité à l'indépendance de la Mongolie au moment précis où elle joue un rôle particulier dans l'offensive de paix de M. Gorbatchev en Extrême-Orient. Les Soviétiques sont confortés par l'extension spontanée dans le Pacifique de l'allergie au nucléaire qui enflamma les mouvements pacifiques européens au début des années 80. Non seulement l'alliance militaire tripartite entre les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (l'ANZUS) a volé en éclats, et l'idée de création de zones dénucléarisées rencontré des appuis inespérés en Asie – elle a été approuvée par le Forum du Pacifique sud et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), – mais des crises de succession se profilent dans nombre d'Etats – du Pakistan à la Corée du Sud, – indispensables à la sécurité de l'Occident.

La Mongolie a un rôle à jouer pour canaliser ces tendances neutralistes dans une direction susceptible de miner les fondements politiques de la stratégie avancée américaine dans le Pacifique. Oulan-Bator donne un visage asiatique plus acceptable à des initiatives soviétiques qui risqueraient autrement d'être mal accueillies si elles étaient exclusivement identifiées à Moscou. La RPM proposa d'abord un forum de l'ensemble des pays asiatiques, en même temps que d'autres initiatives en faveur de la sécurité « globale », du désarmement et de zones dénucléarisées dans la région Asie-Pacifique. C'est à Oulan-Bator que se trouve le siège de la Conférence pour la paix des bouddhistes d'Asie, organisation qui vise à mobiliser les bouddhistes de Thaïlande, d'Inde, de Sri-Lanka et du Japon pour qu'ils jouent un rôle comparable à celui assumé en Europe par le clergé protestant dans la campagne contre l'implantation des missiles de croisière américains.

En outre, Moscou aimerait que la Mongolie exprime plus fréquemment et plus fermement sa gratitude pour l'assistance économique et technique soviétique, en particulier dans les réunions internationales des partis frères, à la fois pour contrer le dogme nord-coréen du « compter sur ses propres forces » et l'orgueil vietnamien. Dans le même temps, Moscou espère bien que l'Asie du Sud-Est non communiste, et notamment la Malaisie et l'Indonésie, prêteront une oreille particulièrement attentive à Oulan-Bator, en raison de l'antipathie historique de la Mongolie à l'égard de la Chine.

La reconnaissance des Etats-Unis devrait contribuer à rehausser le prestige de la Mongolie sur cette scène diplomatique élargie, mais, en même temps, elle place Oulan-Bator en conflit d'intérêts avec Moscou. En effet, les Soviétiques désirent accroître la crédibilité de la Mongolie afin de disposer d'un outil plus efficace dans le processus de détente avec la Chine, tandis que les Mongols cherchent à entretenir des relations avec les Etats-Unis dans un but foncièrement différent. En adoptant un profil plus haut en Asie et en accueillant une ambassade américaine, Oulan-Bator pense pouvoir d'autant mieux neutraliser le rapprochement sino-soviétique par l'introduction de nouveaux partenaires dans le jeu des puissances.

Les Soviétiques sont conscients de cette tension, et on peut s'attendre qu'ils maintiennent suffisamment de troupes en Mongolie pour dissuader une agression chinoise. Un tel geste ne pourra qu'être bien accueilli, mais il n'éliminera pas les motivations profondes du sentiment d'insécurité des Mongols. En effet, historiquement, la « menace chinoise » sur la Mongolie n'a pas été le fait des armées de la Chine, elle a été celle de ses paysans affamés de terres, de sa culture et de son commerce pacifique. On rapporte que Gengis Khan dit un jour que *« lorsqu'un Mongol commence à bêcher la terre et à vivre dans des maisons de boue, ce n'est plus un Mongol ».*

Cet aphorisme du grand khan exprime une vérité historique profonde, que les Mongols d'aujourd'hui, imprégnés des doctrines de paix soviétiques, ont le plus grand mal à admettre : ce sont les longues périodes de paix, plus que les agressions ou les défaites militaires, qui ont, dans le passé, fait courir les plus graves dangers aux tribus mongoles, nomades et guerrières. Depuis l'âge du bronze, en effet, les Mongols ont été formés au combat, à la mobilité et à l'éparpillement. De même que la paix entre Pékin et Saint-Pétersbourg, amorcée par le traité de Nerchinsk, abaissa les barrières politiques préservant la Mongolie de la sinisation, la réconciliation sino-soviétique menace aujourd'hui, une fois encore, d'exposer la Mongolie à une invasion pacifique de la culture chinoise.

La crainte lancinante de l'anéantissement culturel a été une constante de l'histoire mongole depuis que Kubilaï Khan conquit la Chine en 1279, et finit pas s'assimiler aux Chinois en les gouvernant. Depuis lors, les Mongols ont réagi par instinct de conservation au sens le plus strict du terme. Dans leurs périodes de faiblesse nationale, ils se sont alignés sur des puissances extérieures pour sauvegarder leurs coutumes, troquant effectivement leur indépendance contre la préservation de leurs traditions. Dans cette logique, ils endossent volontiers les apparences extérieures de leurs protecteurs plus « civilisés », afin de maintenir intact l'ensemble de la tradition nomade. Cette stratégie explique la qualité et la franchise du loyalisme des Mongols, en même temps que l'étrange facilité avec laquelle ils sont passés de leur culture asiatique à une culture européenne.

C'est pour se protéger des Chinois des dynasties Han que fut scellée l'alliance, qui dura trois siècles, entre les Mongols et la dynastie des Ch'ing (les « purs ») gouvernée par les Mandchous qui, comme les Mongols, étaient des nomades barbares originaires de l'extérieur de la Grande Muraille. Pour renforcer leur domination sur les Chinois Han, les Mandchous transformèrent la Mongolie en une réserve militaire. Ils conférèrent aux Mongols un grand prestige et protégèrent leurs traditions martiales en édictant des lois de ségrégation très strictes qui interdisaient aux Chinois d'exploiter des pâturages mongols et d'épouser des femmes mongoles. Et pour mettre davantage les Mongols à l'abri de la sinisation, les Mandchous encouragèrent la propagation du bouddhisme tibétain qui, très rapidement, s'implanta profondément en Mongolie.

Inspirée par le même instinct de conservation, l'alliance de la Mongolie avec la Russie au cours de ce siècle a donné naissance à des paradoxes encore plus étonnants. En 1911, la Mongolie Extérieure se plaça à l'avant-garde du nationalisme asiatique, en proclamant son indépendance par rapport à la Chine. Mais, en réalité, l'indépendance consacra le pouvoir d'une théocratie bouddhiste dirigée par un saint despote – le huitième « Bouddha vivant » – dont le règne, placé sous le signe de la dépravation et de la débauche, marqua une régression même par rapport aux normes féodales de la Chine mandchoue. En 1921, la Mongolie se retrouva à nouveau sur le devant de l'histoire du monde. Mais sur beaucoup de points importants, la société mongole régressa plutôt qu'elle n'évolua.

Sédentariser les nomades

AU début des années 30, les expropriations révolutionnaires et la guerre civile firent disparaître des couches sociales – le clergé bouddhiste et la noblesse – qui s'étaient enrichies au cours de la période chinoise, mais elles laissèrent intacte la base même de la société mongole : le nomade, son cheval, sa yourte et son troupeau. Mais, combla de l'ironie, la première étape des réformes socialistes « progressistes », la nationalisation du cheptel et l'installation des soviets, rétablit un ordre qui présentait de fortes analogies avec l'administration militaire instaurée par les armées de Gengis Khan, au treizième siècle. La révolution commença donc par isoler, plus qu'effacer, la tradition mongole, même si, dans la doctrine du parti, le nomade était dépeint comme un ennemi du progrès qu'il était nécessaire de sédentariser afin que la nation puisse continuer à progresser.

Aujourd'hui, cependant, les Mongols font face à une crise déconcertante – car elle est due à leur succès même – qui met à l'épreuve la motivation conservatrice de leurs liens avec Moscou. Si sanglants qu'ils aient été, les changements révolutionnaires des années 30 n'eurent qu'un impact superficiel sur la société mongole. Mais, depuis la seconde guerre mondiale, les Soviétiques ont construit des villes et des usines, encouragé la généralisation de l'enseignement et enseigné aux Mongols à pratiquer la culture en groupes dans les immenses fermes d'Etat. Les Mongols ont donc pris le chemin qui mène irrémédiablement à la vie sédentaire, situation que, depuis des siècles, la stratégie mongole visait précisément à prévenir.

Actuellement, le pays est presque entièrement alphabétisé et connaît une forte expansion démographique. Dès l'âge de huit ans, les enfants quittent la yourte familiale pour l'internat, coupure décisive avec le mode de vie nomade de la steppe. Les nouvelles cités industrielles, avec les façades rutilantes de leurs cinémas, leurs étincelants complexes sportifs et leurs logements en immeubles, sont autant de pôles d'attraction pour la jeunesse. La population, stabilisée à un million pendant huit siècles, a doublé depuis que la génération du début des années 50 a, la première, bénéficié du nouveau système scolaire, tandis que la moyenne d'âge diminuait rapidement.

Aujourd'hui, plus de 45 % de la population a moins de seize ans, et plus de la moitié vit dans les villes. Il en résulte une société duale, où les traditions nomades, en voie de disparition, présentent un contraste frappant avec les nouveaux modes de vie urbains des jeunes ouvriers, parlant le russe, qui, le soir, regardent le journal télévisé de Moscou, écoutent les groupes de rock polonais et portent des costumes élégants importés de Hongrie. La soviétisation a sauvé la Mongolie moderne du cauchemar de l'intégration par la Chine, mais elle n'en réalise pas moins la prédiction de Gengis Khan : les Mongols ont été conquis, non par l'épée, mais par le confort.

En même temps, la rapidité des changements sociaux a semé les germes d'une réaction antisoviétique contre laquelle le parti au pouvoir et Moscou ont pris des mesures préventives. Le Mouvement des pionniers a été développé pour permettre aux jeunes travailleurs de retourner à la campagne pendant leurs vacances ; le nombre de compétitions sportives a considérablement augmenté, et le ministre de la culture sature les villes nouvelles de fréquents spectacles de danses et de chansons folkloriques. L'URSS apprécie l'utilité des traditions soutenues par l'Etat pour canaliser le nationalisme des minorités d'Asie centrale.

On voit cependant apparaître des signes d'une réaffirmation de la personnalité historique mongole. Dans les villes, les femmes qui travaillent reviennent à la mode du *del,* la traditionnelle robe matelassée qui tombe jusqu'aux chevilles. On voit plus fréquemment des études historiques sur Gengis Khan, longtemps interdites par Moscou car symbolisant l'irrédentisme mongol ; en août 1986, le gouvernement a décidé d'intensifier l'enseignement de l'écriture classique mongole, non utilisée depuis qu'elle avait été remplacée, en 1940, par le cyrillique.

Mais rien de tout cela ne laisse présager que des étudiants mongols en colère soient à la veille d'abattre la statue de Staline qui trône devant l'Académie des sciences. Le capital de gratitude historique à l'égard de Moscou est renforcé par l'appréciation réaliste que Moscou devra d'abord coloniser la Sibérie, ce qui pourrait prendre encore un siècle, avant que des Soviétiques d'Europe ne s'installent définitivement en Mongolie. Et, dans l'intervalle, la bombe démographique chinoise menace d'exploser et de se répandre sur les espaces vides et les terres fertiles du territoire mongol.

Néanmoins, l'indéniable ironie de la situation actuelle est de nature à compliquer les relations avec Moscou, du moins à terme. Il y a aujourd'hui en Mongolie environ 85 000 soldats et techniciens soviétiques ou d'Europe de l'Est (bien plus qu'il n'y eut jamais de Chinois), tandis que la soviétisation arrache les traditions mongoles de la steppe pour les intégrer dans une bureaucratie culturelle. Qui plus est, la stratégie de détente de M. Gorbatchev avec la Chine peut entamer ce qu'il y a de plus précieux dans le capital soviétique déposé en Mongolie : sa réputation, durement gagnée, de protecteur fiable et déterminé. En vérité, les Mongols ont toujours été les joueurs les plus faibles, mais le fait qu'ils aient choisi ce moment particulier pour faire une ouverture à l'Ouest dit assez qu'un nouveau chapitre du Grand Jeu va bientôt s'ouvrir en Asie.

RICHARD NATIONS.

DIFFICULTÉS FINANCIÈRES ET RÉFORME

Un nouveau dialogue

LES critiques acerbes du gouvernement américain à l'encontre des Nations unies, et quelques initiatives spectaculaires de sa part, ont donné une nouvelle urgence à la réforme de l'organisation mondiale. La grande question est de savoir si les principaux pays occidentaux peuvent recouvrer le contrôle de l'ONU sans remettre en cause les principes d'égalité entre Etats et de souveraineté nationale inscrits dans la charte. En attendant, on voit se mettre en place d'autres modalités de concertation internationale, où la réalité des rapports de forces entre pays riches et pays pauvres s'impose plus crûment. Une sorte de système concurrent, qui serait la pierre tombale du dialogue Nord-Sud ?

Par MAURICE BERTRAND *

La session 1986 de l'Assemblée générale des Nations unies s'est conclue par l'adoption d'une résolution sur la «réforme» de l'Organisation, qui a permis à l'ambassadeur américain auprès de l'ONU, le général Vernon Walters, de se déclarer satisfait. Elle lui fournit *« un argument efficace pour convaincre le Congrès des Etats-Unis d'assouplir sa position »*. Comme la crise financière était due essentiellement aux amendements adoptés par le Congrès qui avaient abouti à réduire de plus de moitié la contribution américaine au budget de l'Organisation, on pourrait croire que cette crise est terminée.

Diverses analyses fournies par la presse (1) indiquent au surplus que la réforme approuvée est importante et que le budget de l'ONU sera désormais adopté par «consensus»; si tel était le cas, les querelles qui, depuis des années, opposent les «gros contributeurs» – c'est-à-dire les pays riches, occidentaux et socialistes – aux pays pauvres du «groupe des 77» devraient cesser.

L'attitude du Congrès américain en 1987 sera en effet déterminante sur le plan financier immédiat. Mais, même si une atténuation des difficultés financières se produisait cette année, ce qui est loin d'être garanti, il serait illusoire de croire que les problèmes de l'ONU sont pour autant résolus.

De très nombreuses raisons permettent au contraire de penser que l'on se trouve en présence des premières manifestations d'une crise importante qui dépasse largement le cadre de l'organisation mondiale et qui correspond en fait à l'ouverture d'un nouveau dialogue Nord-Sud.

Ce dont il s'agit, en effet, c'est du contrôle de l'Organisation. Le premier «amendement» qui a provoqué la crise, l'amendement Kasselbaum, adopté par le Congrès des Etats-Unis en août 1985, posait comme condition au paiement intégral de la contribution à l'ONU l'adoption par l'Assemblée générale du système de «vote pondéré», c'est-à-dire le remplacement du système actuel qui donne à chaque Etat une voix (quelle que soit l'importance du pays), par une méthode calculant le nombre des voix en fonction de la puissance économique (comme c'est le cas à la Banque mondiale et au *Fonds monétaire international* (2). L'auteur de l'amendement savait fort bien qu'il s'agissait, dans les circonstances actuelles, d'une exigence inacceptable, mais le sens de la demande était clair pour tous; les Etats-Unis – et derrière eux (cachés, prudents et satisfaits, même s'ils affectaient d'être désapprobateurs) tous les pays riches – pensaient qu'il fallait en finir avec cette «majorité automatique» faite de petits contributeurs et de micro-Etats qui adopte constamment des résolutions contraires aux idées et aux politiques des grands pays.

La première remarque qui s'impose est que l'on n'avait jamais osé jusqu'ici poser le problème aussi clairement; la deuxième est que la résolution adoptée à la fin décembre 1986 n'en apporte pas la solution.

La question qu'il faut maintenant résoudre, c'est celle du mode de représentation des Etats membres au sein d'une organisation mondiale acceptable par tous. Le fait d'ouvrir des négociations à ce sujet signifie que l'on n'hésite plus à mettre en cause, sinon le principe de l'*« égalité souveraine des Etats »*, du moins la conséquence que l'on en avait tirée jusqu'ici que, d'après la charte, chaque Etat devait disposer d'une voix.

On ne touche pas à de tels tabous sans prendre de grandes précautions. Les Etats riches – occidentaux et socialistes – s'étaient jusqu'à maintenant contentés de s'efforcer de désacraliser l'institution mondiale elle-même. Leurs représentants parlaient avec insistance de son coût trop élevé, du *montant* exagéré des traitements de ses fonctionnaires, de la mauvaise gestion, du besoin impératif de s'en tenir à une «croissance zéro» sur le plan budgétaire. L'argumentation avait pris une forme tellement stéréotypée que les diplomates qui tenaient ces discours finissaient par y croire eux-mêmes.

Mais ce discours indirect, s'il avait entraîné quelque réduction de dépenses et mis un terme à la prolifération de nouveaux organismes, ne menait en fait nulle part. Non seulement il n'exposait pas les véritables griefs mais il dépassait son but. Il tendait en définitive à démanteler l'institution elle-même et ainsi à mettre en cause, à travers elle, l'espoir de paix qu'elle incarne ou les principes qu'elle défend. Cette offensive plaçait donc les gouvernements des pays du Nord dans une situation inconfortable et elle n'ouvrait pas de dialogue nouveau.

Or voici qu'en engageant la discussion sur la manière dont le budget est adopté et en proposant un changement dans les modalités de vote, les Etats-Unis ont fourni l'occasion de commencer à discuter du fond du problème.

A la fin de 1985, l'Assemblée générale a créé un groupe d'experts – le «groupe des 18» – chargé de *« déterminer les mesures à prendre pour continuer à améliorer l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation »*. Dans toutes les crises financières du passé, l'ONU a toujours créé des groupes de ce genre qui ont tous fait des propositions d'économie et de restructuration suivies généralement de peu d'effets. Le «groupe des 18» n'a pas échappé à la règle. Il a fait des recommandations (3) sur la politique du personnel, *sur la structure du secrétariat*, proposé des réductions d'effectifs (15 % sur trois ans et 25 % pour les postes supérieurs) que l'Assemblée générale a adoptées avec diverses réserves. Rien de très neuf dans tout cela. Ce qui est nouveau, c'est qu'il a dû traiter des modalités de décision sur le budget.

La manière dont la négociation a évolué jusqu'ici peut sans doute paraître quelque peu ésotérique. L'ONU est un organisme complexe; les modalités d'établissement de son budget – qui est un «budget programme» biennal – sont compliquées. Le fait que la négociation au sein du «groupe des 18» et au sein de l'Assemblée générale se soit concentrée autour de l'institution d'un comité ayant pour mission d'essayer de trouver un consensus sur le contenu du programme et sur le montant du budget, avant que la cinquième commission de l'Assemblée générale ne se saisisse du problème, peut paraître au profane d'un intérêt limité. C'était cependant la seule voie de recherche envisageable.

Comme il n'est pas possible de toucher à la charte, il n'était pas question d'examiner le problème du «vote pondéré» qui aurait exigé une modification des articles 17 et 18 («un Etat = une voix» et majorité des deux tiers pour l'adoption du budget). On s'est donc contenté de chercher à établir, en amont de la décision finale prise par l'Assemblée générale, un mécanisme facilitant une négociation préalable sur le contenu du programme *et le montant* du budget.

Le «groupe des 18» n'a pas réussi à se mettre d'accord sur une solution : il en a proposé trois différentes. Finalement, l'Assemblée générale en a choisi une quatrième qui consiste à ne pas modifier la structure des comités subsidiaires, à réaffirmer les principes de la charte sur les modalités actuelles de décision, à confier toutefois au comité du programme et de la coordination la mission d'examiner un projet résumé de budget un an à l'avance, d'essayer d'établir un «consensus» à son sujet et de transmettre son avis à l'Assemblée, qui en fera ce qu'elle voudra.

La «solution» ainsi adoptée contient de telles réserves, insiste tellement sur l'intangibilité du processus de décision actuel, que l'on peut être certain qu'elle n'améliorera guère les possibilités d'accord au sein de l'ONU.

Même si l'administration américaine insiste aujourd'hui sur l'idée que les décisions budgétaires devraient être prises désormais par «consensus», chacun sait bien que les problèmes politiques ne seront pas résolus en précisant les compétences d'un comité consultatif sur les questions de programme ou de budget. Les éléments d'une négociation plus vaste sont déjà tous réunis, avec des degrés inégaux de clarté dans leur formulation.

Le fond du problème, c'est le refus par les pays occidentaux en général, et pas seulement par les Etats-Unis, de la philosophie qui a servi de base au précédent dialogue Nord-Sud et qui a été la cause fondamentale de son échec.

Il est évident que les pays riches sont tous irrités par l'usage que les pays en développement font de l'ONU; par la propagande idéologique, culpabilisatrice, revendicatrice, antilibérale, que le «groupe des 77», majoritaire aux trois quarts (environ 120 pays contre 40) reprend à grand renfort de discours et de résolutions; par les condamnations prononcées en toute occasion contre les pays occidentaux; en général par l'attitude moralisatrice *adoptée par des gouvernements le plus* souvent dictatoriaux et peu encombrés de scrupules en ce qui concerne leur propre politique.

Pendant près de trois décennies, depuis Bandoung en 1955, mais surtout depuis le début des indépendances au milieu des années 60 jusqu'aux années 80, les représentants des pays du tiers-monde avaient pris et gardé l'initiative du *dialogue* avec les pays riches.

Or, pendant que l'URSS et les pays socialistes réussissaient à utiliser intelligemment cette offensive en la soutenant pour l'orienter contre l'Occident, sans faire eux-mêmes le moindre effort d'assistance économique sérieuse, les pays occidentaux avaient dû céder sur quelques points. Ils avaient accepté quelques traitements de faveur sur le plan commercial, ouvert une ou deux «fenêtres» (4) au Fonds monétaire international, reconnu la nécessité d'augmenter progressivement le montant de leur aide publique au développement, approuvé avec beaucoup de réserves les grandes résolutions de l'Assemblée générale sur les stratégies internationales et sur le nouvel ordre économique. Mais ils avaient surtout résisté avec une mauvaise humeur croissante à l'offensive idéologique qui les culpabilisait en affirmant que le sous-développement était le résultat de l'oppression colonialiste. Ils avaient donc été acculés à la défensive, poussés *dans la position* inconfortable d'avoir à refuser des revendications que la pauvreté et la misère du tiers-monde semblaient justifier, contraints d'accepter peu ou prou une idéologie globale plus dirigiste et socialisante que libérale.

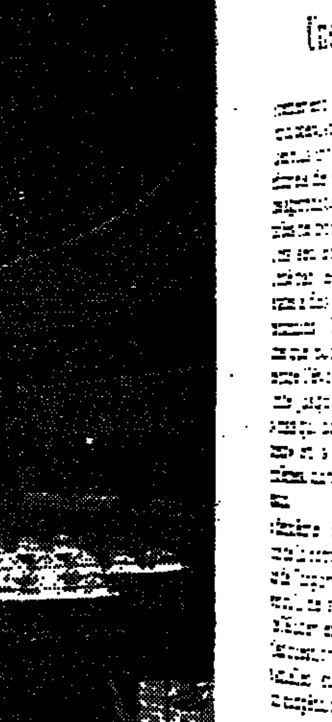
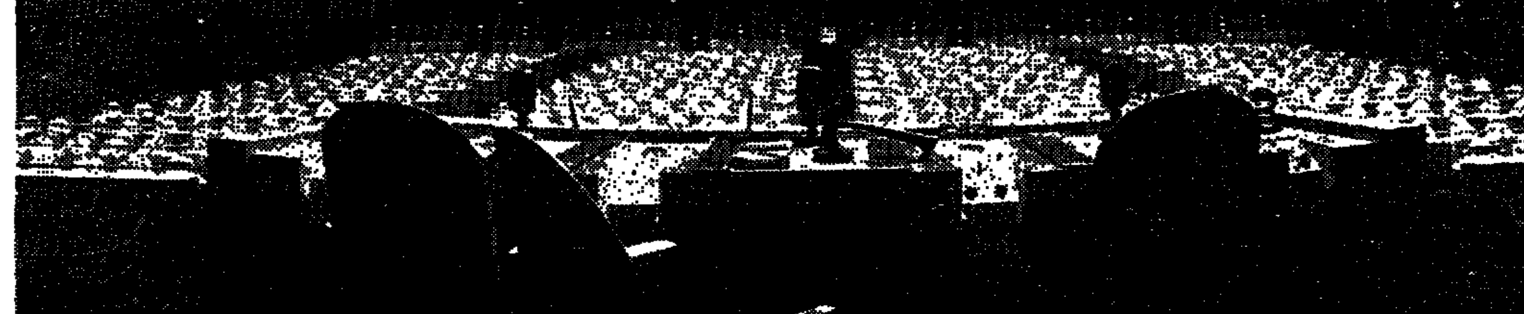
Et voici que ce sont ces mêmes pays, guidés par le plus puissant d'entre eux, qui passent à l'offensive en proposant de modifier les processus de décision, tout en utilisant efficacement les organisations de Bretton Woods où ils détiennent la majorité pour imposer aux pays débiteurs les politiques d'ajustement qui leur semblent souhaitables et en commençant à constituer en dehors de l'ONU un système de gestion collective de l'économie mondiale dont le tiers-monde est exclu.

En d'autres termes, les positions occidentales ont maintenant évolué de façon décisive; la découverte des contraintes de l'interdépendance a créé le besoin d'un système planétaire de coordination économique et politique que l'on a commencé à constituer en dehors de l'ONU. On a utilisé pour cela non seulement les organisations financières mondiales mais les possibilités *offertes par* l'intégration progressive sur le plan régional en Europe occidentale, *sur le plan intercontinental* par l'OCDE, et surtout par l'institution des sommets réguliers entre l'Amérique, l'Europe et le Japon. Ce schéma s'est complété par les sommets entre les deux super-grands pour traiter du contrôle des armements et de quelques autres problèmes communs.

L'extension expérimentale (faite une seule fois à Cancun) des sommets occidentaux à quelques représentants des principaux pays en vois de développement a montré dans quel sens l'Occident pourrait éventuellement permettre à ce système de consultation de s'étendre à l'avenir en combinant les rencontres au plus haut niveau avec une représentation liée à l'importance des partenaires : quelques grands pays du Sud seraient admis à discuter, en *considération de leur puissance*; les autres seraient exclus.

La construction progressive de ce système potentiellement concurrent de celui de l'ONU et bâti sur de tout autres principes est facilitée par le développement d'une « conscience » occidentale qui n'hésite plus à souligner les défauts des gouvernements du tiers-monde, à parler d'absence de démocratie ou de corruption, qui insiste davantage sur la lutte contre la pauvreté que sur le développement, qui invoque plus volontiers les droits de l'homme que les droits des peuples ou des Etats.

Pour l'opinion publique des pays riches, sensibilisée par l'image composite et confuse que lui proposent les médias, le tiers-monde, ce sont à la fois le désordre et les abus, l'absence de démocratie, les violations des droits de l'homme, l'accroissement démographi-

LA GRANDE SALLE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, A NEW-YORK
Lieu symbolique de l'égalité des cent cinquante-neuf Etats membres
(Erich Hartmann-Magnum)

* Membre du Corps commun d'inspection des Nations unies et du «groupe des 18» chargé de déterminer les mesures à prendre pour améliorer le fonctionnement administratif et financier de l'organisation. Voir son précédent article : «Pour une organisation mondiale de troisième génération», dans *le Monde diplomatique* d'octobre 1985.

(1) *Le Monde* daté 21-22 décembre 1986, «Le budget des Nations unies sera désormais adopté par consensus», par Charles Lescaut.

(2) Lire l'article de Claire Brisset dans *le Monde diplomatique* de juin 1986.

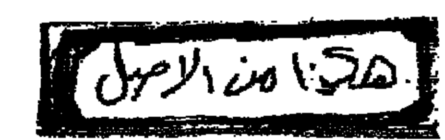
(3) Documents officiels des Nations unies, Assemblée *générale*, quarante et unième session, supplément n° 49 (A/41/49).

(4) Facilités spéciales de crédit accordées par le Fonds monétaire international à certains pays.

…TIONS UNIES

…ord-Sud ?

…poids de la contribution



DES NATIONS UNIES

Nord-Sud ?

que, l'invasion lente des travailleurs migrants et des clandestins, l'intégrisme, les risques créés par les guerres locales ou par les régimes marxistes ou révolutionnaires.

Il y a sans doute à cet égard quelque différence d'accent entre l'Amérique et l'Europe. Mais, dans l'ensemble, les pays pauvres du Sud tendent à apparaître aujourd'hui de plus en plus comme une source d'instabilité et comme une menace, ce qui crée logiquement le désir d'y parer en se dotant des moyens de contrôle nécessaires.

Cela explique que les gouvernements occidentaux reflètent ces préoccupations et que l'idée de reprendre le contrôle de l'ONU soit l'un des *éléments de leur stratégie d'ensemble*. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les gouvernements des pays en voie de développement éprouvent quelque perplexité devant cette offensive : la droite américaine en est le fer de lance, mais les modérés en Amérique et en Europe ne la désapprouvent pas, et les pays socialistes s'y associent pour l'essentiel à l'ONU. On peut s'expliquer qu'il faille quelque temps aux diplomates du «groupe des 77» pour distinguer les vrais problèmes des mauvaises raisons, pour admettre que les choses ont changé, pour remettre en question les positions confortables et les idées sur lesquelles ils vivaient depuis plusieurs décennies.

Il n'y a donc pas à s'étonner que l'un des phénomènes les plus marquants dans le déroulement de la crise interne de l'ONU soit justement la scission du «groupe des 77», avec, d'un côté, les pays d'Asie et d'Amérique latine qui acceptaient en général les propositions occidentales et soviétiques pour la création d'un comité du programme et du budget et, de l'autre, l'ensemble des pays africains (soutenus pour des raisons de principe par la Chine) qui refusaient en bloc tout changement notable et justifiaient leur attitude par le refus de céder au *« chantage américain »*.

Cette divergence d'attitude, qui s'est manifestée clairement au sein du «groupe des 18» (5) et qui s'est maintenue avec quelques variantes au sein de l'Assemblée générale, se prolonge dans les différences de perception au sujet de la conception d'ensemble de ce que pourrait être à l'avenir le dialogue Nord-Sud. Il va donc falloir du temps pour que, de la confusion actuelle, se dégagent les conditions d'un nouveau dialogue. Dans tous les camps, une reconversion des idées reçues à divers niveaux de profondeur est devenue nécessaire. Mais l'on peut dès maintenant apercevoir quelques éléments essentiels.

Une autre conception de l'interdépendance

LE premier est que le problème posé par la coexistence, dans un monde de plus en plus interdépendant, de pays postindustriels de plus en plus riches et de zones agropastorales très pauvres et surpeuplées ne pourra être éludé. Il ne s'agit pas seulement du problème moral posé par les conditions inacceptables faites à des centaines de millions d'êtres humains ; il s'agit des problèmes politiques que pose inévitablement au monde riche l'évolution de ce prolétariat traité jusqu'ici comme «extérieur», mais qui devient de plus en plus «intérieur» en s'intégrant, avec tous ses problèmes, dans la société mondiale de demain.

Le deuxième élément est que la question de la représentation des Etats au sein de l'organisation mondiale est posée et qu'il ne sera pas possible non plus de l'éluder encore longtemps. Ce dont il est question à travers les discussions actuelles sur les méthodes de décision budgétaire, c'est bien de la comptabilité du respect de l'*« égalité souveraine des Etats »*, qui se traduit par l'équation *« un Etat = une voix »* à l'Assemblée générale, et d'une prise en compte raisonnable de l'importance respective de chacun des partenaires par une autre méthode de représentation.

Il s'agit là d'un problème classique de droit constitutionnel, auquel les Constitutions d'Etats fédéraux ont apporté des réponses en organisant des systèmes équilibrés qui tiennent compte à la fois de l'existence des entités étatiques et de leur importance – par exemple par le bicaméralisme (6). Ce problème se pose aujourd'hui à l'échelle mondiale, parce que la Charte ne lui a pas apporté de réponse, notamment sur le plan économique, et qu'il va falloir le résoudre.

Le troisième élément est le changement de perception des problèmes qui se posent au Sud. Dans le cadre général de l'interdépendance mondiale, on commence à reconnaître une spécificité à l'interdépendance Nord-Sud. Jusqu'ici, il s'agissait d'une relation entre pays revendicateurs et pays nantis. Un glissement est en train de s'effectuer dans le sens d'une relation entre partenaires.

C'est assez clair dans le traitement de la dette du tiers-monde. Il n'y a plus aujourd'hui de créancier important qui puisse accepter la faillite d'un débiteur important : le plan Baker et les mesures bilatérales prises dans le même esprit sont les applications de ce principe. L'approche qui a été adoptée à la récente conférence spéciale sur la situation critique en Afrique, en mai 1986 (7), est allée dans le même sens : reconnaissance de l'intérêt mondial présenté par une situation locale et solidarité spécifique à l'égard des problèmes posés. L'évolution des idées au sujet des questions de population ou d'environnement va aussi dans le sens de l'identification de problèmes ayant des aspects différents pour les partenaires, mais qu'il faut résoudre ensemble parce qu'ils sont communs.

Ces éléments nouveaux posent, au Nord comme au Sud, des questions auxquelles il faudra répondre. La première est celle de savoir si la *« prise de contrôle »* de l'ONU a un sens. Si l'on reconnaissait que tel n'est pas le cas, un progrès important serait possible pour l'établissement d'un dialogue utile. L'idée qu'une organisation mondiale peut «prendre des décisions» n'est sans doute pas encore complètement dissipée. Mais l'expérience quotidienne apprend que les résolutions de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité sont sans conséquences, que l'ONU ne prend jamais, comme le Fonds monétaire international par exemple, de décisions ayant des effets directs et contraignants sur la politique des pays, qu'en définitive une organisation politique mondiale ne peut réellement servir qu'à organiser des discussions et des négociations sur les problèmes mondiaux.

Or on ne prend pas le contrôle d'une table de négociations. En revanche, si l'on souhaite qu'elle fonctionne utilement, il faut l'organiser de manière telle que tous les Etats acceptent d'y participer réellement. Et l'on sait bien que tel n'est pas le cas actuellement, puisque tous les grands pays négocient les problèmes de quelque importance en dehors de l'ONU. Or nul n'a intérêt à ce qu'il en aille ainsi définitivement.

L'étude en profondeur de la structure de la machinerie intergouvernementale dans le domaine économique et social a été recommandée par le «groupe des 18» (8), ce qui montre bien que l'on commence à prendre conscience du fait que la «forme de la table» et le choix des partenaires appelés à s'y asseoir pourraient avoir une grande influence sur le contenu et l'issue des négociations elles-mêmes. L'idée qu'un «conseil de sécurité économique», au nombre de membres restreint, où les grands pays seraient représentés par eux-mêmes et les petits pays par des représentants choisis par eux, de préférence sur une base régionale, pourrait devenir l'organe central pour ce genre de négociations, progresse lentement dans les esprits (9).

La deuxième question qui résulte de l'évolution des faits et des idées est celle de la philosophie d'ensemble qui doit présider à la coopération Nord-Sud. Celle qui est acceptée aujourd'hui est faite d'un mélange de respect absolu de l'indépendance et de la souveraineté nationale de chaque pays, et de «non-alignement». Elle semble avoir été inventée pour permettre :

– de ne pas discuter – en vertu du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat – de la légitimité des régimes politiques, du degré de démocratie qu'ils tolèrent, du niveau de respect des droits de l'homme qu'ils observent ;

– de dispenser les pays riches d'assumer une responsabilité quelconque à l'égard des problèmes sociaux qui se posent dans les pays pauvres ; chaque pays riche a son système de sécurité sociale, mais, à l'échelle mondiale, on peut en rester, avec les divers systèmes d'«aide», à la pratique de la charité.

Cette philosophie protège trop d'intérêts pour qu'elle soit facilement remise en question. Elle est en revanche totalement inadaptée aux problèmes du monde moderne, et il ne sera pas possible de donner un contenu au nouveau dialogue Nord-Sud tant qu'elle régnera. Les problèmes de demain, en particulier ceux posés par le développement exponentiel des prolétariats urbains dans les pays pauvres, le développement des intégrismes ou des idéologies qui exprimeront les revendications de ces prolétariats, l'accroissement irrésistible des migrations Sud-Nord, ne pourront être résolus sans que soit établi un système de responsabilité collective permettant de contrôler ces phénomènes.

C'est dire que ce nouveau dialogue Nord-Sud, qui vient de s'ouvrir timidement, ne pourra se développer sans une profonde reconversion intellectuelle, à l'Ouest comme à l'Est, et surtout au Sud. Dans les circonstances actuelles, il semble que ce soit en effet de la nature et de la qualité des réponses qui seront apportées par les pays du Sud que dépende leur avenir.

MAURICE BERTRAND.

(5) Les trois solutions différentes proposées par le groupe pour la procédure budgétaire étaient soutenues, la première par les experts occidentaux, asiatiques et latino-américains, la deuxième par les experts africains, chinois et yougoslave, la troisième (version renforcée de la première) par les experts soviétique et argentin.

(6) Dans la Constitution américaine, par exemple, la représentation des Etats au Sénat est assurée par deux sénateurs pour chaque Etat, celle à la Chambre des représentants, par un nombre de députés élus en proportion de la population.

(7) Le comité préparatoire de la conférence était présidé par M. Edgard Pisani.

(8) Recommandation n°8 du rapport du groupe. L'Assemblée générale en a confié l'étude au Conseil économique et social.

(9) Document des Nations unies A/40/988, *Contribution à une réflexion sur la réforme des Nations unies* (novembre 1985) ; documents du forum parlementaire aux Nations unies de l'association Parliamentarian Global Action ; communication de M. Joop Den Uyl (novembre 1986) ; Stanley Foundation, conférence sur les Nations unies de la troisième décennie (Québec, juillet 1986).



Le poids de la contribution américaine

Août 1985 : l'amendement Kasselbaum, adopté par le Congrès américain, décide que les Etats-Unis ne peuvent contribuer pour plus de 20 % (au lieu de 25 %) au budget annuel des Nations unies ou à celui des agences spécialisées, si un système de « vote pondéré » n'est pas adopté.

Octobre 1985 : le « Sundquist amendment » décide que la contribution américaine à l'ONU doit être diminuée du montant des sommes qui sont reversées à leurs gouvernements sur leurs salaires par les fonctionnaires des pays de l'Est.

Décembre 1985 : le Gramm-Rudman Act – qui concerne la réduction obligatoire de tous les programmes, y compris les versements aux organisations internationales, si le montant du déficit du budget américain dépasse un chiffre déterminé – vient encore réduire la contribution américaine à l'ONU.

18 décembre 1985 : par la résolution 40/237, l'Assemblée générale décide la création d'un groupe de dix-huit experts pour examiner les problèmes économiques et financiers de l'ONU.

Fin 1985 : le montant des sommes retenues volontairement par dix-huit Etats sur le versement de leurs contributions à l'ONU atteint 120 millions de dollars ; les sommes dues et non versées atteignent 225 millions de dollars, les retenues prévues par le gouvernement des Etats-Unis en vertu des amendements et lois précités peuvent atteindre pour 1986 et les années suivantes 50 % de la contribution américaine, soit environ 100 millions de dollars (le montant du budget de l'ONU est d'environ 800 millions de dollars par an).

Février-août 1986 : le « groupe des 18 » établit son rapport.

Avril 1986 : session de l'Assemblée générale consacrée à l'examen de la crise financière ; le secrétaire général propose un plan d'économies et lance un appel aux Etats membres pour qu'ils paient leurs contributions ; de nombreux Etats paient quelques arriérés et versent le montant de leurs contributions 1986.

15 août 1986 : le « groupe des 18 » formule soixante et onze recommandations sur lesquelles il s'est mis d'accord (réduction des effectifs, politique de personnel, coordination du système des Nations unies, structure du secrétariat, contrôle, évaluation et inspections, études ultérieures sur la structure de la machinerie intergouvernementale, examen d'un résumé du budget un an à l'avance, etc.). Faute d'accord, il présente trois solutions différentes pour la procédure budgétaire : 1) comité du programme et du budget ; 2) amélioration de détails sans changement de structures ; 3) fusion des deux comités subsidiaires existants.

Fin septembre 1986 : l'Assemblée générale aborde l'examen du rapport du « groupe des 18 ».

Novembre 1986 : réélection unanime du secrétaire général, M. Perez de Cuellar, pour un mandat de cinq ans.

Début décembre 1986 : les Etats-Unis versent 100 millions de dollars, soit la moitié de leur contribution 1986.

19 décembre 1986 : l'Assemblée générale adopte, avec de nombreuses réserves, les recommandations du « groupe des 18 » ; elle établit une procédure budgétaire qui confie à l'un des comités subsidiaires de l'Assemblée, le comité du programme et de la coordination, le soin d'émettre un avis sur le projet de budget présenté un an à l'avance ; ce comité *« continuera à établir ses décisions par consensus »*. L'Assemblée générale reste maîtresse de la décision finale dans le cadre des dispositions de la charte.

Fin décembre 1986 : prolongation des mesures d'économie prises par le secrétaire général. L'administration américaine va demander au Congrès d'*« assouplir sa position »*.



COMMENT LUTTER CONTRE LES FAUX EXCÉDENTS ET L'ENDETTEMENT PAYSAN

Les premiers pas de l'Afrique verte

EN Afrique, l'aide alimentaire a sauvé des millions de personnes de la famine. Dans le même temps, elle a accentué les déséquilibres, changé les habitudes de consommation, cassé les prix. Avec la campagne Afrique verte, des organisations non gouvernementales tentent de trouver de nouvelles solutions qui permettraient de réduire cette dépendance. On peut faire aujourd'hui un bilan nuancé de cette entreprise inaugurée voilà un an.

Par MICHEL GILLOT

Neuf cents tonnes de céréales achetées dans le Siné-Saloum et en Casamance, puis transportées et revendues dans vingt-six villages de la région du fleuve, tout cela grâce à un financement du ministère français de la coopération d'un montant de 100 millions de francs CFA (2 millions de francs français). Voilà en chiffres la première opération de péréquation réalisée au Sénégal au printemps 1985 par la campagne Afrique verte (1). Le principe général est simple : les conditions naturelles de production avantagent certaines régions. On peut donc utiliser l'argent de l'aide alimentaire pour acheter des surplus dégagés par ces zones excédentaires et les revendre dans celles qui sont déficitaires. Les fonds de contrepartie servent ensuite à financer des actions de formation et de développement.

Afrique verte entend ainsi prouver qu'« *une autre aide alimentaire est possible, en mobilisant les ressources agricoles, économiques et humaines, localement* ». Une assistance qui présente en outre l'avantage de respecter les habitudes alimentaires et d'offrir aux producteurs des régions excédentaires des débouchés qui les encouragent à produire plus. Dans la pratique, cette première sénégalaise a bien sûr essuyé les plâtres : mise en place tardive par rapport à la campagne de commercialisation, tracasseries administratives, détournements de céréales par les transporteurs (entre 15 % et 25 % des quantités totales), autant d'accrocs que la nouveauté de l'entreprise suffit à expliquer.

Plus surprenante, en revanche, est la décision de revendre le mil à un prix inférieur à son prix d'achat (50 francs CFA au lieu de 70) : les populations de la région du fleuve Sénégal tirent en effet de l'émigration des revenus non négligeables (2). Et cette « générosité » ampute ses fonds de contrepartie. Mais l'essentiel n'est pas là. Selon Afrique verte, « *l'existence de surplus commercialisables dans les régions du Siné-Saloum et de la Haute-Casamance aura été largement prouvée* » par cette première opération. Confiance sereine en l'avenir ? Optimisme exagéré ? En tout cas, nombreux sont ceux, parmi les partenaires de la campagne, qui contestent ce postulat des triangulaires.

Terrain d'essai au Sénégal

« *IL n'y a pas d'excédents,* affirme M. Philippe Bonneval, responsable depuis dix ans de l'organisation Caritas pour le Siné-Saloum. *La présence de mil sur les marchés hebdomadaires ne signifie pas nécessairement que les greniers sont pleins. Au contraire, ils sont peut-être en train de se dégarnir dangereusement, les paysans n'ayant pas d'autres moyens que de vendre leur mil pour se procurer des liquidités.* » L'analyse rejoint un proverbe des Wolofs du Siné-Saloum : « *C'est la poche qui épargne le grenier* » ; en d'autres termes, si on a la poche vide, on sollicite le grenier pour la renflouer. Une femme dont l'enfant est malade ira vendre du mil en cachette afin de se procurer l'argent pour le soigner.

« *Historiquement,* note El Hadj N'gom (Terre des Hommes, Sénégal), *l'option choisie par l'Etat de favoriser les cultures de rente s'est immédiatement traduite par une plus grande monétarisation de l'économie rurale ; les gens ont eu un besoin grandissant d'argent pour tous les produits de consommation. Comme l'arachide était très mal payée, les paysans ont été amenés à vendre toujours davantage les produits de subsistance. Aujourd'hui, même les ethnies qui étaient réputées ne pas vendre leur mil ou leur riz, comme les Sérères du Siné ou les Diolas de Casamance, voient leur comportement traditionnel battu en brèche sous la pression de l'économie.* »

Aussi, pour M. Philippe Bonneval, « *écrire que des céréales stockées pourrissent dans le Siné-Saloum est faux et malhonnête.* » « *A trop vouloir trouver des excédents pour justifier les triangulaires*, s'enflamme-t-il, *on flirte dangereusement avec la trop fameuse « irrationalité » supposée des paysans africains.* » Si les pertes sur stocks, dues notamment aux rongeurs, persistent, il est indécent de vouloir accréditer la thèse d'un gaspillage. Comme l'écrit M. Jérôme Lombard, de l'ORSTOM : « *La soudure 1985 dans le Siné-Saloum, qui fait suite à une période de deux ou trois années déficitaires, a été terrible : pas de numéraire et pas de denrées sur les marchés. Cette combinaison de phénomènes a provoqué la disette en août 1985, et les paysans ne se souviennent pas d'avoir connu d'année aussi terrible depuis l'après-guerre* (3). » Voilà donc la description d'une zone excédentaire...

1985 restera pourtant dans les médias une bonne année pour l'Afrique en général, et le Sénégal en particulier. Les pluies ont été bonnes. La belle affaire... Outre qu'elles n'ont peut-être pas été bonnes pour tous les sols, comment oublier que la sécurité alimentaire de ces régions dépend de bien d'autres facteurs ?

Plus que les déficits pluviométriques, la relation cultures de rente-cultures vivrières occupe une place de choix dans le marasme agricole de ces dix dernières années. La Banque mondiale admet elle-même que la culture des arachides dans la région du Siné-Saloum s'est étendue au détriment des cultures vivrières (4). Au lendemain de l'indépendance, l'arachide représentait plus de 80 % des exportations du pays et employait 87 % de la population active. Aujourd'hui, tout en continuant à occuper près de la moitié des terres agricoles et en mobilisant encore 70 % de la population, elle ne représente plus que 25 % des exportations et à peine 10 % du produit intérieur brut (PIB).

Depuis deux ans, incapable de lutter efficacement contre les marchés parallèles de commercialisation de l'arachide, l'Etat a choisi de se désengager en partie de ce secteur (5). Cette nouvelle politique agricole (NPA) inaugure la « *libéralisation de l'approvisionnement du monde rural en facteurs de production* ». En clair, les agriculteurs, auxquels les semences étaient auparavant avancées, devront désormais les acheter. Or, excepté les marabouts gros producteurs d'arachides, personne ne possède les moyens financiers d'un tel changement. Si l'objectif de la NPA est louable – au surencadrement doit succéder la responsabilisation paysanne, – sa mise en place a suscité un choc dans les campagnes. En juin 1985, il ne se passait pas un jour sans que *le Soleil*, le quotidien national, ne se fasse l'écho d'exemples alarmants dans les campagnes, à quelques jours des semis.

« *Nous ne pouvons pas acheter beaucoup de semences d'arachide, alors nous plantons plus de mil.* » Ce bel unanimisme des comités ruraux du Siné-Saloum est confirmé par l'examen des superficies consacrées respectivement à ces deux cultures dans l'ensemble du pays : lors de la campagne 1985-1986, après un an de NPA, l'arachide d'huilerie avait perdu environ 300 000 hectares, alors que mil et sorgho progressaient d'autant. Finie la tyrannie de l'arachide ? « *Depuis longtemps,* écrit Mme Catherine Coquery-Vidrovitch, *on connaît le phénomène devenu classique au Sénégal de reprise de la culture de mil aux dépens de l'arachide, c'est-à-dire de retour aux techniques de l'autosubsistance, chaque fois que les prix descendent en dessous d'un seuil minimal* (6). » Dans le cas présent, c'est l'acquisition des facteurs de production qui dépasse un seuil maximal, mais produit le même résultat.



(*René Burri-Magnum*)

PRÉPARATION DU MIL DANS UN VILLAGE
Quand les greniers se vident dangereusement

Pourtant, pour certains milieux politiques, la progression des superficies consacrées aux cultures vivrières traduit le succès de la campagne gouvernementale – « Manger sénégalais » – qui accompagne la mise en place de la NPA. Or l'état de l'agriculture est désastreux, et tous les symptômes d'une crise s'accumulent : surpâturage, déforestation, sols épuisés par des décennies d'arachides, abandon de la jachère sous la pression démographique... La diffusion de semences améliorées de mil ? Elle ne concerne qu'environ 2 000 hectares sur les 400 000 du Siné-Saloum et ne représente qu'un effort minime par rapport à celui qui est consenti pour l'arachide. En Casamance, on se heurte à la salinité des terres, qui a conduit à l'abandon de rizières (71 % des producteurs affirment avoir abandonné de une à quatre parcelles, 4 % plus de quinze parcelles). Voilà vingt ans, cette région qualifiée de grenier portait tous les espoirs du Sénégal... « *Tout ça, c'est la forêt de la vérité*, ironise un responsable paysan du Siné-Saloum, *et parfois l'arbre d'une bonne année vient la masquer.* » D'autant qu'une augmentation significative de la production vivrière ne saurait être réellement appréciable tant que n'aura pas été brisé le cercle infernal de l'endettement paysan.

M. Jérôme Lombard, chercheur à l'ORSTOM, observe que « *la récolte 1985 est considérée comme excellente, mais certains paysans, qui ont récolté douze mois de consommation, vont devoir rembourser les dettes contractées tout au long de la soudure 1984-1985, la plupart du temps en vendant du mil, car les récoltes d'arachides, par manque de semences, ont été médiocres. Certains ont précisé (...) que, à cause de tels prélèvements sur les quantités destinées à la consommation, l'autosuffisance ne serait pas assurée en 1985-1986. Ainsi (...) une situation apparemment favorable peut s'inverser au cours des mois de saison sèche, si les dettes accumulées sont trop importantes* (7). »

Cet endettement du paysan sénégalais est estimé aujourd'hui au double de la valeur de sa récolte. Situation intenable pour une population prise en tenaille entre les deux plaies du pays, une administration pléthorique et les commerçants usuriers. Qui s'est trouvé en Afrique en période de soudure connaît l'emprise qu'exercent ces derniers sur les producteurs. Pour un sac de mil emprunté à un *bana-bana*, le paysan devra parfois en rembourser jusqu'à cinq après la récolte. Sur les marchés hebdomadaires, une bonne douzaine d'opérateurs divers s'adonnent sans retenue aux joies de la spéculation.

Encore ces commerçants font-ils partie pour la plupart du tissu social des campagnes. Au Sénégal, de 1977 à 1983 (période d'austérité), la masse des salaires administratifs est passée de 60 milliards à 150 milliards de francs CFA. Pendant ce même laps de temps, le PIB du secteur primaire passait de 132 à 204 milliards. De plus, les revenus élevés dont dispose la classe supérieure de la fonction publique ont fortement accru la demande de biens et services non produits dans la région. Cette consommation extravertie participe pour une large part à l'anémie actuelle du monde rural.

Un monde auquel seule une organisation par village pourrait insuffler un peu d'oxygène. C'est en tout cas ce qu'a conclu le Collectif pour une stratégie alimentaire à la base (COSAB) (8), mandaté par la campagne Afrique verte pour dresser un état des lieux et recenser les besoins exprimés par les populations rurales.

« *Le cœur du problème demeure l'insuffisance de la production vivrière*, estime M. Louis Jean, délégué régional des Volontaires du progrès et président du COSAB. *Les questions de l'aide ou du changement des habitudes alimentaires ne sont qu'un épiphénomène. L'aide alimentaire n'existe, avec ses effets néfastes, que quand l'agriculture n'est plus en mesure de nourrir la population. Deux priorités urgentes doivent être définies : augmenter la production et sécuriser les stocks vivriers, c'est-à-dire échapper aux pratiques des usuriers.* »

Le COSAB propose, pour cela, la constitution dans chaque village d'une caisse de crédit et d'une banque de céréales. Les premières serviraient à l'achat d'outils, de semences, d'engrais, ainsi qu'à la lutte contre la salinité ou les acridiens. Quant aux banques, elles achèteraient au moment de la récolte, et au prix officiel (malheureusement beaucoup trop bas actuellement), une certaine quantité de mil aux producteurs, puis elles leur revendraient en période de soudure avec un léger bénéfice, ce qui permettrait d'augmenter leur capacité à la prochaine campagne. Quelques-unes fonctionnent déjà en Casamance, à la grande satisfaction des producteurs, qui ont appris à gérer eux-mêmes ce système. Dans les deux cas, crédit et banques, le prêt initial sera à rembourser sur quatre ans. Le projet du COSAB, qui concerne une quarantaine de villages, prévoit d'accompagner toute remise de fonds d'une formation à la gestion. En outre, le collectif étudie la possibilité de mieux commercialiser certains produits de la campagne, notamment maraîchers, vers les villes.

« *Produire, stocker, vendre : puisque les paysans sénégalais ont été plongés contre leur gré dans le monde de l'économie, mieux vaut qu'ils apprennent à le maîtriser à leur avantage* », résume un jeune économiste sénégalais. Et d'ajouter, férocement lucide : « *Qu'il leur faille pour ça commencer par lutter contre la faim illustre à quel point le rapport des forces leur est pour l'instant défavorable.* »

Pour engager la partie, le COSAB table sur une enveloppe de 200 millions de francs CFA (4 millions de francs français : 2 millions pour les caisses de crédit et 2 millions pour les banques de céréales), soit le double de la somme dépensée pour l'opération 1984-1985. Un programme ambitieux, donc, et dont le financement semble d'ores et déjà assuré, tout au moins pour la partie banques de céréales.

Quant au volet « appui à la production », le dossier de financement a été déposé par le seul COSAB sur la table des principaux bailleurs de fonds de l'aide alimentaire, dont la CEE et les Etats-Unis. Accueilli favorablement mais « long à étudier », il est peu probable qu'il débouche concrètement pour la campagne agricole 1987. Le comité d'Afrique verte ne s'est pas engagé sur ce dossier, estimant que le soutien à la production sort du cadre des triangulaires. De fait, en développant son analyse des difficultés alimentaires et des solutions à y apporter, le COSAB paraît se situer sur un terrain plus vaste que celui des opérations triangulaires. Séduisante théoriquement, cette formule géométrique a le mérite d'amorcer une rupture avec les ravages de l'assistanat extérieur à perpétuité. Elle est aussi la conséquence logique de plusieurs années de réflexion sur la dégradation des termes de l'échange Nord-Sud : l'Afrique doit avant tout développer ses propres ressources et échanger davantage avec elle-même. Mais, si les triangulaires sont une bonne idée, rien n'interdit de l'améliorer. Surtout, la remise en cause très claire de la notion de zone excédentaire ne peut qu'inciter à une grande prudence dans la réalisation de futurs transferts de céréales. Sans être une fatalité, le déficit vivrier n'est pas non plus une invention qui n'aurait d'autre but que de justifier l'aide alimentaire traditionnelle. Même s'il est vrai que celle-ci soulage les excédents – réels ceux-là – des pays nantis. Reste que, à défaut de prendre en compte tous les aspects du problème alimentaire qu'elle soulève, Afrique verte court le risque d'accentuer certains déséquilibres.

---

(1) Un collectif composé de trois organisations non gouvernementales (ONG) françaises, Terre des hommes, Frère des hommes et Peuples solidaires. Voir Charles Condamines, « De l'aide alimentaire à la construction d'une Afrique verte », *le Monde diplomatique*, mai 1986.

(2) Dans la vallée du fleuve, 50 % des hommes en âge de travailler sont absents. Beaucoup sont immigrés en France, d'où ils envoient régulièrement de l'argent dans leur village d'origine.

(3) *Disponibilités alimentaires en céréales et stratégies de survie en pays Sereer*, ORSTOM, Dakar, décembre 1985.

(4) *Développement accéléré en Afrique subsaharienne : un calendrier pour l'action*, Banque mondiale, 1981.

(5) A partir de 1975, les producteurs d'arachides ont eu de plus en plus de difficultés financières : baisse de la fertilité, déficit pluviométrique et prix très peu rémunérateurs (de 1975 à 1982, le prix de l'arachide a baissé de moitié sur le marché international). Aussi, pour échapper aux retenues prélevées par les coopératives auxquelles ils étaient censés revendre leur récolte, les paysans ont de plus en plus commercialisé leurs arachides auprès des marchands privés, à un prix encore inférieur au prix officiel. L'importance de ces circuits parallèles est évaluée en 1980-1981 à 65 % des volumes commercialisés !

(6) *Afrique noire, permanences et ruptures*, Payot, Paris, 1985.

(7) *Disponibilités alimentaires...*, *op. cit.*

(8) Constitué en avril 1986, ce collectif est composé d'ONG nationales ou étrangères encerclant elles-mêmes des groupements villageois.

LA MAITRISE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

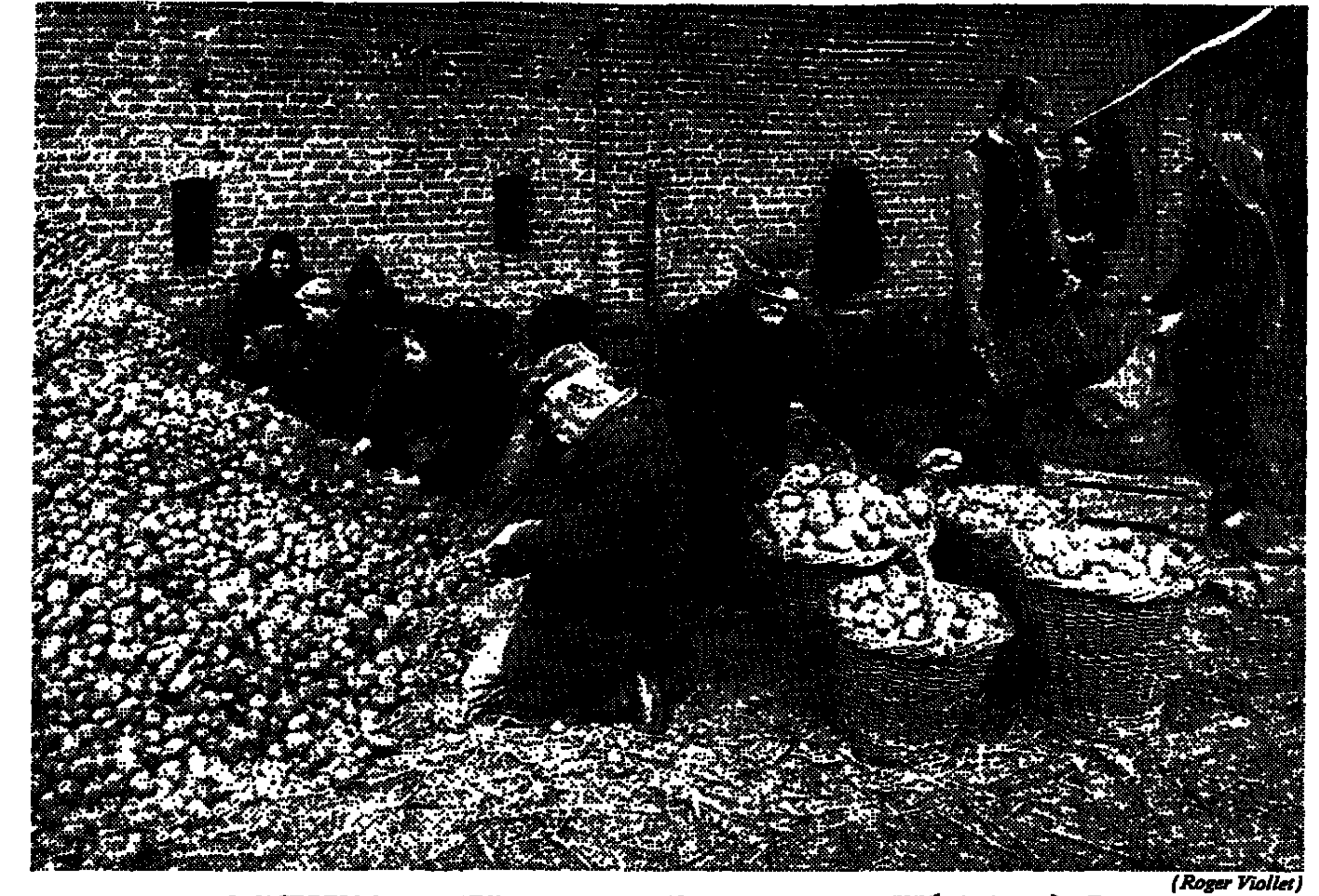
Qui contrôlera le marché des semences ?

DEPUIS quelques années, d'âpres débats opposent les pays du Nord à ceux du Sud à propos du contrôle des semences végétales, premier maillon de la chaîne alimentaire. Non seulement la sélection qu'opère l'industrie agro-alimentaire entraîne la disparition de nombreuses espèces, mais, surtout, grâce aux banques de ressources génétiques, les pays riches confortent leur hégémonie sur la production alimentaire. Du 16 au 20 mars, à Rome, une commission spécialisée de la FAO a repris l'examen du contentieux.

Par MICHEL PIMBERT *



René Burri-Magnum



TRIAGE DES POMMES DE TERRE DANS LE NORD DE LA FRANCE AU DÉBUT DU SIÈCLE (Roger Viollet)
Sur les marchés d'Europe, certaines variétés de légumes ou de fruits ont totalement disparu

La plus grande partie de la richesse phytogénétique est située dans des pays en voie de développement, notamment ce qu'on appelle les « centres de Vavilov » (1), régions du globe terrestre caractérisées par une très grande diversité de plantes sauvages et cultivées. Mais l'internationalisation récente du modèle agricole occidental a provoqué le remplacement de milliers de variétés par un petit nombre d'entre elles, à haut rendement, diffusées notamment par la révolution verte. Engendrée par dix mille années d'adaptation aux particularités locales, la diversité de plantes comme le maïs, la pomme de terre, le blé, l'orge et la lentille risque d'être rayée de la carte en quelques décennies. Les espèces sauvages proches des plantes cultivées disparaissent au moment même où leur utilisation devient plus importante avec le développement de biotechnologies appliquées à l'agriculture.

Cette évolution compromet évidemment les possibilités futures de la sélection, qui n'« invente » rien mais trie parmi les caractères diversifiés existants pour améliorer les plantes cultivées et contourner les mutations parasitaires en évolution constante.

Les craintes suscitées par cet appauvrissement de la base génétique de l'alimentation de l'humanité ont encouragé la construction de banques de gènes. Les plantes en voie de disparition (en général sous forme de semences) y sont stockées pour de longues périodes. Actuellement, le travail de conservation et d'échange des plantes incombe à un réseau de banques nationales de gènes, aux Centres internationaux de recherche agricole (CIRA) et au Conseil international des ressources phytogénétiques (CIRPG). Les CIRA et le CIRPG sont sous la tutelle du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), où collaborent des fondations (Rockefeller, Kellog, Ford...), des organismes internationaux tels que la Banque mondiale et le Programme des Nations unies pour le développement (BIRD, PNUD...), vingt Etats industrialisés, mais très peu de pays du tiers-monde.

La collecte (organisée par le CIRPG) consiste à rechercher des variétés dans les centres de diversité, à les caractériser et à en prélever deux duplicatas : l'un pour le pays d'origine, l'autre pour une banque de gènes étrangère ou un CIRA. En pratique, les pays en voie de développement n'ont reçu leur duplicata que dans 15 % des cas, alors que 91 % des collectes ont eu lieu chez eux. Certaines variétés, disparues dans leurs pays d'origine, ne sont plus détenues que par les banques de gènes du Nord.

Les bénéficiaires de ce système sont bien sûr les pays développés : ils accèdent gratuitement à une diversité génétique qu'ils n'ont pas chez eux. Les gènes des plantes « traditionnelles » ou sauvages sont en effet considérés comme un « patrimoine commun de l'humanité », quel que soit le pays d'origine.

Mais ce système pose plusieurs problèmes. En premier lieu, les pays industrialisés sont d'accord pour bénéficier du principe de « patrimoine commun », mais les variétés en cours de sélection et les variétés parentes d'hybrides restent secrètes, non accessibles aux pays en voie de développement (2).

L'inclusion des hybrides dans la notion de patrimoine commun demandée à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) par les pays du Sud s'est heurtée au refus de ceux du Nord (Etats-Unis et Royaume-Uni notamment). Or seuls les Etats et les firmes du Nord possèdent les moyens nécessaires à la valorisation des variétés collectées au Sud.

De plus, la localisation des variétés en voie de disparition dans les banques de gènes nationales du monde développé donne à ces Etats un pouvoir politique sur les pays du tiers-monde, y compris sur ceux dont sont originaires ces variétés. Dans certains cas (Afghanistan, Nicaragua), les Etats-Unis ont refusé l'accès de leurs banques pour des raisons politiques.

Enfin les programmes du Centre international des ressources phytogénétiques (CIRPG) ont surtout porté sur des espèces qui intéressent d'abord les pays développés. De nombreuses plantes traditionnellement cultivées et consommées par les couches sociales pauvres des pays en voie de développement ont été négligées.

POUR ces différentes raisons, les délégués du Sud à la FAO estiment que le travail scientifique du CIRPG sert surtout les intérêts des pays riches. Pour eux la FAO est la seule organisation officielle où ils peuvent encore espérer influencer les décisions politiques sur la collecte, la conservation et la sélection des espèces. Ils ont donc demandé que ces activités soient placées sous la tutelle directe de l'Organisation et non plus du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI).

L'enjeu est important car le GCRAI a l'intention d'arrêter le travail de collecte et de conservation du Conseil international des ressources (CIRPG) dans les années à venir et de développer des programmes de présélection qui ne relèvent pas de son mandat.

Le but serait de rendre le matériel génétique déjà stocké dans les banques de gènes plus facilement utilisable pour les sélectionneurs. C'est pourquoi des pays industrialisés comme le Royaume-Uni et les Etats-Unis souhaitent que le CIRPG quitte les locaux de la FAO, qui n'exerce pourtant pas de contrôle formel sur ses travaux : son départ de Rome lui conférerait une indépendance totale et consommerait la rupture avec le Sud, partisan du contrôle de la FAO.

Une commission intergouvernementale a été créée au sein de la FAO pour examiner les problèmes politiques et techniques liés à la gestion des ressources phytogénétiques. Malgré un appel au boycottage des Etats-Unis, la première réunion de cette commission a eu lieu en mars 1985, à Rome. Plusieurs mesures ont été proposées pour démocratiser le contrôle de ces ressources. La création d'un fonds international pour les gènes sous les auspices de la FAO permettrait de développer la collecte, la conservation et la sélection des ressources génétiques surtout dans le tiers-monde. L'importance stratégique de la conservation des plantes cultivées et sauvages dans leur habitat naturel (conservation *in situ*) a été reconnue. En effet, entre la moitié et les deux tiers des semences stockées dans les banques de gènes ont été endommagées ou perdues pour des raisons variées. En ce moment même, le département de l'agriculture des Etats-Unis est attaqué en justice pour sa mauvaise gestion des espèces qui lui ont été confiées. D'autre part, la conservation à long terme dans des banques de semences n'est pas possible sans altérer les caractéristiques initiales des variétés. La conservation *in situ* compléterait donc le travail des banques de gènes. Enfin, les agriculteurs impliqués dans ces projets de conservation plus décentralisés pourraient aussi décider plus directement des choix de gestion de ces ressources.

La commission sur les ressources phytogénétiques a souligné les besoins pressants des pays en voie de développement en matière de sélectionneurs, d'aides à la création de stations de recherche et de multiplication des semences. La création d'organismes nationaux de sélection, de production et de distribution des semences apparaît en effet comme une condition nécessaire (mais non suffisante) pour l'autosuffisance alimentaire des pays du Sud. Les paysans ont besoin, plus que de l'accès au matériel génétique du Nord (lignées avancées, nouvelles variétés...), de semences qui induisent des modèles de développement plus équitables et autonomes. Les variétés issues des programmes d'amélioration végétale des pays industrialisés sont rarement appropriées aux différents contextes sociaux et écologiques des pays du Sud. Le travail des sélectionneurs des pays riches est de plus en plus subordonné aux besoins de ceux qui détiennent le pouvoir dans les industries en amont et en aval des exploitations agricoles.

Par ailleurs, la généralisation des variétés hybrides encourage de nouvelles dépendances car les paysans doivent racheter des graines chaque année à l'industrie des semences (les variétés hybrides ont un faible rendement dès la deuxième génération). Or cette industrie traverse une période de bouleversements depuis le début des années 70. Une poignée de multinationales puissantes (Royal Dutch/Shell, Sandoz, Ciba-Geigy, Cargill, Bayer...) ont acheté des centaines de firmes semencières. L'intérêt massif montré par ces sociétés pour le secteur des semences a été encouragé par les progrès récents en biologie et l'introduction de lois très protectrices sur la propriété intellectuelle dans les pays développés. Différentes estimations émanant de ces industries indiquent aussi que la valeur du marché des semences améliorées par les biotechnologies passerait entre 1985 et l'an 2000 de 8 millions de dollars à 6,8 milliards de dollars. Soit un taux de croissance annuel de 57 % !

Les semences pourront de plus en plus véhiculer des informations concernant l'industrie en amont et en aval de l'agriculture. Plusieurs des multinationales précédemment citées ont déjà réorienté les programmes de recherche et de développement de leurs nouvelles acquisitions semencières. Par exemple, elles essaient de créer des variétés résistantes à des pesticides vendus par leurs propres filiales phytosanitaires. Lorsque Ciba Geigy a proposé au Soudan de nouvelles variétés brevetées de sorgho, les semences étaient enveloppées dans trois produits chimiques brevetés et fabriqués par la branche chimique de la firme. Deux de ces produits devaient protéger les semences des maladies et des rongeurs tandis que le troisième était là pour protéger la semence contre Dual, un puissant herbicide breveté par Ciba Geigy.

CETTE évolution économique et technique pose tout le problème du contrôle de la recherche et de ses finalités : sélection des plantes par et pour qui ? Avec quelles conséquences sociales et écologiques ? (3) Le problème dépasse largement le cadre de la FAO et place les pays en voie de développement (et le monde industrialisé) devant un véritable choix de société. Un tel pouvoir sur les semences ne permettra-t-il pas au capital privé de déterminer plus précisément les formes et les finalités mêmes du développement agricole ? Comme le disait à la FAO un diplomate : *« Donnez-nous chaque jour notre pain quotidien ne devrait pas devenir une prière adressée à Shell. »*

* Enseignant-chercheur à l'université François-Rabelais de Tours, membre de l'association Solagral.

(1) Du nom d'un célèbre botaniste russe.

(2) Pat Mooney, « The Law of the Seed », *Development Dialogue*, septembre 1983.

(3) « Semences. Patrimoine commun et profits particuliers », dossier collectif, *la Lettre de Solagral*, nº 37, avril 1985.

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for $ 35 per year by : *le Monde* c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New-York, NY Postmaster ; send address change to *le Monde* c/o Speedimpex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

LA SANTÉ DANS LE TIERS-MONDE

Le fardeau de la pauvreté


(Abbas-SIPA)

Toutes les statistiques, tous les propos sur l'inégalité entre pays riches et pays pauvres se résument dans une comparaison lapidaire : en Suède ou aux Etats-Unis, l'homme est promis à plus de soixante-quinze années de vie en moyenne ; en Guinée ou en Sierra-Leone, à trente-huit années. Grâce au développement de la recherche et des services sociaux, grâce à l'abondance de la nourriture aussi, la santé tend à devenir, au Nord, une affaire de comportement individuel. Conquête fragile, quand l'extension du chômage prive l'individu isolé des moyens de vivre décemment.

Bien différentes sont les données du problème dans la plupart des pays du tiers-monde, où près de 500 millions d'êtres humains sont mal nourris. Plus de la moitié de la population mondiale est encore privée de tout accès à une forme élémentaire de soins ou de prévention. Malgré tout, la recherche médicale et la coopération internationale ont entraîné la quasi-disparition de certaines maladies, telle la variole. D'autres persistent, tel le paludisme, parfois aggravées par les bouleversements du progrès : ainsi le barrage d'Assouan a-t-il été l'un des plus grands pourvoyeurs de bilharziose jamais édifiés, sans parler des effets de l'urbanisation, ou des politiques d'austérité (1).

En Europe, les progrès sanitaires ont accompagné le progrès économique au fil des siècles. Mais dans la course au « développement », la patience n'a point sa place. L'uniformisation du « modèle » de développement va de pair avec la rapidité des échanges, et nulle expérience ne peut plus se mener aujourd'hui en vase clos.

Quand les épidémies se mettent à progresser à la vitesse des avions, telle la pandémie du SIDA aujourd'hui, peut-être mesure-t-on mieux encore la communauté de destin qui lie toute l'humanité et qui devrait inciter riches et pauvres à coopérer dans un esprit de solidarité.

C. B.

(1) Cf. Richard Jolly et Denis Caillaux, « Sacrifier l'humain au redressement financier : un pseudo-réalisme qui coûte fort cher », *le Monde diplomatique*, janvier 1987.

Une atteinte primordiale : la malnutrition

Par **CLAIRE BRISSET**

LA faim dans le monde, plus que jamais, est aujourd'hui enjeu de joutes économiques et politiques, voire idéologiques. Chosifiée, réduite à l'état d'objet d'investigation, elle perd ainsi de sa charge émotionnelle et de sa puissance scandaleuse. Elle apparaît, en outre, comme une donnée figée, immuable.

Or, là aussi, le paysage se transforme. Celui de 1987 n'est plus celui d'hier : car la réalité change, et les connaissances évoluent, tant sur l'effectif global des sous-alimentés que sur l'impact individuel de la malnutrition.

L'effectif global des malnutris ? Son évaluation dépend à l'évidence des critères retenus pour définir *qui* souffre de malnutrition. Jusqu'à présent, les spécialistes estimaient que celle-ci commence lorsque le sujet ne reçoit pas, quotidiennement, plus de 1,2 fois ce qu'exige le fonctionnement des cellules au repos (le « métabolisme basal »), ce qui correspond, en moyenne, à 2 000 calories. En d'autres termes, chaque individu, pour mener une vie normalement productive, ne doit pas, pensait-on, recevoir chaque jour moins de 2 000 calories, faute de quoi, il s'« autoconsomme ».

Or il apparaît aujourd'hui que ces normes ont été calculées au plus juste. Il semble confirmé, en effet, nous déclare le docteur Paul Lunven, directeur de la nutrition à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), que chaque individu doive ingérer chaque jour 1,4 fois ce qu'exige son métabolisme basal, ce qui porte le minimum absolu (moyen) à 2 500 calories pour un adulte.

A cette aune, l'effectif des malnourris dans le monde n'est évidemment plus le même. Selon les estimations reposant sur le premier critère, il était, en 1980, de 335 millions de personnes ; mais, si l'on retient le second critère, il s'élevait à la même date à 494 millions. La différence est de taille.

Le sujet se complique lorsque l'on s'interroge sur les évolutions récentes : y a-t-il aujourd'hui plus ou moins d'êtres humains frappés par la malnutrition qu'il y a quinze ans ? C'est en réalité, plus *et* moins. Plus, parce que l'effectif total des sous-alimentés a augmenté par le simple jeu de la croissance démographique – les pays les plus frappés, en chiffres absolus, sont extrêmement peuplés ; moins parce que la proportion des malnutris par rapport à la population du tiers-monde a légèrement décliné, passant, par exemple, de 28 % en 1970 à un peu plus de 20 % aujourd'hui.

Globalement, l'amélioration est certaine depuis le début des années 70. Selon les chiffres fournis par la FAO, dès 1984, trente-quatre pays, dont la population totale atteignait 1,7 milliard d'êtres humains (soit la moitié des habitants du tiers-monde), avaient dépassé le seuil des 2 500 calories quotidiennes par habitant.

Comment s'explique cette évolution ? Par une amélioration, que la FAO qualifie d'*« explosive »*, des disponibilités alimentaires dans les pays producteurs de pétrole du Proche-Orient et d'Afrique du Nord (amélioration due essentiellement aux importations), et en Chine (grâce à la hausse de la production). Parallèlement, la situation s'est détériorée en Afrique subsaharienne (où un redressement s'observe néanmoins depuis 1985) ; elle stagne en Amérique latine, en raison non pas d'une crise agricole, mais des conséquences socio-économiques de l'endettement.

362 millions de tonnes... contre 10 millions

On le sait, mais on peut le redire : le problème de la faim dans le monde est pure question de répartition et de circuits économiques, non de production. Jamais, en effet, les stocks mondiaux de céréales n'ont été aussi élevés. Ils atteignent aujourd'hui le chiffre prodigieux de 362 millions de tonnes, soit 21 % de la consommation humaine annuelle. Ils vont augmenter d'ici à la fin de la décennie. Les Etats-Unis à eux seuls détiennent 42 % des stocks mondiaux de céréales. L'Europe communautaire ne sait littéralement que faire de ses excédents de lait et de beurre.

A titre de comparaison, l'aide alimentaire, si décriée, n'a jamais dépassé 10 millions de tonnes.

Ces évolutions, l'amélioration globale, masquent donc des disparités accrues. Disparités entre les régions du tiers-monde qui émergent enfin de la malnutrition chronique (Inde, Chine, notamment) et celles où elle subsiste massivement (Afrique noire) ; disparités à l'intérieur des pays (il y aurait en Inde quelque 200 millions de sous-alimentés), ou à l'échelle de pays entiers (Vietnam, Cambodge, Laos, Afghanistan), « poches de pauvreté » dans les continents où la situation globale s'améliore ; disparités, enfin, entre les villes et les campagnes, car l'extrême pauvreté se concentre de plus en plus dans les mégapoles du tiers-monde (Lagos, Kinshasa, Calcutta, Karachi, Mexico, etc.). En l'an 2000, la moitié de la population mondiale vivra dans les villes et 54 de ces villes, presque toutes situées dans le tiers-monde, compteront plus de 10 millions d'habitants.

Les nutritionnistes progressent, d'autre part, dans la connaissance des effets de la malnutrition. Par exemple, on sait aujourd'hui, souligne le docteur Lunven, qu'avant même d'avoir épuisé ses réserves en graisses l'individu sous-alimenté puise dans ses protéines musculaires : le processus d'autodestruction commence donc plus tôt qu'on ne le pensait. Il apparaît d'autre part que l'une des carences les plus répandues au monde, la carence en fer – source d'anémie – est beaucoup plus fréquente et grave qu'on ne l'estimait jusqu'à présent. Elle frapperait jusqu'à 65 % des femmes du tiers-monde, ainsi vulnérabilisées et surexposées aux infections. C'est l'un des problèmes nutritionnels cruciaux du tiers-monde.

Autre acquisition récente : le rôle de la vitamine A. On la savait protectrice des yeux, la carence en vitamine A provoquant la cécité. Un million d'enfants souffrent de cette carence aiguë chaque année dans le tiers-monde ; 300000 d'entre eux deviennent aveugles et 700000 en meurent. Or il apparaît, au vu d'expériences toutes récentes, que cette vitamine renforce la paroi cellulaire, et joue ainsi un rôle de protection globale de l'organisme. La distribution de capsules de vitamine A (une capsule tous les six mois) améliore nettement l'état général des enfants et ne fait pas que protéger leurs yeux.

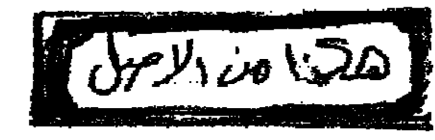
Beaucoup reste à découvrir sur ces thèmes. Par exemple, sur l'interaction entre sous-alimentation et infections ; sur les effets à long terme de la malnutrition, notamment sur le développement mental de l'enfant ; sur les pertes économiques considérables qu'entraîne la sous-alimentation des adultes, etc. Ce que l'on sait déjà devrait suffire pour que la lutte contre la faim reste l'un des éléments-clés de toute stratégie de développement.

Vers une aggravation de la mortalité infantile en Afrique

L'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), qui rappelle dans son rapport annuel (1) que 280 000 enfants meurent chaque semaine dans le tiers-monde de causes très largement évitables, s'inquiète de la perspective d'une nouvelle aggravation de la mortalité infantile et juvénile en Afrique au-delà de l'an 2000.

Parmi les vingt-cinq pays du monde où ce taux de mortalité est le plus élevé, quatre étaient des pays d'Afrique subsaharienne en 1960, sept en 1980, et d'ici à l'an 2005 quatorze sur les vingt-cinq pays où les enfants meurent le plus seront des pays africains. En revanche, il n'y aura plus dans ce groupe que trois pays d'Asie orientale. N'y figure plus aucun pays du Proche-Orient ni du Maghreb.

(1) *La situation des enfants dans le monde. 1987.* Disponible au Comité français pour l'UNICEF, 35, rue Félicien-David, 75016 Paris. Tél. : 45-24-60-00.



DE L'ÉRADICATION DE LA VARIOLE A L'EXTENSION DU PALUDISME

Un combat sans cesse recommencé

Par **PIERRE SALIOU** *

DEPUIS quarante ans, les conditions sanitaires se sont globalement améliorées dans les pays en voie de développement, comme l'attestent la chute d'environ 50 % de la mortalité infantile et l'augmentation de l'espérance de vie moyenne, passée de quarante et un ans à cinquante-sept ans. Mais si des progrès indéniables ont été réalisés dans le contrôle de certaines maladies, d'autres affections se maintiennent, voire se développent, et de nouveaux agents pathogènes apparaissent, certains, comme ceux responsables du SIDA, si redoutables qu'ils peuvent obscurcir l'avenir *(voir l'article d'Olivia Zemor, page 22)*. Il faut mettre d'emblée l'accent sur l'hétérogénéité de l'évolution de la pathologie dans le tiers-monde, liée aux différentes dynamiques de développement des Etats et des diverses régions du monde, et à l'instabilité socio-politique. D'autre part, les difficultés posées par le recueil et la fiabilité de l'information épidémiologique, même dans les pays développés, incitent à ne pas accorder une confiance aveugle aux statistiques disponibles. Toutefois, on peut dégager quelques tendances, et saisir des évolutions.

Du fait de l'urbanisation effrénée des pays en voie de développement, l'incidence des maladies cardio-vasculaires, dégénératives, de surcharge et des traumatismes dus aux accidents de la circulation sont en constante augmentation. Néanmoins, les dominantes pathologiques sont toujours représentées par les maladies transmissibles d'origine parasitaire, bactérienne ou virale qui sévissent dans les quartiers insalubres des grandes métropoles et parmi les populations rurales encore majoritaires dans de nombreux pays (75 % au Sénégal et jusqu'à 90 % au Burkina). Cette pathologie massive s'explique par la multiplicité et la circulation intense des agents pathogènes, l'insuffisance de l'hygiène individuelle et collective, la faiblesse ou l'inexistence de la couverture vaccinale et la réceptivité des individus, provoquée notamment par la malnutrition.

Pourtant, un certain nombre de maladies ont été jugulées et ne représentent plus des problèmes majeurs de santé publique ; d'autres, quoique théoriquement maîtrisables, restent préoccupantes ; une troisième catégorie, enfin, pose des problèmes grandissants. Dans la première catégorie, la variole a été complètement éliminée après dix ans de lutte menée sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les derniers cas étant survenus en 1977 en Somalie. Malgré quelques esprits chagrins, il faut applaudir à ce magnifique succès de l'OMS. Peu de maladies infectieuses se prêtaient mieux que la variole à une campagne d'éradication : un seul type de virus existe, le « réservoir » était strictement humain, l'infection presque toujours apparente ; il n'existait pas, enfin, de porteurs sains pour disséminer la maladie.

Trois millions d'enfants échappent à la cécité

PARMI les six grandes épidémies traditionnelles du tiers-monde (bilharziose, leishmaniose, lèpre, maladie du sommeil, onchocercose et paludisme) bénéficiant du Programme spécial de lutte contre les maladies tropicales financé par l'OMS, la Banque mondiale et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), deux parasitoses sont correctement contrôlées. Pourtant, la maladie du sommeil, ou trypanosomose, strictement africaine, transmise par la mouche tsé-tsé, a bien failli être fatale à l'Afrique noire avant qu'Eugène Jamot, prenant conscience du problème dès 1916, ne mette au point une stratégie de lutte reposant sur le dépistage actif des malades lors de prospections dans les villages. Mais le contrôle de cette maladie dans ses foyers résiduels ne peut s'exercer qu'au prix d'une surveillance constante dont tout relâchement peut entraîner une reprise évolutive, comme c'est le cas au Zaïre depuis une dizaine d'années (cinq mille nouveaux cas environ par an). De son côté, l'onchocercose, filariose transmise par un moucheron, la simulie, infestant les rives des cours d'eau et donc les zones les plus fertiles, en Afrique de l'Ouest essentiellement, entraînait la terrible cécité des rivières contre laquelle la seule prévention était l'abandon des villages pour des contrées plus hospitalières bien que plus pauvres. En 1974, lorsque démarra en Afrique occidentale le programme de lutte contre l'onchocercose par aspersion intensive de larvicides sur les sites de reproduction des simulies, vingt millions de personnes environ étaient touchées. Aujourd'hui, la transmission du parasite est interrompue et on estime à plus de trois millions le nombre d'enfants nés depuis le début du programme chez qui le risque de cécité a ainsi disparu.

Il existe une dernière catégorie d'affections pour lesquelles, malgré l'existence d'armes efficaces, beaucoup reste à faire. Ainsi, contre la méningite cérébrospinale à méningocoques, qui provoquait lors de chaque poussée épidémique dans le Sahel la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes, l'on dispose depuis 1974 d'un vaccin très efficace. Mais la surveillance épidémiologique ne doit jamais être relâchée dans les zones exposées, comme le prouvent les bouffées épidémiques, survenues au Niger et en Guinée en 1975-1976, qui exigent alors des campagnes de vaccination pratiquées en urgence, donc difficiles à mettre en œuvre sur le plan logistique.

Sur le même modèle, en 1974, alors que les campagnes de vaccination pour l'éradication de la variole touchaient à leur fin, la vingt-septième Assemblée mondiale de la santé adoptait une résolution pour élargir le programme de vaccination à six maladies meurtrières de la petite enfance (turberculose, diphtérie, tétanos, coqueluche, poliomyélite et rougeole). Certes, la mise en œuvre de ce Programme élargi de vaccination (PEV) pose de nombreux problèmes *(voir l'article de Claire Brisset page 23)*, mais il a le mérite de mettre sur le devant de la scène ces six « cibles » dont auparavant les autorités sanitaires des pays du tiers-monde se préoccupaient peu, voire pas du tout. Tout cas évité (tétanos néonatal du fait de la vaccination de la mère et paralysie consécutive à la poliomyélite, par exemple) représente donc un progrès certain. Depuis la conférence d'Alma-Ata en 1979, les programmes de vaccination représentent d'ailleurs une des composantes essentielles de la politique des soins de santé primaires. L'efficacité de certaines immunisations (en particulier contre la rougeole) est d'ailleurs rapidement perçue par les populations. Intégrées aux soins communautaires, elles renforcent leur crédibilité.

Mais il est certain que nombre d'endémies restent préoccupantes, malgré les moyens dont dispose aujourd'hui la médecine. Ainsi, la lèpre, avec environ quinze millions de lépreux recensés à travers le monde. Les efforts de lutte sont contrecarrés par l'extension de la résistance du bacille de Hansen, responsable de la maladie, aux sulfones, qui avaient pourtant fait leurs preuves. En attendant la mise au point d'un vaccin efficace, seule l'élévation du niveau de vie et l'amélioration de l'hygiène permettraient de réduire très notablement la prévalence de l'affection.

Le choléra est, quant à lui, toujours fortement répandu dans ses foyers traditionnels des grands deltas du sous-continent indien. A partir de 1970, il s'est durablement implanté en Afrique. Après une invasion fracassante, il y demeure une menace chronique, et tous les Etats africains ou presque ont été progressivement touchés. Régulièrement, des épidémies, souvent non déclarées et donc difficilement chiffrables, éclatent. En attendant les nouveaux vaccins en cours de développement, constitués de fractions antigéniques et non plus de germes entiers, la prévention de la maladie est actuellement difficile car elle est avant tout liée au progrès de l'assainissement. Il en est de même pour les autres maladies diarrhéiques dues à des parasites intestinaux, à des entérobactéries (shigella, salmonella...) ou à des virus (entérovirus, rotavirus...) dont l'incidence est particulièrement élevée dans le tiers-monde. Elles représentent toujours l'une des causes les plus importantes de la mortalité enfantile.



CENTRE DE SOINS RURAL AU BURUNDI
Une médecine plus proche de la population
(Frilet-SIPA)

L'hépatite virale de type B, transmise par le sang ou les contacts sexuels, pose encore de vastes problèmes irrésolus : son « réservoir » est en effet constitué par de très nombreux porteurs humains (de 5 % à 20 % de la population en Afrique noire et en Extrême-Orient, où la contamination des enfants à la naissance est très fréquente). Or la corrélation entre le virus de l'hépatite B et le cancer primitif du foie, si fréquent dans les zones très infestées, est aujourd'hui prouvée. Le vaccin contre l'hépatite B, très efficace, trouve donc là une application, mais sa préparation à partir de plasma de sujets porteurs est onéreuse. Il reste pour l'instant hors de portée de nombreux budgets nationaux. Les vaccins issus de recombinaisons génétiques, actuellement au point et en voie de commercialisation, devraient être plus abordables.

Si la fièvre jaune est bien contrôlée dans son foyer sud-américain, elle représente encore une menace potentielle dans toute l'Afrique tropicale. Ici, au contraire de la variole, il existe un vaste réservoir animal de virus et un moustique vecteur, tous deux incontrôlables. Des vaccins très efficaces sont pourtant disponibles, mais la couverture est actuellement très insuffisante, ce qui entraîne inéluctablement de graves risques, la dernière épidémie en date étant celle survenue au Nigéria à la fin de 1986. Des campagnes de vaccination seraient à promouvoir, mais les Etats demeurent insuffisamment conscients du risque.

Plus de cent ans après la mémorable découverte de Louis Pasteur, la rage pose encore des problèmes majeurs, essentiellement urbains, dans le tiers-monde. La prévention la plus efficace serait une vaccination de masse des chiens « de propriétaires », associée à une élimination des chiens errants (campagnes déjà en cours dans certaines villes à risques d'Amérique latine).

Enfin, trois grandes endémies parasitaires continuent à s'étendre malgré des recherches qui n'ont pas encore reçu d'applications efficaces sur le terrain. Les leishmanioses sont transmises par la piqûre du phlébotome, insecte qu'il est impossible d'éradiquer dans ses foyers. Mortelles dans leurs formes viscérales, heureusement beaucoup moins fréquentes que les formes cutanéo-muqueuses, elles progressent régulièrement dans de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et en Inde (environ quatre cent mille nouveaux cas apparaissent chaque année). Il en est de même des bilharzioses, dont déjà plus de deux cents millions d'individus sont atteints. Dans les zones d'endémies, les mollusques, hôtes intermédiaires indispensables des bilharzies, colonisent inéluctablement les retenues d'eau créées pour la mise en valeur des pays (barrages hydro-électriques ou systèmes d'irrigation). Contre ces maladies invalidantes, il reste à trouver un produit efficace et peu onéreux, pour lutter contre les mollusques ou un vaccin pour protéger les hommes.

Quant au paludisme, il s'agit toujours de la première endémie mondiale. Selon l'OMS, 2,5 milliards de personnes, soit plus de 50 % de la population mondiale, vivent dans des régions où il est encore endémique. Aux difficultés traditionnelles de la lutte (impossibilité logistique et pécuniaire d'éradiquer les anophèles vecteurs devenus résistants aux insecticides classiques), s'ajoute l'extension régulière des souches de parasites résistantes aux antipaludéens classiques (amino-4 quinoléïnes). Apparue en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est, puis à l'est de l'Afrique, cette résistance ne cesse de progresser vers l'ouest du continent. Seul un vaccin efficace, administrable par des campagnes de masse, donc peu onéreux, à la mise au point duquel se consacrent de nombreuses équipes, permettra de juguler l'endémie. Quant au SIDA, dernier fléau inattendu, il ne constitue pas la moindre des menaces qui pèsent sur l'Afrique.

En somme, malgré les progrès réalisés, le fossé se creuse entre l'état sanitaire des pays développés et celui des pays en voie de développement les moins avancés. Cependant, on est en droit d'espérer que les pays du Sud sauront unir leurs efforts dans des organismes interétatiques rénovés de coopération pour faire face à des maladies qui ne connaissent pas de frontières. D'autre part, dans le cadre d'un partenariat Sud-Nord bien compris, les retombées de la recherche fondamentale très active au Nord dans le domaine des biotechnologies devraient permettre la mise au point de techniques de diagnostic précis (utilisation des anticorps monoclonaux) et de vaccins de génie génétique ou synthétiques efficaces.

* Professeur agrégé au Val-de-Grâce, directeur médical de Pasteur-Vaccins.

CRÉATION DE DISPENSAIRES AU PAYS

L'initiative des immigrés maliens

Par **MICHAEL HOARE** *

LE 17 janvier 1987 a été inauguré le Centre de santé de Maréna Diombokou, au Mali. Ce complexe sanitaire important – il comprend une pharmacie, un dispensaire, une clinique maternité, un centre de consultations PMI (protection maternelle et infantile), des logements, un bureau pour le personnel et un centre d'état civil, qui peut aussi servir de salle de réunion ou de cours – est le fruit d'un nouveau type de coopération et d'entraide internationales. Sur un budget total de 668 000 francs français, 511 200 francs ont été fournis par les 407 travailleurs émigrés originaires des villages desservis par le Centre et qui habitent et travaillent en France. Quatre villages sont concernés : Makoyafara, Sabouciré, Madina-conta ainsi que Maréna.

Ce type de coopération entre des villages différents est signe d'un esprit nouveau. Certes, ce n'est pas la première fois. 1986 avait vu l'ouverture du dispensaire de Niamiga, également financé par des travailleurs immigrés en France, regroupant les efforts de ressortissants de neuf villages dans une association intitulée Labancanioума (1). Mais ce genre d'entente reste encore assez exceptionnelle pour être relevée. L'association, fondée par les ressortissants des villages autour de Maréna, s'appelle Diama Djigui (2) en soninké : l'espoir d'un peuple.

Sans nier l'importance d'un secteur hospitalier adéquat ou d'une activité de recherche bien organisée, les immigrés africains en France sont surtout sensibles à l'absence de soins immédiats pour leurs proches au village. Le dispensaire – maternité de Niamiga construit par l'association Labancanioumа est caractéristique de ce souci. L'idée est née en 1977, lors du retour en vacances au village d'un immigré. Il avait constaté que les problèmes rencontrés par les femmes du village pendant leurs grossesses et lors de l'accouchement n'existaient pas en France où les morts dues à des hémorragies ou à la septicémie sont rares. Il en conclut qu'il fallait construire une clinique et former des villageois à la médecine moderne. Les vieux, réticents envers la « modernisation » française, s'opposèrent à l'idée. Trois années plus tard, rien n'avait changé. Alors en 1981, l'immigré réunit les « jeunes », en France, originaires de neuf villages avoisinants. Ils adhérèrent au projet, fondèrent une association et envoyèrent deux délégués pour faire le tour des villages et vaincre les réticences. Après cinq années d'efforts durant lesquelles 398 ouvriers côtisèrent chacun 3 000 francs, le dispensaire fut inauguré en 1986.

L'association a également payé la formation d'une sage-femme et de deux aides-soignants dont M. Lassana Konaté, devenu chef du Centre. L'Institut national de prévoyance sociale du Mali a récemment envoyé un autre aide-soignant dont le salaire est pris en charge par l'Etat. Bien sûr, des problèmes existent, comme l'insuffisance de l'alimentation en eau (qui affecte tous les villages du secteur) ou les ruptures de stock de médicaments. Mais le bilan de l'année reste encourageant : 105 femmes accouchées dans de bonnes conditions ; croissance des consultations pré ou post-natales – indiquant que la confiance progresse, – et plus généralement, entre 200 et 300 visites mensuelles. De plus, sept villages ont choisi chacun deux personnes pour participer à une formation de secouriste et d'accoucheuse traditionnelle. Ces équipes sont prêtes à fonctionner, mais manquent de matériel – les trousses d'équipement de base – qui permettrait à chaque village d'avoir accès aux soins d'urgence.

Mais le dispensaire dépend toujours des cotisations de Labancanioumа en France, et cette précarité financière incite à imaginer d'autres solutions : extension du « soutien » de l'opinion publique française, contribution plus active des ONG, mise en place d'une Caisse mutualiste pour la population de la région.

(1) Labancanioumа, M. Mahmadou Coulibaly, 18, rue Bara, 93100 Montreuil.

(2) ADD-CMS, 34, rue Montholon, 75009 Paris.

* Cinéaste, membre de la commission « Développement et tiers-monde » de l'Université alternative antiraciste pour l'égalité, chargé de cours à l'université Paris-X.

BIBLIOGRAPHIE

Deux conceptions de la médecine au Cameroun

Quatre expériences, quatre parcours d'un anthropologue dans le système sanitaire du Cameroun au début des années 80. Dans *l'Etat sorcier* (1), Bernard Hours donne d'abord la description minutieuse d'un dispensaire, puis d'un service de l'hôpital Laquintinie, tous deux situés à Douala, et c'est l'occasion de montrer les difficultés d'une médecine dont le schéma est imprégné par le modèle européen, mais qui fonctionne dans les conditions de dénuement total du tiers-monde. Le décalage entre l'image que patients et soignants ont de la médecine – avec le mythe d'un âge d'or colonial – et la dure réalité alimente les frustrations et crée des tensions permanentes entre infirmiers et malades. Les rapports sont si tendus qu'il n'est pas rare de voir les personnes souffrantes fuir l'hôpital avant la fin du traitement.

Troisième lieu décrit, un centre de maternité, en zone rurale anglophone, et qui souffre des mêmes pénuries en moyens. Mais ici, la capitale est loin ; ni les patients ni les soignants ne sont marqués par cette image qui exacerbe les conflits d'un Etat à la fois « providence » et « défaillant ». Et l'on est étonné des rapports de confiance qui se nouent entre les futures mères et les sages-femmes. Dernier exemple, rural aussi, un centre privé baptiste qui illustre surtout l'importance d'une pharmacie villageoise alimentée par des « médicaments essentiels », les *« cent médicaments de Dieu »*.

A l'heure où se multiplient les critiques contre la politique des soins de santé primaires, ce livre rappelle, comme le précise le professeur Minkowski dans sa préface, que *« le développement sanitaire s'effectue en partenariat entre soignants et soignés »*.

ALAIN GRESH.

(1) Bernard Hours, *l'Etat sorcier*, l'Harmattan, Paris, 1985, 165 pages, 85 F.

L'AFRIQUE, CONTINENT

La nécessaire coopération contre

Par OLIVIA ZÉMOR *

PALUDISME, bilharziose, tétanos, rougeole, hépatite... Autant de germes mortels dans les populations africaines et absents ou bénins dans les pays industrialisés, pays protégés, vaccinés et rarement touchés par les malheurs de l'Afrique.

Le virus du SIDA (syndrome immuno-déficitaire acquis) a bouleversé ce schéma séculaire en tuant sans distinction de race ou de niveau social, embarquant Blancs et Noirs sur la même galère.

Une course contre la montre est engagée contre ce virus qui a pris une avance de cinq ans sur les chercheurs abusés par une longue incubation silencieuse. Ne disposant ni de traitement véritable ni de vaccin, l'Occident est encore désarmé. Privée de tests de dépistage, de banques de sang, de seringues en quantités suffisantes, l'Afrique l'est davantage, mais n'a encore reçu que bien peu d'aide.

Pourtant, cette fois-ci, les pays riches ne pourront tirer seuls leur épingle du jeu. Le dialogue Nord-Sud n'est plus ici affaire de bons sentiments, c'est une question de survie pour les uns comme pour les autres.

« Si une action de santé publique concertée n'est pas entreprise pour combattre le SIDA, une propagation incontrôlée des infections à HIV (1) *dans le monde entier est inévitable et tous les groupes de population seront finalement touchés »*, estime le docteur Jonathan Mann, chargé du dossier SIDA à l'Organisation mondiale de la santé.

« Les particularités biologiques et épidémiologiques de cette infection, prévient-il, *obligent à considérer la pandémie due au SIDA comme un problème de santé publique sans précédent, et non simplement comme l'une des maladies transmissibles du monde d'aujourd'hui. La protection de la santé publique ne peut attendre l'éventuelle mise au point d'antiviraux et de vaccins pour lutter contre le HIV. La solution aux problèmes de santé touchant le monde entier exige d'urgence une coopération internationale et une coordination mondiale. »*

De l'aveu même du docteur Jonathan Mann, on est loin des mille huit cas de SIDA *déclarés officiellement* à l'OMS par les pays africains au 20 octobre 1986. Les personnes infectées se comptent certainement par millions et les malades ou les morts par dizaines de milliers, à quoi s'ajoute la recrudescence des cas de turberculose et de paludisme liés à la baisse des défenses immunitaires induite par ce virus.

L'Afrique centrale est la plus touchée. Selon des données établies d'après des échantillons représentatifs, la proportion des donneurs de sang séropositifs atteint 18 % à Kigali, capitale du Rwanda. A Kinshasa, 8 % des femmes enceintes sont infectées et 2 % à Nairobi où le pourcentage de prostituées séropositives est par ailleurs passé de 4 % en 1980 à 59 % en 1986. Dans tous les pays africains, les plus touchés sont les adultes (autant de femmes que d'hommes) âgés de seize à vingt-neuf ans ainsi que les nouveau-nés contaminés par leur mère. En s'attaquant essentiellement à des adultes dans la fleur de l'âge, la maladie décime les forces vives de la nation, sur lesquelles reposent à la fois l'économie de ces pays et la prise en charge des enfants et des vieillards.

Certains commentateurs européens prompts à donner des leçons ont accusé les gouvernements africains de minimiser les chiffres, de pratiquer une *« censure sur le SIDA »*, d'adopter une *« attitude frileuse »* et de choisir *« la politique de l'autruche »*.

La plupart de ces gouvernements ont en effet adopté un « profil bas » et évité la publicité autour de la maladie. Faut-il leur jeter la pierre ? Accusés de répandre une maladie honteuse liée aux pratiques homosexuelles, craignant une flambée de racisme à l'étranger, une chute des revenus liés au tourisme et une vague de panique au sein de leurs populations, en particulier du personnel soignant, privés de moyens de recenser les donneurs de sang infectés et même de connaître avec exactitude le nombre de malades, confrontés à un virus qui ne sévissait pas parmi des « groupes à risques » déterminés tels que les homosexuels ou les toxicomanes, mais s'attaquait sans distinction aux hommes et aux femmes ayant une activité sexuelle, les Africains se sont trouvés placés dans une situation pour le moins délicate. Délicate et injuste.

Car si le virus du SIDA venait de chez eux, du « singe vert » de la forêt équatoriale, il vivait peut-être tranquillement dans certains groupes de populations, sans causer de graves dégâts, jusqu'au jour où des Occidentaux sont venus le solliciter et lui donner une virulence qu'il n'avait pas auparavant. Hypothèse que n'hésitent pas à formuler les professeurs Luc Montagnier et Jean-Claude Cherman à l'Institut Pasteur. *« Il est très possible que ce virus ait été présent depuis longtemps en Afrique sans provoquer d'épidémie, et qu'il ait subi une mutation au contact de nouvelles populations »*, estime le professeur Jean-Claude Cherman.

De toute façon, accuser les dirigeants africains d'indifférence ou la population africaine d'insouciance est faux et mal venu. Faux parce que plusieurs gouvernements africains se sont préoccupés bien avant certains pays occidentaux de lutter avec leurs faibles moyens et sans publicité tapageuse.

Le Zaïre a été le premier pays à mettre sur pied, avec l'aide de chercheurs américains et belges, un programme de recherche sur la maladie. Le « projet SIDA », lancé en 1984, a permis de définir les symptômes de l'affection, les modes de transmission du virus, la contamination mère-enfant et l'évaluation des risques éventuels que feraient courir les programmes de vaccination.

Au printemps de 1985, avant même qu'il soit institué en France, le Rwanda, aidé par la Croix-Rouge norvégienne, organisait un dépistage des donneurs de sang et lançait parallèlement une campagne d'éducation véhiculée par la télévision, la radio et des tracts.

Contrairement aux récits plus ou moins colorés rapportés du Zaïre, les habitants de Kinshasa ne sont pas ces grands enfants un peu demeurés, tout juste bons à s'amuser, à danser et faire

(1) *Human Immunodeficiency Virus* : ce terme regroupe l'ensemble des types de virus responsables du SIDA découverts à ce jour.

* Journaliste.

Une aide spéciale de la France à l'Afrique

M. MICHEL AURILLAC, ministre de la coopération, et Mme Michèle Barzach, ministre de la santé, ont annoncé le 18 mars que le gouvernement français avait décidé de débloquer plus de 17 millions de francs pour aider une trentaine de pays africains à lutter contre le SIDA. Le programme, établi par un groupe de travail réunissant notamment le professeur Alain Pompidou et plusieurs spécialistes des maladies tropicales, comprend :

1) La mise en place d'un dépistage des sangs infectés pour éviter toute contamination des patients au sein des hôpitaux. Cette mesure implique la création ou l'amélioration de banques de sang, la formation de personnel et la livraison de tests ainsi que de matériel de laboratoire.

2) L'éducation et la sensibilisation des cadres de la santé et de l'action sociale des pays d'Afrique pour favoriser la prévention de cette maladie, notamment par l'utilisation de préservatifs.

3) Une recherche épidémiologique, en collaboration avec les instituts Pasteur en Afrique, l'OCCGE (Organisation de coopération et de coordination pour la lutte contre les grandes endémies), qui regroupe huit Etats francophones de l'Afrique de l'Ouest, et l'OCEAC (Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale), qui de son côté regroupe six Etats. Cette recherche, qui sera menée avec les institutions africaines de santé publique, permettra de mieux évaluer l'étendue de l'infection au sein des populations africaines et d'établir une carte géographique des deux virus (HIV 1 et 2) actuellement identifiés.

Quant à la Communauté économique européenne, elle a demandé le 11 février dernier aux douze Etats membres d'affecter un budget de 2 millions d'ECU (13 800 000 francs environ) à l'éducation et à la prévention du public contre le SIDA. Pour la coordination des opérations de dépistage et de recherche en Europe, elle a demandé aux Etats membres une enveloppe financière de 5,5 millions d'ECU pour la période 1987-1989.

La CEE est d'autre part en train d'élaborer une stratégie d'aide au tiers-monde en ce domaine.

O. Z.

Evaluer l'incidence de la maladie

LE SIDA est-il originaire d'Afrique noire ? D'Amérique du Nord ? Des Caraïbes ? Quoique du plus haut intérêt pour les chercheurs et les épidémiologistes, ce débat est devenu, dans la pratique, quelque peu désuet face à l'expansion actuelle de l'épidémie dans le monde. Sur cette épidémie, précisément, l'institut PANOS de Londres, en liaison avec la Croix-Rouge norvégienne, a réalisé une étude approfondie, parue à Londres (1) qui fait le bilan des recherches actuelles.

Cette étude vient de paraître en français, réalisée — en accord avec PANOS — par l'ENDA (Environnement et développement de l'Afrique), qui a bénéficié pour ce faire du soutien de la Croix-Rouge suédoise. L'ENDA a traduit le texte de PANOS, l'a réactualisé et augmenté d'un certain nombre de données issues des pays francophones, et notamment d'Afrique noire (2).

On y trouve, en particulier, le point sur les traitements de la maladie et sur la recherche d'un vaccin ; surtout, le document révèle l'étendue de l'épidémie dans l'ensemble des pays du tiers-monde. Alors que le SIDA, comme le souligne l'OMS, « frappe aux portes de l'Asie », qu'il est déjà fortement implanté en Amérique latine (Caraïbes, Brésil), il exerce en Afrique noire des ravages que personne n'avait prévus lorsque le virus fut isolé, en 1981.

Dans certains pays d'Afrique, en effet, jusqu'à 30 % de la population serait actuellement séropositive. Le nombre des malades demeure inconnu, car les procédés de diagnostic restent rudimentaires. On sait, cependant, que l'incidence de la maladie (chez les hommes, les femmes et les enfants) y est sans commune mesure avec les taux constatés en Europe ou en Amérique du Nord.

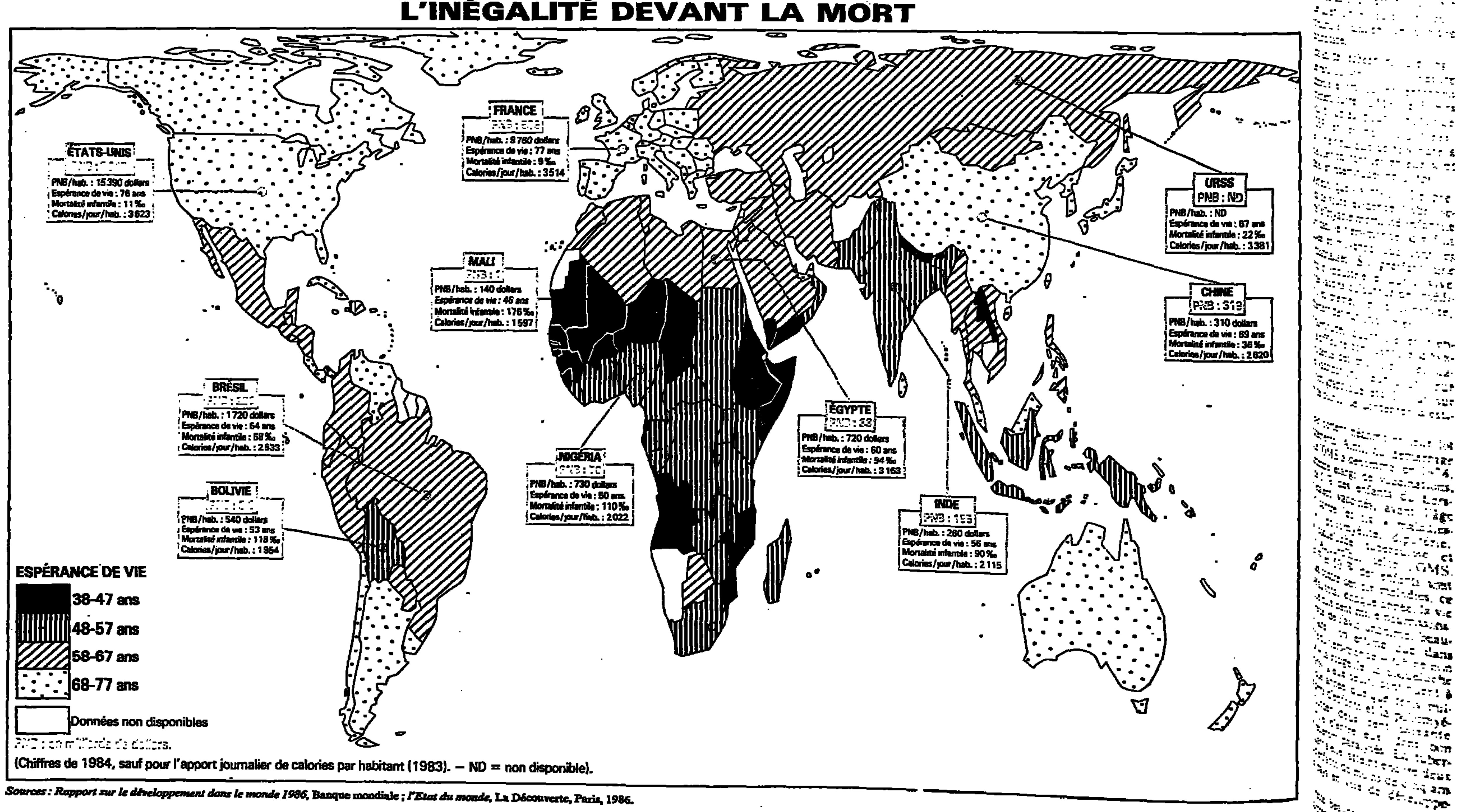
En outre, une hypothèse circule avec insistance, souligne le dossier : la totalité des séropositifs actuels seraient, tôt ou tard, atteints par la maladie. Ce n'est — fort heureusement — qu'une hypothèse, qui fait partie du scénario « catastrophique » évoqué par l'étude. Il en est d'autres : que l'on trouve un médicament efficace, que l'on mette au point un vaccin, que l'on parvienne à interrompre la chaîne de la transmission...

C. B.

(1) PANOS, *AIDS in the Third World*, 8 Alfred Place, LWC 1E 7EB. — Tél. 631-15-90.

(2) ENDA, BP 3370, Dakar (Sénégal). Ce dossier sera mis en vente au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris, au prix de 60 F.

L'INÉGALITÉ DEVANT LA MORT



Sources : Rapport sur le développement dans le monde 1986, Banque mondiale ; *l'Etat du monde*, La Découverte, Paris, 1986.

LE PLUS TOUCHÉ

l'explosion de l'épidémie de SIDA

des calembours (*« Sidagogue »*, ou *« SIDA = syndrome imaginaire pour décourager les amoureux »*), pendant que la maladie fait des ravages. Dès 1985, le SIDA était devenu un sujet de préoccupation majeure dans tous les milieux de la capitale zaïroise, totalement désemparés face à ce nouveau fléau. Les Kinois ne buvaient pas leur café avec une paille, ils ne fuyaient pas les malades, mais connaissaient la menace pour avoir vu chacun un ou plusieurs de leurs proches touchés par le virus. Ils avaient beau savoir que deux pavillons entiers de l'hôpital Mama-Yemo étaient consacrés aux victimes, pouvaient-ils s'abstenir de tout rapport sexuel (les préservatifs n'étant guère plus en vogue qu'en France), de toute transfusion sanguine en cas de nécessité et de soins en général – puisque les seringues utilisées dans les dispensaires et les hôpitaux n'étaient pas toujours fiables ?

Ceux qui taxent l'Afrique d'indifférence ont souvent mis plusieurs années avant de prendre eux-mêmes le SIDA au sérieux et de le considérer autrement que comme un « phénomène purement médiatique ». Certains scientifiques de haut niveau ont sous-estimé à plus d'une reprise la gravité de la situation, considérant pendant longtemps que la transmission du virus ne pouvait être qu'homosexuelle ou sanguine, et que seulement 5 à 10 % des personnes infectées risquaient de développer un jour la maladie. Jusqu'en 1986, la grande majorité des médecins français estimaient dérisoire l'intérêt accordé au SIDA, comparant volontiers le faible nombre de morts à celui des victimes d'infarctus ou d'accidents de la route. *« On vient enfin de s'apercevoir, en Europe, que le SIDA est un problème important »*, déclare M. Jean-Claude Cherman en février 1987.

La France n'a institué le dépistage systématique des dons de sang qu'en août 1985, mais n'a pas su éviter la contamination de plus de la moitié des hémophiles français. La publicité pour les préservatifs n'est autorisée que depuis la fin de 1986, et l'information en milieu scolaire et universitaire commence à peine.

Les campagnes de prévention coûtent très cher. Le seul dépistage du SIDA dans les banques de sang américaines coûte 60 millions de dollars par an, un chiffre nettement supérieur à la plupart des budgets de la santé dans les pays africains. Les soins aux malades du SIDA sont aussi onéreux que ceux qu'exigent les greffes de moelle ou les transplantations cardiaques. M. Jonathan Mann rappelle que la prise en charge de chaque patient atteint de SIDA revient en moyenne à 45 000 dollars aux Etats-Unis.

Or les pays africains disposent d'infiniment moins d'hôpitaux et de médecins, de laboratoires d'analyse, de techniciens et de chercheurs. Sans parler des gants, des tubes, voire de l'eau de Javel qui leur font souvent défaut, ils n'ont généralement ni tests de dépistage ni banques de sang, alors que les transfusions sont particulièrement nécessaires pour les enfants anémiés, les femmes accouchées et les prématurés. Quand un malade a besoin de sang, il vient avec un membre de sa famille dont le sang prélevé est aussitôt réinjecté au patient, sans contrôle possible.

Les seringues, censées être à usage unique, sont réutilisées plusieurs fois dans des conditions d'asepsie douteuses, ce matériel étant difficilement stérilisable.

Pour le professeur Marc Gentilini, chef de service des maladies tropicales à la Pitié-Salpêtrière, il est nécessaire de livrer à l'Afrique des seringues non réutilisables, équipées d'un système d'autodestruction. L'OMS et l'UNICEF penchent en faveur de seringues réutilisables, stérilisables et d'une meilleure formation du personnel chargé de les stériliser.

Un partenariat entre Paris et Kinshasa

MAIS, pour le moment, très peu de moyens ont été débloqués pour venir en aide sur ce point au continent africain. Les gouvernements occidentaux viennent à peine de développer des programmes de lutte contre le SIDA dans leurs propres pays, et les organisations internationales qui en dépendent financièrement n'ont pas encore réussi à trouver des fonds à cet usage.

Même l'OMS, qui souligne l'urgence de la situation en Afrique, n'a pour le moment accordé qu'un budget de 8 millions de dollars au docteur Jonathan Mann pour aider le tiers-monde à lutter contre le SIDA. Il en faudrait 37 d'ici à la fin de 1987.

« Il est urgent d'obtenir des crédits de la CEE permettant de mettre en place une formation adéquate des médecins africains, fait remarquer le professeur Gentilini. *Leurs gouvernements sont demandeurs, mais presque rien n'a été fait dans ce sens. Une véritable coopération scientifique doit être instaurée sur la base du partenariat et non de l'assistance (...). Construisons un espace européen de la coopération. »*

Respect, réciprocité, sont également des notions prioritaires pour le professeur Daniel Zagury, de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris), qui a entrepris en collaboration avec des chercheurs zaïrois d'importants travaux sur la stimulation des défenses immunitaires après l'infection par le virus du SIDA.

Travaux qui ont fait couler beaucoup d'encre après l'annonce, par le *New York Times*, d'une expérimentation vaccinale conduite de manière plus ou moins « sauvage » par cette équipe, en Afrique, et aussitôt relayée par plusieurs commentateurs français. Ces derniers n'ont pas hésité, malgré leur totale ignorance des recherches en question, à laisser entendre que ces essais n'étaient peut-être pas menés sur des volontaires sains et osé titrer leurs articles : « Zaïre, laboratoire humain du SIDA ».

Le démenti formel du gouvernement zaïrois, qui a adressé ses félicitations et son soutien à cette équipe franco-zaïroise (précisant qu'elle avait agi avec l'accord de volontaires et du gouvernement zaïrois), a désamorcé la polémique, mais *« ces campagnes de dénigrement systématique à l'encontre de scientifiques portent un tort considérable à la coopération internationale »*, fait valoir le professeur Zagury.

« Les Américains sont agacés de voir des Français remporter une étape dans la lutte contre le SIDA. Il est vrai que toutes les expérimentations sur l'homme soulèvent des problèmes éthiques, mais il est difficile de parler d'essais prématurés face à une maladie qui tue et se développe à une telle vitesse, estime le professeur Gentilini. *Je me demande*, ajoute-t-il, *ce qu'on a pensé de Pasteur quand il a commencé à injecter sa mixture contre la rage. »*

« Les scientifiques ne peuvent progresser dans leur connaissance et leur compréhension du SIDA qu'en étudiant la situation en Afrique, sur l'homme, sur le singe, les insectes infectés, qu'en analysant la progression du HIV 2 récemment isolé en Afrique de l'Ouest et l'évolution des personnes doublement infectées (HIV 1 + HIV 2) », déclare M. Jean-Claude Cherman, dont l'équipe commencera les premiers essais vaccinaux anti-SIDA au cours de l'année 1987.

« On sait désormais qu'il existe plusieurs virus de la famille du SIDA, explique le professeur Cherman. *Certains étant plus tueurs que d'autres, on ne sait pas encore si, parmi la masse des virus présents en Afrique, les moins virulents vont réussir à neutraliser les autres, en occupant des récepteurs cellulaires à leur place. Peut-être est-il trop tard, et sommes-nous déjà parvenus à un point de non-retour pour la vaccination anti-SIDA en Afrique, où l'administration d'antiviraux est davantage à l'ordre du jour pour tous les séropositifs. Quoi qu'il en soit, tenir l'Afrique à l'écart de nos succès serait une grave erreur, lourde de conséquences pour notre propre santé, car nous ne tarderions pas à être contaminés à notre tour. Si nous ne voulons plus, à l'avenir, nous faire « avoir » par d'autres virus sournois, tels que les virus lents, qui mettent plusieurs années à incuber et ont déjà causé d'énormes ravages lorsqu'on s'aperçoit de leur existence, il faut multiplier la mise en place de laboratoires sur tout le continent africain. Des laboratoires dotés d'un personnel capable de reconnaître et d'isoler très vite les virus pour les neutraliser à temps. »*

« Pour nos actions et les mesures que nous prendrons, ou que nous serons incapables de mettre en place au cours des prochaines années, nous serons jugés par les générations à venir », conclut dans le même sens le docteur Jonathan Mann.

OLIVIA ZEMOR.

UNE STRATÉGIE CONTRE LES GRANDES AFFECTIONS INFANTILES

La vaccination, élément indispensable de la prévention

LORSQU'EN 1974 l'Organisation mondiale de la santé (OMS) lança officiellement l'objectif de la vaccination universelle des enfants d'ici à 1990, l'urgence était en effet criante : chaque année dans le tiers-monde, six maladies tuaient à elles seules cinq millions d'enfants et faisaient un nombre égal de handicapés.

A trois ans de l'échéance, où en est-on ? Les résultats sont-ils à la mesure de l'immense effort qu'ont entrepris conjointement, outre l'OMS, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et les pays du tiers-monde ? Il n'est pas aisé de répondre à une telle question, tant les enjeux sont énormes et les incertitudes pesantes.

Ces enjeux, quels sont-ils ? Le premier est de toute évidence l'abaissement de l'effroyable mortalité infantile qui sévit dans le tiers-monde, dix fois plus élevée, en moyenne, que dans les pays industrialisés. S'y greffent une compétition industrielle aussi vive autour des vaccins qu'autour des médicaments, et même, on le constate, l'affrontement des nationalismes.

Les incertitudes, quant à elles, tiennent à la difficulté considérable d'évaluer l'incidence des maladies, l'efficacité des vaccinations, leur coût, leur impact démographique, etc. Il faut, sur nombre de points, se contenter d'estimations.

Celles-ci portent néanmoins leur lot d'enseignements. Ainsi, au démarrage de ce que l'OMS a dénommé, en 1974, le Programme élargi de vaccinations, moins de 5 % des enfants du tiers-monde étaient vaccinés, avant l'âge d'un an, contre les six « maladies-cibles » : poliomyélite, diphtérie, tétanos, coqueluche, tuberculose et rougeole. Aujourd'hui, selon l'OMS, entre 40 % et 50 % des enfants sont immunisés contre ces six maladies, ce qui sauve au total, chaque année, la vie de quelque huit cent mille nourrissons. Mais il reste, de l'avis unanime, beaucoup à faire : on estime que dans l'ensemble du tiers-monde – Chine non comprise – la rougeole, la coqueluche et le tétanos, à eux seuls, continuent à tuer chaque année quelque trois millions et demi d'enfants et la poliomyélite à toucher deux cent soixante quinze mille d'entre eux, dont bon nombre resteront paralysés. La tuberculose, quant à elle, atteint encore deux millions d'enfants de moins de cinq ans dans les pays en voie de développement.

Qu'il reste beaucoup à faire n'est guère surprenant. Les difficultés économiques dans lesquelles se débattent les pays les plus pauvres, les troubles civils qui les perturbent, les contraintes techniques considérables qu'impose toute stratégie vaccinale sont autant d'obstacles à surmonter. Compte tenu de toutes ces difficultés, on peut au contraire s'étonner que, en si peu de temps, de tels progrès aient pu être accomplis. L'acte vaccinal n'a en effet rien de simple : aux difficultés techniques de la fabrication du vaccin s'ajoutent les problèmes considérables que pose son acheminement jusqu'à ses destinataires en pays tropicaux, lorsque manquent les routes, les véhicules, les réfrigérateurs et le personnel qualifié.

LES stratégies ont donc varié selon les pays et selon les types de contraintes : certains Etats, tels que la Colombie, le Brésil, la Turquie, le Burkina, l'Algérie, ont voulu donner une impulsion décisive à leur programme en organisant des Journées nationales de vaccination qui, toutes, ont eu un impact considérable. Tous les pays du tiers-monde, ou presque, aujourd'hui, ont décidé d'accélérer leurs stratégies, si possible de les simplifier pour approcher – approcher seulement – l'objectif de la vaccination généralisée en 1990. L'effort devra, chacun le sait, se poursuivre bien au-delà.

Se poursuivre, malgré les difficultés dont certaines étaient inattendues. Ainsi, pendant l'été de 1986, une épidémie de poliomyélite a éclaté en Gambie, touchant trois cents enfants dont 40 % avaient pourtant été correctement vaccinés, à l'aide du vaccin « vivant » oral. Dans la Casamance voisine, au sud du Sénégal, soixante cas ont été dénombrés, dont sept chez des enfants qui avaient reçu deux doses du vaccin « tué » injectable.

Ces résultats, relevés tout récemment à Niamey (Niger) lors du troisième séminaire sur les vaccinations en Afrique, organisé par l'Association pour la promotion de la médecine préventive (APMP) (1), ont évidemment jeté un trouble dans la communauté scientifique. Ils confirment la fragilité d'un vaccin « vivant » – l'antipoliomyélitique oral – en pays tropical et laissent irrésolue la question de savoir pourquoi des cas ont aussi éclaté chez des enfants immunisés à l'aide du vaccin injectable. Il faut évidemment poursuivre les investigations et obtenir des réponses. Rupture dans la chaîne du froid nécessaire à la conservation du vaccin ? Mauvaise « réponse » immunologique, mauvais administration du vaccin ?

Dans le même sens, des difficultés ont surgi à propos de la vaccination antirougeoleuse. La rougeole est l'une des toutes premières causes de mortalité dans le tiers-monde, où l'on estime à 67 millions le nombre de cas annuels. On dispose aujourd'hui d'un vaccin très efficace, dont la sensibilité à la chaleur a été atténuée. La difficulté, ici, est de choisir le moment de la vaccination. Jusqu'à neuf mois, en général, l'enfant reste protégé par les anticorps que lui a transmis sa mère. C'est donc à cet âge que l'on vaccine. Mais, chez un pourcentage non négligeable d'enfants, les anticorps maternels disparaissent avant cet âge, et l'enfant est alors exposé à la maladie. Vacciner plus tôt ? C'est courir le risque de voir le vaccin « ne pas prendre » chez ceux qui conservent des anticorps maternels. Il faudra donc, et c'est à quoi s'emploie l'industrie, mettre au point un vaccin plus puissant, capable de franchir la barrière des anticorps maternels.

Car la recherche, précisément, est l'une des clés du développement des stratégies vaccinales. Il convient en effet non seulement d'identifier les causes des échecs isolés constatés jusqu'à présent, mais aussi d'y porter remède, puis d'améliorer les vaccins qui existent et – enfin – d'en trouver de nouveaux.

Améliorer ceux qui existent : les travaux sont en bonne voie pour le choléra, la coqueluche, l'hépatite virale ; contre la rage, un vaccin ultramoderne est déjà sur le marché, pour remplacer l'antique et dangereuse formule héritée de Pasteur ; restera à abaisser son prix pour favoriser son extension.

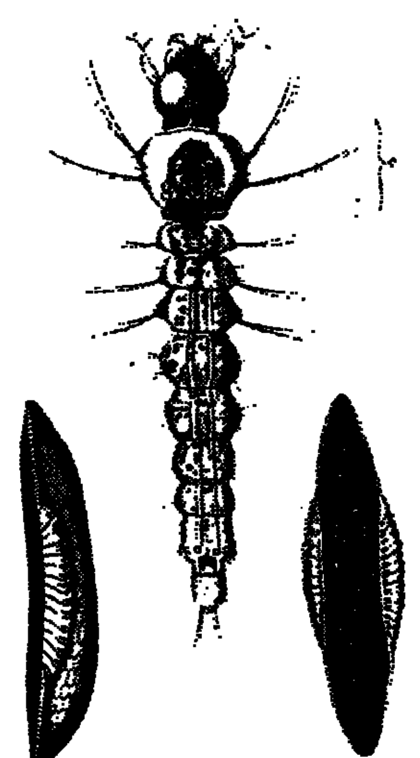
Enfin, le tiers-monde est frappé d'un certain nombre de maladies contre lesquelles n'existe, à l'heure actuelle, aucune vaccination. Deux exemples : une maladie de toujours, le paludisme et une nouvelle, le SIDA. Les travaux qui permettent d'espérer enfin la mise au point d'un vaccin antipalustre, après avoir donné beaucoup d'espoir, semblent marquer le pas. Il est admis aujourd'hui que ce vaccin devra être un composé de plusieurs fractions vaccinantes, étant donné le cheminement complexe de l'infection dans l'organisme humain. Ce n'est pas encore pour demain.

QUANT au SIDA, il soulève, plus encore peut-être, nombre de questions irrésolues *(lire ci-dessus l'article d'Olivia Zemor et l'encadré ci-contre)*. La mise au point d'un vaccin contre cette maladie, pour laquelle un effort sans précédent a été entrepris, ne paraît pas non plus envisageable à court terme.

De ces difficultés et de ces recherches, doit-on tirer scepticisme et découragement ? Scepticisme, sûrement pas. Depuis cent ans que la vaccination existe, elle a permis d'éradiquer ou d'endiguer des maladies infectieuses jadis mortelles, dont le coût humain est encore aujourd'hui inestimable. Reste donc à surmonter les indéniables difficultés que pose son utilisation massive dans des pays où rien ne facilite les stratégies sanitaires. Découragement ? Personne, semble-t-il, n'y cède. Ni les pays intéressés, qui connaissent le coût humain et économique de ces morts évitables ; ni les organisations internationales qui les soutiennent ; ni les industriels, sans lesquels la vaccinologie n'existerait pas ; ni, enfin, les chercheurs, qui travaillent pour l'avenir.

C. B.

(1) L'Association pour la promotion de la médecine préventive, présidée par le professeur Marc Gentilini (Paris) et dirigée par M. Philippe Stoeckel, élabore et applique des stratégies vaccinales dans les pays du tiers-monde. Elle est financée par les fondations Pasteur et Mérieux et travaille en liaison avec le Centre international de l'enfance et la coopération française.



(Roger Viollet)
ANOPHÈLE FEMELLE, ŒUF ET LARVE
Le vecteur de l'indéracinable paludisme

Précautions accrues en présence du nouveau virus

LES campagnes de vaccination risquent-elles d'aggraver la propagation du SIDA dans les pays où cette maladie est très répandue ? Question troublante s'il en est, à laquelle l'OMS tente d'apporter des éléments de réponse.

Cette crainte est double : la vaccination suppose l'injection d'un produit dans le sang du sujet, donc une « effraction », théoriquement susceptible d'inoculer le virus du SIDA si le matériel utilisé n'est pas parfaitement stérile. A cela, l'OMS répond que les injecteurs sans aiguille (les « pistolets injecteurs ») ne peuvent vraisemblablement pas transmettre la maladie puisqu'ils agissent par pression. En revanche, le matériel à usage unique devrait être abandonné, car il est très généralement réutilisé, contrairement à la règle, et non stérilisable. Il faut donc, en attendant que l'on dispose d'un matériel à usage unique autodestructible, revenir aux procédés plus classiques (aiguilles stérilisables, seringues de verre) et respecter strictement les règles de la stérilisation (ébullition pendant vingt minutes, notamment).

Seconde question, qui n'est pas la moindre : faut-il vacciner les enfants séropositifs ? On connaît mal, admet l'OMS, la réponse immunitaire d'un enfant non encore atteint du SIDA, mais porteur du virus. Son système immunitaire est-il déjà déprimé, d'où le risque de voir « flamber » les germes qu'on lui inocule, ou celui du SIDA, déjà présent dans son organisme ? L'OMS n'a identifié aucun cas de ce type dans les zones très infestées par le virus du SIDA. Mais elle reste prudente. Elle continue de recommander la vaccination en tout état de cause, étant donnée l'importance des risques que les maladies couvertes par le Programme élargi de vaccination font courir aux enfants, risques supérieurs à celui du SIDA. Elle estime néanmoins qu'il ne faut pas utiliser le BCG chez les enfants atteints de SIDA.

C. B.

BIBLIOGRAPHIE

- Claire Brisset, *la Santé dans le tiers-monde*, Le Monde-La Découverte, Paris, 1984.
- Marc Gentilini et Bernard Duflo, *Médecine tropicale*, Flammarion, Paris, quatrième édition, 1986.
- *La Situation des enfants dans le monde*, Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), New-York, 1987.
- *L'Enfant en milieu tropical*, revue publiée six fois par an (en français et en anglais) par le Centre international de l'enfance (château de Longchamp, bois de Boulogne, 75016 Paris).
- Medicus Mundi, *Dialogue Nord-Sud et santé, 25 ans sur le terrain*, 1986.
- Frère des hommes, *Cher docteur, des médicaments essentiels pour le tiers-monde*, dossier 1987.

L'INDE DES INTOUCHABLES ET DES MAUDITS...

Oupra

Par LAXMAN MANÉ

Aboli officiellement en 1947, au moment de l'indépendance, le système des castes propre à l'hindouisme – religion dominante – demeure vivace en Inde. Il maintient dans les marges de la société des millions d'opprimés, contraints encore à l'errance, condamnés à une permanente mendicité. *Oupra* (1) est le terrible témoignage de l'un d'eux.

Laxman Manè appartient en effet à l'une des sous-castes les plus rejetées, celle des Kaikadi, nomades indigents confinés d'ordinaire dans la fange, en dehors des villages, dans l'Etat de Maharashtra, loin de Bombay, la capitale.

L'absolu réalisme du récit autobiographique de Laxman Mané – publié en 1980 – trouva d'emblée un écho retentissant et le roman remporta *le Grand Prix – Sahitya –* de littérature de l'Inde. L'auteur, qui parvint à s'arracher à sa condition grâce à ses études, est resté fortement attaché aux gens de sa caste et a mis sa plume, son talent et son actuelle célébrité au service de leur lutte contre les souffrances et les injustices.

I. R.

(1) Laxman Mané, *Oupra* (traduit du marathe par A.-K. Kamat). Maren Sell & Cie, Paris, 264 pages, mise en vente le 1er avril 1987, 92 F.

BIENTOT, ce serait la mousson. Mon père avait payé presque toutes les dettes avec son orchestre. Mais les lendemains restaient sombres, il n'y avait pas assez de travail pour un Kaikadi. Pour quelques sous, mon père portait les fardeaux des villageois, menait les bœufs à l'abreuvoir, réparait les clôtures, fixait les barres. Les fermes n'offraient pas davantage d'ouvrage, alors mon père prenait tout ce qu'on lui proposait : il arrosait les cotonniers dans les champs, veillait à la porte de certains propriétaires, aspergeait les cotonniers de produits chimiques. Ma mère, elle, en était au même point, elle faisait n'importe quel boulot chez des voisines en échange de piments, de blé, de terre-noix, de quelques morceaux de pain de cari. On ne la payait pas en argent.

Désormais, j'allais à l'école régulièrement. Le matin, je menais les ânes au pâturage avant l'heure des cours, et je ramassais des branchettes pour aider ma mère à faire du feu.

Et la mousson arriva. Mon père dit que ce serait la mort. Il n'y avait plus de travail nulle part. Le mois durant lequel il pleut à torrent tous les jours est considéré comme le mois maudit par les Kaikadi. Souvent, pendant le déjeuner, ma mère n'était pas avec nous. Je savais que nos parents ne mangeaient pas, qu'ils nous donnaient tout ce qu'ils parvenaient à récolter.

Pendant les congés, Sami et moi on accompagnait nos parents pour ramasser le coton. Les adultes gagnaient une roupie par jour, et les gosses deux ou quatre annas pour une grande journée de travail. Juste de quoi acheter du sel et des piments. Nul n'avait pourtant le droit de se plaindre. On n'avait pas le *choix (...).*

A l'ouest de cette région, on récolte le riz. C'est pourquoi, les Kaikadi décident d'y aller mendier. Leurs logis de nouveau à dos d'âne, ils empruntent diverses routes pour arriver au même endroit. Mais cette fois, mon père devait être confronté à un nouveau problème : ma mère, qui était enceinte, se rapprochait de son terme. Il décida donc de prendre la route la plus confortable. On s'arrêtait n'importe où, *dans des endroits à ordures*, derrière un temple, ou encore sous un arbre. Enfin, on est arrivés. On ne mangeait que du riz avec du poisson frais ou séché. Pendant des jours, je passai d'une école à l'autre. Mon père me faisait inscrire dans un village avant de passer dans un autre. J'étudiais où je pouvais, à l'intérieur ou hors de l'école. Mes parents étaient très heureux de me voir m'intéresser à mes *livres.*

Dans cette région, les clients payaient sur-le-champ, mon père possédait donc de l'argent liquide, et il économisait. Il tressait la nuit des paniers qu'il vendait au matin. Je ne voyais plus mes parents dormir, ils sortaient avec des paniers et revenaient avec du rotin, tandis que ma mère se chargeait en plus des provisions.

Parce que ma mère *était enceinte, les familles de* mes oncles étaient venues avec nous. Tous travaillaient dur, mais voisinaient en amis et se portaient mutuellement assistance. S'il y avait quelque ombre de discorde, mon père préférait châtier ma mère plutôt que de se quereller avec ses frères.

Une nuit où on travaillait comme d'habitude, ma mère et moi, à couper des tiges de rotin tandis que les petits s'étaient *endormis, mon père raconta des histoires de dieux, de fantômes*, inventées ou vécues. Parfois, un de mes oncles prenait le relais, les autres écoutaient avec attention, les mains activement occupées à tresser ou à tailler. Mon oncle disait :

– Mon frère, aujourd'hui, je l'ai échappé belle !

Les nez se levaient, on répondait tous en même temps :

– Comment ça, échappé belle ?

ET mon oncle racontait. A l'aube, les trois frères avaient grimpé sur une montagne pour couper du rotin, et ils *avaient lié chacun leur gerbe, qu'ils portaient sur la tête* ou sur l'épaule. Sans perdre de temps, ils s'étaient remis en marche, et le cadet était resté en arrière, chargé d'un fagot si lourd qu'il l'avait laissé tomber. Il l'avait défait, allégé, installé à nouveau sur sa tête, et s'était remis en marche. Mais ses frères avaient pris une telle avance qu'il ne pouvait plus les apercevoir. Il suivait le chemin asphalté et n'entendait plus que le bruit de ses pas. Même la voix matinale des oiseaux se taisait. Un silence lourd occupait la montagne. Soudain, il lui avait semblé qu'un arbre était tombé en travers du chemin. Il avait continué à avancer, mais l'arbre se rapprochait de lui. Ne comprenant rien au phénomène, il avait cru que c'était un fantôme – il avait entendu dire qu'ils rôdaient dans cette région – et s'était mis à prier la déesse Kalubai pour qu'elle écarte le maléfice de sa route. Mais l'arbre se rapprochait toujours, et la sueur coulait dans le dos de mon oncle. *Ses pieds refusaient de le porter*. Et brusquement, il avait reconnu un serpent, un serpent énorme, comme il n'en avait jamais vu de sa vie. Pas une parole ne pouvait sortir de sa bouche... Le monstre se rapprochait lentement...

Par bonheur, un groupe de cyclistes est arrivé à ce moment. Ils ont freiné tout près de mon oncle et ont aperçu le monstre. Ils se sont mis à faire un tel vacarme, en tapant des pieds et des mains, en sonnant et en criant, que le monstre s'est écarté de la route, a glissé le long de la pente... et disparu dans la forêt. Les cyclistes s'étaient félicités : « C'est un miracle qu'on soit arrivés à ce moment ! Un peu plus et le pauvre homme, et tout son fagot, était avalé par le python ! »

– L'ange de la mort est passé, mais l'heure n'était pas la bonne, a dit mon oncle.

Et tous joignirent les mains pour remercier la grâce divine. Mon père se leva, s'approcha du panier des dieux, balbutia quel*ques mots*, prit du vermillon et en appliqua au front de chacun de nous, avant d'en jeter en direction du logis de mon oncle cadet.

Durant toute cette histoire, un frisson d'effroi m'avait parcouru. J'ai abandonné les tiges de rotin et suis allé me coucher. Sans mot dire.

NOTRE logis était maintenant fixé au bord de la rue, dans la région de Khopoli. D'ici je pouvais contempler la ligne des montagnes. Autour de nous, tout était vert.

Mes oncles me chérissaient. Tous les matins, on me donnait du pain avec du beurre, et quelquefois d'autres bonnes choses à manger. Tout le monde me parlait gentiment, on voulait que je continue à étudier. On ne me battait pas si je me trompais. Pas un seul de nos ancêtres ne savait ce que signifiait lire et écrire. Quand on recevait une lettre, il fallait la porter à l'instituteur.

A l'école, j'étais habitué à ne pas me mêler aux autres. Personne ne me permettait de le toucher. J'avais l'impression d'être un détritus qui grandit, comme grandit un tas d'ordures.

Ce jour-là, le soleil s'étant couché, ma mère avait fait du feu dans le poêle aux trois pierres pour cuire du riz, et moi je veillais sur le feu. Ma mère s'est plainte, elle ne se sentait pas bien. Mon père s'est levé aussitôt et est allé acheter un peu de sucre. Puis il lui a *préparé* du thé, sans oublier de lui appliquer un peu de cendre sacrée sur le front. Réconfortée, elle a repris bientôt son ouvrage. Mes tantes aussi avaient fait du feu, mais comme le vent soufflait, le riz ne parvenait pas à cuire. C'est alors que ma mère est entrée en travail.

Mon père, une fois de plus, lui a appliqué de la cendre sacrée. Maintenant elle pleurait, criait à petits coups. On a tous abandonné le repas. Mon père a saisi un *dhoti* * et quatre bâtons qu'il a transformés en cloison pour séparer le logis en deux. Puis il a augmenté la lumière de la lampe. Je me suis précipité dehors pour acheter de l'huile, et mon père pour aller chercher deux grands pots d'eau. Mes tantes se hâtaient d'accomplir leur devoir de femme, et j'essayais d'imaginer ce qu'elles pouvaient bien trifouiller derrière la cloison... Elles nous chassaient comme on fait envoler les oiseaux. Dehors il faisait noir, les échoppes fermaient, le mystère de la nuit s'installait, et on n'osait pas s'éloigner de cette lampe. Et brusquement quelqu'un l'a déplacée et les ténèbres nous ont enfermés. J'avais aussi peur qu'au beau milieu de la forêt. Autour de nous, les insectes de nuit faisaient un bruit bizarre. J'entendais ma mère crier et ma tante qui la consolait :

– Calme-toi... Ça va passer vite !

Mon père allait et venait sans mot dire, le visage inquiet. Je lui ai demandé ce qui se passait là-dedans, mais il ne m'a pas répondu.

Enfin ma mère a poussé un cri perçant et a brusquement cessé de pleurer, en même temps qu'éclataient les pleurs d'un bébé.

Mon père a souri, mes oncles et mes tantes étaient heureux, soulagés. A l'intérieur, une femme a demandé de l'eau et mon père s'est précipité. Mais elle est entrée en fureur :

– L'eau est aussi froide que ta gueule ! Tu veux donc les tuer tous les deux ?

Mon père a allumé du feu en vitesse et s'est mis à souffler dessus. Au premier frémissement de l'eau, il l'a *emportée derrière la cloison. Maintenant*, le bébé pleurait continuellement. Ça voulait dire que ma mère avait accouché d'un enfant, et que j'avais un frère. Je l'ai compris très vite. Comme il était né au bord de la mer, mon père a *déclaré* :

– Il s'appellera Samindria, fils de la mer. (...).

(Selçuk)

ON avait décidé de déménager dans trois ou quatre jours. *Ma belle tante Parou et son mari devaient aussi rentrer* dans leur village.

Mais une nuit, la catastrophe survint. Il était presque minuit, il faisait nuit noire, et ma tante Parou sortit brusquement de son logis en courant en tous sens et en poussant des cris perçants. En un instant, tout le monde fut réveillé, sur le pied de guerre, en train de s'interroger sur ce qui se passait. On bâillonna Parou avec une pièce d'étoffe pour l'empêcher de hurler, mais elle continuait à exprimer un vrai délire de désespoir : elle piétinait la boue, se tirait les cheveux, se giflait violemment... Tout le monde crut qu'elle avait été frappée par son mari, mais son mari se tenait debout devant le logis, avec l'air d'un homme qui regarde brûler son riz sans comprendre. De surcroît, personne ne pouvait la toucher, ce n'était pas permis parce qu'elle était dans son cycle menstruel. Elle couchait donc toute seule cette nuit-là, *et son mari ignorait ce qui s'était passé.* Enfin, ma mère et ma tante, la tenant chacune par un bras, lui posèrent des questions dans notre dialecte. Puis toutes les femmes la conduisirent à part.

Mon père avançait qu'elle avait peut-être été visitée par un fantôme.

Moi, je m'étais assis au milieu des femmes en me cramponnant au sari de ma mère.

Après quelques minutes, la tante Parou avait cessé de crier. Elle semblait choquée, ses membres frissonnaient. Quand des forces lui revinrent, elle nous raconta :

– Je m'étais couchée sur un sac. Mais c'est surtout lorsque j'étais endormie comme un cadavre, que ces salauds ont saisi l'occasion...

Elle se remit à crier. Les femmes la secouèrent, impatientes de savoir. Elle reprit enfin :

– Je leur ai dit que j'étais dans mon cycle menstruel, mais même alors ces ordures m'ont pas laissée tranquille... Ils étaient quatre. Je ne sais pas qui ils étaient. Ils m'ont soulevée pendant que j'étais endormie. En me réveillant, je me suis aperçue que ces salauds m'avaient *bâillonnée*, et qu'*ils me faisaient* sortir de mon logis...

En pleurant toujours et en désignant les ténèbres du doigt, *elle dit* :

– C'est trop affreux ! Qu'est-ce que je peux faire maintenant... ? J'avais mal ! Mon corps est devenu une bûche pourrie !

Toutes les femmes avaient maintenant compris. Elles la maintenaient fermement pour l'empêcher de se sauver. Parou répétait sans arrêt :

– Laissez-moi me pendre ! Je ne veux plus de mon corps !

Elle raidissait les reins, essayait de s'échapper.

Qui étaient donc ses violeurs ? Elle ne les connaissait pas, elle ne pouvait pas le dire !

Ma mère s'est *glissée sournoisement pour aller raconter* la chose à mon père et au mari de Parou. Il a poussé un hurlement et s'est jeté par terre, en criant :

– La putain a donné son cul ! Je le savais ! Je le pensais depuis longtemps... C'est pour ça qu'elle voulait pas consommer le mariage ! Elle m'a fait perdre la face, mais maintenant elle va en baver !

Les hommes l'ont retenu. Ils lui ont parlé, l'histoire a duré toute la nuit. De quoi passer une nuit blanche. Mon oncle se giflait abondamment. De temps à autre, il criait :

– Je ne suis qu'un malheureux cocu ! Je ne veux plus d'une femme belle !

Le jour vint, et trouva toujours les Kaidadi en effervescence.

– Ce serait bête de rester ici plus longtemps, disait mon père, pourtant on peut pas les laisser comme ça !

Au matin, mon oncle dit à Parou :

– Vas-t'en où tu veux ! J'en ai plus rien à foutre de toi ! Tu as tué toute ma joie de vivre. Je m'en vais me cacher quelque part dans un coin du monde. Fous le camp ! Que je ne te revoie *plus jamais !*

Il s'est mis à faire ses paquets, et la tante Parou, qui ne parvenait pas à y croire, s'est levée aussi pour le suivre.

Mes parents, hommes et femmes, suivaient ce couple déchiré tandis que nous autres gosses, on devait rester dans nos logis.

Enfin, mon oncle, l'abandonnant *derrière lui*, est *monté* dans une carriole et lui a lancé une dernière phrase :

– Souffre, putain ! souffre ton méchant destin !

A partir de cet instant, la tante Parou, à demi folle, nous a accompagnés partout dans les villages. Elle ne mangeait plus, buvait à peine, et pleurait tout le temps. Mes parents n'étaient pas gentils avec elle. Ma mère lui lançait des injures choisies. Enfin, une nuit, elle s'en est allée on ne sait où, et j'en ai ressenti un gros chagrin. On ne savait pas ce qui lui était arrivé, ni où elle se cachait. On *pressentait simplement que* des nouvelles nous parviendraient bientôt, d'une issue fatale.

Quelque temps plus tard, pendant la fête de Kalubai, le père de la tante Parou a raconté à ma mère :

– Elle s'est réfugiée chez moi, mais elle était devenue folle. Elle avait beaucoup souffert, elle parlait tout le temps, elle lançait des injures. Et un jour, je l'ai retrouvée morte. Le jour viendra où je traînerai mon gendre devant *les jurés du village !* J'en fais le serment !

Mon oncle se remaria. Le jour des noces, ma mère eut quelque chose à dire :

– Quand on est mendiant, il faut vivre comme un mendiant. Celle qui se conduit en coquette et en danseuse aura le sort de Parou.

Je pris alors conscience que je n'avais *jamais* vu *ma mère* se peigner. Seul mon père se baignait tous les jours, régulièrement, parce qu'il devait baigner les dieux. S'il n'avait pas le temps, c'était à moi de le faire : me baigner avec les dieux.

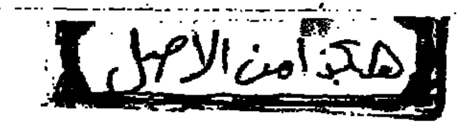
* Vêtement traditionnel pour les hommes qui consiste en une pièce d'étoffe de 3 à 4 mètres de long sur 1 mètre de large.

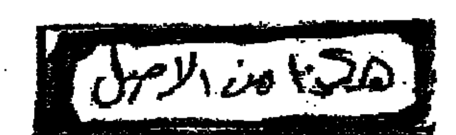












AU DIXIÈME FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE DE OUAGADOUGOU

Images des temps durs

PRÈS de cent cinquante films, venus de trente-trois pays, ont été projetés au cours du Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (Fespaco), en février dernier. Ce Festival est devenu la principale manifestation culturelle du continent noir : colloques, projections parallèles, expositions, conférences se sont succédé, massivement suivis par un public enthousiaste. Les personnalités politiques (le capitaine Sankara, chef d'Etat du Burkina, y a été très présent), les créateurs et les artistes en ont profité pour se rencontrer et tenter de définir une stratégie commune pour la défense de la télévision et du cinéma africains. Tâche fort délicate à l'heure où la pression des images venues de l'étranger est devenue intolérable.

Par ANTOINETTE DELAFIN

Une grande fête, indiscutablement, ce dixième Fespaco. Des centaines de participants – cinéastes, critiques, écrivains, distributeurs, producteurs – venus de tout le continent africain ; et d'ailleurs. Des cérémonies spectaculaires ; des dizaines de débats ; un foisonnement d'idées, de propositions, de projets. Mais un grand absent : le cinéma lui-même.

D'abord parce que, dans l'ensemble, la qualité des films présentés est apparue médiocre. Et que cela, dans un continent frappé par toutes les calamités et asphyxié par la crise économique, peut être considéré comme assez normal. Les urgences sont ailleurs. Et le talent des cinéastes ne peut, à lui seul, surmonter les nombreux obstacles techniques et financiers dus à la situation générale des Etats. Surtout que, bien souvent, ceux-ci ne sont pas parvenus à définir une politique précise – et encore moins une attitude commune – à l'égard de l'audiovisuel.

En réalité, autant de pays, autant de politiques différentes en matière de cinéma. Et, le plus souvent, pas de politique du tout. D'où la disparité et la faiblesse de la production sur le continent. Au Sénégal, par exemple, les autorités s'orientent à grands pas vers la privatisation de la production. La moitié des actions détenues par l'Etat dans la Société nationale de production cinématographique devraient être cédées aux investisseurs privés dans les prochains mois, *« pour donner une sorte d'autonomie en matière de production filmique »*, précise M. Amadou Tidiane Niagane, chef du bureau du cinéma au ministère de la communication de Dakar. En Côte-d'Ivoire, par contre, le ministre de la culture, M. Dona Fologo, a annoncé récemment aux cinéastes la création d'un fonds national du cinéma. Mais, dans leur grande majorité, les Etats africains ne sont pas en mesure d'investir dans le domaine culturel, considéré comme non prioritaire.

Depuis deux ans cependant, la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci) s'évertue par la voix de son président, le cinéaste burkinabé Gaston Kaboré, à convaincre les Etats, ses principaux partenaires, d'encourager l'essor des cinématographies nationales. Sans grands résultats pour l'instant. Selon la Fepaci, il s'agirait d'un problème de gestion ; les bénéfices financiers produits par le cinéma en Afrique devraient être plus judicieusement utilisés. Au Burkina, par exemple, le régime du capitaine Sankara ne vote aucun budget pour le cinéma mais soutient la production en prélevant 15 % du montant des recettes de guichets.

De telles mesures, selon la Fepaci, peuvent aussi être accompagnées d'incitations fiscales afin d'encourager le secteur privé à investir dans le cinéma. *« Qui tient la clé de la distribution tient le cinéma »*, proclamaient des banderoles dans les rues de Ouagadougou, citant ainsi le Tunisien Tahar Cheriaa, créateur du Festival de Carthage et père spirituel du Fespaco qui, cette année, lui rendait hommage. Hélas, les circuits de distribution – autre problème majeur en Afrique – sont toujours aussi tributaires du marché international pour leur approvisionnement en films. *« Comment peut-il en être autrement,* explique M. Mustapha N'Diaye, directeur de la SIDEC (importante société sénégalaise de distribution), *quand, depuis son indépendance, le Sénégal, par exemple, ne produit que deux ou trois films par an, alors que nos besoins sont estimés à trois cents films environ ? »*

Le Consortium interafricain de distribution cinématographique (CIDC), dont l'objet était de mettre en place une sorte de marché commun de diffusion des films africains, avait représenté à la fin des années 70 (1) un grand espoir pour les cinéastes désireux de reconquérir leur marché. Il se trouve aujourd'hui dans un état de mort clinique.

Malgré les tentatives multiples pour organiser la production commune de films, les nations africaines sont encore celles qui ont le moins droit à leur propre image. La pénétration audiovisuelle étrangère demeure massive, asphyxiante. Environ 85 % des programmes de télévision sont importés. Quant aux écrans de cinéma, ils sont occupés à 90 % par les productions étrangères. Et, comme ailleurs, le nombre de salles de cinéma diminue : trois cents salles fixes en 1970, deux cent cinquante en 1983. Dans ces conditions, les crises s'ajoutent aux crises, et l'idée même de cinéma commercial, rentable, devient ici presque absurde. *« En raison de l'absence de marché, c'est un cinéma condamné, qu'il le veuille ou non, à être un cinéma d'auteur,* dit Férid Boughedir, essayiste tunisien et cinéaste. *C'est d'ailleurs, peut-être, une de ses rares chances, puisqu'il demeure condamné, en même temps, à être de qualité. »* En effet, les films qui ont récemment obtenu en Afrique noire le plus de succès ne sont pas des films commerciaux : *Djeli*, de Fadiga Kramo Lancine, a battu tous les records de recette en Côte-d'Ivoire, tout comme *Wend Kuun* (1983), de Gaston Kaboré. S'ils se sont imposés, c'est avant tout grâce au regard personnel, original, porté sur la réalité africaine par leurs auteurs. Car l'Afrique a soif de ses propres images.

(D. R.)

AFFICHE DU FILM MALIEN « NYAMANTON »
Une incitation à lutter contre le fatalisme

« La sécheresse n'explique pas tout »

ET l'on aurait du mal à trouver, dans la cuvée 87 du Fespaco, un film qui ne réponde pas à cette soif. Ainsi, pour Désiré Ecaré, cinéaste ivoirien auteur du très controversé *Visages de femmes*, *« la révolution, c'est de faire du cinéma ; les films sont faits pour déranger et faire avancer les choses. »* Dans *Visages de femmes*, il a eu, le premier en Afrique, l'audace d'évoquer les rapports entre hommes et femmes, sans éviter d'aborder la sexualité, et de donner le point de vue des femmes. En le caricaturant, bien sûr. Il montre les femmes à travers le prisme de leurs haines ou de leurs rancœurs. Mais si elles prenaient davantage leur part de responsabilité, dit-il en substance, les choses iraient sans doute mieux.

Dans *Nyamanton* (« la Leçon des ordures »), de Cheick Oumar Sissoko, qui s'est joué à guichets fermés à sa sortie à Bamako (Mali) en juillet dernier et qui a été l'un des grands succès de ce dixième Fespaco, le réalisateur joue sur les émotions des spectateurs en suscitant les rires, les pleurs et la peur. Le cinéaste a adopté un parti pris de divertissement sur une idée grave, tragique, celle de l'injustice sociale au Mali. Cinéma réaliste, où l'on assiste en direct aux *« difficultés d'une famille pauvre dans une société injuste »*, qui se débat pour envoyer ses enfants à l'école et pour répondre aux problèmes de santé. *« La sécheresse n'explique pas tous les maux »*, précise Cheick Oumar Sissoko, qui lutte pour que les citoyens dans son pays aient enfin accès aux droits démocratiques les plus élémentaires. Une critique sévère à l'égard de l'actuel gouvernement du général Moussa Traoré et du régime de parti unique, tout autant qu'une incitation à lutter contre le fatalisme, très répandu au Mali.

Autre film marquant, autre actualité, tragique elle aussi : *le Choix*, du cinéaste burkinabé Idrissa Ouédraogo. Il refuse de montrer le Sahel assisté ; au contraire, il propose des voies pour l'avenir. Selon Idrissa Ouédraogo, les populations du Sahel ont le choix entre l'attente de l'aide alimentaire, ce qu'il qualifie de *« mort matérialisée »*, et la décision de partir – comme font les personnages du film – à la recherche d'un ailleurs plus fertile. « Le Choix *tente aussi de briser les préjugés liés à l'attachement à la terre natale et aux coutumes,* explique l'auteur. *Il faut choisir de partir lorsque la faim, la soif et la mort menacent. Refuser l'immobilisme et la charité internationale...* » Alors seulement, dans un nouvel environnement, la vie redevient possible. Et les personnages retrouvent l'amour et la joie, la violence et la haine, toutes ces humaines émotions qu'ils avaient oubliées dans l'enfer sahélien. Le film se passe, en grande partie, dans le nouvel espace, cette « terre promise » paradisiaque, vide d'habitants. Idrissa Ouédraogo se veut le disciple de Gaston Kaboré. Son cinéma est très visuel : *« Un message n'atteint le public que si l'esthétique est au poste de commandement »*, dit-il.

Le grand prix du Fespaco a été attribué à *Sarraounia*, réalisé par l'un des maîtres du cinéma africain, le Mauritanien Med Hondo. Dans un style épique, d'une puissante beauté, il raconte la résistance de la reine noire Azna contre l'armée coloniale française. Mal distribué à Paris – où le film est sorti en octobre 1986, – *Sarraounia* a été très applaudi par le public africain, qui retrouvait dans cette œuvre une partie de son histoire occultée et de sa mémoire perdue.

Ces thèmes épiques, si fortement constitutifs de toute identité culturelle, étaient peu présents dans les films projetés à Ouagadougou cette année. Mais, après Med Hondo, deux autres grands cinéastes africains – Sembene Ousmane et Souleymane Cissé – les aborderont directement dans leurs prochains films : *Samory Touré* et *Lumière*, respectivement. Deux œuvres où l'histoire contemporaine de l'Afrique sera enfin au cœur du récit.

(1) Cf. Ignacio Ramonet : « Marasme africain », *le Monde diplomatique*, septembre 1980.

● Frères des hommes lance en Europe une campagne de solidarité en faveur des enfants détenus en Afrique du Sud. Un premier dossier, *Apartheid : l'Afrique australe en panne*, a été réalisé avec la collaboration du Mouvement anti-apartheid. Frères des hommes, qui organise, le 16 mai, « 100 concerts pour la liberté », met aussi à la disposition des intéressés un dossier de quinze fiches, du matériel vidéo, des diapositives, des badges, des affiches, des autocollants. *(Frères des hommes, 20, rue du Refuge, 78000 Versailles. Tél. : 39-50-69-75.)*

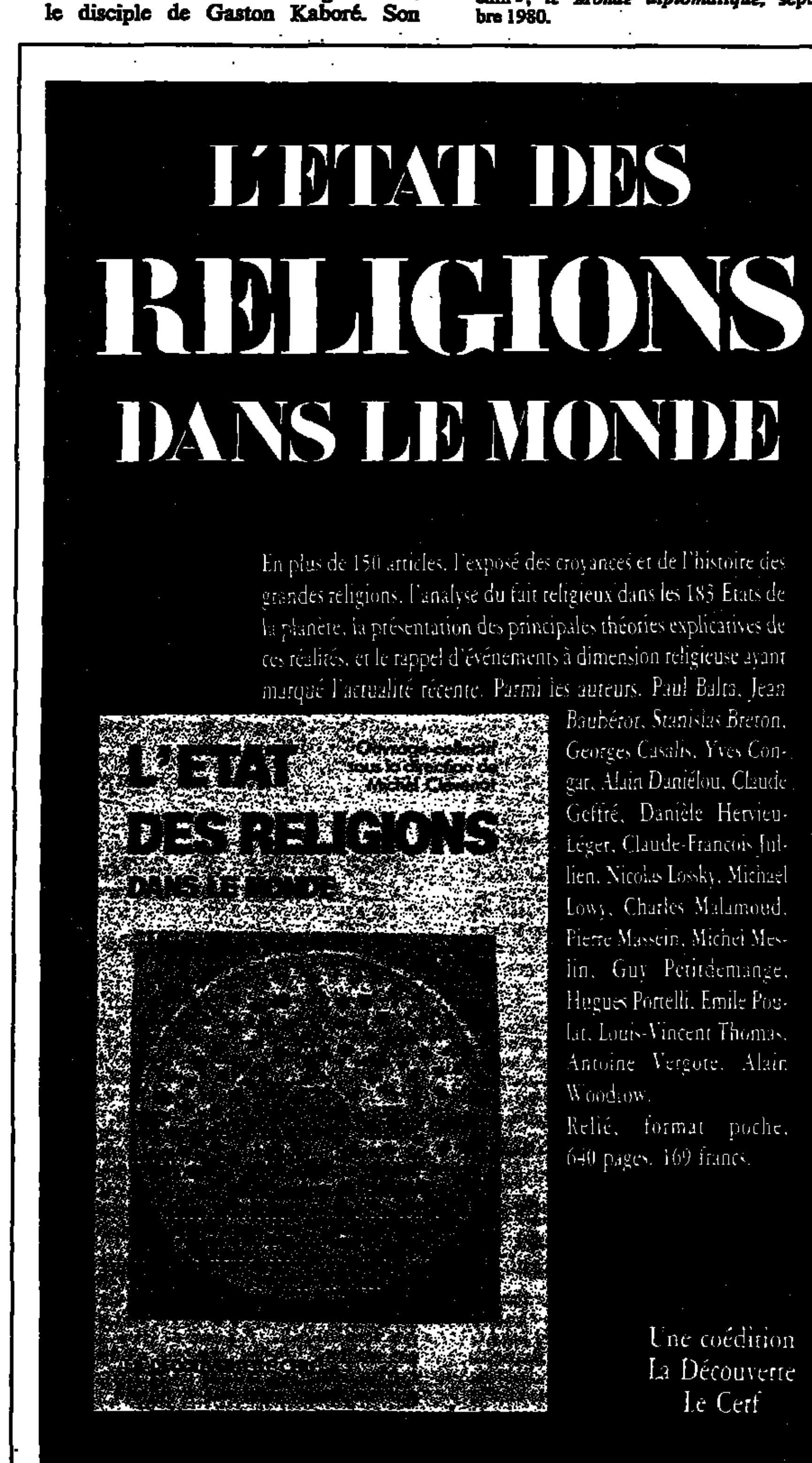
Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS



Imprimerie du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.



les livres

UNE CHINE DÉLÉTÈRE ET FÉROCE

La triste errance des morts-vivants

LA FORTERESSE ASSIÉGÉE, de Gian Zhongshu (traduit du chinois par Sylvie Servan-Schreiber et Wang Lou), Christian Bourgois, Paris, 1987, 424 pages, 100 F.

EN 1937, la guerre sino-japonaise commence, donnant une impulsion et un cours nouveaux aux convulsions agitant la société chinoise depuis plusieurs décennies. Une société dont les luttes à venir comme les versions officielles qui en seront présentées cacheront plus tard l'infinie complexité. La littérature fournit pourtant, de cette diversité, nombre de portraits, œuvres d'auteurs qui ont souvent séjourné en Europe : Pa Kin, Lao She, Gian Zhongshu. De ce terreau de la Chine orientale et urbaine surgissent des descriptions d'un monde en décomposition, sans projet collectif, que subit le tireur de pousse-pousse de Lao She, dans lequel les petits bureaucrates du même écrivain débattent, dans leur *« cage entrebâillée »*, de mariage et de divorce, et où erre Fang Hongjian, l'anti-héros de *la Forteresse assiégée* – la famille encore.

Les relations entre les personnes au sein de la famille, la place de la famille, tiraillée entre un passé confucéen et un avenir insoupçonnable, dans une société taraudée, délétère et féroce, constituent la trame de la misérable épopée picaresque à laquelle nous convie Gian Zhongshu. Le voyage commence sur le bateau français qui ramène d'Europe Fang Hongjian. Il se termine à Shanghai (mais, on le pressent, Hongjian n'y restera pas longtemps) après une plongée dans la Chine continentale et un passage par Hongkong. Une errance dans la géographie qui reflète l'absence d'assise sociale. La moyenne bourgeoisie ne sait pas où elle va car elle n'a nulle part où aller.

Gian Zhongshu fait s'agiter de façon magistrale et souvent drôle son petit monde de morts-vivants badigeonnés de culture occidentale (mais la culture – occidentale et chinoise – de l'auteur est, elle, immense) et pataugeant dans la veulerie et le mensonge. Fang Hongjian a étudié en Europe, mais il a acheté en Allemagne à un escroc irlandais un faux diplôme américain. Il aura maille à partir avec un autre faux diplômé marié à une fausse Américaine qui est une vraie Russe blanche installée en Chine. Il affrontera une fausse poétesse déclamant ses plagiats. Ses rapports avec les femmes seront une succession d'échanges basés sur le mensonge. Et lorsqu'il se retrouvera comme maître-assistant dans une université du pays profond, ce sera pour végéter au milieu de professeurs aux titres usurpés enseignant des matières qu'ils ignorent à des étudiants nuls. Un désert spirituel absolu, un Gobi de l'intelligence. Tout est faux, même ces résidences que les personnages de l'histoire s'attribuent en parole et que nul ne pourra retrouver puisqu'ils les disent pillées et bombardées par les Japonais...

ET pourtant, en ces années 1937-1938, les Nippons sont bien là, qui pillent, bombardent, colonisent. Mais, de la guerre, Gian Zhongshu a décidé de n'enregistrer indirectement que de très lointains échos : l'éventualité d'un raid aérien, la désorganisation de Shanghai en fin de livre (une page seulement), quelques évocations de collaboration de Chinois avec les envahisseurs. En revanche, quel talent – Cervantès plus Balzac – pour décrire le voyage de quatre hommes et une femme se rendant de Shanghai à l'université bidon de Sanlü !

Il est d'autres séquences superbes, mais celle-ci est peut-être la plus achevée, qui montre la traversée, en bateau, en autocar, en palanquin, à pied, d'une Chine rurale et misérable, que découvrent les cinq « universitaires », monde d'aubergistes pouilleux, de cuisiniers crasseux, de soldats sans gloire et de prostituées sans grâce. A ce monde, ici encore, Gian Zhongshu ne laisse entrevoir aucune issue, mais comment ne pas comprendre que cette Chine-là et les « héros » du livre baragouinant l'anglais et le français, et rêvant de hamburger et de tarte au citron, n'ont pas d'avenir commun ?

La « forteresse assiégée » symbolise le mariage : veulent en sortir ceux qui y vivent, veulent y pénétrer les assaillants. Mais le livre va bien au-delà de l'évocation de ce problème. Ses nombreuses facettes apparentes sont sans cesse démultipliées par le jeu de miroirs, les faux-semblants, les incessants renvois de balles culturelles elles-mêmes déviées par la capacité de l'auteur à faire allusion à un poème chinois classique, à Baudelaire ou à la mythologie égyptienne. Ce grand roman au parfait anticonformisme fut d'abord publié en 1946-1947. Il fut réédité et fort bien vendu en 1980. Gian Zhongshu est vice-président de l'Académie des sciences sociales de Chine. Fang Hongjian, le personnage, aurait aujourd'hui soixante-dix-sept ans. Tel qu'il nous est désormais présenté en français, il n'a pas pris une ride.

JACQUES DECORNOY.

ASIE

THE GREAT CHINESE REVOLUTION, 1800-1985. – John King Fairbank

★ **Harper and Row, New-York, 1987, 397 pages, 20,95 dollars.**

Pareille synthèse en si peu de pages d'une telle histoire contemporaine d'un peuple si divers et si nombreux ne pouvait s'imaginer que sous la plume d'un chercheur armé d'une expérience cinquantenaire. Pour une fois, l'absence de bibliographie s'impose : elle aurait eu la taille d'une bibliothèque !

En historien maîtrisant tous les aspects (politiques, religieux, économiques, culturels, internationaux) de son sujet, John King Fairbank expose le jeu de forces entre strates sociales et pouvoirs régionaux chinois et les influences étrangères, les incessantes tensions qui, dès le début du dix-neuvième siècle, minent le pouvoir mandchou, assez solide pourtant pour freiner le développement d'un capitalisme indigène dominant, et durer jusqu'en 1912. La Chine filtre, et continuera de filtrer, les apports extérieurs. Certes, ce que l'auteur appelle *« le sinolibéralisme »* jouera un rôle important de la révolution de 1912 à la guerre japonaise de 1937, mais il n'atteindra pas les masses rurales que Mao et ses partisans vont conquérir, abattant du même coup le Knomintang. J. K. Fairbank analyse enfin les diverses phases de la révolution au pouvoir depuis 1949. Sans passion, sans illusion non plus, il présente de la stratégie de M. Deng Xiaoping un tableau nuancé. Une telle politique, selon lui, ne mène pas plus au capitalisme qu'à l'égalité entre Chinois. Un ouvrage passionnant, non dénué d'humour, et qui abonde en notations cruelles sur les jugements qui ont, pendant des décennies, étayé, de ridicule manière, la politique américaine à l'égard de la Chine.

J. D.

BITTER VICTORY. – Robert Shaplen

★ **Harper and Row, New-York, 1986, 309 pages, 16,95 dollars.**

Depuis la seconde guerre mondiale, Robert Shaplen a « couvert » les questions asiatiques et il a notamment suivi jour après jour les développements du second conflit indochinois jusqu'à la prise de Saïgon par les communistes en 1975. Après neuf ans d'absence, il est retourné pendant six semaines au Vietnam et au Cambodge à la fin de 1984. Ce nouveau reportage, nourri de ses expériences passées et de nombreux contacts diplomatiques, lui a donné l'occasion de faire le point sur cette *« amère victoire »* des Vietnamiens sur les Américains et ensuite, au Cambodge, sur les Khmers rouges.

L'auteur, qui ne cache pas sa foi en les capacités à terme des Vietnamiens de gagner enfin la paix, présente de la situation actuelle un tableau nuancé mais sans complaisance. Le livre a été écrit avant le congrès de décembre 1986 du PCV mais tient compte de l'essentiel de ses décisions, connues quelque temps auparavant. Il apporte, d'autre part, des précisions intéressantes sur un phénomène militaire ancien, certes, mais fascinant : l'épopée de la « piste Ho-Chi-Minh ». Un long chapitre consacré au Cambodge se termine sur une note prudemment optimiste quant aux chances (l'action de Moscou et de Pékin aidant) d'une solution de compromis à Phnom-Penh. Ce livre ne bouleverse pas notre connaissance de l'Indochine, mais il la consolide de manière mesurée et honnête.

J. D.

FUNU. THE UNFINISHED SAGA OF EAST TIMOR. – José Ramos-Horta

★ **The Red Sea Press, Trenton (New-Jersey), 1986, 207 pages, 9,95 dollars.**

« Funu », mot tetun (une des langues de Timor-Oriental), signifie « guerre ». La guerre n'a pas cessé depuis 1975 dans l'est de cette île, depuis qu'à la présence coloniale portugaise a succédé le pouvoir militaire indonésien.

C'est l'histoire de cette conquête, au coût humain très élevé, que conte José Ramos-Horta qui depuis dix ans, à l'ONU notamment, plaide la cause de son pays et de son peuple au nom du FRETILIN, la principale organisation nationaliste de Timor-Oriental. Après un rappel de la période coloniale, il raconte dans le détail le « lâchage » portugais, la mise en place d'un mouvement national et la rapide décision de Djakarta d'annexer Timor. Une grande partie de l'ouvrage traite de l'attitude, faite d'indifférence, de la quasi-totalité des pays face à la tragédie de Timor. Les relations avec Djakarta passent avant le sort de cette moitié d'île, que l'on soit de l'Est, de l'Ouest ou du tiers-monde. D'où ces votes négatifs ou hypocritement « neutres » dans les organisations internationales. L'auteur note que, depuis le rattachement de Timor-Oriental à l'Indonésie, l'usage du tetun, autrefois parlé par environ 50 % des habitants, s'est considérablement répandu. Autre signe de résistance à l'Indonésie à dominante islamique, les conversions au catholicisme se sont multipliées de façon impressionnante. Résistance culturelle à défaut d'une puissante résistance militaire ou d'un appui international. Le livre, œuvre d'exil, témoigne au nom d'un peuple bâillonné.

J. D.

PACIFIQUE

AMERICAN LAKE, NUCLEAR PERIL IN THE PACIFIC. – Peter Hayes, Lyuba Zarsky, Walden Bello

★ ***Penguin Books, Londres, 1987,* 529 pages, 4,95 livres.**

Ce livre inaugure une nouvelle collection de Penguin consacrée à la zone Asie-Pacifique. Rédigé par trois spécialistes des questions de sécurité, il s'appuie sur une énorme documentation, souvent inédite.

Les auteurs retracent dans le détail la fantastique concentration de moyens militaires dans le secteur, devenu « lac américain ». L'URSS pallie la faiblesse de sa présence militaire conventionnelle par un important arsenal nucléaire. Les Etats-Unis, quant à eux, ont, en 1985 seulement, dépensé 47 milliards de dollars à des fins militaires dans le seul Pacifique occidental, soit deux cents fois plus que leur aide économique à l'Asie orientale. Selon les auteurs, Washington applique dans le Pacifique une doctrine non pas défensive, mais ouvertement militariste. Les risques d'explosion y sont immenses, qu'un « incident », en Corée ou ailleurs, peut provoquer. Ils plaident en faveur d'un mouvement antinucléaire, dont ils pensent qu'il aurait quelque chance d'aboutir si un grand pays comme l'Australie en prenait la tête.

J. D.

L'ARGENTINE DES VRAIES VALEURS OBSCÈNES

Tortures sur fond de musique

LUNE ARDENTE, de Mempo Giardinelli (traduit de l'espagnol par Juan Marey), Sylvie Messinger, Paris, 1987, 182 pages, 70 F.

ACERBE, ardente, l'écriture. Quelque peu monstrueuse dans son projet : se jouer des entichements du public pour le facteur politique, afin de titiller les imaginations ; se jouer des perversions du facteur humain pour illustrer, par contraste, la monstruosité de régimes pétrifiés dans l'inhumanité ; se jouer... *« On ne joue pas avec la mort, ni avec la brutalité »*, dit le naïf narrateur. Mais comment, sans tomber dans la désespérance, décrire ces pays suspendus où, *« pour mourir, c'est trop tôt et pour aimer trop tard »* ; ces pays où *« les militaires seraient toujours au gouvernement »*, où l'on est *« condamné à être jeune et vivant »* ?

Sorte de Beinex de l'écriture, dont « la Lune » ne brillerait pas « dans le caniveau » mais haut dans la province argentine de Chaco ; sorte de Fassbinder qui préférerait aux géniales homosexualités de *Querelle* les non moins puissantes étreintes d'une femme de treize ans avec un avocat et futur professeur d'université de trente-deux ans *« non idéologiquement contaminé »*. Mempo Giardinelli sait – sans doute par expérience (1) – qu'un écrivain doit parfois jeter en pâture aux intellectuels qui « se respectent » : une petite dose de torture sur fond de musique, des militaires aux doigts lourds de bagouses meurtrières et quelques bribes d'idéologie fascisante sur nostalgie d'exils parisiens libertaires.

Il sait aussi que *« le Chaco est une terre chaude aux nuits torrides »*, aux *« êtres passionnés »*, comme l'héroïne Araceli, suivie par cette Lune ardente *« installée sur un morceau de peau, la peau la plus excitante qu'il* [Ramiro] *connaîtrait jamais »*.

Beau décor de roman-photo, donc, ou de bande dessinée un peu *« hard »*, car à la clef il y a, à première vue : viol de mineure, meurtres, folie sado-masochiste. Cela plaît. Plaisent aussi les émois dostoïevskiens de Ramiro, le violeur assassin, tour à tour très fier ou dégoûté de lui-même, et qui découvre avec jubilation que les limites n'existent pas : *« Comment pouvait-il être assez prétentieux pour songer à prendre entière mesure de l'horreur qui trouve place dans un être humain. »* Ramiro ira jusqu'à suggérer à la police qui l'interroge qu'il s'agit d'un coup de subversion pour ensuite se payer le luxe de penser : *« Quel pays ! Un assassinat n'y a guère d'importance. Leurs galons, ils les gagnent en pourchassant les éléments subversifs. »* Ce que confirme la suite du livre, car le lieutenant-colonel, chef de la police, Almiron (au nom si proche de Ramiro) remettra ce dernier en liberté, non sans lui avoir proposé, de surcroît, une collaboration que le « héros », dans un hoquet de dignité (ou de lucidité) jugera préférable de refuser, avant de s'enfuir, ironiquement, dans un autre paradis latino-américain, le Paraguay...

LUNE ardente est un roman désinvolte, découpé dans la libido raide comme son décor de carton-pâte, cynique comme le sont parfois les passions tendues jusqu'à l'obscène. Mais sous cette Lune fessue se cache l'Argentine des vraies valeurs obscènes, celles, éternelles, de l' « ordre », de *« la vie et de la propriété »*, qui *« ne doivent pas être moins sacrées que Dieu lui-même »*.

Et lorsque le mot vie est proféré par un donneur de mort, ce policier, dont la profession est d' *« exterminer le terrorisme »*, de torturer tout en surveillant la tenue de sa gomina, on est presque heureux que les rebondissements très étonnants de l'action du roman soulagent de ce poids qui empesait nos estomacs et dissipe aussi le malaise dans lequel plongeait le retour au pays d'un Ramiro nourrissant l'espoir, après de sages études en France *(sic)*, de faire sa place comme *« fonctionnaire du gouvernement militaire, puis juge, et ministre, enfin »*. On est presque heureux qu'Araceli le détourne (oui, c'est la mineure qui détourne), réveillant en lui les instincts les plus noirs, car deux fauves échappés et en rut sont moins sinistres que le zoo et ses barreaux, le cirque et ses dompteurs.

Même si l'auteur a inséré dans un univers sans cela macabre une ironie, une sensualité, un jeu, qui brouillent les cartes traditionnelles de la perversion, du crime, de l'innocence ; même si la jouissance des amants appelle sans cesse la mort, elle est jouissance, au moins ! Il n'y a rien de pire que ce qui stagne, *« ce qui ne sort pas, ce qui est dedans... »*. Rien de pire que la *« tristesse »* qui, pourtant, *« ne laisse pas de bleus »*.

Or rien ne paraît plus triste que cette Argentine de la dictature où *« ils contrôlent tout »*, où *« chaque individu est un homme en réserve, une personne à l'étude »*. Il ne faut pas traquer plus loin la véritable obscénité.

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) Celle de l'exil, entre 1976 et 1985, au Mexique, où il a obtenu pour ce livre le prix national de littérature, attribué pour la première fois à un étranger.

AMÉRIQUES

DEMOCRATIE LIBÉRALE ET PUISSANCE IMPÉRIALE : LE DILEMME AMÉRICAIN. – Jean-Marie Crouzatier

★ **Presses de l'Institut d'études politiques de Toulouse, 1987, 385 pages, 130 F.**

Cet ouvrage traite d'un sujet d'une actualité brûlante : les rôles respectifs de la présidence et du Congrès dans la détermination et l'exécution de la politique étrangère des Etats-Unis.

Le *« dilemme américain »* réside, selon l'auteur, dans l'incompatibilité entre les exigences de la démocratie politique – avec ses *« freins et contrepoids »*, ainsi que le jeu complexe des groupes de pression – et la mise en œuvre d'une politique étrangère cohérente et efficace par une puissance impériale aux intérêts économiques et stratégiques planétaires. A l'appui de ses thèses, Jean-Marie Crouzatier fait une étude approfondie de l'action du Congrès durant une période allant de 1965 à 1984. L'auteur estime que *« la position hégémonique des Etats-Unis et les situations de crise ont favorisé un développement sans précédent de la présidence. L'empire américain devait naturellement conduire au présidentialisme »*. Mais cette tendance ne manque pas de provoquer des réactions souvent énergiques chez les parlementaires, qui ne se résignent pas à l'érosion de leurs prérogatives traditionnelles. Depuis l'achèvement de cet ouvrage a éclaté l'affaire de l'« Irangate », qui aurait illustré encore mieux que celle du Watergate les thèses de son auteur sur le *« dilemme américain »* en matière de politique étrangère.

SCHOFIELD CORYELL.

RIO BRAVO, LES « DOS MOUILLÉS » A L'ASSAUT DES USA. – Christian Rudel

★ **Encre, Paris, 1987, 228 pages, 89 F.**

Depuis des décennies, des migrants discrets – que l'on appelle *« wet backs »* (« dos mouillés ») parce qu'ils traversent à la nage le fleuve frontière Rio Bravo – entrent clandestinement aux Etats-Unis. Ils viennent surtout du Mexique et de l'Amérique centrale, fuyant la misère, toujours, et parfois aussi les guerres locales (El Salvador). Une police américaine, la célèbre Border Patrol, spécialement équipée et entraînée à la surveillance des frontières, traque sans cesse ces malheureux clandestins qui, sans cesse également, retraversent la limite qui les sépare du « pays de l'abondance ».

Christian Rudel, spécialiste des questions latino-américaines, a enquêté le long de la frontière ; il a aussi cherché les racines du drame dans la profondeur du Mexique afin d'expliquer les raisons qui poussent tant d'hommes et de femmes à courir de si grands risques. Que fuient-ils ? Que cherchent-ils ? Qu'est-ce qui les attend ?

Des tranches de vie, des choses vues, des documents précis : un grand reportage, écrit avec brio, sur l'une des grandes détresses de l'Amérique latine.

IGNACIO RAMONET.

REFUGE, REFUGIÉS. DES GUATÉMALTÈQUES EN TERRE MEXICAINE. – Vincent Coudert

★ **L'Harmattan, Paris, 1987, 139 pages, 80 F.**

Privées d'un bout de terre à cultiver (la *milpa*), victimes des exactions de l'armée ou de l'excès de misère, c'est par milliers que les familles de paysans guatémaltèques ont passé la frontière de 1954 à 1986 pour se réfugier au Mexique. Ils se regroupent dans des camps – Ojo-de-agua, la Noria, la Colmena, Nuevo-Mexico, Santa-Rosa – dont l'auteur nous dit la diversité. Et par-delà les problèmes communs (nourriture, éducation des enfants, activités des adultes, parmi lesquelles l'artisanat), ces paysans maintiennent leurs coutumes, pratiques religieuses, organisation sociale, etc.

Enfermement difficile pour la plupart, surtout pour ceux qui ne parlent pas l'espagnol. Etablissement aussi de solidarités. Ce témoignage en est une preuve. Ecrit dans une langue fort littéraire, il s'assortit d'un essai un peu court sur *l'Indien : mythe et réalité*. Manque peut-être une analyse de la politique du gouvernement mexicain à l'égard de ces « étrangers » qui contribuent à faire de l'Etat de Chiapas une région explosive.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

BASES MILITARES EN AMERICA LATINA. – José Steinsleger

★ **Editorial El Conejo, Quito, 1986, 160 pages.**

Objet permanent de polémiques politiques dans les pays où elles sont installées, les bases militaires des Etats-Unis en Amérique latine sont actuellement en cours de redéploiement. A cause de la crise en Amérique centrale, leur nombre diminue au Panama, par exemple, alors qu'il augmente spectaculairement au Honduras.

L'auteur, journaliste argentin, décrit chacune de ces bases ainsi que ses principales installations et évalue ses effectifs. Dans sa préface, le général équatorien René Vargas Pazzos – frère du populaire général d'aviation Frank Vargas – qualifie ces dispositifs de *« véritables têtes de pont destinées à contrôler l'arrière-cour de la grande puissance du Nord »*.

I. R.

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

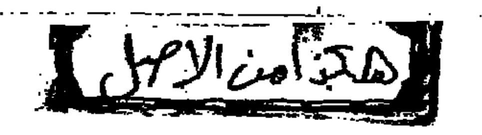
Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

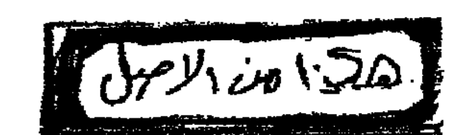
● THE WORLD COPPER INDUSTRY, ITS CHANGING STRUCTURE AND FUTURE PROSPECTS *(L'industrie mondiale du cuivre, changements structurels et perspectives)* : dans la série « World Bank Staff Commodity Working Papers », nº 15 *(Banque mondiale, Washington, 1986, 178 pages)*.

Organisation de coopération et de développement économique.

● PERSPECTIVES DES POLITIQUES ET DES MARCHÉS AGRICOLES, NOTES PAR PRODUITS *(OCDE, Paris, 1987, 102 pages ronéotées)*.

● COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : rapport du Comité d'aide au développement, avec un chapitre spécial sur l'Afrique subsaharienne *(OCDE, Paris, 1987, 326 pages, 170 F.)*.





du mois

DEUX OUVRAGES-CLÉS SUR L'AFRIQUE DU SUD

L'apartheid et les luttes contre le « pouvoir blanc »

« LE rhinocéros est souvent choisi comme modèle par les affiches de promotion du tourisme d'Afrique du Sud : animal d'un autre temps, masse énorme, puissante, apparemment invulnérable, mais aussi bête aveugle; semblant coupée de tout lien avec son environnement, c'est un symbole, en un sens, de ce pays. »

L'insensibilité « pachydermique » des dirigeants sud-africains face aux critiques de l'opinion internationale justifie sans doute cette comparaison que fait Alain Bockel, ancien conseiller culturel à l'ambassade de France à Pretoria, et agrégé de droit, dans son livre *De l'apartheid à la conquête du pouvoir* (1). Il y décortique en juriste l'arsenal législatif anachronique qui dénie aux Noirs, aux métis et aux Indiens la moindre égalité et les plus élémentaires libertés, malgré quelques récentes retouches. L'auteur définit l'essence du système d'une formule bien frappée : l'apartheid se résume à l'« *autogestion limitée de chaque communauté* » (par les gouvernements des bantoustans, et les députés métis et indiens) coiffée par la « *cogestion inégalitaire des affaires communes* » (du Parlement multiracial où les Blancs ont la majorité absolue et dont les Noirs sont exclus).

Au terme de son étude – préfacée par Breyten Breytenbach, – l'auteur pose, bien entendu, la question rituelle : combien de temps encore avant la fin du « pouvoir pâle », et à quel prix ? « *Le temps passe,* répond-il, *et avec lui la probabilité d'un règlement pacifique.* »

INTITULÉE *l'Afrique blanche,* l'analyse de Pierre Haski, qui tient la rubrique africaine de *Libération* après avoir été correspondant de l'AFP à Johannesburg, ne diffère pas sensiblement de celle d'Alain Bockel. En Afrique du Sud, en 1984, note-t-il, sur cent trente et une pendaisons, on ne comptait que trois Blancs, et le taux de mortalité infantile s'élevait, au début des années 80, à 11,7 pour mille chez les Blancs contre 80 pour mille chez les Noirs. En 1984, le gouvernement dépensait sept fois plus pour l'éducation d'un enfant blanc que pour celle d'un enfant noir. Mais les effectifs de l'armée sont à 98 % européens, et il n'y a que dix-huit mille Noirs sur quarante-sept mille policiers.

Comme Alain Bockel, Pierre Haski remonte la filière des rivalités entre mouvements politiques noirs : d'une part, les partisans d'une société multiraciale et égalitaire avec le Congrès national africain (ANC), proche du PC sud-africain, et influent au sein du Front démocratique uni (UDF) ; de l'autre, les adeptes d'un pouvoir plus ou moins exclusivement africain, tel le Forum national, héritier du Congrès panafricain (PAC) et du Mouvement de la conscience noire, qui coiffe l'AZAPO. L'un et l'autre courant se disputent l'alliance des syndicats et des Eglises, dont le rôle est primordial dans la lutte contre l'apartheid.

Pierre Haski aborde aussi, pour sa part, la politique étrangère de Pretoria et décrit la stratégie sud-africaine face aux pays de la « ligne de front », qui consiste surtout à étrangler leur économie par des actions de sabotage répétées contre les voies ferrées et les ports de l'Angola et du Mozambique. Avec la bénédiction implicite de M. Ronald Reagan, qui se donne pourtant les gants d'accorder une aide économique au Mozambique.

CLAUDE WAUTHIER.

(1) Alain Bockel, *De l'apartheid à la conquête du pouvoir*, Publisud, Paris, 1986, 234 pages, 108 F.

(2) Pierre Haski, *l'Afrique blanche*, Seuil, coll. « L'histoire immédiate », Paris, 1987, 308 pages, 95 F.

TIERS-MONDE

LE TIERS-MONDE. – Henri Rouillé d'Orfeuil

★ La Découverte, « Repères », Paris, 1987, 127 pages, 32,50 F.

Résumer la complexité du tiers-monde et de son histoire en moins de 130 pages, le pari était risqué. En proposant une série de repères, sous la forme de ce court ouvrage, l'auteur, grand spécialiste du développement, nous donne plus qu'un simple aperçu des problèmes. Ce n'est donc pas un mémento de plus mais bien une invitation à la réflexion, qui parvient à éviter les pièges de la simplification abusive et de la schématisation.

Une option économiste très actualisée, qui met en relief à la fois les structures commerciales et financières internationales dans lesquelles sont prises les économies et sociétés des pays en voie de développement. Du rôle des femmes à la crise de l'OUA, du cinéma indien à la dette latino-américaine, ce petit livre clair et bien écrit s'interroge sur la place qu'occupe le tiers-monde dans l'ordre international et sur son avenir.

CAROLE DANY.

AFRIQUE

ÉTHIOPIE, UN DRAME IMPÉRIAL ET ROUGE. – Jacques Bureau

★ Ramsay, Paris, 1987, 315 pages, 135 F.

L'Ethiopie : pays de la reine de Saba, où Rimbaud fit retraite et où régna longtemps l'attachant négus Hailé Sélassié. Ce pays n'existe plus dans notre atlas imaginaire. En dix ans, il a été remplacé par une autre Ethiopie, terre aride où se succèdent les famines, livrée au dogmatisme d'un Staline africain, Menguistu. Régime soumis à Moscou qui réprime férocement l'irrédentisme érythréen déplace ou « villagise » les paysans comme des esclaves, exploite la force de travail sans même assurer sa survie, persécute les minorités religieuses et spécialement les falashas, « juifs éthiopiens ».

Jacques Bureau rappelle ces deux images, mais s'en démarque. Bien qu'il ne cherche pas à provoquer, on trouve sous sa plume quelques phrases à faire bondir celui qui n'a comme information sur l'Ethiopie que celles de la presse française. Prendre les falashas pour des juifs manifeste « *un total aveuglement de la plus élémentaire réalité* ». « *Etablir un lien de causalité entre marxisme et famine tient de la simplification abusive.* » « *Vue d'Addis-Abeba, la question érythréenne n'est même pas discutable* ». Menguistu : « *un homme* [qui] *symbolise la nation* ».

Il ne s'agit pas pour autant d'un livre de combat. Ethnologue et chercheur au CNRS, Jacques Bureau nous aide à comprendre l'Ethiopie à travers ses héros, ses peuples, son histoire. Si sa documentation est solide, son écriture est légère et son livre jamais ennuyeux.

En dix chapitres, dont chacun nous mène du passé, parfois le plus lointain, au présent, parfois le plus actuel, il répond à beaucoup de questions... que l'on ne se pose habituellement pas.

Il rappelle que l'Ethiopie est peuplée d'Ethiopiens, et que leur vision du monde et d'eux-mêmes est essentielle pour l'avenir de leur pays.

DIDIER CHABROL.

Les entretiens sur la guerre, de David Rousset

Par YVES FLORENNE

LA guerre ? – Quelle guerre ? – La seule : la guerre nucléaire. Il n'en sera – n'en serait – pas d'autre (1). Il ne peut pas en être d'autre. Première conséquence : une guerre modulée, avec emploi de forces « classiques », est un rêve, une nostalgie de militaires eux-mêmes classiques. Finis la bataille et l'art du stratège. Toute la stratégie, ici, est politique (en fait : une supputation hasardeuse sur fond d'ignorance). La guerre, ce sera – ce serait – une salve géante, unique, sans réplique qui vaille. La victoire totale en quelques minutes pour qui aura tiré le premier. Chacun ayant bien entendu déclaré solennellement qu'il ne sera jamais celui-là. Il n'y a pas de guerre nucléaire défensive (celle qui est susceptible d'un retournement). Tout au plus la satisfaction ultime de blesser l'autre avant qu'il vous achève. Resterait pourtant cette « chance » non évoquée par l'auteur : la détection assez rapide pour permettre au visé de savoir que la foudre du viseur est en route, et de lancer la sienne. S'ils ont visé juste, ils se retrouveront tous les deux (plus beaucoup d'autres hors du coup) également morts. Victoire partagée. Ou dissuasion infaillible ?

Non moins partagée, dans notre avant-nucléaire, la non-connaissance réelle de l'arme, de son comportement, de ses effets en vraie grandeur. Une collection d'incertitudes telles qu'elles conduisent à parler d'une « incertitude totale ». N'en reste pas moins l'impératif : tirer le premier. Qui implique la préméditation, toute réflexion, tout débat étant exclu dans ce temps contracté ; et qui le sera monstrueusement, l'IDS réalisée. Il faudra alors s'en remettre à l'ordinateur pour l'initiative du déclenchement-éclair. Mais dès maintenant, dans cette nécessité obsessionnelle, le soupçon qui infecte les deux camps est « *le plus dangereux des détonateurs* ». Quoi qu'il en soit : « *Ou la guerre n'aura pas lieu. Ou elle sera nucléaire.* »

VOILA, plus que sommairement résumée, la thèse de David Rousset ; ou plutôt la réalité telle qu'il la voit. D'où la mise en évidence de cela, et de cela seul, qui assurerait que le premier terme de l'alternative l'emporte.

Le lecteur trouvera dans cette démonstration toute la force, la rigueur de réflexion et d'argumentation, et le courage, qu'il pouvait attendre de Rousset. Non sans admirer que ces vertus intellectuelles s'appliquent à une vue planétaire englobant des domaines capitaux. Où ce lecteur sera étonné, ébloui, c'est par l'abondance et la qualité d'une information dans ces domaines si divers, et la maîtrise à en user. Il sera montré au passage comment cette information et cette vérité même sont aseptisées, occultées ou carrément réduites au silence par les médias, principalement audiovisuels. Pour ne rien dire des acteurs du théâtre politique universel, dont l'auteur doute d'ailleurs que, à quelques exceptions près, ils connaissent clairement cette réalité, ou soient même capables de la saisir.

Cette masse de faits, leur révélation dans la lumière où ils sont placés, feront d'autant plus impression par la forme que David Rousset a donnée à son livre : celle d'un « entretien » ; il en a le mouvement, les retours, ce caractère d'adresse directe au lecteur, qui stimule l'adhésion comme l'objection. Tout y est mis en cause, parce que tout est en cause : la politique, l'armement, la technologie, la stratégie, la société. Au chapitre des « résistances », Rousset déplore qu'une contestation, puissante dans le nombre et la manifestation, contraste avec l'impuissance d'une pensée incapable elle-même de saisir l'événement et d'agir sur lui. Ou certains lâches errements, jusque chez des responsables : par exemple, de militer pour la substitution au nucléaire des armements classiques ; ce qui est bien le plus sûr moyen de provoquer la guerre : nucléaire, bien entendu.

AU-DELA de la conviction, de la passion, du talent, David Rousset est un témoin, une mémoire vivante. Essentiellement différente de la mémoire abstraite et distraite de la plupart de nos contemporains, en particulier les jeunes générations. Il a presque tout vécu, souvent de près. Pour ce vieux trotskyste, Trotsky est une « *présence vivante* » ; Blum, « *une journée de dure discussion suivie d'une scission* ». Il assiste à la mort de la révolution, étranglée par Staline, et va le crier ; d'où la haine et la calomnie. L'« univers concentrationnaire » qu'il a décrit (2), il l'a d'abord vécu. Maintenant, il ne se voile pas les yeux pour ne pas voir qu'entre le nucléaire et les manipulations génétiques, l'espèce est en grand péril.

Arrêtons-nous à la conclusion : moins aux trois pages finales intitulées « Sans conclure », qu'à celle qui est toujours présente dans le tissu du livre, vaste pensée et long espoir qui « *décideront du sort de l'espèce* ». Pour l'immédiat : exploiter le seul mais irremplaçable mérite du nucléaire qui impose « *non la paix, mais l'état de non-belligérance et peut permettre à la paix de s'organiser* ». Comment ? D'abord par la création commune d'une autorité internationale. Celle-ci ne faisant que préluder à cette « *société œcuménique* (l'auteur reprend la formule d'une déclaration d'évêques américains où il voit l'application de la théologie de la libération) *rationalisée...* ». Fondement du futur et nécessaire « gouvernement mondial », seule des trois options à ouvrir l'espoir ; les deux autres étant liées au désastre ou à la précarité : soit l'empire qui surgirait de l'après-nucléaire, soit un empire contractuel soviéto-américain.

Ne sera-t-on pas porté à penser que ce gouvernement planétaire est une réalité bien indéterminée dans un futur bien lointain, qu'il faudrait pouvoir attendre ? En attendant, les questions surgissent. Supposé qu'il existe, comment déciderait-il ? Et ayant décidé, comment ferait-il respecter ses décisions ? Comment fonctionnerait-il sans répéter ces « sociétés bureaucratiques » énergiquement dénoncées par Rousset ? Surtout, comment y seraient maintenues ou instituées, et garanties, les libertés ? Un pluriel qui, pour le coup, s'impose. Bref, comment éviterait-il d'être un pouvoir sans pouvoir, ou un superdespotisme ?

Mais il est toujours permis d'espérer en cela qui passe pour le propre de l'homme (le rire n'est guère de circonstance), mais si fragile dans l'homme : la raison.

(1) David Rousset, *Sur la guerre*, Ramsay, Paris, 1987, 492 pages, 145 F.

(2) David Rousset, *l'Univers concentrationnaire*, Editions de Minuit, Paris, (première édition parue en 1945), 192 pages, 35 F.

PROCHE-ORIENT

RENOUVELLEMENTS DU MONDE ARABE, 1952-1982. PENSÉES POLITIQUES ET CONFRONTATIONS INTERNATIONALES. – Sous la direction de Dominique Chevallier

★ Armand Colin, Paris, 1987, 229 pages, 120 F.

Parler aujourd'hui des « renouvellements du monde arabe » pourrait faire sourire. Telle n'est certes pas l'intention de Dominique Chevallier et du groupe de chercheurs, français et libanais, qu'il a réunis dans ce livre. Car sous le regard de l'historien se dévoilent, par-delà les échecs et les espoirs déçus, des « transformations décisives », notamment dans la composition des classes dirigeantes et la nature des Etats. Pour donner toute la mesure du mouvement dans lequel ont été engagées les sociétés arabes entre les deux dates symboliques de 1952 – révolution des Officiers libres en Egypte – et 1982 – invasion du Liban par Israël – les auteurs ont choisi de privilégier quelques questions capitales illustrées par des textes marquants.

Les grandes lignes de force, on les voit à l'œuvre dans la confrontation internationale : en 1958, à l'apogée de l'ère nassérienne, avec l'union syro-égyptienne, dans le contexte de la doctrine Eisenhower et de la volonté d'affirmation des Arabes (Nawaf Salam) ; dans l'alliance de plus en plus étroite, et cependant complexe, avec l'Union soviétique (Henry Laurens) ; dans la rencontre avec les orientations françaises, mise en valeur par l'étude de l'image – étonnante pour le lecteur non averti – de la France et du général de Gaulle dans la presse arabe (Armand Pignot). C'est d'ailleurs conforté par ce précédent que Dominique Chevallier plaide pour un plus grand engagement de l'Europe au Proche-Orient.

Le caractère délibérément parcellaire de l'ouvrage est compensé par la réflexion finale de Dominique Chevallier qui remet en perspective les conflits d'aujourd'hui (guerres du Liban, du Golfe et, bien entendu, question palestinienne) ainsi que par l'analyse rigoureuse d'Ahmad Beydoun sur la problématique culturelle arabe contemporaine.

SAMIR KASSIR.

RELIGION

ISLAM ET MODERNITÉ – Abdallah Laroui

★ La Découverte, Paris, 1987, 188 pages, 95 F.

Que l'islam soit à la fois religion et Etat, voilà un cliché qui, connoté positivement ici, péjorativement là, a valeur de dogme sur les deux rives de la Méditerranée. Il faut donc une grande audace intellectuelle pour s'inscrire en faux contre un tel jugement. C'est ce que fait Abdallah Laroui tout au long des analyses magistrales qui composent ce petit livre où il reprend, en les refondant, des études publiées au cours des dernières années en arabe et en français. Particulièrement étonnantes sont celles où il met en relief les convergences entre penseurs européens et arabes, comme Machiavel et Ibn Khaldoun ou – plus inattendu – comme les philosophes des Lumières et les salafistes (fondamentalistes) du dix-neuvième siècle.

Mais l'apport principal de l'historien marocain consiste dans l'éclairage nouveau qu'il apporte à la question de l'Etat. Après avoir établi la généalogie des termes qui désignent l'Etat ou le pouvoir (démarche qu'il applique ensuite avec un égal bonheur à l'idée de liberté), Abdallah Laroui souligne que « *tout dans l'histoire et la pensée islamiques nous pousse à conclure que l'Etat est distinct de la valeur, c'est-à-dire de la religion* ». Pour réfuter l'affirmation contraire, que partagent, pour des raisons différentes, les orientalistes et les fondamentalistes, le penseur marocain distingue constamment entre le niveau de la réalité et celui de l'utopie. La même méthode, « historico-critique », lui permet de dégager la signification de la résistance que le « néo-islam » des fondamentalistes a opposée à l'Etat réformé du dix-neuvième siècle, puis de l'absence d'une théorie de l'Etat chez les auteurs arabes contemporains.

Non moins neuves sont les pages que l'auteur consacre à la dimension culturelle du dialogue euro-arabe pour récuser le maintien des rapports de « complémentarité », et donc de confrontation, et dénoncer les visions déformées de l'autre dans chacune des deux sociétés. Tout en réclamant que l'islam soit soumis à la critique historique, dans les mêmes conditions que les autres traditions culturelles, il critique brillamment la logique fixiste des orientalistes.

S. K.

NEW RELIGIOUS MOVEMENTS AND RAPID SOCIAL CHANGE. – James A. Beckford (ed.)

★ Sage-UNESCO, Paris-Londres, 1986, 247 pages, 75 F.

Quel rapport existe-t-il entre l'ayatollah Khomeiny, le révérend Moon en Corée du Sud, la secte millénariste japonaise Honmichi, la Fraternité de la Croix et de l'Etoile au Nigeria ou l'Eglise de la scientologie en Europe occidentale ? Question sacrilège, au cœur d'un ouvrage qui, à l'aide d'une dizaine d'études de cas, pose en termes nouveaux la résurgence du religieux.

Le phénomène est lié « *au changement social rapide au XXe siècle...* [C'est] *à la fois une réponse au changement et un moyen d'y contribuer* ». L'exemple des Etats-Unis montre que cette vague est loin d'être limitée au tiers-monde. Mais, conséquence du bouleversement du monde et de la mise en cause des valeurs traditionnelles, le « retour » au religieux s'inscrit aussi dans un contexte de crise des idéologies dites laïques. « *Ni le nationalisme ni l'arabisation n'ont résolu* [la crise d'identité] *depuis l'indépendance* » faisait remarquer un ministre algérien. Et, comme le note l'auteur de l'article consacré à l'islam, l'échec de la démocratie parlementaire, du socialisme et du communisme « *laisse le champ de la politique de masse libre à l'idéologie islamique... qui, de plus, peut se réclamer de l'« authenticité » en opposition aux idéologies importées* ».

ALAIN GRESH.

CULTURE

LE JUDÉO-ESPAGNOL. – Haïm Vidal-Sephiha

★ Editions Entente, Paris, 1986, 242 pages, 136 F.

A travers le monde, près de quatre cent mille personnes – descendants des juifs expulsés d'Espagne à la fin du XVe siècle – parlent encore aujourd'hui le judéo-espagnol. L'auteur – qui, dans un livre précédent, *l'Agonie des Judéo-espagnols* (Entente, Paris, 1977), avait retracé l'histoire tragique de cette communauté – s'attache ici à décrire la spécificité de la langue judéo-espagnole ; il nous révèle également la richesse de sa littérature, souvent orale.

Dans la deuxième partie : une anthologie fort variée propose des textes montrant combien cette communauté – « *ethnie* », dit l'auteur, – malgré sa longue dispersion dans toute l'Afrique du Nord et l'Asie mineure (Grèce et Turquie), a su conserver une grande homogénéité culturelle.

I. R.

- *LES RELATIONS INTERNATIONALES.* – Daniel Colard *(Masson, Paris, 1987, 288 pages, 116 F)* : troisième édition d'un traité destiné avant tout aux étudiants de premier cycle.
- *L'URSS ET L'EUROPE DE L'EST, ÉDITION 1986 (Notes et études documentaires,* n° 4817, la Documentation française, Paris, 48 F) : un bilan de l'année économique et politique dans chacun des pays de l'Est. On notera aussi des études plus générales sur la place de la religion ou sur les relations du monde communiste avec le Proche-Orient.
- *JARDINS ET VERGERS D'AFRIQUE.* – Huges Dupriez, Philippe de Leener *(Terres et Vie, l'Harmattan-Nivelles, Paris, 1987, 354 Pages, 117 F)* : un attachant manuel qui traite des pratiques du jardinage et décrit un certain nombre de plantes. Avec 740 figures et photos.
- *VISAGES DU TIERS-MONDE (Bibliothèque cantonale et universitaire, Lausanne, 1986, 123 pages)* : trois cents suggestions de lectures sur les problèmes du tiers-monde, sous la forme d'un répertoire bibliographique.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

TRAVAILLEURS SOUS SURVEILLANCE

Le succès ravageur du détecteur de mensonge

Par REED BRODY *

JANE, une étudiante de dix-neuf ans, habitant la banlieue de New-York, cherchait un emploi pour l'été. Elle se présenta au supermarché local pour une place de caissière et sut faire bonne impression au gérant, qui apprécia son air de bonne santé ainsi que l'expérience qu'elle avait acquise dans un autre supermarché. Pourtant, avant de l'embaucher, il exigea qu'elle se soumette à un examen par polygraphe, ou « machine à détecter le mensonge ». A contrecœur, elle accepta.

Deux jours plus tard, Jane se rendit donc au bureau de l'examinateur engagé par le supermarché. Elle se trouva face à un quinquagénaire qui lui expliqua le fonctionnement du polygraphe et l'avertit qu'il pourrait détecter la moindre tricherie : *« C'est une machine à découvrir la vérité*, affirma-t-il, *elle est infaillible.* » Après quoi, il sangla autour de la poitrine de Jane un pneumographe en caoutchouc pour mesurer sa respiration au niveau de la cage thoracique, et un autre autour du ventre qui détecterait les changements du rythme respiratoire à ce niveau également. Deux de ses doigts furent attachés à un appareil mesurant la conductibilité de la peau, de façon à évaluer sa résistance. Enfin, on lui passa le bras dans un tensiomètre pour surveiller sa tension artérielle et son pouls. L'ensemble du dispositif était relié au polygraphe, une machine de la taille d'un porte-document.

L'examinateur mit le système en marche, et commença à poser ses questions. Au début, elles étaient simples : l'homme lui demanda son nom, son âge, son adresse, celle de son école. Mais il devint rapidement très inquisiteur : avait-elle dit la vérité en remplissant son formulaire de candidature ? Avait-elle jamais volé quelque chose ? Pas même une petit objet ? *(« Allons, tout le monde a volé au moins une fois dans sa vie... »)* Lors de son emploi précédent, avait-elle volé, ou laissé un de ses amis se servir ? Qui était son petit ami ? Que faisait-il dans la vie ? Est-ce qu'elle buvait ? Est-ce qu'elle se droguait ? *(« Même pas un petit* joint *? »)*

Tandis que Jane répondait, quatre traceurs, reliés aux quatre appareils fixés à son corps, inscrivaient des graphiques sur un ruban de papier défilant dans le polygraphe, qui était placé hors de sa vue. Parfois, l'examinateur répétait une question. Ainsi, lorsqu'il lui demanda si elle avait déjà été arrêtée par la police, elle affirma que non. Il dit alors : *« Il y a quelque chose qui ne va pas, recommençons. »* Jane renouvela sa réponse négative, mais, à nouveau, l'examinateur dit : *« Il y a encore un problème. Vous êtes bien sûre ? »* Jane était tout à fait sûre. L'examen dura une vingtaine de minutes. Quand Jane lui demanda nerveusement quel en était le résultat, il dit seulement : *« On verra. »*

Le lendemain, Jane appela le supermarché. Le gérant lui répondit qu'il ne pouvait pas l'embaucher car elle avait *« échoué »* au test du polygraphe, et refusa d'en dire plus. Quand elle lui demanda si c'était à cause de la question sur l'arrestation, le gérant se contenta de répondre : *« L'examinateur pense que vous nous cachez quelque chose. Je ne peux pas embaucher de gens comme vous. »*

L'histoire de Jane est loin d'être unique. Le polygraphe, mis au point en 1921 et largement utilisé aux Etats-Unis lors d'enquêtes criminelles ainsi que par la CIA, joue depuis plusieurs décennies un rôle croissant sur le marché du travail : on estime à plus de deux millions le nombre d'employés et de candidats à l'embauche testés chaque année. Ce sont les banques qui en usent le plus couramment, mais ces examens se généralisent dans d'autres secteurs tels que les grands magasins, les restaurants, les boutiques de mode, les papeteries et les stations-service, où les employés peuvent directement accéder à la caisse ou à des articles faciles à voler. Une autre caractéristique commune à tous ces emplois est que les salaires y sont bas, le taux de rotation élevé, et les syndicats peu implantés. Selon les calculs de l'Association américaine du polygraphe, 30 % des cinq cents plus grandes entreprises des Etats-Unis utilisent cet appareil pour sélectionner les candidats lors des recrutements, mettre à l'épreuve les employés soupçonnés de vol, ou encore contrôler l'honnêteté de leur personnel, soit de façon périodique, soit sur un échantillon pris au hasard.

* Ancien ministre-adjoint de la justice de l'Etat de New-York.

Une méthode contestée

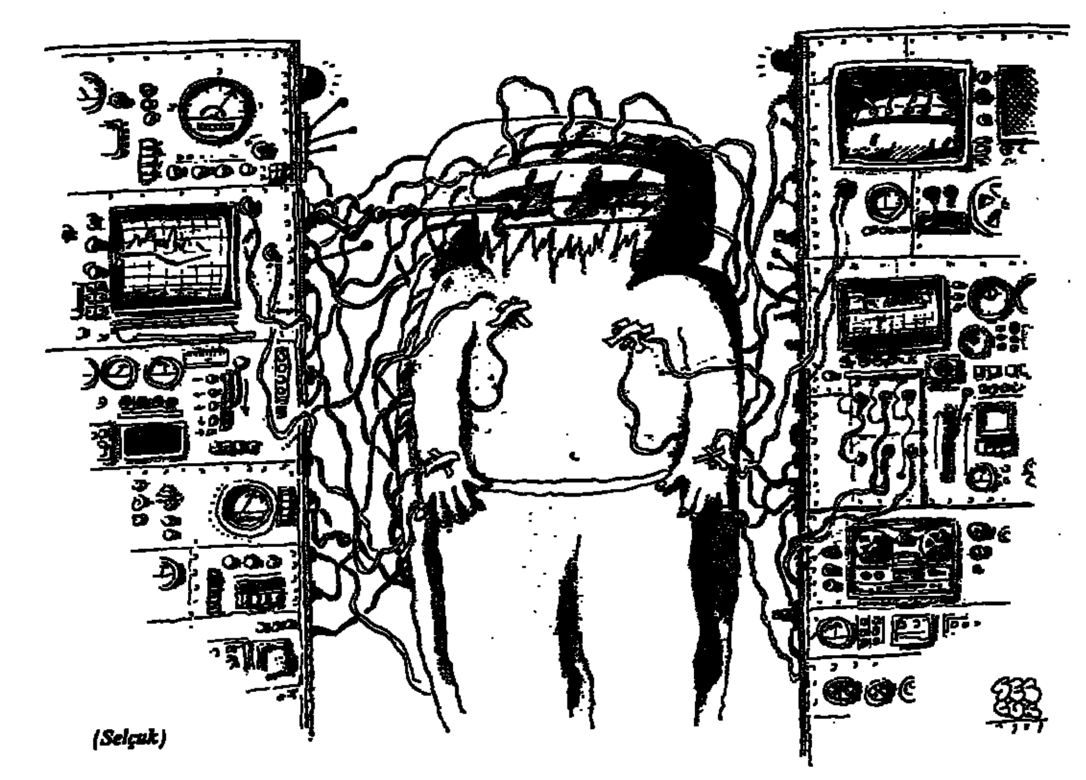
LE gouvernement Reagan a lui aussi fait appel au polygraphe dans sa lutte contre les divulgations illicites de renseignements confidentiels. A deux reprises, le président ordonna que certains fonctionnaires soient soumis à ce genre d'examen, mais ces décisions provoquèrent aussitôt de très vives réactions. Entre autres, le secrétaire d'Etat George Shultz fit savoir à la Maison Blanche qu'il préférait démissionner plutôt que de se laisser attacher à une de ces machines, tandis que M. William Casey, directeur de la CIA, qualifia l'examen de *« dégradant »*. Les ordres présidentiels ne furent jamais appliqués.

Au cœur de la controverse à propos de ces examens, deux accusations principales : leur inexactitude et l'intrusion dans la vie privée de l'employé qui y est soumis. L'examen au polygraphe se fonde sur la théorie suivante : lorsqu'une personne qui y est soumise craint que quelque chose ne soit détecté, cette crainte provoque certaines réactions physiologiques involontaires -- accélération du rythme cardiaque, modification de la pression artérielle, respiration accrue -- qui peuvent être mesurées par la machine et interprétées par l'examinateur. Ainsi, le polygraphe mesurerait la peur qui accompagne la tromperie plus que la tromperie elle-même, et l'examinateur déduit qu'il y a tromperie lorsque les réactions physiologiques à certaines questions (dites *« pertinentes »*) sont plus importantes que les réactions aux autres questions (dites *« non pertinentes »* ou *« de contrôle »*).

Mais les détracteurs du polygraphe assurent que des réactions de ce type peuvent se produire même lorsque la personne dit la vérité, pour peu qu'elle soit tendue ou en proie à la colère. On peut citer le cas, désormais célèbre, d'une caissière à qui on demanda si elle avait jamais consenti de réductions de prix illicites en faveur de sa mère. Lorsqu'elle nia, la machine enregistra une réaction importante, et la caissière fut renvoyée, alors qu'en réalité sa réaction était due au fait que sa mère venait de mourir.

D'autre part, les réactions vont bien sûr varier considérablement selon les individus. Certaines personnes montrent des signes de tension même quand elles disent la vérité, alors que des menteurs aguerris sauront conserver tout leur sang-froid pendant qu'ils cherchent à tromper leur interlocuteur.

En novembre 1983, en réaction à la première tentative du président Reagan d'accroître l'usage du polygraphe dans les services fédéraux, le Bureau d'évaluation technologique (Office of Technology Assessment, OTA) du Congrès se livra à un examen exhaustif des données existant sur le sujet : sa conclusion fut que les renseignements disponibles ne permettaient pas d'établir la validité du polygraphe comme instrument d'investigation au sein du personnel d'une entreprise à des fins de sécurité. L'OTA ne trouva pas non plus de preuve de l'utilité du système pour réduire les pertes et les vols dans l'industrie. Son rapport, de surcroît, fait état de nombreux procédés susceptibles d'être utilisés par des personnes décidées à mentir pour éviter d'être confondues.



(Selçuk)

Le même document cite des taux d'exactitude pouvant descendre jusqu'à 17 %. C'était en fait la sixième enquête réalisée en dix-neuf ans par le Congrès, toutes ayant conclu que rien ne venait démontrer la validité ni la fiabilité du polygraphe pour distinguer entre la vérité et le mensonge. Même au cours d'enquêtes criminelles portant sur un fait précis -- situations où le polygraphe est considéré comme plus efficace que pour des investigations d'ordre général, l'OTA a déterminé qu'en moyenne 19 % des personnes innocentes soumises à l'examen sont classées comme coupables par la machine. M. Robert Abrams, attorney général de l'Etat de New-York et personnalité connue pour son opposition à l'usage du polygraphe, déclara à ce propos : *« Ce chiffre signifie que, si toute la population des Etats-Unis était interrogée à l'aide d'un polygraphe dans le cadre d'une enquête sur un crime donné, 43 millions d'entre nous seraient considérés comme coupables. »*

En raison de l'absence de données scientifiques démontrant l'efficacité du polygraphe, la plupart des tribunaux américains ne reconnaissent pas la validité de ses résultats. Mais le polygraphe a été mis en vedette par la télévision dans des séries policières et lors d'enquêtes à sensation, et il a ainsi acquis une crédibilité quasi mythique.

Atteinte à la vie privée

TOUS les jours, des travailleurs voient leur candidature rejetée ou même perdent leur emploi à cause de ces examens. Du fait que les employeurs refusent généralement d'en communiquer les résultats, il est impossible de les contester -- ou d'ailleurs de savoir si ce ne sont pas là de simples prétextes pour licencier un employé, alors que les vraies raisons sont tout autres. Aux Etats-Unis, la loi permet en général aux employeurs de licencier quelqu'un pour n'importe quelle raison (à l'exception des problèmes de race, de religion, de sexe ou d'activité syndicale), voire même sans raison : un employé renvoyé pour avoir refusé de se soumettre au polygraphe ou pour avoir « échoué » à l'examen n'a donc aucun recours légal.

Mais, même si le polygraphe n'est pas au point, il peut se révéler très utile grâce à son pouvoir d'intimidation. Lorsque, en 1971, le président Nixon décida que certains fonctionnaires fédéraux seraient soumis au test, il fit la remarque suivante (qui fut rendue publique grâce aux célèbres enregistrements effectués à la Maison Blanche à l'insu des visiteurs) : *« Ecoutez, je ne connais rien à ces polygraphes, je ne sais pas s'ils sont précis ou non, mais ce que je sais, c'est qu'ils vont faire très peur »* : c'est, en effet, ce facteur, plus que tout autre, qui explique leur utilité pour les employeurs.

Mais le plus grave est peut-être l'intrusion dans la vie privée qu'occasionne l'usage du « détecteur de mensonge » : il est probable que la majorité des Américains seraient d'accord avec M. George Shultz pour affirmer que le fait d'être attaché à une machine et obligé de répondre à des questions indiscrètes et souvent offensantes sur les aspects les plus intimes de sa vie privée représente pour quiconque une atteinte à la dignité. Malgré la loi fédérale contre la discrimination, qui interdit aux employeurs de questionner les candidats à l'embauche sur leur religion ou leur situation de famille, dans leurs interrogatoires les examinateurs abordent très souvent de tels sujets : habitudes sexuelles, problèmes d'argent et de santé, passé psychiatrique, usage de drogues.

Autant de raisons pour lesquelles de nombreux défenseurs des droits civiques s'opposent à l'utilisation du polygraphe : dès 1977, d'ailleurs, l'étude sur la protection de la vie privée réalisée à l'initiative du président Carter avait conclu que *« le polygraphe, instrument inacceptable d'intrusion dans la vie privée des personnes, devrait être interdit »*.

Vingt Etats fédérés ont déjà adopté des lois bannissant ou limitant son utilisation par les employeurs, et un projet de loi visant à l'interdire dans tous le pays avait été approuvé par la Chambre des représentants : il fut repoussé par le Sénat. En outre, de nombreux syndicats ont fait inclure une clause interdisant son usage dans leurs conventions collectives, mais les conventions ne protègent que moins de 20 % des travailleurs américains, et elles ne s'appliquent qu'aux employés, pas aux candidats à l'embauche.

Ainsi, bien que l'opposition à l'usage du polygraphe se renforce continuellement, cette année encore plus de 2 millions d'Américains n'auront le droit de gagner leur vie que s'ils réussissent à convaincre une machine de leur honnêteté.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de mars 1987 a été tiré à 131 500 exemplaires.